

JUIN-JUILLET 2022 - BIMESTRIEL - NUMÉRO 62

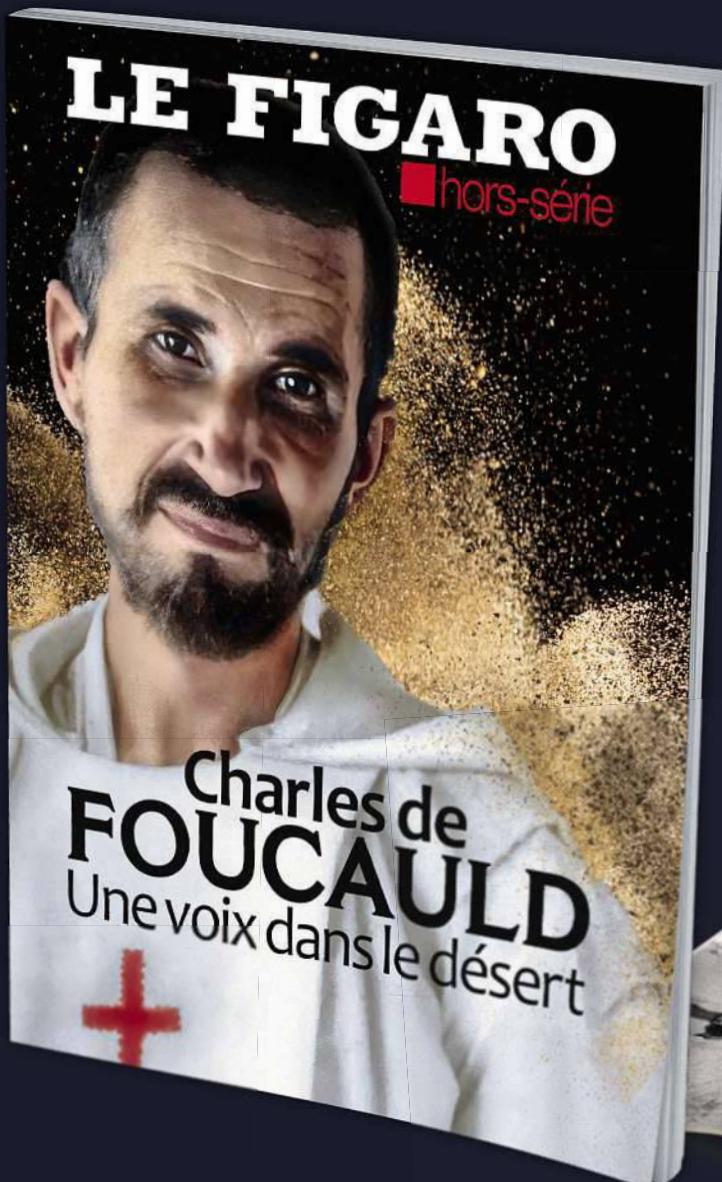


RUSSIE
LA MALÉDICTION DE
L'EMPIRE

LE FIGARO

VOUS RÉVÈLE LES DESSOUS DE LA CULTURE

hors-série



CHARLES DE FOUCAULD, UNE VOIX DANS LE DÉSERT

Orphelin impétueux, militaire indiscipliné, aventurier au Maroc, ermite en plein désert sud-sahélien : un seul nom plane sur tant de vies. Celui d'un jeune aristocrate renvoyé des hussards pour le scandale de ses conquêtes féminines, foudroyé par la grâce au point de devenir moine, puis ermite parmi les Touaregs, avant de finir assassiné en 1916 par des islamistes. A l'occasion de la canonisation de Charles de Foucauld, *Le Figaro Hors-Série* retrace son incroyable itinéraire, du Maghreb à Notre-Dame-des-Neiges, de Nazareth à Tamanrasset, et tente d'éclairer le mystère de sa vie : comment entendait-il faire connaître l'Évangile aux musulmans ? Quel regard portait-il sur la colonisation ? Que signifiait son désir d'être « *le frère universel* » ? Nourri par l'abondance de son œuvre et de sa correspondance (15 000 pages !), ce numéro aux sublimes illustrations rend hommage au géographe, au linguiste, à l'explorateur célébré par un camarade pour sa « *rage de comprendre* », et à l'homme de Dieu si épris de l'amour du Christ qu'il en est devenu un saint.

Le Figaro Hors-Série, Charles de Foucauld, une voix dans le désert, 160 pages, 12,90 €.



12,90 € Actuellement disponible
chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr/hors-série

Version digitale disponible également à **6,99 €**



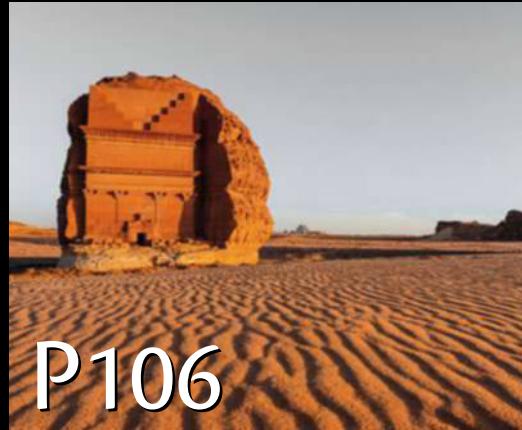
Retrouvez *Le Figaro Hors-Série* sur Twitter et Facebook



P8



P40



P106

AU SOMMAIRE

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

- 8. Rive droite, rive gauche *Par François Huguenin*
- 16. Premier président *Entretien avec Maxime Michelet, propos recueillis par Geoffroy Caillet*
- 22. Les sentiers de la gloire *Par Jean Sévillia*
- 24. Un homme d'exception *Par Michel De Jaeghere*
- 25. Côté livres
- 31. Papy-boom *Par Eugénie Bastié*
- 32. Expositions *Par Albane Piot*
- 34. La tournée des adieux *Par Marie-Amélie Brocard*
- 35. L'emprunt russe *Par Jean-Robert Pitte, de l'Institut*
- 36. La dame de la photo

EN COUVERTURE

- 40. Comment la Russie est devenue un empire
Par Hélène Carrère d'Encausse, de l'Académie française
- 48. Nicolas I^{er}, tsar de fer *Par Marie-Pierre Rey*

- 54. Le grand puzzle *Par Lorraine de Meaux*
- 68. Les bâtisseurs d'empire *Par Pierre Gonneau*
- 78. Le premier cercle *Par Irina de Chikoff*
- 86. Le grand bond en arrière *Par Pierre Lorrain*
- 92. La légende des siècles
- 96. Le roman de la Russie
- 98. Il était une fois dans l'Est
Par François-Joseph Ambroselli et Henri Grossin

L'ESPRIT DES LIEUX

- 106. Hégra, la rose des sables *Par Geoffroy Caillet*
- 114. Le rêve italien de Marie de Médicis
Par Marie-Laure Castelnau
- 118. La renaissance du Moyen Age *Par Albane Piot*
- 126. Le hiéroglyphe sans peine *Par Sophie Humann*
- 130. Sonate du temps jadis *Par Vincent Trémolet de Villers*

Société du Figaro Siège social 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris.

Président **Charles Edelstenne**. Directeur général, directeur de la publication **Marc Feuillée**. Directeur des rédactions **Alexis Brézet**.

LE FIGARO HISTOIRE. Directeur de la rédaction **Michel De Jaeghere**. Rédacteur en chef **Geoffroy Caillet**.

Enquêtes **Albane Piot, François-Joseph Ambroselli**. Chef de studio **Françoise Grandclaude**. Secrétariat de rédaction **Caroline**

Lécharny-Maratray. Rédactrice photo **Carole Brochart**. Editeur **Robert Mergui**. Directeur industriel **Marc Tonkovic**.

Responsable fabrication **Emmanuelle Dauer**. Responsable pré-presse **Corinne Videau**.

LE FIGARO HISTOIRE. Commission paritaire : 0624 K 91376. ISSN : 2259-2733. Édité par la Société du Figaro. ISBN : 978-2-8105-0988-1

Rédaction 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 57 08 50 00. Régie publicitaire **MEDIA.figaro**

Président-directeur général **Aurore Domont**. 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 56 52 26 26.

Imprimé en France par RotoFrance Impression, 25, rue de la Maison-Rouge, 77185 Lognes. Mai 2022. Origine du papier : Belgique.

Taux de fibres recyclées : 0 %. Eutrophisation : Ptot 0,015 kg/tonne de papier. **Abonnement** un an (6 numéros) : 39 € TTC.

Etranger, nous consulter au 01 70 37 31 70, du lundi au vendredi, de 7 heures à 17 heures, le samedi, de 8 heures à 12 heures.

Le Figaro Histoire est disponible sur iPhone et iPad.

CE NUMÉRO A ÉTÉ RÉALISÉ AVEC LA COLLABORATION DE **JEAN TULARD, JEAN-LOUIS VOISIN, MARIE PELTIER, PHILIPPE MAXENCE, ÉRIC MENSION-RIGAU**,

FRÉDÉRIC VALLOIRE, PIERRE DE LA TAILLE, ISABELLE SCHMITZ, BLANDINE HUK, SECRÉTAIRE DE RÉDACTION, SOPHIE SUBERBÈRE, RÉDACTRICE PHOTO,

MARY D'ANDREA, RÉDACTRICE GRAPHISTE, KEY GRAPHIC, PHOTOGRAVURE, ET SOPHIE TROTIN, FABRICATION.

EN COUVERTURE : *LE PROMÉTHÉE POLONAIS*, PAR HORACE VERNET, 1831 (PARIS, BIBLIOTHÈQUE POLONAISE). © ARCHIVES CHARMET/BRIDGEMAN IMAGES.





LA MALÉDICTION DE L'EMPIRE

LAntiquité avait vu naître les premiers Etats sous trois formes, rivales ou concurrentes.

La première était apparue à Sumer, à la fin du IV^e millénaire av. J.-C., c'était celle de la cité-Etat : une ville rassemblée autour d'une religion commune, d'un roi garant de la bienveillance des dieux, nantie d'un territoire susceptible d'assurer sa subsistance, dominant les bourgades avoisinantes, et capable de faire la guerre ou la paix.

L'autre était le royaume, tel que l'Egypte en avait donné l'exemple dans la vallée du Nil. Il consistait à réunir tous les hommes d'un même peuple, de même langue, de mêmes dieux sous le sceptre d'un maître qui traitait ses sujets comme une masse confuse, les contraignait à obéir à ses caprices, faisait d'eux les instruments aveugles de sa politique, de ses guerres et de ses chantiers de prestige.

La troisième avait vu le jour au Proche-Orient au début du I^{er} millénaire av. J.-C. après avoir été, un temps, expérimentée par Pharaon en Nubie ou en Phénicie. C'était celle de l'empire, tel qu'il avait été mis en œuvre par les rois d'Assyrie ; après eux, les Babyloniens, puis les Perses achéménides. Il était né de la conquête, par un roi plus puissant ou plus audacieux que les autres, de territoires étendus, habités par des peuples divers par les origines, par la langue et par la religion. Il se caractérisait par la continuité d'un immense territoire, que prolongeaient, parfois, au-delà de frontières imprécises, des royaumes vassaux ; par la variété des institutions et des modes de commandement, par l'assujettissement de tous au souverain, que manifestaient le versement d'un tribut et la conscription régulière de recrues. Associé à une aristocratie issue de son propre peuple, à laquelle il faisait partager gouvernements et prébendes, un roi y imposait sa domination par l'étagage de sa force, souvent par la terreur, les massacres et les déportations de populations.

Les Grecs avaient vécu aux temps mycéniens dans des royaumes « riches en or » : ceux qu'avait chantés (par ouï-dire) Homère, et qui n'avaient guère la taille que d'un modeste département français. Au terme des siècles obscurs qui avaient suivi leur mystérieux effondrement, ils avaient adopté le principe de la cité, très conforme à la géographie compartimentée de l'Hellade, mais en lui faisant prendre un tournant existentiel. Celle-ci ne serait plus soumise à un roi dictant ses volontés comme étant le reflet de ses rapports privilégiés avec le divin. Dans le contexte d'anarchie qui avait prévalu, nul n'était plus en mesure d'imposer seul sa puissance. Il avait fallu discuter, négocier. La cité grecque avait pris, peu à peu, de ce fait, une autre nature, qui lui avait donné une radicale nouveauté : elle n'était pas réunie par la force et le prestige d'un chef et de sa parentèle ; elle associait des pairs ou quasi-pairs rassemblés pour délibérer sur ce qui est juste, légitime, utile ou nécessaire, conforme au bien commun. Elle les unissait par un sentiment nouveau, qu'Aristote définit comme l'amitié, et qui permettait à l'homme de donner le meilleur de lui-même en se dépassant pour sa communauté et d'atteindre, par la recherche du Juste, à un perfectionnement de son humanité.

La cité grecque avait, pour autant, fait voir ses limites dans le particularisme et les rivalités qui avaient enfermé des hommes de même origine et de même culture dans des guerres incessantes. Elle s'était révélée impuissante à donner un cadre politique à l'unité de civilisation du monde égéen. Athènes n'avait su que tenter d'imposer par la force une hégémonie instable, qui privait ses alliés de leur indépendance sans les faire participer à un corps politique où se fût épanouie leur communauté de destin.

La cité s'était épuisée dans la guerre du Péloponnèse, dans les luttes pour l'hégémonie entre Sparte, Thèbes et Athènes qui lui avaient succédé, avant de succomber à la conquête macédonienne.

Le modèle de l'empire allait prendre un éclat nouveau, mais fugace, avec Alexandre. Il connaîtrait, à Rome, une fortune singulière, puisque c'est lui qui permettrait aux fils de la Louve de pérenniser leurs conquêtes et de dominer de manière souple et multiforme pendant plusieurs siècles tout le monde méditerranéen. Il avait acquis, avec eux, une solidité que n'avait eue aucun de ses devanciers, en Assyrie, en Babylone ou en Perse, parce qu'à l'imitation des royaumes hellénistiques des successeurs d'Alexandre, qui avaient emprunté à l'Orient la dignité royale sans remettre en cause des institutions civiques qui étaient, à leurs yeux, les signes de leur fidélité à l'hellénisme, les Romains avaient profondément renouvelé l'idée impériale en lui associant, eux aussi, la cité. L'Empire romain était, pour une grande part, une fédération de cités qui géraient de manière autonome leurs propres affaires, et qui avaient seulement renoncé à se faire la guerre, et à transformer la vie de leurs administrés en enfer sous prétexte de manifester leur indépendance et d'exprimer leur liberté. Les Romains avaient même encouragé la fondation de cités là où elles étaient absentes : dans les peuplades barbares qui avaient vécu jusque-là en tribus, les royaumes qui se tenaient pour des nations. Elles avaient donné à sa domination sa respiration, son pouls. Elles avaient été le relais d'une prudente et progressive romanisation qui avait transcendé le maintien des multiples cultures locales de cet immense ensemble multiethnique par la diffusion, au sein des élites, de la langue latine et de la littérature classique, la standardisation de l'urbanisme, la pratique des magistratures civiques : elles avaient été, dans leur diversité même, le vecteur de l'unité de civilisation.

L'Empire romain s'était effondré, au V^e siècle, sous le choc de l'invasion de peuples organisés sur le mode tribal : bandes guerrières constituées pour le pillage et la rapine sous l'autorité d'un *reks* dont les victoires témoignaient de ce qu'il bénéficiait du soutien des dieux. Toute l'histoire occidentale serait, les siècles suivants, rythmée par les tâtonnements entre ces trois formules politiques. Ici (en France, en Espagne), renouant avec l'exemple des successeurs d'Alexandre, on combinerait le modèle du royaume avec celui de la cité. Là (dans l'Europe carolingienne, l'Allemagne médiévale, la Mitteleuropa des Habsbourg), on chercherait, vainement, à poursuivre le rêve d'empire universel. Ailleurs (dans l'Italie du Moyen Âge et de la Renaissance, l'Allemagne du traité de Westphalie), les cités resteraient souveraines, dans une émulation qui aiguiserait leur rayonnement culturel en même temps qu'elle les condamnerait à vivre, à l'image des Grecs, dans un monde émietté, en conflit perpétuel.

Replié quant à lui sur les terres d'ancienne implantation hellénique, l'empire d'Orient se prétendrait orgueilleusement le successeur légitime de Rome : après avoir perdu les deux tiers de son territoire dès la conquête arabe au VII^e siècle, il n'avait en réalité assuré sa survie qu'en tournant le dos aux principes de la romanité et de l'empire pour adopter ceux d'un royaume hellénistique. A Constantinople, ce qui se maintenait dans les fastes et les ors, les pompeuses titulatures qui se réclamaient du prestige impérial, c'était une Grèce qui avait enfin atteint à son unité.

La Russie, c'est son drame, aujourd'hui comme hier, est née à la conscience politique par le biais de sa conversion, au X^e siècle, à une orthodoxie qui faisait alors briller de tous ses feux un rêve d'empire que les Byzantins avaient, en réalité, renoncé eux-mêmes à poursuivre, mais dont

ils maintenaient l'illusion comme le marqueur de leur supériorité sur un Occident fragmenté et barbare. Redécouvert au XVI^e siècle, lorsque triompha la prépondérance de Moscou, et alors que la chute de Byzance avait ouvert la perspective d'une *translatio imperii*, le modèle avait de quoi séduire un peuple au territoire encore mal défini et à la recherche d'une identité à la hauteur de son énergie. Il convenait à une population dure à la peine, à la soif d'expansion d'élites issues de bandes guerrières, aux grands espaces de la Moscovie. Il justifiait, aux yeux des tsars, que règne une autocratie absolue. Jamais la Russie ne s'est dès lors pensée comme enfermée dans les limites que lui donneraient d'évidentes frontières, destinée à la mise en valeur d'un pré carré. Le souci de sa sûreté lui imposait de tenir en respect les peuples des steppes. L'admiration, parfois teintée de mépris ou de jalousie, que suscitait le formidable développement occidental imposait qu'elle se rende capable de communiquer avec l'Europe par la Baltique. Le souvenir éblouit de Constantinople et le scandale de la conquête ottomane l'attiraient vers les mers du sud. La sauvegarde des peuples du Caucase paraissait lui imposer d'y tendre la main aux chrétientés oubliées d'Arménie et de Géorgie. L'immensité sibérienne semblait lui promettre une expansion indéfinie.

La Russie n'a sans doute jamais véritablement poursuivi, comme l'a prétendu Toynbee, le rêve de s'imposer comme la Troisième Rome et de fonder un Etat sans limite. Mais elle s'est construite en lui en empruntant les pratiques. Elle n'est pas une nation, elle est un empire.

Or, un empire reste un ensemble instable. Il ne peut jouir du consensus que forge, au sein des nations, l'unité de religion et de langue, la communauté de mœurs et de souvenirs. Il ne peut trouver l'équilibre que dans la dynamique qui rend, aux yeux de ses sujets, sa puissance irrésistible. En butte aux sécessions des peuples hétérogènes qu'il associe mais que ne lie entre eux aucun souvenir historique, si ce n'est celui de lui avoir été, ensemble, assujettis, il ne trouve sa sûreté que dans la formation, à ses marges, de glacis, la pratique d'expéditions punitives destinées à faire, périodiquement, un exemple sur ceux de ses sujets qui tenteraient d'être indociles. Il ne peut être considéré par ses voisins et la plus grande partie de ses populations elles-mêmes que comme une menace et un ennemi.

Rome avait, longtemps, échappé à la malédiction parce qu'elle avait liquidé, hors les Parthes, toute concurrence à ses frontières, qu'il ne lui revenait de défendre que contre une poussière d'insignifiantes peuplades. Qu'elle avait, surtout, réuni en Orient, sous sa domination, un monde hellénisé par trois siècles de vie civique, et dont elle avait elle-même adopté la culture. Les Romains avaient eu le génie d'en étendre, à l'ouest, le régime aux tribus barbares qu'ils s'étaient soumises. Rien de tel pour les peuples dont les tsars ont fait, en quatre siècles, la conquête, et qu'ils ont bien plutôt tenu pour des colonies, sporadiquement livrées à des entreprises de « russification ».

La longue pratique de l'autocratie, relayée au XX^e siècle par la dictature communiste, et désormais reprise à son compte par Vladimir Poutine, les facilités apportées à la mainmise sur les peuples sujets par la continuité de son territoire avec celui de ses conquêtes lui ont permis d'en conserver longtemps le contrôle, à l'heure où se délitaient les autres empires coloniaux. Mais l'effort que leur sauvegarde a rendu nécessaire a absorbé son énergie, maintenant ce géant politique – l'Etat le plus étendu de la planète – dans la condition de « puissance pauvre » (Georges Sokoloff), en même temps qu'il multipliait, autour de lui, hostilités et suspicions, renforçant, en retour, son complexe de forteresse assiégée par ses adversaires.

La guerre lancée le 24 février dernier en Ukraine par Vladimir Poutine est trop proche de nous pour être encore un objet d'histoire. Nous n'en connaissons que les apparences. Nous sommes sujets aux retournements, aux manipulations, aux surprises. Nous ne pouvons prévoir ce que sera son avenir. La justification qu'en a donnée le président russe, celle d'une lutte ouverte pour la « dénazification » du pays par une « opération spéciale » qui renouerait, par ses objectifs, avec la guerre contre l'Allemagne nazie, témoigne de la persistance, dans l'imaginaire des dirigeants russes, de l'imagerie en carton-pâte de la propagande de l'Union soviétique. Le récit qui fait de l'héroïque Ukraine la victime innocente de la volonté de puissance d'un dictateur fou, pour bénéficier du relais des télévisions d'information permanente, n'en relève pas moins quant à lui d'une mythologie destinée à donner, à une guerre qui est devenue (qui est depuis l'origine ?), par Ukrainiens interposés, un conflit américano-russe, les couleurs eschatologiques d'un combat du bien et du mal.

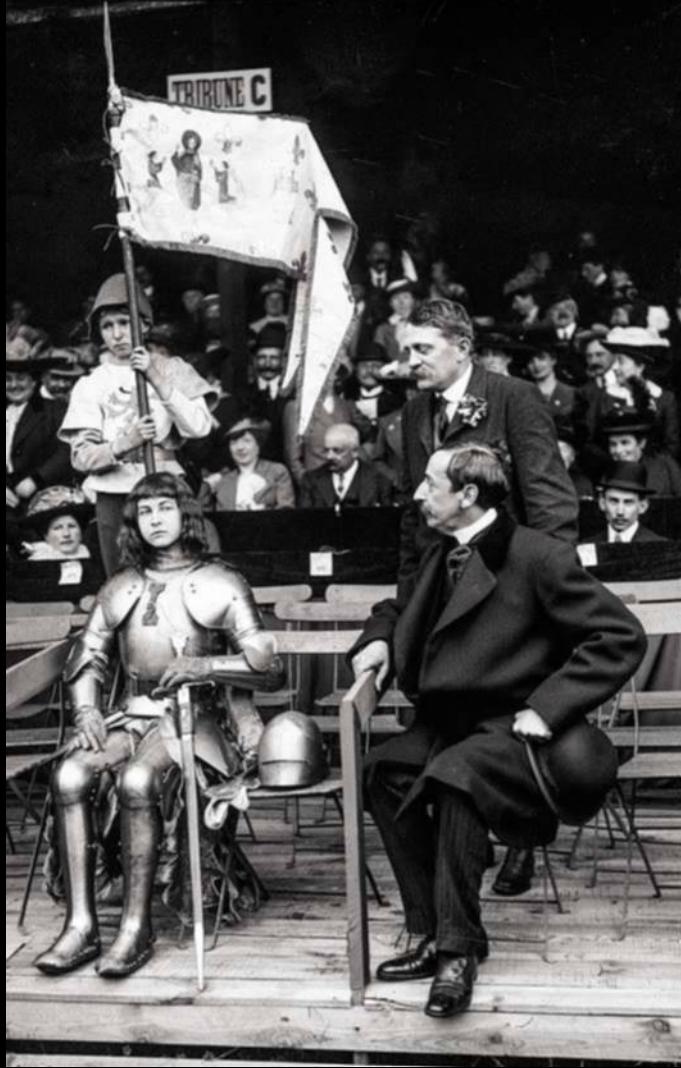
Ce qui émerge du brouillard répandu sur les faits, les événements, les arrière-pensées, les rapports de force est tout autre. Soljenitsyne avait, lui-même, dénoncé, dès 1998 (dans *La Russie sous l'avalanche*, Fayard), les entreprises menées à grands frais par les Etats-Unis pour séparer l'Ukraine de la Russie, soulignant qu'elles relevaient de la volonté de réduire à néant la puissance russe en s'associant, au sein de l'Otan, un arc baltique, qui irait de l'Estonie à Sébastopol, et qu'elles ne manqueraient pas de déboucher un jour sur une confrontation militaire.

N'importe. Qu'en agitant la perspective d'une perte de contrôle du premier cercle de sa zone d'influence, tenu en outre par les Russes pour le cœur de leurs plus lointaines origines, les Etats-Unis aient ou non poussé Vladimir Poutine à la faute dans le but d'affaiblir, au prix de bien des morts, la Russie, de la renvoyer au statut de puissance secondaire ; que la guerre se traduise en définitive par un resserrement de l'Otan qui renforce de manière spectaculaire, par la résurrection de l'ennemi, le leadership américain en Europe ou qu'elle débouche, en dépit des formidables pressions économiques qu'exerce l'Amérique en sens contraire, sur un rapprochement de la Russie avec la Chine ; qu'elle permette ou non aux Russes de s'emparer de l'Ukraine russophone et de retrouver ainsi (mais dans un pays jonché de cadavres, meurtri par les pillages, les bombardements, les viols) leur fenêtre sur les mers chaudes, l'histoire retiendra qu'en envahissant une nation souveraine, en endossant le rôle de l'intraitable impérialiste face à la courageuse Ukraine, le président russe s'est lancé dans une aventure aux conséquences incalculables, dans un monde où la mécanique des alliances peut à tout moment, comme elle le fit en 1914, transformer le dérapage d'un conflit local en conflagration générale.

On fait pourtant fausse route, il me semble, en attribuant cette décision à sa psychologie, à sa démesure, à sa folie. Elle paraît bien plutôt relever de la fatalité impériale dans laquelle l'histoire a inscrit, depuis quatre siècles, son pays. Sa volonté désespérée de maintenir l'Ukraine dans son orbite, fût-ce au prix de sa destruction, de l'isolement diplomatique et de la ruine de la Russie, obéit à une logique dont il n'était pas le maître, et qui le condamnait en quelque sorte à agir. Vladimir Poutine n'a trouvé à la déstabilisation de l'empire russe d'autre réponse qu'une guerre que, passé l'illusion d'une victoire éclair, il ne peut plus gagner que dans les ruines. Telle est la malédiction de l'empire : il peut tenir les peuples sujets dans un carcan de fer, mais il condamné à ne jamais trouver de repos celui qui exerce sur eux son hédonie.

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

© MAURICE LOUIS BRANGER/ROGER-VIOLLET. © BRIDGEMAN IMAGES. BEN BLACKALL/© 2021 FOCUS FEATURES, LLC.

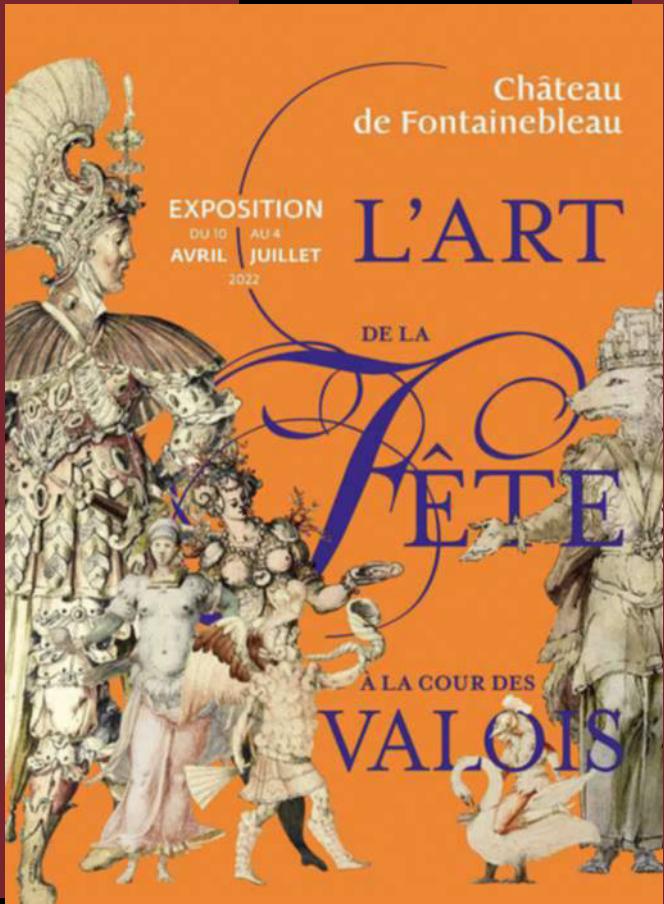


8
RIVE DROITE,
RIVE GAUCHE
DROITE ET GAUCHE
ONT-ELLES DÉFINITIVEMENT
DISPARU AVEC L'ÉLECTION
PRÉSIDENTIELLE ?
SI LEUR DUALITÉ REMONTE
À LA RÉVOLUTION,
ELLES SONT DEVENUES
AU FIL DU TEMPS
DES CATÉGORIES RELATIVES
ET MOUVANTES, VIDES DE
TOUTE PENSÉE POLITIQUE.

16 PREMIER PRÉSIDENT

À L'ORIGINE DE LA V^E RÉPUBLIQUE,
IL Y EUT... LOUIS-NAPOLÉON
BONAPARTE. DANS UN OUVRAGE
PASSIONNANT, MAXIME MICHELET
SCRUTE LES QUATRE ANNÉES
QUE PASSA LE FUTUR NAPOLÉON III
À LA TÊTE DE LA II^E RÉPUBLIQUE
ET MET EN LUMIÈRE LE CARACTÈRE
FONDATEUR DE SA PRÉSIDENCE.





32
JOYEUSES
FÊTES
SI L'ON CONNAÎT
L'IMPORTANCE DES FÊTES CHEZ
LES VALOIS, ON PEINE À SE
REPRÉSENTER LEUR SPLENDEUR.
L'EXPOSITION QUI S'EST
OUVERTE AU CHÂTEAU
DE FONTAINEBLEAU LES
RESSUSCITE AVEC BRIO.

ET AUSSI
LES SENTIERS DE LA GLOIRE
UN HOMME D'EXCEPTION
CÔTÉ LIVRES
PAPY-BOOM
LA TOURNÉE DES ADIEUX
L'EMPRUNT RUSSE
LA DAME DE LA PHOTO

MARY À TOUT PRIX
Ci-contre : lady Mary
incarnée par la comédienne
Michelle Dockery
dans *Downton Abbey II*.



À L'AFFICHE
Par François Huguenin

Rive Droite, rive gauche

L'élection présidentielle a consacré l'effondrement des partis de gouvernement. Droite et gauche avaient renoncé à incarner les idées qui les nourrissaient depuis deux siècles.

C'est depuis longtemps devenu un rite. A chaque soirée électorale, le décompte vient indiquer le poids de la droite et celui de la gauche. Qui ne se souvient de la victoire du Cartel des gauches ou du Front populaire, de l'ancrage de la Ve République à droite avant la victoire de François Mitterrand en 1981 ? Pourtant, depuis cinq ans, le paysage a changé. Le président Macron se veut hors du clivage partisan traditionnel. L'addition des voix de droite et de gauche, en comptant les « extrêmes » devenus plus puissants que les partis dits « de gouvernement » à l'agonie, ressemble à celle des choux et des carottes. On ne sait plus de quoi on parle, mais on en parle toujours. C'est pourquoi il faut faire l'histoire de cette dualité pour savoir de quoi il retourne.



MONARCHIENS ET PATRIOTES

11 septembre 1789 : l'Assemblée nationale constituante, réunie à Versailles, tente de refonder un système politique pour remplacer la monarchie absolue, qui s'est effondrée durant l'été. Ce jour-là, on débat du veto à accorder au roi. Deux camps s'opposent : celui des partisans d'un veto absolu, et donc d'un exécutif royal puissant ; celui de ceux qui en tiennent pour un veto suspensif, donnant moins de poids au pouvoir royal. Les députés se regroupent selon leur choix. Le premier camp s'installe à droite du président. Le second se pose à gauche. A droite, les monarchiens veulent freiner le mouvement révolutionnaire ; à gauche, les constitutionnels

puis, plus loin, les patriotes entendent au contraire l'accélérer. La partition de l'hémicycle est fixée. Elle est toujours en vigueur deux cents ans après, quand la monarchie n'est plus qu'un souvenir, quand les régimes politiques se sont multipliés et succédé ! Lorsque la Constituante viendra s'établir à Paris, dans la salle du Manège des Tuileries, au lendemain des journées d'Octobre, les députés de droite seront appelés les « aristocrates » et ceux de gauche les « patriotes ». On le voit déjà, les mots sont plus favorables à la gauche qu'à la droite. La gauche est le camp du mouvement, et même du Progrès. La droite, celui de l'immobilisme, voire du

retour en arrière, donc de la Réaction. Et l'extrême de la droite sera toujours trouvée plus extrême que celle de la gauche, même quand cette dernière, avec le parti communiste, soutiendra le stalinisme, puis la guerre de l'URSS en Afghanistan en 1979...

Qu'est-ce qui distingue cependant la droite et la gauche ? Au fil du temps, les choses ont évolué. Comme l'a bien noté Fabrice Bouthillon dans *L'Illégitimité de la République* (Editions Dialogues), rompant avec le consensus qui entoura longtemps l'Ancien Régime, la gauche a fait la Révolution au nom d'un individualisme à prétention universelle (celui qui sous-tend la Déclaration

des droits de l'homme). En réaction à ce bouleversement qui prit d'emblée un tour violent, la droite se fit le défenseur de l'enracinement, des traditions, que Barrès érigera, au tournant du XX^e siècle, en culte de « *la terre et des morts* », après avoir été l'écrivain du « *culte du moi* ».

DROITES ET GAUCHES PLURIELLES

La gauche est donc le parti de la Révolution, du Progrès, de l'Universel ; la droite, celui de l'arrêt de la Révolution, voire du retour à l'ordre ancien, et du respect des libertés concrètes que garantissent les traditions. D'un côté des majuscules, de l'autre des minuscules. Ce n'est pas fortuit. Mais la Révolution est un « faux départ » pour le couple droite-gauche, comme l'a remarqué Marcel Gauchet dans *La Droite et la Gauche. Histoire et destin* (Gallimard). A l'issue de la convulsion révolutionnaire, Bonaparte a en effet réalisé à la fois le souhait de la droite – en mettant un terme à l'anarchie – et celui de la gauche – en entérinant les acquis de la Révolution française, à savoir la fin de la société d'ordres et des priviléges (l'égalité devant la loi) et la vente des biens nationaux.

Ce n'est qu'à la Restauration que la vie politique parlementaire s'organise durablement entre droite et gauche. Avec immédiatement un tiers, le centre, qui va permettre de gouverner. Car, dans cet équilibre instable, c'est au centre que l'on gouverne le plus souvent. Au même moment apparaissent les extrêmes de la droite et de la gauche, et le centre lui-même se divise entre centre droit et centre gauche. On passe donc spontanément de deux à trois pôles, et même à six composantes, quatre seulement étant

© FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO PHOTO. © LAURE BOYER/HANS LUCAS/AFP.



EN MÊME TEMPS Page de gauche : sous les ors de la salle des fêtes du palais de l'Elysée, Emmanuel Macron est investi président de la République pour un second quinquennat, le 7 mai 2022. Son élection en 2017 a entériné l'effondrement des historiques partis de gouvernement de la Ve République, lui-même se voulant hors du clivage partisan traditionnel. A droite : la statue de l'*Egalité*, place de la République, lors de l'acte IV des gilets jaunes, le 8 décembre 2018.



considérés comme « partis de gouvernement », puisque le centre gouverne par exclusion des extrêmes.

Le débat politique oppose alors trois courants : à droite, les ultras, qui veulent limiter les libertés prévues par la Charte de 1814 et rétablir les priviléges de l'Eglise catholique ; à gauche, le parti libéral, attaché aux libertés acquises en 1789, qui conditionne son soutien aux Bourbons à leur respect, mais abrite en son sein une frange désireuse de renverser la monarchie restaurée ; au centre, les « constitutionnels », qui veulent la Charte et rien que la Charte. La victoire des ultras sous Charles X (1824-1830) et l'atteinte à la liberté de la presse par les ordonnances du 26 juillet 1830 font chuter le régime lors des journées restées célèbres sous le nom de Trois Glorieuses.

Avec la monarchie de Juillet, et le changement dynastique des Bourbons vers un Orléans, Louis-Philippe, le panorama politique se structure autour des soutiens au gouvernement, composé des hommes du « mouvement », au centre gauche, qui souhaitent calmer le peuple en effervescence par quelques réformes, et de ceux de la « résistance », au centre droit, qui veulent assurer l'ordre par la force. Aux franges, et contre le régime, on a, à droite, les légitimistes, partisans de l'héritier des Bourbons, le comte de Chambord ; à gauche, quelques bonapartistes et surtout les républicains, organisés en sociétés secrètes pour les plus extrêmes d'entre eux comme Blanqui ou Barbès. Durant la monarchie de Juillet, les hommes du mouvement monopolisent le nom de « libéraux » et ceux de la résistance sont désignés comme « conservateurs », formant deux forces de gouvernement au centre gauche et au centre droit,

celle de Thiers et du journal *Le Constitutionnel* et celle de Guizot s'appuyant sur le *Journal des débats*.

La révolution de février 1848 se fait sur l'échec de la politique de Guizot, qui avait voulu maintenir coûte que coûte le suffrage censitaire. Le gouvernement provisoire qui arrive au pouvoir se compose de républicains, les uns dits modérés comme Lamartine ou Arago, les autres représentant l'extrême gauche, qu'ils soient radicaux comme Ledru-Rollin ou socialistes comme Louis Blanc. L'institution de la République, la liberté de la presse et la limitation de la durée du temps de travail sont les mesures principales prises par ce gouvernement, dans un mélange hétéroclite où se côtoient les idéaux républicains, libéraux et socialistes, et ceux de toutes les nuances de la gauche.

Aux élections d'avril 1848, une nouvelle répartition politique se fait jour à la Constituante : au centre, une écrasante majorité républicaine modérée ; à droite, un petit groupe orléaniste que rejoindra bientôt Thiers ; à gauche, le parti de la République sociale, dont les leaders Barbès et Blanqui (non élu) vont tenter le coup de force avec les révoltes de mai et juin, réprimées par le général républicain Cavaignac.

Cette répression va rendre les républicains modérés très impopulaires : après l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence de la République, les législatives

de mai 1849 donnent une majorité royaliste. A l'issue du coup d'Etat de Bonaparte, les orléanistes se rallient cependant au Second Empire pour garantir l'ordre.

Après dix ans de vie politique mise sous le bûcheau, l'Empire réalise son tournant libéral dans les années 1860. Les élections de 1869 recomposeront la vie politique en deux extrêmes : à droite, les royalistes, et à gauche, les républicains. Au centre, les bonapartistes autoritaires subissent un échec et se constituent, autour d'Emile Ollivier, un « Tiers Parti » dynastique mais libéral qui forme une majorité avec les orléanistes ralliés. Le sénatus-consulte d'avril 1870 accentue l'évolution parlementaire du régime, mais la défaite de 1870 emporte l'Empire dans l'effondrement militaire.

Durant les trente premières années de la III^e République, après l'écrasement de la Commune, dernier soubresaut révolutionnaire, par le gouvernement de Thiers, le clivage majeur sépare conservateurs (légitimistes et orléanistes dont la division empêche une restauration monarchique) et républicains, mais ces derniers gagnent en permanence du terrain à partir des élections de 1876. C'est la période où dominent les républicains modérés, qui ont une position centrale, contre une droite dite conservatrice et une gauche très minoritaire et partagée, elle aussi, entre radicaux et socialistes.





MARIONNETTES

Page de gauche, en haut :

Je l'aurai ! Tu ne l'auras pas..., dessin satirique de Grandville paru dans *La Caricature morale, religieuse, littéraire et scénique* le 30 juin 1831. Dans cette scène, que Talleyrand déguisé en Paillasse présente au public, Louis-Philippe, les bras levés, se penche sur Charles X tombant à la renverse, tandis que le roi des Français est lui-même sur le point d'être frappé par Marianne avec le bâton du « Pouvoir ». Page de gauche, en bas : l'expulsion des moines de la Grande Chartreuse, le 29 avril 1903. Porté au pouvoir après la victoire du Bloc des gauches aux législatives de 1902, Emile Combes mène une politique violemment anticléricale expulsant les congrégations et préparant la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat. Ci-contre : *Les Délégués des colonies et Jules Ferry, novembre 1892*, par Frédéric Régamey (Paris, musée du Quai Branly-Jacques Chirac).

En 1902, cependant, les radicaux obtiennent la majorité. Succédant à Waldeck-Rousseau se définissant comme « républicain modéré, mais pas modérément républicain », le gouvernement Combes identifie, dans le sillage de l'affaire Dreyfus, la cause de la République à celle d'un anticléricalisme militant, expulsant les congrégations et préparant la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat. C'est sur cette cohésion idéologique que se constitue et perdure jusqu'à la Grande Guerre le « Bloc des gauches ».

LE NATIONALISME PASSE À DROITE

Bien des idées ont cependant changé de camp en cette fin du XIX^e siècle. C'est singulièrement le cas du nationalisme. La nation a été au commencement une idée révolutionnaire. Non que la nation française date elle-même de la Révolution : elle a au contraire été construite par les dynasties capétiennes successives. Mais elle n'existe pas indépendamment du roi qui l'incarnait et qui était le garant de son unité. Avec la Révolution, se met en place, dans les institutions, l'idée de souveraineté de la nation ou de souveraineté populaire.

Ce transfert de souveraineté du monarque absolu à l'Assemblée a d'abord créé le

régime le plus liberticide que la France ait jamais connu : la Terreur. L'essentiel de la pensée politique, durant les années 1790-1850, a dès lors été conditionné par un double questionnement : comment avait-on pu, au nom de la liberté, engendrer un tel monstre ? Comment arrêter définitivement la Révolution ? C'est la question posée, dans l'ordre d'apparition, tant par le conservateur irlandais Edmund Burke (*Réflexions sur la Révolution de France*) que par les penseurs réactionnaires Joseph de Maistre et Louis de Bonald, ou par les grands théoriciens du libéralisme (Benjamin Constant, Guizot et Tocqueville). Tous ont fait une critique, plus ou moins radicale de l'idée de souveraineté populaire, soit en la récusant totalement, comme Maistre – « de tous les monarques, le plus dur, le plus despote, le plus intolérable, c'est le monarque peuple » (*De la souveraineté du peuple. Un anti-contrat social*) –, soit en acceptant le principe, mais en refusant que cette souveraineté débouche en pratique sur un pouvoir sans limite, comme Benjamin Constant dans sa critique mémorable de Rousseau.

La nation est quant à elle un concept utilisé par la plus grande partie de la gauche

contre la médiation monarchique revendiquée par une partie de la droite. C'est en son nom que se développent l'école des Hussards noirs de la République mais aussi l'entreprise coloniale.

Sous la III^e République, l'expansion coloniale est en effet défendue avant tout par les différents courants de la gauche : par le grand écrivain libéral Anatole Leroy-Beaulieu (*De la colonisation chez les peuples modernes*) comme par les grandes figures républicaines comme Jules Ferry ou Gambetta, au nom de la nécessité d'exporter les Lumières et les principes de la Révolution française aux « races inférieures » (Jules Ferry).

La droite est au contraire réticente, car c'est l'époque où elle commence à investir un nationalisme où elle veut voir, de son côté, la conservation de la patrie charnelle, celle qui a été héritée des pères. Un Déroulède est dès lors opposé à la colonisation parce que l'effort qu'elle nécessite détourne le pays de l'essentiel : reprendre à l'Allemagne l'Alsace et la Lorraine (« *J'ai perdu deux sœurs, et vous m'offrez vingt domestiques !* »). Dans les deux dernières décennies du XIX^e siècle, outre le boulangisme, on assiste à un essor des ligues patriotes marquées par un antiparlementarisme enté sur



l'idée que le système des partis, corrompu, est incapable de défendre l'intérêt bien compris de la patrie. Une droite extrême s'empare de la thématique nationaliste, avec un accent de revanche contre l'Allemagne et de contestation du système républicain, avivé par le scandale de Panama.

Le basculement définitif s'effectue avec l'affaire Dreyfus. Sauf à de rares exceptions, la gauche est dreyfusarde et la droite anti-dreyfusarde. La partition entre une gauche attachée aux grands principes universels (en l'occurrence la justice, les droits de l'homme et le refus de l'antisémitisme), fût-ce au prix d'un certain antimilitarisme et d'un anticatholicisme assumé, et une droite focalisée sur la défense de la nation et de l'armée dans la perspective de récupérer les territoires perdus en 1870 se retrouve ici à l'état chimiquement pur. Désormais, le nationalisme sera à droite, qu'il soit républicain ou contestataire, comme l'atteste le renouveau du royalisme avec l'Action française.

LA RÉPUBLIQUE AU XX^E SIÈCLE

La guerre de 1914 va cependant sceller, pour un temps, la trêve des luttes partisanes dans « l'Union sacrée ». Face à l'invasion du territoire, le patriotisme est en effet pleinement assumé par la gauche républicaine, tout en étant unanimement partagé par ses adversaires conservateurs.

Son issue va paradoxalement mettre fin à la Révolution. Car dans le sang versé sur le sol de la patrie en danger, la République a conquis une légitimité qui ne repose plus sur des valeurs « universelles », mais sur la défense du sol français (Fabrice Bouthillon, *L'Illégitimité de la République*). Après un siècle de turbulences, la République s'est stabilisée non pas sur son idéologie, mais sur

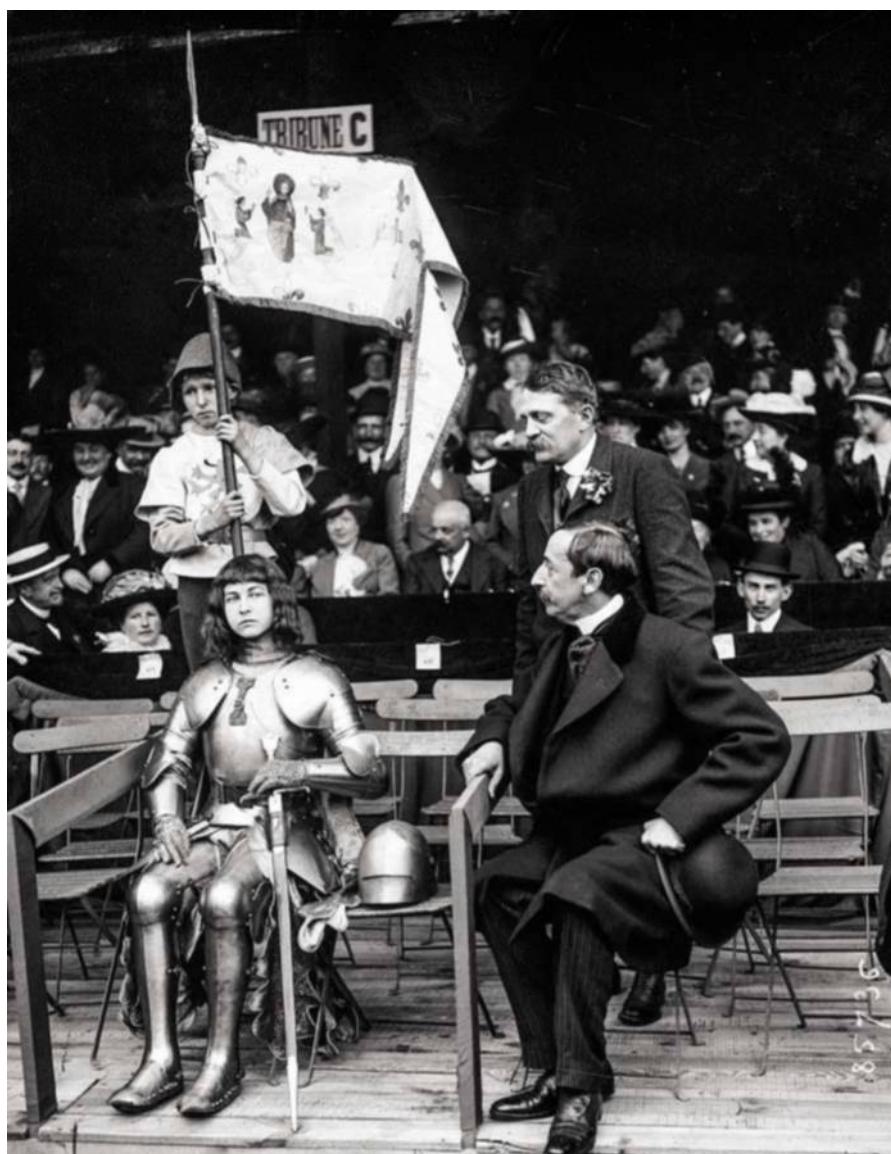
les valeurs ancestrales de la défense de la patrie. Enfin consolidée, elle est arrachée à son origine révolutionnaire.

L'après-guerre voit se succéder une période de gouvernement de coalition de centre et de droite, comme celle de la Chambre du Bloc national (1919-1924), une première brève expérience de Cartel des gauches sous la houlette d'Edouard Herriot entre 1924 et 1926, dix ans d'instabilité avec une chambre ingouvernable, et l'avènement du Front populaire, où les communistes font une percée à la gauche extrême de la Chambre, sans toutefois participer au gouvernement Blum, composé de radicaux et de socialistes. Malgré des réformes emblématiques comme les

congés payés et la semaine de 40 heures, au bout d'un an, le programme socialiste est abandonné et l'expérience s'arrête.

La guerre, avec le régime de Vichy auquel se rallient hommes de droite ou de gauche, extrémistes ou modérés, monarchistes ou parlementaires, met entre parenthèses la vie politique démocratique.

A la Libération, appuyé sur ses maquisards, ses bandes armées, sa réputation autoproclamée de « parti des 75 000 fusillés » (il a en réalité attendu 1941 et la rupture du pacte germano-soviétique pour entrer dans la Résistance), le parti communiste s'impose comme la force politique dominante, tandis que la droite est discréditée par son assimilation à la collaboration.



BAGARRE GÉNÉRALE Page de gauche, en haut : le 22 janvier 1898, Jean Jaurès est frappé à la tribune de l'Assemblée par le comte de Bernis, après avoir exhorté le groupe socialiste à rejoindre le camp des dreyfusards. S'ensuit un affrontement entre partisans et adversaires du capitaine (illustration du *Pèlerin* du 6 février 1898).

Page de gauche, en bas : Maurice Barrès aux Fêtes de Jeanne d'Arc à Compiègne, le 8 juin 1913. Figure de proue du nationalisme français, défenseur de l'enracinement et des traditions, il se fait le chantre du culte de « *la terre et des morts* ». Ci-contre : *Le Front populaire*, par Maximilien Luce, vers 1936 (collection particulière). Malgré des réformes emblématiques, cette coalition des partis de gauche qui accéda au pouvoir en mai 1936 se disloqua dès avril 1938.

La IV^e République voit le paysage se recomposer entre un pôle de gauche extrême, le PCF, un centre d'inspiration démocrate-chrétienne avec le MRP, et, entre les deux, un Parti socialiste qui n'est plus la première force de gauche.

L'instabilité ministérielle (vingt-quatre gouvernements en douze ans) et la crise algérienne provoquent la prise du pouvoir par De Gaulle et la fondation de la V^e République.

De 1958 à 1974, sous les présidences de De Gaulle et de Pompidou, la droite est largement majoritaire et l'élection du président de la République au suffrage universel, depuis la réforme de 1962, comme le scrutin uninominal à deux tours renforcent l'organisation de la vie politique autour du clivage droite-gauche.

Avec la fin du gaullisme et le septennat de Giscard d'Estaing, c'est un « *quadrille bipolaire* », selon l'expression du constitutionnaliste Maurice Duverger, qui se compose d'une droite gaulliste (RPR) et d'un centre droit (UDF), d'une gauche socialiste ou communiste. La gauche l'emporte avec François Mitterrand en 1981, mais comme avec Blum, l'expérience socialiste tourne court, avec le tournant de la rigueur en 1983. Majorités de droite ou de gauche, dès lors, se succèdent, y compris lors de trois périodes de cohabitation (1986-1988, 1993-1995, 1997-2002). Le système, marqué par la résurrection d'une droite nationaliste en réaction au laxisme migratoire qui a suivi la décolonisation, semble s'épuiser. Cela permet à Emmanuel Macron de s'imposer à la présidentielle de 2017, puis à celle de 2022, laissant les partis de gouvernement de droite et de gauche exsangues.

MARQUEURS FUYANTS

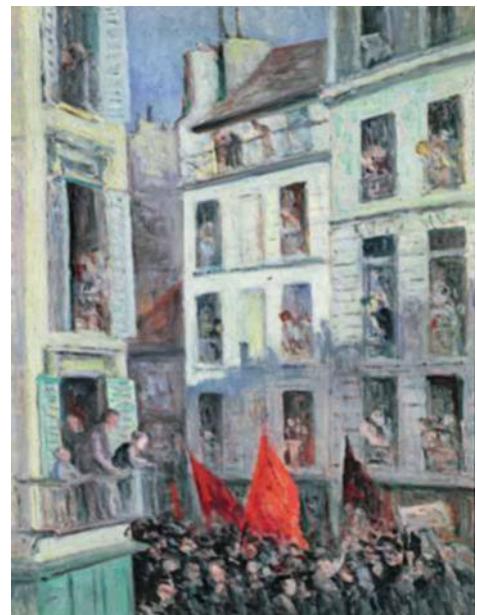
Qu'est-ce, pourtant, que cette droite, que cette gauche ? La définition est malaisée.

Assez répandue avant la Première Guerre mondiale, la xénophobie est ainsi

devenue un élément singulier du discours de la droite extrême entre les deux guerres. Mais la politique des ministres de l'Intérieur successifs, notamment radicaux (Camille Chautemps, Albert Sarraut), s'est souvent montrée aussi impitoyable pour les étrangers, y compris réfugiés de la guerre d'Espagne ou Juifs fuyant l'Allemagne qui sont internés dans des camps ou renvoyés chez eux.

La question sociale est, depuis la Révolution, un thème de gauche, celui que privilient justement les « socialistes », puis les communistes. Mais, à la fin du XIX^e siècle, autour de personnalités comme Albert de Mun ou Ozanam, puis avec la première Action française, d'avant 1914, une droite sociale, souvent catholique, avait fait de cette question un axe majeur de son discours, contre un libéralisme qui était devenu de plus en plus dominé par les questions économiques et tolérait l'exploitation des plus faibles au nom de la liberté d'entreprendre.

La question n'en est pas moins restée structurante du débat politique au XX^e siècle. Elle l'est restée tout au long de la guerre froide, où l'anticommunisme rimait avec l'atlantisme, et donc avec le modèle capitaliste offert par les Etats-Unis. Mais face à l'effondrement de l'idéal représenté par le socialisme réel (celui de l'Union soviétique ou de dictatures telles que Cuba), face aussi à ses propres difficultés au pouvoir, la gauche a progressivement déserté à partir de 1983 le terrain du social, comme l'a emblématiquement symbolisé la présidence de François Hollande, pourtant élu sur une campagne contre la finance, pour se recentrer sur les thèmes sociétaux (le libertarisme issu de Mai 68, un antiracisme dévoyé en communautarisme). Ceux-ci forment désormais l'essentiel du corpus idéologique de la France insoumise et des écologistes.



LES DROITES ET LES GAUCHE

Comment dès lors s'y retrouver ? Marcel Gauchet a proposé (*La Droite et la Gauche*) une tripartition qui oppose centre droit et centre gauche, droite et gauche, extrême droite et extrême gauche. Elle a l'avantage de la neutralité. Il y a toujours, à droite et à gauche, une position de base, antagoniste avec le camp d'en face, une posture extrême, qui rend inaccessible le pouvoir, et une posture centriste espérant bien être de tous les gouvernements. La grille est plus convaincante que la fameuse tripartition de René Rémond (*Les Droites en France*) entre légitimisme, orléanisme et bonapartisme, clé de lecture qui a pu, en un sens, être valable à la fin du XIX^e siècle, mais a volé en éclats avec une Action française antilibérale et soutenant les Orléans, et n'a plus aucun sens avec Vichy et De Gaulle. Quant à la gauche, ses expériences de gouvernement, celle de Blum, puis celle de Mitterrand, laissent perplexe quant à la cohérence entre le discours et la pratique.

Le vrai est que la question économique a profondément modifié la donne politique. A l'impuissance des différents gouvernements face à la crise économique installée depuis le début des années 1970, renforcée par le développement d'un capitalisme mondialisé et financiarisé de manière irrationnelle, a succédé l'abdication de toute forme de décision en ce domaine, par la délégation de tous les pouvoirs à une Europe gagnée à la cause du libéralisme économique. Ce que Marcel Gauchet appelle le « *mitterrando-chiraquisme* » a créé une forme de renoncement au politique qui fait que, dans leur pratique gouvernementale, droite et gauche se rejoignent sur une même doxa économique et une absence de volonté politique. Ce vide



vertigineux, qui a rendu les notions de droite et de gauche de plus en plus dépourvues de sens proprement politique, a engendré la montée de propositions alternatives : à droite, depuis le milieu des années 1980, sur le thème de l'immigration ; à gauche, comme on le constate aujourd'hui, dans une juxtaposition impossible à unifier entre un ancien discours social et un communautarisme débridé. Ces phénomènes, qualifiés paresseusement d'extrêmes de la droite et de la gauche, ce qui ne parle que du positionnement sur un échiquier politique et non de pensée politique, ont été mieux analysés comme étant des populismes, en rupture avec le système politique établi, où la référence à un homme providentiel tente de pallier la désagrégation de la vie démocratique. Et ils ont été coiffés sur le poteau par un autre populisme, mais du centre, comme l'a vu Marcel Gauchet, celui d'Emmanuel Macron. Un centre que l'on pourrait qualifier d'extrême centre, voué au libéralisme économique, se montrant peu soucieux, en temps de crise, des libertés publiques, et ne s'autorisant aucune autonomie par rapport à la vision économique de Bruxelles. Avec, à l'élection présidentielle de 2022, l'effondrement des « partis de gouvernement » de la Ve République, dans des proportions qu'aucun analyste n'avait imaginées.

C'est qu'en réalité, la droite et la gauche ne sont que des catégories relatives et mouvantes, qui ne sont pas en elles-mêmes porteuses d'une vision politique claire et arrêtée. Dans ces conditions, les Français ont plébiscité les populismes, celui du président sortant et ceux des extrêmes. Comme l'a montré Marcel Gauchet, la structuration droite-gauche est celle d'une société postrévolutionnaire, fondée sur l'individu, où le corps social ne peut plus être symbolisé que par sa fragmentation. La bipolarité gauche-droite est

la représentation la plus claire et la plus stable de ce nouveau monde. La division droite-gauche dit à la fois la compréhension d'un tout social et du morcellement fondateur de la société des individus. Comment expliquer alors l'effondrement des partis de droite et de gauche qui structuraient la vie politique ? Le clivage a certes gardé sa « *fonction identitaire* » (Marcel Gauchet), mais il a perdu sa force de mobilisation parce que droite et gauche sont des concepts mouvants, relatifs. Le centre du président Macron l'est plus encore puisqu'il n'existe que par le contraste avec les deux pôles qui le font naître. Retrouver des idées à droite et à gauche : tel est le défi auquel nombreux se sont cassé les dents depuis une quarantaine d'années. Disons-le nettement : tout simplement, parce que les idées ne sont ni à droite, ni à gauche, moins encore au centre. La droite et la gauche n'appartiennent pas à la catégorie de la pensée politique.

CONSERVATEURS, LIBÉRAUX, SOCIALISTES

Sur ce plan, comme l'a montré récemment, en prolongeant les travaux de Pierre Manent, le philosophe Jean-Noël Dumont (*Qu'est-ce qu'un fasciste ? Le Centurion*), après le changement de paradigme dû à la Révolution, il existe trois postures politiques : le conservatisme, le libéralisme et le socialisme. Le conservatisme cherche à préserver ce qui rend possible une vie en commun : des traditions, un pays. Le libéralisme est ce courant qui tient que la

liberté seule, avec la protection des droits des individus, peut faire advenir une vie en société qui ne se fasse pas au détriment des êtres humains. Quant au socialisme, s'il est d'accord avec ce volontarisme libéral, il pense qu'on ne peut devenir pleinement humain dans une société qui nous permet de l'être au détriment des autres. A côté de ces postures politiques, Jean-Noël Dumont en distingue deux autres qui ne sont pas politiques : le fascisme, il aurait pu dire le totalitarisme, qui absorbe le politique dans le tout ; l'anarchisme, qui le dilue dans l'individu. Mais il faut en rajouter deux : le progressisme, qui est l'illusion de croire en un progrès infini et global qui exonère du fait de penser le politique ; et la réaction, qui rêve à un retour en arrière dont notre histoire politique montre depuis deux siècles qu'il est illusoire.

L'échec cuisant de la gauche vient peut-être de ce qu'elle ait jeté aux orties le socialisme pour un progressisme sociétal qu'elle partage avec le président Macron et la majeure partie de l'ancienne droite de gouvernement. Celui de la droite tient au fait d'avoir réduit le libéralisme à un économisme qui est très éloigné du libéralisme politique. Car on peut être libéral économiquement et farouchement adversaire des libertés publiques : le précédent quinquennat l'a montré. A contrario, le libéralisme de Montesquieu, Constant, Tocqueville ou Montalembert était un libéralisme politique. Ni l'une ni l'autre n'incarne plus, quoi qu'il en soit, un véritable courant politique. La disparition de leur électorat est venue



couronner la dilution de leur identité au profit d'un centre attrape-tout qui entend les incarner toutes « *en même temps* ».

Cette grille de lecture, aussi ancienne que celle du couple droite-gauche, paraît plus féconde pour la pensée politique. Car là où la droite et la gauche s'opposent de manière manichéenne ou se diluent dans un centre informe, les postures conservatrice, libérale et socialiste peuvent se décliner ensemble, sans se confondre. L'art politique est, depuis les Grecs, l'art de la composition – qui n'est pas la compromission – note Pierre Manent dans *La Cité de l'homme*. On peut, par exemple, être conservateur anthropologiquement, libéral quant aux institutions et socialiste en économie. Ou accepter une part de chaque posture dans la manière d'appréhender différents sujets. D'ailleurs, la menace écologique ou le péril transhumaniste, le risque de guerre du fait de puissances qui sont des dictatures, la fracture sociale qui se creuse, ces défis de notre temps nous obligent à nous poser les questions à partir de ces trois postures : que voulons-nous conserver ? quel est le prix de notre liberté ? pouvons-nous admettre un monde d'une telle violence sociale ? A ces questions, la gauche et la droite ont cessé de répondre, et ceux qui veulent les dépasser n'ont plus de propositions. A l'heure où le conservatisme reste, en France, le mal-aimé d'une idéologie encore empreinte de l'évangile révolutionnaire, où le libéralisme politique, abandonné depuis Aron, est confondu avec l'économisme, et où le socialisme a déserté le social pour le progressisme sociétal, il serait temps de réinvestir ces positions à frais nouveaux. Pour penser le politique.

François Huguenin est historien des idées. Il enseigne l'histoire de la pensée politique à l'Ircam et à l'Institut catholique de Paris.

L'IMPORTANT, C'EST LA ROSE

Page de gauche, en haut : François Mitterrand le 21 mai 1981, jour de sa prise de fonctions, sur les marches du Panthéon, où il est venu s'incliner sur les tombes de Jean Jaurès, Jean Moulin et Victor Schoelcher. Page de gauche, en bas : Jean-Luc Mélenchon à la convention de la Nouvelle union populaire écologique et sociale, le 7 mai 2022. En s'alliant dans la Nupes, les gauches françaises (La France insoumise, EELV, PS et PC) espèrent constituer un contre-pouvoir, lors des élections législatives des 12 et 19 juin 2022. Ci-contre : *L'Homme du peuple*, 1789. *L'Homme de la Cour*, 1791. « *Tantôt froid, tantôt chaud, tantôt blanc, tantôt noir, / A droite maintenant, mais autrefois à gauche...* » (Paris, musée Carnavalet).



À LIRE de François Huguenin



L'Action française
Perrin, « Tempus »,
704 pages, 12 €.
*Histoire intellectuelle
des droites*
Perrin, « Tempus »,
512 pages, 11 €.

Premier Président

Dans *L'Invention de la présidence de la République*, Maxime Michelet revient sur les quatre années de la présidence de Louis-Napoléon Bonaparte et met en lumière les origines de notre pouvoir exécutif.

Auteur d'une biographie remarquée d'Eugénie (*L'Impératrice Eugénie, une vie politique*, Cerf, 2020) et président des Amis de Napoléon III, Maxime Michelet publie, chez Passés Composés, *L'Invention de la présidence de la République. Chronique rigoureuse et alerte de la II^e République*, son ouvrage invite à « rompre avec une historiographie téléologique » qui engloutit volontiers ce régime méconnu et son président, Louis-Napoléon Bonaparte, dans une mémoire honnie, au nom du coup d'Etat de 1851. Il met aussi en lumière la nouveauté radicale que constitua le suffrage universel masculin, point d'ancrage du bonapartisme naissant comme de la V^e République à venir.

En quoi la II^e République (1848-1852), qui fait suite à la monarchie de Juillet renversée en février 1848, fut-elle, comme l'écrivit Charles de Freycinet, « une des plus passionnantes [périodes] que l'histoire ait enregistrées » ?

Cette II^e République, clé de voûte de son siècle au plan chronologique, est à mes yeux le champ de bataille le plus ouvert des idées du XIX^e siècle, si fécond en



LA CARTE MAÎTRESSE
Page de droite : *Napoléon III*, par Félix François Barthélémy Genaille, 1852 (Rome, Museo Centrale del Risorgimento). Avant d'endosser la tenue d'empereur, Louis-Napoléon avait été président de la II^e République. Il avait toujours gardé dans son jeu le coup d'Etat. Ci-contre : l'historien Maxime Michelet, qui consacre ses recherches à la II^e République et au Second Empire.

réflexions politiques, constitutionnelles et sociales. Elle rassemble tout l'éventail des idéologies politiques : de l'extrême gauche utopiste à la droite légitimiste, orléaniste, bonapartiste, des républicains libéraux aux républicains modérés ou plus avancés, ils sont tous là, débattent tous, se battent, surtout.

Ce que j'essaie de montrer dans cet ouvrage, c'est l'importance qu'il y a à rompre avec l'idée téléologique qu'on se fait de la II^e République. Elle n'était pas condamnée à mourir jeune et elle a à son actif toute une vie, riche en débats et en confrontations idéologiques. L'analyse de la période 1849-1851, notamment,

montre que rien n'était joué. Aucun parti n'était certain de l'emporter dès le départ et, surtout, les conservateurs ont réfléchi et débattu de l'organisation des pouvoirs publics. D'authentiques débats ont vu le jour, par exemple sur la décentralisation, même si celui-ci n'a pas abouti puisque le régime s'est effondré.

A quoi tient donc sa mauvaise réputation ?

D'abord au fait qu'elle soit devenue rapidement une république sans républicains, ce qui, aux yeux de ceux-ci, suffisait à la condamner. Ensuite à sa trajectoire, qui a commencé sur une illusion lyrique,

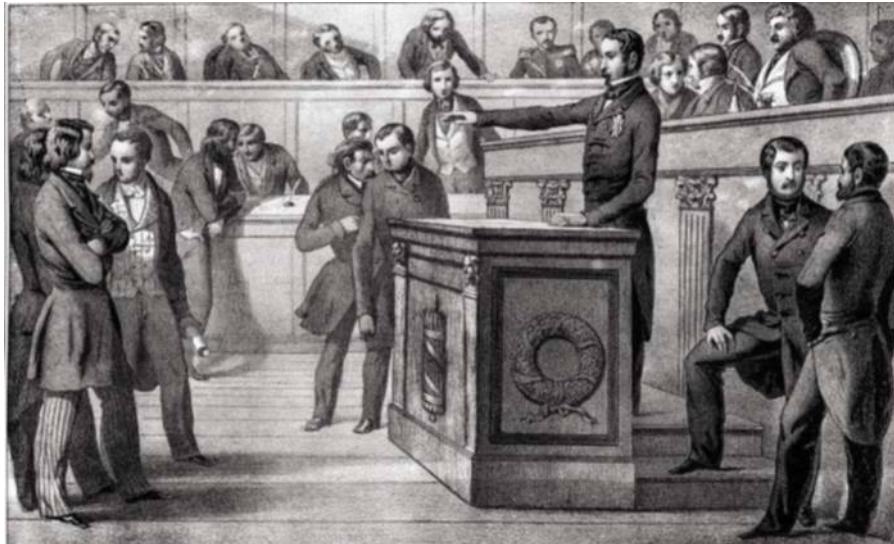
avec le renversement de Louis-Philippe en février 1848, mais très rapidement s'est abîmée dans la répression des journées de Juin. Après l'élan du printemps 1848, il n'y a plus eu qu'un ressac : l'écrasement des journées de Juin, l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte, celle d'une majorité de droite à l'Assemblée nationale. Cette prise de pouvoir par les conservateurs a été interprétée par l'histoire télologique que j'évoquais comme une condamnation à mort de la République, qui a semblé dès lors ne plus être qu'une sorte de zombie, de cadavre dont ses opposants allaient se repaître. Les acteurs de la III^e République ont souligné le danger qu'avait fait peser sur elle l'élection du président de la République au suffrage universel. Quant aux bonapartistes, qui avaient tout intérêt à expliquer que sa Constitution était viciée, ils ont fait valoir que celle-ci avait favorisé un blocage institutionnel entre pouvoirs exécutif et législatif, et que ce dysfonctionnement originel avait inévitablement provoqué son effondrement. La II^e République s'est donc retrouvée quasiment sans défenseur puisque tous les partis qui avaient participé à sa courte existence ont expliqué que, siège née, elle était destinée à disparaître parce que trop faible pour survivre.

« Ce qui domine en lui, c'est l'insignifiance », écrivit Charles de Rémusat de Louis-Napoléon Bonaparte. Qui était le neveu de Napoléon en 1848 ?

Il n'était en rien un homme qui aurait débarqué de nulle part et se serait imposé comme par magie. Etre le neveu de Napoléon Bonaparte suffisait, en effet, à faire de lui quelqu'un. Il avait aussi un passé, ayant tenté deux fois de prendre le pouvoir par la force en 1836 et 1840, avant d'être emprisonné jusqu'à son évasion rocambolesque de 1846. Mais ces mêmes raisons le faisaient apparaître aussi comme un personnage un peu falot : ses deux coups de force s'étaient en effet soldés par des échecs et, au physique, il ressemblait

© ERIC GARAU/TASSO AND CO. © BRIDGEMAN IMAGES.





peu à un Bonaparte. La gloire de Napoléon le Grand est d'ailleurs invoquée dès 1848 pour souligner la médiocrité de « Napoléon le Petit » et se moquer de la nullité présumée du neveu face au génie légendaire de l'oncle. En 1848, Louis-Napoléon Bonaparte est en réalité un stratège et un penseur politique de premier plan, loin de l'imbécile qu'ont dit d'aucuns. Il a une pensée politique solide et s'est aussi construit comme l'héritier de son oncle. Or il va parvenir à synthétiser cet héritage, à le structurer, à l'organiser, à lui donner une cohérence et à en faire le bonapartisme. Car s'il a existé un bonapartisme pratique, lié à l'exercice effectif du pouvoir par Napoléon, il n'y a pas eu de bonapartisme politique avant Louis-Napoléon Bonaparte. Aux yeux des Français, auprès desquels la propagande bonapartiste diffuse largement son image, il apparaît avant tout comme l'héritier dynastique d'un héritage politique dont il est le représentant le plus efficient. D'ailleurs, lorsque des bonapartistes candidatent à sa suite dans des circonscriptions où il a pu enregistrer des scores de 70 à 80 %, ils ne parviennent pas à réitérer ces performances. Y compris le prince Jérôme, dernier frère de l'Empereur. Preuve que Louis-Napoléon n'est pas un homme de paille ou un prénom interchangeable.

A quoi a-t-il dû son succès, lui que les élites ne se privèrent pas de critiquer et de donner comme perdant ?

Le nom de Bonaparte était déjà un programme en soi. Les Français se

souvenaient du règne de Napoléon et savaient donc ce qu'un Bonaparte pratiquerait comme politique. Mais Louis-Napoléon a pu compter sur le suffrage universel masculin. Celui-ci avait été proclamé sous la 1^{re} République mais difficilement mis en pratique car les conditions n'étaient pas réunies. Or, à travers les élections locales sous la monarchie de Juillet, les Français s'étaient politisés. Ils étaient plus mûrs pour embrasser le suffrage universel, que Louis-Napoléon Bonaparte incarne à plein en 1848. Par son nom et son programme, il s'adresse au peuple français dans son ensemble. Il tire aussi profit de la complexité de la dynastie napoléonienne, dont les fonctions et l'héritage se transmettent par le sang, mais qui est élue, ratifiée et légitimée par le peuple et tire ses droits du suffrage universel.

Quand Louis-Napoléon Bonaparte revient en 1848, il doit notamment affronter le reproche d'avoir tenté deux coups d'Etat en 1836 et 1840. Il y répond en faisant valoir qu'il a seulement échoué là où février 1848 a réussi et qu'il est l'héritier d'un homme plébiscité par des millions de Français, contrairement à Louis-Philippe, seulement approuvé par 200 parlementaires. Son succès tient donc aussi à sa capacité à comprendre l'instant, en l'occurrence cette innovation incroyable que représente le suffrage universel dans la vie politique française. Quand la droite conservatrice s'attaque à ce système, elle offre à Louis-Napoléon un excellent moyen de s'imposer petit à petit comme l'incarnation du peuple face à une assemblée attentatoire à ses droits.

Comment caractériser son exercice du pouvoir ?

C'est un homme déterminé, voire tête, qui donne facilement l'impression qu'il écoute son interlocuteur alors qu'il reste fixé sur son idée et finit par l'appliquer. Il est d'un calme olympien et d'une puissance de détermination qui désarme ses adversaires. Il a le culte du secret, ce qui lui est très utile pour les circonvenir mais représente aussi une faiblesse, car on l'accusera toujours d'être une sorte de conspirateur, idée accréditée par ses yeux perpétuellement mi-clos.

Ce qui est fascinant, c'est qu'il donne dès son élection le sentiment d'être un président très puissant, qui s'appuie sur une pratique bonapartiste du pouvoir, alors que la Constitution ne lui en donne quasiment aucun. Sur le papier, Louis-Napoléon, entre 1849 et 1851, serait plutôt Vincent Auriol ! Il ne peut pas faire grand-chose, si ce n'est utiliser son aura, la puissance et l'image de sa magistrature pour s'imposer politiquement, ce qu'il fait tout en restant très respectueux des institutions. En réalité, il agit très patiemment, sans se faire imposer un autre agenda que le sien.

Il nomme ainsi en décembre 1848 un cabinet issu de la majorité de droite, qu'il renouvelle en juin 1849 après les élections législatives, puis attend le mois d'octobre pour le renvoyer et en nommer un autre, tout en légitimant le fait qu'il est dans ses droits. Lorsque, en janvier 1851, l'Assemblée nationale fait chuter le gouvernement pour protester contre le renvoi du général Changarnier, il ne répond pas par la force mais nomme un gouvernement intérimaire, puis ouvre des négociations pour parvenir à former, en avril suivant, un gouvernement de réconciliation avec la majorité. On est donc loin d'un président putschiste et autoritaire. Jusqu'à l'été 1851, où il se rallie à la nécessité du coup d'Etat, il refuse d'ailleurs toutes les propositions de coup de force, qu'elles émanent de Persigny, lors sa prestation de serment, ou du général Changarnier en 1849. Il donne ainsi l'image d'un président très légaliste, ce qui n'est pas le



© BNF. © PARIS-MUSÉE DE L'ARMÉE, DIST. RMN-GRAND PALAIS/EMILIE CAMBIER. © BNF.

moindre paradoxe puisqu'il est honni dans notre mémoire nationale comme le président qui a renversé les institutions régulières de la République.

Qu'est-ce qui a rendu son coup d'Etat possible ?

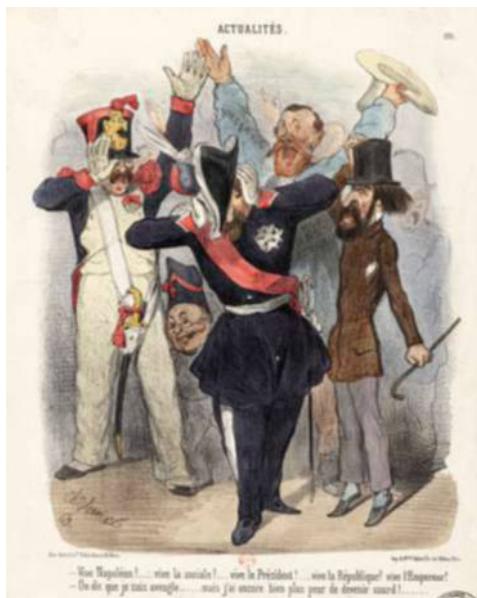
Evidemment, il ne faut pas non plus dépeindre Louis-Napoléon Bonaparte en gardien vertueux des institutions ! Il a

toujours gardé dans son jeu la carte du coup d'Etat. Mais ce qui l'a rendu nécessaire à ses yeux, c'est l'échec, en 1851, de la réforme constitutionnelle visant à lui permettre de renouveler son mandat de quatre ans. Empêché de se représenter, il s'est trouvé dans une impasse politique et institutionnelle. Il s'est aussi heurté au caractère impraticable de la solution intermédiaire, qui aurait consisté à aller jusqu'à l'élection de 1852 en espérant, avec une certaine probabilité, que les Français le maintiennent à la présidence de la République, de façon à s'appuyer sur ce fait électoral pour agir sur la mécanique institutionnelle. Cette hypothèse était toutefois risquée, d'autant que se profilait aussi le spectre d'une prise du pouvoir par les « partageux », dépeints avec le couteau entre les dents. Il fallait

donc agir vite. Louis-Napoléon s'est aussi rendu compte en novembre 1851 que la tension était telle qu'il devait aussi craindre ses opposants légitimistes, dont le leader Berryer cherchait à se débarrasser de lui en laissant pourrir la situation, quitte à ce que la République implose. Pour toutes ces raisons, il me semble que l'historiographie téléologique d'un président qui prend le pouvoir en fomentant dès 1848 un coup d'Etat pour s'y maintenir relève de la facilité.

La restauration de l'empire relevait-elle chez lui de l'intention cachée ou s'est-elle imposée tardivement ?

La restauration impériale était cohérente avec le projet dynastique de son oncle, mais elle ne formait pas le cœur de



LA CONFUSION DES GENRES Page de gauche : *Proclamation du président de la République par l'Assemblée nationale, le 20 décembre 1848*, in *Collection de Vinck*.
Un siècle d'histoire de France par l'estampe, 1770-1871 (Paris, Bibliothèque nationale de France). Ci-contre : *Vive Napoléon ! Vive la sociale ! Vive le président ! Vive la République ! Vive l'empereur !* par Charles Vernier, 1850, in *Collection de Vinck*. *Un siècle d'histoire par l'estampe, 1770-1871* (Paris, BnF). En haut : *Ralliement de la Garde nationale lors du coup d'Etat du 2 décembre 1851*, par Eugène Lacoste, 1852 (Paris, musée de l'Armée).



l'ambition politique de Louis-Napoléon, qui était avant tout de réinstaurer les idées napoléoniennes, comme le montre l'ouvrage éponyme qu'il publie en 1839 et où il structure une théorie sur le bonapartisme. L'institution dynastique ou monarchique en est quasiment absente ; le plus important pour lui est de rétablir les institutions bonapartistes, qu'on peut résumer ainsi : le peuple exprime sa volonté par le suffrage universel, celle-ci s'incarne dans un homme doté d'un pouvoir exécutif fort, lequel s'appuie sur un Etat fort afin de transformer cette volonté en action. Sa réforme des institutions, en janvier 1852, au lendemain du coup d'Etat, aboutit à une « République décennale », qui établit la primauté exécutive et servira de base constitutionnelle au Second Empire. Elle ne sera réformée qu'à la marge pour instaurer la dynastie. On est donc loin de la caricature de Louis-Napoléon, volontiers dépeint en homme avide de saisir le pouvoir par la force, dans la seule vue du luxe et des plaisirs qui s'y attachent.

C'est durant son mandat présidentiel, de 1848 à 1852, qu'apparaît toute la complexité du bonapartisme, qui se trouve au carrefour de la monarchie, de la république et d'une démocratie dotée d'un pouvoir exécutif très fort, et reflète la propre complexité de Louis-Napoléon Bonaparte. Je ne pense vraiment pas qu'il avait de projet caché. Au contraire, son plus ancien et plus fidèle allié, Persigny, le trouve même timide et lui force la main pour restaurer la dignité impériale, en passant de nouveau par le même vecteur, le peuple. Parti en voyage à travers la France, Louis-Napoléon y est acclamé, et lorsqu'il rentre à Paris, le Sénat affirme qu'il a entendu le peuple français et répond à son vœu en lui proposant de restaurer la dignité impériale en Louis-Napoléon Bonaparte. Le peuple dit oui et Louis-Napoléon, qui a semblé totalement passif dans cette dynamique, n'a plus qu'à accepter sa volonté. Bien sûr, il s'agit de propagande, mais elle a malgré tout un sens politique. Quand on voit que le

La Première Election présidentielle de l'Histoire.

1848. Eric Anceau, Yves Bruley, Jean Garrigues et Jean Tulard

En décembre 1848, pour la première fois dans notre histoire, les Français élisent au suffrage universel (uniquement masculin) le chef de l'Etat. Enjeux, campagne et résultats sont restitués par Eric Anceau. Jean Garrigues y voit la naissance de l'homme providentiel. Et l'événement passionne toute l'Europe, rappelle Yves Bruley. Quant à Jean Tulard, il évoque les débats de l'Académie des sciences morales et politiques où s'opposent Thiers et Tocqueville sur ce mode de scrutin. On notera d'amusantes caricatures. TC SPM, « *Kronos* », 116 pages, 13 €.



AU BONHEUR DES DAMES

Ci-contre : *Les Dames de la halle abusant de la permission*, par Charles Vernier, 1851, in *Collection de Vinck*. *Un siècle d'histoire par l'estampe*, 1770-1871 (Paris, BnF). Page de droite : portrait officiel de Louis-Napoléon Bonaparte au palais de l'Elysée, qui devint sa résidence après son élection à la présidence de la République, en décembre 1848. On lui doit l'agencement des pièces du palais telles qu'elles existent aujourd'hui.

régime bonapartiste prend le temps de penser cette mise en scène de la restauration impériale, on comprend qu'on n'a pas affaire à un clan de putschistes ou de conspirateurs médiocres, mais de gens qui ont une pensée, des ambitions et une capacité à les structurer.

L'actuel président de la République doit-il quelque chose à Louis-Napoléon ?

L'un comme l'autre ont donné l'impression de surgir de nulle part en 1848 et 2017. Or rien n'est plus faux car ils n'étaient pas des inconnus. Mais Louis-Napoléon n'était porté que par un petit cercle, alors qu'Emmanuel Macron a disposé d'une partie de l'appareil d'Etat et des élites. Louis-Napoléon, lui, s'est vraiment appuyé sur le peuple, qui l'a d'ailleurs élu à 75 % des voix. Aucun des deux n'était impréparé, Emmanuel Macron étant même bien intégré dans les cercles du pouvoir. Ni l'un ni l'autre n'était Jeanne d'Arc !

Ce qui les rassemble, c'est le jeune âge auquel ils ont accédé à la présidence de la République (Louis-Napoléon avait 40 ans lors de son élection) et le fait que ce sont tous deux des stratégies politiques de grande envergure, qui se fondent sur une image de modernité et entendent moderniser le pays à toute allure. Pour le reste, ce sont plutôt leurs différences qui sautent aux yeux. On applique volontiers à Emmanuel Macron tous les poncifs habituels sur le bonapartisme : la verticalité, l'autoritarisme, la mise au pas des députés... Mais rien de cela ne suffit à faire un bonapartiste. Le bonapartisme, c'est une pensée structurée de l'Etat, du pouvoir, de la France, de sa place dans le monde et en Europe. Il me semble que la suppression du corps préfectoral correspond plutôt à une position de rupture avec l'héritage bonapartiste.

« Louis Napoléon Bonaparte a fondé notre République », écrivez-vous. N'est-ce pas paradoxal, puisque vous rappelez que les pouvoirs du président étaient alors très limités ?

Si l'on voulait résumer la présidence de Louis-Napoléon Bonaparte, on pourrait dire qu'il fut un président de la V^e République dans les institutions de la IV^e. Ce n'est pas la II^e République qui est la mère de notre V^e République, mais bien Louis-Napoléon Bonaparte qui en est le père, à travers les idées et les discours où il se présente comme le représentant du peuple. Toute sa pensée institutionnelle et constitutionnelle jusque sous le Second Empire se trouve en fait dans la Constitution que De Gaulle porta sur les fonts baptismaux en 1958. On y retrouve la primauté de l'exécutif et l'abaissement du parlementarisme, auxquels il faut ajouter, à partir de 1962, la grande fondation de la puissance présidentielle de la V^e République : l'élection au suffrage universel direct. Il fallait l'aura de De Gaulle pour pouvoir marier avec la République un élément perçu par les républicains comme le plus dangereux pour elle. La caricature de De Gaulle en Napoléon III ou la publication du *Coup d'Etat permanent* de Mitterrand n'ont d'ailleurs pas manqué de faire ressurgir le spectre du bonapartisme vu à travers le coup d'Etat de 1851. De fait, le gaullisme est le petit-fils du bonapartisme : il reprend une partie de son héritage, qu'il parvient à réconcilier avec la tradition républicaine française, même si, compte tenu de la tournure de plus en plus présidentielle du pouvoir depuis une quinzaine d'années, la V^e République s'éloigne à grands pas de cette tradition. Il n'y a en effet pas grand-chose de commun entre les idées d'un Alphonse de Lamartine ou même d'un Adolphe Thiers, ni d'un Gambetta ou d'un Ferry, et notre République actuelle, qui sera pourtant bientôt la plus durable de toutes celles que nous avons connues. La V^e République me semble l'héritage le plus manifeste et le plus vivant de cette

© BNF. © LA DOCUMENTATION FRANÇAISE, LA FOSSÉ D'APRÈS NATURE.



21
HISTOIRE

nation qui n'a jamais cessé, depuis le XIX^e siècle, de réfléchir à ses institutions, à leur organisation et à la façon de traduire la volonté populaire en action. C'est ce qui explique son hybridation : on n'a cessé de détricoter et retricoter la Constitution parce qu'on n'arrive pas à trancher entre la primauté de l'exécutif et celle du législatif. On l'a décrise comme une monarchie républicaine, mais le terme me semble impropre parce qu'une monarchie se caractérise fondamentalement par la non-élection du chef de l'Etat. Il vaudrait mieux la décrire comme une république néobonapartiste, dans laquelle l'effacement du Premier ministre rappelle la volonté de Louis-Napoléon de ne pas reprendre de président du Conseil en octobre 1849. Quant à De Gaulle, il est à mes yeux le dernier bonapartiste, le dernier à avoir eu des idées proches du bonapartisme et à les avoir mises en pratique puisqu'il a pu gouverner. Mais c'est un Bonaparte

sans dynastie ni même fils politique, malgré ceux qui se sont réclamés de lui. Car Pompidou serait plutôt Thiers ou Guizot. Quant à Chaban-Delmas, trahi par Chirac en 1974, et à Philippe Séguin, dernier héritier du bonapartisme, ni l'un ni l'autre n'est parvenu à accéder au pouvoir.

À LIRE



L'Invention de la présidence de la République L'œuvre de Louis-Napoléon Bonaparte
Maxime Michelet
Passés/Composés
400 pages
24 €



© BALTTEL/SIPA.

I fut un temps pas si lointain, explique Gilles Malvaux, « où parler de gloire était aussi courant qu'acheter une baguette ou entrer dans un café ». Officier de marine, diplômé de l'Ecole navale et de l'Ecole de guerre, l'auteur publie un ouvrage passionnant dans lequel il explore la place occupée par la gloire – le concept et le mot – dans l'histoire et la culture françaises. Un essai iconoclaste, dont le but est aussi de comprendre pourquoi cette place reste vide aujourd'hui, et par conséquent de poser la question : « Avons-nous perdu le sens de la gloire ? »

Ce livre, à sa façon, relève de l'histoire des mentalités, discipline dont la maîtrise est subtile, tant sa matière est multiple, dispersée et difficile à saisir. « Une approche rationnelle, presque mathématique, assure toutefois Gilles Malvaux, est possible pour évaluer objectivement l'importance de la gloire dans le fonds culturel français. » Et d'ajouter : « Le terrain de la langue française s'y prête bien. » Prenant l'exemple de l'*Histoire de la langue française* de Ferdinand Brunot, monumentale somme publiée au début du XX^e siècle par celui qui fut le premier titulaire de la chaire d'histoire de la langue française de la Sorbonne, Malvaux précise que ses huit mille pages contiennent des centaines et des centaines d'occurrences du mot « gloire », glanées dans les romans, la poésie, les journaux ou les textes administratifs français.

Dans son sens le plus courant, la gloire est d'abord militaire. « La France est le pays de la gloire, souligne l'auteur, et cette gloire est celle des armes. » En témoignent les innombrables rues Jeanne-d'Arc ou places du 11-Novembre que l'on trouve sur tout le territoire. En témoignent encore, dans l'ordre du vocabulaire, les expressions attachées aux figures héroïques du passé, depuis cette affiche de recrutement de la marine, dans l'entre-deux-guerres, qui invitait à suivre Suffren et Surcouf dans leur « sillage de gloire », en passant par les officiers qui accompagnaient Napoléon à Sainte-Hélène, surnommés les « Robinsons de la gloire », ou jusqu'à Guynemer, as de l'aviation, disparu « en plein ciel de gloire ».

LES SENTIERS DE LA GLOIRE

Avons-nous perdu le sens de la gloire ? Omniprésente dans notre culture, elle n'a pas survécu à l'avènement de la société liquide, pour laquelle toute mort est d'abord un scandale.

Pourtant, Gilles Malvaux constate que le sens premier de la gloire est religieux. A l'âge des cathédrales, la gloire est réservée à Dieu, tandis que les hommes les plus méritants n'ont droit qu'à la louange. Dans les églises, la nef est traversée d'une poutre de gloire décorée d'un Christ ou d'une croix. L'étendard des Templiers porte la mention « Ne donne pas à nous, Seigneur, ne donne pas à nous la gloire, mais à ton nom », formule inspirée du *Non nobis* des Psaumes qui est repris dans le rituel de la messe. Pendant la Révolution, les Vendéens insurgés contre la Convention reprennent cette antienne dans leur chant *Les Bleus sont là* : « Nous n'avons qu'une gloire au monde, c'est la victoire du Seigneur. »

L'imaginaire guerrier, à cet égard, rejoint la notion chrétienne de la gloire de Dieu à travers la pratique du *Te Deum*, cérémonie religieuse célébrée après une victoire militaire. Dans cette perspective, c'est Dieu, *in fine*, qui donne la victoire en récompensant le bon droit. « Le nombre incalculable de *Te Deum* chantés en France suffirait, rappelle Gilles Malvaux, à montrer que c'est la fille aînée de l'Eglise qui fut faite à coups d'épée. » Le rite du *Te Deum*, apparu au Moyen Age, a longtemps perduré malgré la séparation des Eglises et de l'Etat. Le 17 novembre 1918, un *Te Deum* est chanté à Notre-Dame de Paris. Le 9 août 1944, une cérémonie analogue se déroule dans l'église de La Chapelle-Saint-Aubin, un village de la Sarthe tout juste libéré par la 2^e DB : célébré en présence du général Leclerc, c'est le premier *Te Deum* de la Libération.

En 1643 paraît un *Discours de la gloire de la France* annonçant que le siècle du Dauphin (alors le futur Louis XIV) serait « le siècle d'or, et son règne, le règne de la plus grande fortune, et de la plus grande gloire de la France ». Au temps de la monarchie, le





LA GLOIRE DES ARMES

Ci-contre : *Défilé de la victoire, le 14 juillet 1919*, par François Flameng, 1919 (Paris, musée de l'Armée). En tête, viennent, à gauche, le maréchal Foch et, à droite, le maréchal Joffre. Page de gauche, en bas : *Le Départ des volontaires de 1792, dit La Marseillaise*, par François Rude, 1833-1836 (Paris, façade est du piédroit nord de l'Arc de triomphe). Dans son sens le plus courant, la gloire est d'abord militaire. Au XIX^e siècle, elle est, comme le souligne Gilles Malvaux, à la fois « *ferment de la nation* », dans le souvenir mythifié de la bataille de Valmy et des volontaires engagés pour sauver la patrie en danger, et « *facteur d'unité* », dans la communion au souvenir des succès militaires de la France.

roi, incarnation de l'Etat et détenteur du monopole de la violence légitime, en recueille la gloire. Combattre les ennemis du roi revient à combattre pour la gloire de la France, car les intérêts du roi se confondent avec ceux de la France. « Gloire » et « Etat », ces deux mots surabondent dans le théâtre de Racine et de Corneille. L'équation se maintient avec Napoléon, successeur de Louis XIV dans le double culte de l'Etat et de la gloire militaire.

Héritant de la tradition militaire de la monarchie et de celle des armées de la Révolution et de l'Empire, le XIX^e siècle, plus qu'aucun autre dans l'histoire de France, peut être considéré, estime Gilles Malvaux, comme « *le siècle de la gloire* ». La gloire qui est alors le « *ferment de la nation* », dans le souvenir mythifié de la bataille de Valmy et des volontaires de l'an II ; la gloire qui est également un « *facteur d'unité* », dans la communion au souvenir des succès militaires de la France. En 1830, Louis-Philippe prête serment en jurant « *d'agir en toutes choses dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français* ». Et le roi des Français inaugure dans le château de Versailles, symbole monarchique par excellence, le musée de l'Histoire de France qui intègre désormais, comme il est inscrit en lettres d'or sur la façade du château, « *toutes les gloires de la France* ». Napoléon III prolonge, avec un succès inégal, les rêves de gloire de son oncle. Dès lors, la défaite et le désastre de Sedan, en 1870, sont une cruelle désillusion pour un pays qui se croyait invincible. Victor Hugo, rentré d'exil, se paye toutefois de mots en affirmant que, « *dans cette effroyable guerre, la victoire est pour la Prusse, mais la gloire est pour la France* ». A la même époque, la charge des cuirassiers à Reichshoffen, la pluie d'obus à Gravelotte ou le sacrifice des soldats de marine à Bazeilles entrent dans la légende des armées françaises. Et en 1878, Victor Hugo, encore lui, écrit que « *la France a une façon d'être vaincue qui la laisse victorieuse* ».

Bientôt, la reconstitution d'une armée française, l'aventure des conquêtes coloniales et la mémoire des victoires antérieures entretiennent l'espoir de la Revanche. Dans les années précédant la Grande Guerre, *L'Aiglon*, la pièce d'Edmond Rostand, « offre une synthèse, observe Gilles Malvaux, de la manière dont le mythe napoléonien imprègne la société française, hantée par la revanche et fière d'un passé glorieux ».

Dans la dernière partie du livre, l'auteur s'interroge : « Qu'est la gloire devenue ? » Au terme de deux guerres mondiales et de

conflits coloniaux ou postcoloniaux non acceptés par la société française, la perception du fait guerrier a changé. « *L'état d'esprit*, note Gilles Malvaux, est celui du refus de la mort où la mort au combat devient scandaleuse au point même d'être instruite en justice. Dans ces conditions postglorieuses, comment la gloire des armes pourrait-elle naître ? » Ce changement devient même une transformation rétrospective, puisque les grandes batailles d'autrefois sont jugées comme des « *boucheries* » – ce qu'elles furent, au demeurant –, mais la défense du pays et le sentiment patriotique, réalités pourtant attestées, forment un contexte nié ou ignoré. Le vocabulaire s'est également modifié dans les armées, puisque la formule officielle, lors d'une passation de commandement, évoque non « *la gloire des armes* » de la France mais leur « *succès* » : l'efficacité est le seul critère qui justifie le risque de faire couler le sang des hommes.

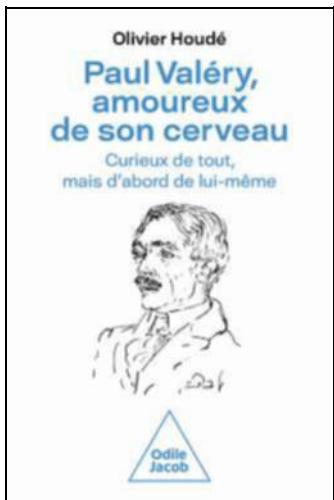
Dans un monde « *liquide* », selon l'expression du sociologue Zygmunt Bauman, entre globalisation, dilution des frontières, évaporation des repères et règne de l'éphémère, quelle place reste-t-il pour la gloire, et pour quel type de gloire ? « *Un peu de gloire rend un monde liquide plus humain* », insiste Gilles Malvaux, qui se rend bien compte que la gloire d'un sportif, d'une vedette de cinéma ou d'un grand chef cuisinier, même si ces personnages créent des attachements et des liens sociaux qui ne sont pas méprisables, n'est pas de la même nature que celle des combattants de jadis. Ce livre était écrit avant l'invasion de l'Ukraine. Reste à savoir si le retour de la guerre en Europe n'annonce pas de tragiques rendez-vous avec la gloire militaire. ↗

À LIRE



Pour qui sonne la gloire
Gilles Malvaux
Équateurs
368 pages
20 €

À LIVRE OUVERT
Par Michel De Jaeghere



Un homme d'exception

Paul Valéry consacrera sa vie et son œuvre à l'observation des mécanismes de sa propre intelligence. Olivier Houdé rend hommage à la justesse de ses intuitions.

Paul Valéry fait partie de ces figures littéraires dont le nom est illustre, l'œuvre très oubliée. Il avait, il est vrai, obtenu lui-même une immense célébrité, sans l'avoir véritablement recherchée, demeurant vingt années dans le silence après avoir été remarqué, à dix-huit ans, par ses pairs et par ses aînés, Pierre Louÿs ou Mallarmé.

Spécialiste des neurosciences cognitives et de psychologie du développement de l'enfant, Olivier Houdé ne s'est pas penché sur sa vie, sur son œuvre (quatre volumes dans la Pléiade tout de même !), en biographe non plus qu'en critique littéraire. Il y a trouvé l'exemple suffocant d'une existence consacrée tout entière à l'étude de sa propre intelligence, le destin singulier d'un homme amoureux de son cerveau, en même temps qu'une illustration de ses propres recherches sur le contrôle cognitif et la maîtrise du cortex préfrontal.

La démarche est singulière, elle nous vaut un livre inclassable où, remise dans le contexte de sa création la plus secrète, la poésie vient illustrer la pointe avancée de la recherche, tandis que la moins romantique des destinées donne lieu à un fascinant portrait.

C'est, ici, la première enfance, où s'inscrit, à l'heure où tout se joue, sans qu'on y prenne garde, le souvenir inoubliable, inégalé, d'un chant – « une voix féminine, un contralto aux inflexions émouvantes, accompagnée d'un piano » – dont toute la vie du poète sera consacrée, peut-être, à retrouver la musicalité. C'est ailleurs, en une « nuit de Gênes » où se rejoue sans Dieu la « nuit de feu » de Pascal, la décision consciente d'un jeune homme amoureux de domestiquer en lui tout ce qui serait, à l'avenir, susceptible de faire obstacle à la pensée logique, de troubler la pureté du déploiement de son intelligence : la vie sentimentale, l'idolâtrie artistique, mais encore la création littéraire elle-même, « trop attachées au souci superficiel de l'effet à produire sur autrui » et qu'il convenait de sacrifier pour se retirer dans le « cloître de l'intellect », afin d'y « être à soi son grand capitaine, son calculateur préde l'élans, de folies, d'extrêmes douceurs apparemment incalculables ».

Etranger à toute carrière, Valéry avait, de 1894 à 1945, consacré plusieurs heures durant ses « matins de cristal », dans l'aube solitaire et propice à la lucidité, à la rédaction de *Cahiers* qu'il ne destinait pas à la publication, mais bien plutôt à la reconstitution du déroulement exact de ses pensées. Là était, à ses yeux, son grand œuvre, en attente d'une synthèse qu'il serait en définitive incapable de réaliser.

Ce n'est que sur l'instance de ses amis, d'André Gide, de son éditeur Gaston Gallimard que, peut-être cédant au « doux et puissant

retour du délice de naître », il avait fini par publier en 1917, après vingt ans de mutisme, *La Jeune Parque*.

« J'ai de mes bras épais environné mes tempes, / Et longtemps de mon âme attendu les éclairs ? / Toute ? Mais toute à moi, maîtresse de mes chairs, / Durcissant d'un frisson leur étrange étendue, / Et dans mes doux liens, à mon sang suspendue, / Je me voyais me voir, sinueuse, et dorais / De regards en regards, mes profondes forêts. / J'y suivais un serpent qui venait de me mordre. »

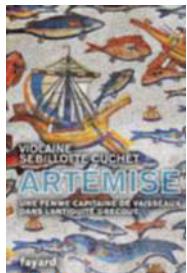
Le recueil lui avait valu aussitôt la gloire, les succès féminins, l'apothéose mondaine ; huit ans plus tard, l'Académie française : tout ce qu'il avait prétendu tenir à l'écart de sa pensée et qui le poursuivrait dès lors au terme de ce qu'Olivier Houdé considère comme une désinhibition brutale et mal gérée.

Le livre serait cependant suivi de bien d'autres chefs-d'œuvre : *Le Cimetière marin* (« Ce toit tranquille, où marchent les colombes, / Entre les pins palpite, entre les tombes ; / Midi le juste y compose de feux / La mer, la mer, toujours recommencée ! »), *Eupalinos*, *Charmes*, *Monsieur Teste*. Ils ne seraient pourtant qu'autant de manières de poursuivre la même quête. Ennemi de l'histoire, dont l'expérience lui semblait vaine, autant que de la philosophie qui lui paraissait esclave de systèmes obsolètes, Valéry avait cherché en lui l'intime structure de l'univers, soupçonnant qu'elle devait répondre à des lois issues des mathématiques. Sa recherche, observe Olivier Houdé, était celle-là même des philosophes et des psychologues de son temps : celle des processus dont procédaient sensations et pensées émanant du cerveau. Mais il l'avait menée hors de tout cadre scientifique, par la seule concentration d'un esprit hors du commun sur un objet d'étude qu'il trouvait en permanence à sa disposition : lui-même. Le plus extraordinaire est qu'en la dirigeant vers des modèles mécaniques, physiques et mathématiques du fonctionnement mental, il avait imaginé, par ses seuls moyens, quelques-unes des avancées que permettraient, bien plus tard, l'imagerie cérébrale et les travaux les plus récents des sciences cognitives. Qu'il avait, plus encore, pressenti la correspondance mystérieuse et profonde que discerne la science la plus moderne entre l'ordre du monde et la structure de notre esprit : celle-là même de notre cerveau. « Il n'avait évidemment pas tout trouvé, mais il avait beaucoup compris », s'émerveille légitimement Houdé. Lui disait simplement : « La bêtise n'est pas mon fort ! »

Paul Valéry, amoureux de son cerveau, Odile Jacob, 144 pages, 18,90 €.

CÔTÉ LIVRES

Jean-Louis Voisin, Frédéric Valloire, Marie Peltier,
Philippe Maxence, Eric Mension-Rigau, Geoffroy Caillet,
Jean Tulard et François-Joseph Ambroselli



Artémise. Une femme capitaine de vaisseaux dans l'Antiquité grecque. **Violaine Sebillotte Cuchet**

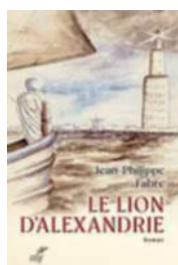
Dans les livres VII et VIII de ses *Histoires*, Hérodote parle de sa compatriote d'Halicarnasse, la reine Artémise. Elle régnait sur cette cité grecque du sud-ouest de la Turquie actuelle, sur la mer Egée, et prit le parti du grand roi Xerxès I^{er} qu'elle conseilla lors de la seconde guerre médique en 480-479. A la tête de ses vaisseaux, elle participa à plusieurs batailles navales dont celle de Salamine, où elle s'illustra. Les Athéniens, qui « trouvaient inadmissible qu'une femme osât faire la guerre à leur cité », mirent sa tête à prix. Elle leur échappa. Cette Amazone des mers est-elle une exception dans ce monde de mâles ? Une enquête méritait d'être menée. Elle l'est de main de maître avec un féminisme assumé. Rigoureuse, inattendue, elle met en lumière la capacité des femmes grecques libres à agir de manière visible et respectée à l'intérieur d'un cadre formel que dominent cependant les hommes. **J-LV**

Fayard, 400 pages, 24 €.

Gallia Comata. La Gaule du Nord. **Michel Reddé**

Gallia Comata, « la Gaule chevelue », celle conquise par César de 58 à 50 av. J.-C., qui s'oppose à la Gaule du Midi annexée par Rome depuis 121 av. J.-C. Cette Gaule ne se limite pas à l'Hexagone. Elle couvre en partie la Suisse, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg et son histoire semble segmentée par l'arrivée du conquérant : l'avant César revient aux protohistoriens ; l'après César aux romanistes. Raccorder ces deux visions, enjamber ces frontières académiques, expliquer et comprendre comment la *Comata* s'intègre à la romanité, telle est l'ambition de cette synthèse, la première du genre. Elle conduit le lecteur du milieu du II^e siècle av. J.-C. aux années 68-70, celles de la dernière grande révolte gauloise, cinq générations après la défaite de Vercingétorix. Ce travail de titan devant la complexité et la variété des situations et des problèmes est solidement charpenté et argumenté. Il éclaire les continuités et les permanences celtiques, les étapes, les limites et les procédés de ce que l'on nomme « la romanisation », une évolution politique que rien n'arrête. Un livre fondamental, d'une richesse inouïe, écrit avec aisance par un historien complet. **J-LV**

Presses universitaires de Rennes (PUR), 400 pages, 30 €.



Le Lion d'Alexandrie. **Jean-Philippe Fabre**

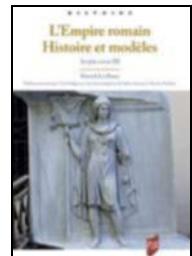
« Un roman », précise l'auteur, prêtre et bibliste. Celui de Marc l'évangélisé. Pourquoi avoir choisi la fiction ? Parce qu'elle « permet de suggérer un parcours intérieur, de reconstruire la psychologie » et d'écrire pour tous. Un récit serait plus exact tant l'auteur raconte plus qu'il n'explique, tant sa fréquentation de l'évangélisé fondée sur une exégèse rigoureuse est assidue, et tant l'arrière-fond historique, relu et contrôlé par Marie-Françoise Baslez, est juste. Des annexes rassemblent la chronologie supposée de la vie de Marc et les données historiques qui s'y rapportent. Sur les points litigieux, sa mort, son « évêché » d'Alexandrie, ses relations avec les apôtres et les premières communautés chrétiennes, Fabre est tout en finesse. Avec une préoccupation majeure, esquisser la figure exceptionnelle de Jésus dont Marc présente la vie, composant à Rome l'archétype des quatre Evangiles. **J-LV**

Les Editions du Cerf, 408 pages, 22 €.

L'Empire romain. Histoire et modèles. **Patrick Le Roux**

Comment un Breton né en 1943 à Morlaix devient-il l'un des meilleurs spécialistes de la péninsule Ibérique romaine et l'un des tout premiers romanistes français ? Avec ce troisième volume de *Scripta varia* qui rassemble 35 contributions, plutôt destiné aux spécialistes, les réponses sont évidentes. D'abord un travail de forçat : une dizaine de livres, près de 300 articles et conférences, des collaborations à des revues scientifiques, des chantiers de fouilles ; ensuite, une large palette d'investigations : l'armée romaine, la vie des cités et des provinces, la chasse, cela du III^e siècle av. J.-C. à la fin du V^e siècle apr. J.-C. ; enfin, une érudition époustouflante et une réflexion constante sur le métier d'historien avec des questions apparemment simples, comme « Peut-on définir l'Empire romain ? ». S'il est technique, Patrick Le Roux ne jargonnera pas. Et pour qui est impressionné devant ce volume magistral, qu'il se plonge dans *Mémoires hispaniques*, un essai limpide sur la pratique de l'histoire. **J-LV**

Presses universitaires de Rennes (PUR), 668 pages, 32 €.



25
MEILLEURS
HISTOIRE

La Belle Histoire des cathédrales

Alain Billard

Le titre fait vieillot. Le livre ne l'est pas. Il est beau, pédagogique, intelligent, remarquablement illustré. Il est vrai que son auteur, un architecte, est également enseignant et docteur en archéologie. En sept parties qui épousent la chronologie, il retrace cette aventure technique, humaine, esthétique, spirituelle qui commence par la construction de la basilique Saint-Pierre à Rome par Constantin et s'achève avec l'embrasement partiel de Notre-Dame à Paris. Un voyage dans l'espace et dans le temps où se mêlent lumières et ombres, et une réussite à la hauteur des prouesses de ces bâtisseurs qui rêvaient d'éternité. **FV**

De Boeck Supérieur, 320 pages, 29,90 €.





Vivre avec les animaux au Moyen Age. Chiara Frugoni
Imaginaires et redoutés, réels et dangereux, les animaux, premières créatures divines de l'Eden perdu, prolifèrent dans la mentalité médiévale comme signes de rédemption ou de châtiment. Ils sont porteurs de signification théologique complexe, quand la peur s'exorcise par l'imaginaire et se justifie par la foi. Médiéviste brillante, engagée avec autant de rigueur scientifique que de légèreté réjouissante dans des hypothèses étonnantes, implacables et sublimement illustrées par un corpus imagé d'une exceptionnelle richesse, Chiara Frugoni promène son lecteur à travers l'exégèse, l'art, les sciences, la psychologie, et l'invite à s'ouvrir à une écologie intégrale du vivant où chaque espèce retrouverait sa juste place. **MP**
Les Belles Lettres, 456 pages, 25,50 €.

Le Trésor des rois. Murielle Gaude-Ferragu

Bousculée au-dedans, contestée au-dehors, la monarchie des Valois se devait peut-être plus qu'une autre d'asseoir sa légitimité. Dans un monde où le religieux baigne chaque acte journalier, ce vaste effort passait par le renforcement de la sacréité du roi mais aussi par la réunion d'une collection surprenante de reliques. Louis IX avait lancé en quelque sorte le mouvement avec l'acquisition de celles de la Passion. Les Valois non seulement augmentent ce trésor, mais consolident encore leur « *pouvoir transcendental, quasi sacerdotal* » en se posant comme acteurs de la liturgie d'ostension ou en se montrant pèlerins au sein des sanctuaires du royaume. Un univers devenu totalement étranger à l'homme d'aujourd'hui et que restitue avec pédagogie Murielle Gaude-Ferragu. **PM**
Perrin, 336 pages, 24 €.



Bayard. Le chevalier oublié. Yves de Chazournes

Quoi de neuf ? Bayard ! Longtemps héros de nos manuels d'histoire, « *le chevalier sans peur et sans reproche* » a finalement été effacé. Il fallait profiter de ce silence pour reprendre le dossier à fond. C'est ce que vient de faire Yves de Chazournes dans une biographie passionnante, aussi vivante qu'une charge de cavalerie. S'il corrige quelques erreurs, il confirme aussi, par exemple, l'adoubement de François Ier par Bayard. Surtout, il resitue celui-ci dans son époque, transition entre Moyen Age finissant et Renaissance, et le décrit comme une incarnation parfaite de l'idéal de chevalerie. L'histoire devient ainsi (presque) plus belle que la légende. **PM**

Fayard, 388 pages, 23 €.



Le XVI^e siècle est un héros. Denis Crouzet

Cette affirmation sibylline vient du tome VII de l'*Histoire de France* de Michelet, paru en 1855 et consacré à la Renaissance. Premier historien qui attribue à cette période un « R » majuscule, Michelet l'opposait à « *l'état bizarre et monstrueux* » du Moyen Age. Le sujet de l'ouvrage est d'abord Michelet. La lecture en est difficile en dépit de la virtuosité et de l'agilité intellectuelle de l'auteur. Mais pour qui veut comprendre Michelet, ces pages sont indispensables. S'il salue Luther et rejette le « *nauséabond* » Montaigne, c'est que Michelet recherche dans le XVI^e siècle l'âge de la Révolution, des libertés modernes et l'esquisse du « Peuple » prenant conscience de lui-même. Pour lui, cette rencontre avec le XVI^e siècle est une thérapie, une manière d'exalter la vie et d'y lire l'affirmation d'un avenir fraternel. **FV**

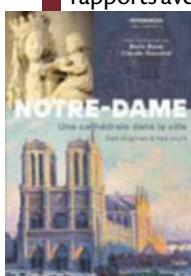
Albin Michel, « Bibliothèque Histoire », 606 pages, 24,90 €.

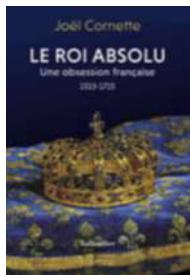


Le Grand Siècle au féminin. Marie-Joëlle Guillaume

Qu'elles aient été femmes de foi, d'esprit ou de lettres, muses mythiques ou veuves sublimes, dames de cœur, de cour, de talent et de génie, toutes furent les ferment d'éternité qui contribuèrent au bouillonnement du « Grand Siècle ». Méconnus ou renommés, leurs noms résonnent dans l'histoire : Marillac, Sévigné, Scudéry, Maintenon, Phèdre... Avec une profondeur gaie et subtile, Marie-Joëlle Guillaume tisse habilement la trame qui relie ces femmes prodigieuses : leur admirable liberté intérieure. Arbre généalogique aux mille rameaux, kaléidoscope brillant d'un temps glorieux, leurs vies, de drames ou de fortunes, deviennent des destinées. Exceptionnelles, en tout. **MP**

Perrin, 384 pages, 24 €.

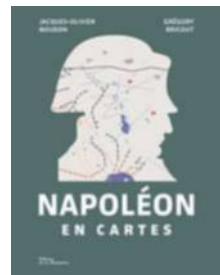




Le Roi absolu. Une obsession française, 1515-1715. Joël Cornette

Le sacre de Reims, son rituel avec ses cinq étapes (serments, adoubement, onction, remise des insignes, couronnement) permet au monarque français d'acquérir une dimension sacrale qui métamorphose son pouvoir en souveraineté absolue, c'est-à-dire « déliée de toutes les lois, à l'exception de celles de Dieu et de la nature ». Quant au terme « absolutisme », il apparaît sous la plume de Chateaubriand en 1826 et dérive de « pouvoir absolu » ou de « puissance absolue », expressions couramment utilisées aux XVI^e et XVII^e siècles pour désigner la nature du pouvoir politique qui s'édifie alors. Une singularité française, affirme Joël Cornette. Revendiquée dès François I^r, elle s'inscrit dans la longue durée avec sa contrefaçon contemporaine, le monarque républicain doté depuis 1962 de l'onction du suffrage universel. Pourquoi cette permanence ? Où puise-t-elle ses racines ? Comment s'est-elle forgée et enrichie ? Autant de questions qui trouvent des réponses dans cet essai stimulant et détaillé qui dessine une image de l'Etat royal entre Renaissance et Lumières. **FV**

Tallandier, 432 pages, 22,50 €.



Napoléon en cartes. Jacques-Olivier Boudon et Grégory Bricout

Homme de cartes par excellence, Napoléon valait bien un atlas. C'est chose faite avec ce vaste recueil qui embrasse toute sa destinée, de son enfance corse aux lieux de la mémoire napoléonienne, en passant par les campagnes du général puis de l'Empereur. Parmi elles, s'intercalent des cartes thématiques consacrées à l'éducation, l'Eglise, la police et la gendarmerie, les insoumis et déserteurs sous l'Empire. Une somme idéale pour apprêhender à frais nouveaux l'ampleur géographique et mentale de l'univers napoléonien. **GC**

La Martinière, 192 pages, 29,90 €.

Le Maréchal de Richelieu. Benoît Florin

Né en 1696 sous le règne de Louis XIV, dont il est le filleul, et mort un an avant la Révolution, arrière-petit-neveu du cardinal ministre de Louis XIII, le maréchal, troisième duc de Richelieu, est l'archétype du grand seigneur d'Ancien Régime, brillant, séducteur, aimant les plaisirs, toujours endetté, sûr d'un entregent qui autorise toutes les audaces, encourage toutes les ambitions et apporte tous les honneurs. Son goût des duels et de la conspiration lui vaut dans sa jeunesse des séjours à la Bastille, mais ne l'empêche pas de décrocher avec facilité les grades et les fonctions les plus envier à la Cour, dans l'armée, dans la diplomatie (ambassadeur à Vienne et à Dresde). Il est aussi élu à l'Académie française à 24 ans et collectionne toute sa vie les succès d'alcôve. Ses contemporains l'érigeront en « monument ». On le trouve donc souvent évoqué chez les chroniqueurs et les mémorialistes mais, s'appuyant sur le dépouillement de gros fonds d'archives, Benoît Florin fait un travail exemplaire de biographe en procédant à une étude minutieuse, purgée des commérages. **EM-R Perrin, « Biographie », 416 pages, 24 €.**



La Simplicité et la Grâce.

Michel Guérin, le petit curé de Pontmain. Anne Bernet

Arrivé jeune vicaire en 1829 à Saint-Ellier, l'abbé Michel Guérin meurt quarante-trois ans plus tard, curé de la paroisse de Pontmain, dont il a, de haute lutte, obtenu l'indépendance. C'est dans cette bourgade mayennaise, à laquelle il aura admirablement consacré tout son apostolat, que se produit, le 17 janvier 1871 – alors que l'avancée prussienne plonge la France dans la misère et le désarroi –, une apparition mariale au message bouleversant d'espérance : « *Mais priez, mes enfants, mon fils se laisse toucher.* » Postulatrice de la cause de béatification de ce pasteur persévérant, humble, charitable, pauvre, et surtout dévoué à Dieu, à la Vierge, aux pauvres et à son église, Anne Bernet peint la fresque édifiante d'une vie cachée au cœur des crises de son temps, couronnée, à son terme, par la grâce du merveilleux. La simplicité et la grâce : conditions de toute vertu, icônes de toute sainteté. **MP**

Artège, 640 pages, 26 €.

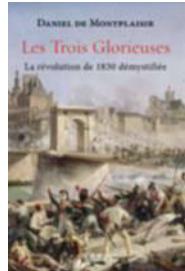


27
HISTOIRE

Pie VII. Jean-Marc Ticchi

Longtemps, Pie VII fut réduit au rôle d'un pape assistant impuissant au couronnement de Napoléon. Spécialiste de la diplomatie pontificale, Jean-Marc Ticchi était le mieux placé pour renouveler l'approche de ce pontificat, en retracant l'itinéraire singulier de ce moine de Romagne devenu pape en 1800. L'époque est troublée, mais Pie VII conclut le Concordat avec la France, redessine la carte des diocèses de l'Hexagone et résiste à Napoléon au prix d'un long exil (1809-1814). Sur le plan ecclésial, il « clôt un long XVIII^e siècle en anéantissant les velléités jansénisantes » et rétablit la Compagnie de Jésus. Ce pape, grand voyageur, auréole finalement la papauté et consolide son autorité morale au bénéfice de ses successeurs jusqu'aujourd'hui. **PM Perrin, « Biographie », 384 pages, 23 €.**





Les Trois Glorieuses. La révolution de 1830 démystifiée

Daniel de Montplaisir

Bon connaisseur de l'histoire politique de la France du XIX^e siècle, Daniel de Montplaisir retrace à grands traits le règne de Charles X, en soulignant les incompréhensions qui nuisent presque immédiatement à sa popularité, avant de consacrer la moitié de son livre à la révolution de juillet 1830. D'une écriture élégante, l'ouvrage transcrit la tension dramatique de ces trois jours, de l'engrenage des protestations à l'embrasement, cerne le rôle des principaux acteurs (les derniers ministres de Charles X, le maréchal de Marmont, le tout-puissant banquier Jacques Laffitte...) et analyse avec finesse l'habileté du « crocodile caché », aussi prudent que déterminé à s'emparer de la couronne. **EM-R**

Perrin, 320 pages, 22 €.



La Tragédie du Maréchal

Jacques Boncompain

Plus que jamais, celui qui en avait appelé au jugement de l'Histoire reste dans le purgatoire des maudits. Venu lui-même du gaullisme le plus orthodoxe, l'auteur manifeste donc un certain anticonformisme en défendant l'action du maréchal Pétain et en confrontant sa mémoire à celle du général De Gaulle qu'il accuse d'avoir élevé sa gloire sur les ruines d'un homme déchu. A travers quatre grands dossiers, il offre à son lecteur une masse de documents, au risque parfois de le perdre, mais toujours dans le but de montrer non seulement le patriotisme de Philippe Pétain mais aussi son humanité, face à un De Gaulle jouant sans cesse une carte personnelle, mû, selon l'auteur, par son « *appétit du pouvoir et sa volonté constante de ne le partager avec personne* ». **PM**

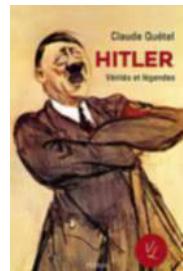
Muller Editions, 812 pages, 32 €.

Le Bronzeland parisien. Un monde disparu

Sabine Lubliner-Mattatia

Ruiné par la Révolution, le métier de bronzier d'art retrouve son importance à Paris sous Napoléon avec le style Empire. Son apogée se situe sous Napoléon III. La thèse de Sabine Lubliner-Mattatia évoque ce monde disparu d'entrepreneurs et d'ouvriers, situé dans les quartiers du Marais et du canal Saint-Martin au XIX^e siècle : monteurs, ciseleurs, tourneurs, doreurs... Les ouvriers du bronze ont été les plus actifs dans la création de la section parisienne de l'Internationale. Un ouvrage de référence sur l'histoire de la capitale. **JT**

Les Indes savantes, 580 pages, 38 €.



Hitler. Vérités et légendes. **Claude Quétel**

On ne prête qu'aux méchants. Fin connaisseur de la Seconde Guerre mondiale, Claude Quétel l'a bien compris, qui s'attache ici à « *examiner ce qui fait problème dans une biographie de Hitler* », en tordant le cou à nombre de mythes accumulés par trois quarts de siècle d'une historiographie souvent hypnotisée par le caractère maléfique du personnage. Le stratège génial, l'orateur fascinant et le bourreau de travail sont ainsi battus en brèche, tout comme, plus connus sans doute, l'ascension réputée « inévitable » et le paranoïaque flirtant avec la folie. Une excellente synthèse, bien informée et pleine d'allant. **GC**

Perrin, 272 pages, 13 €.

Le Bonheur totalitaire. **Bernard Bruneteau**

Peut-on connaître le bonheur, cette idée qui date du XVIII^e siècle, dans un Etat totalitaire ? Question insolente. D'autant que l'historien présente en miroir celui que proposent la Russie stalinienne et l'Allemagne hitlérienne et répond par l'affirmative ! Deux régimes qui l'ont promis aux leurs, l'ont érigé en principe avec la création d'un « homme nouveau » et ont essayé de le réaliser. Bâtie autour de quatre thèmes, « promettre, promouvoir, protéger, fasciner », cette étude montre que ces régimes ont suscité enthousiasme et activisme, facilité des promotions et multiplié des formes de sociabilités nouvelles par le biais des organisations de masse, en particulier pour les jeunes. Car ces religions séculaires utilisent le bonheur au profit de leur idéologie messianique et prétendent construire dans la joie une nouvelle communauté heureuse de son quotidien. En contrepoint, la terreur, les camps et le goulag. **FV**

Les Editions du Cerf, 384 pages, 24 €.



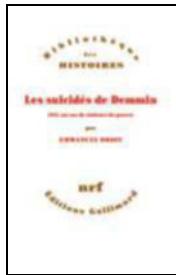
Les Normands dans la guerre

Françoise Passera et Jean Quellien

La Normandie est aujourd'hui connue dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale principalement en raison du débarquement du 6 juin 1944. Vision juste mais trop réductrice. La belle province occupe en effet une place à part que montrent bien les chapitres de ce riche volume qui s'attarde aussi bien sur l'Occupation et la Résistance que sur la collaboration ou la vie économique. Pour les Allemands, la Normandie n'appartient pas simplement à la zone occupée. Ses côtes sont totalement interdites et elle sert de base arrière au projet de débarquement en Angleterre. De ce fait, jusqu'à 300 000 soldats de la Wehrmacht y stationnent en permanence, conduisant la résistance à se manifester dès 1940 et la population à montrer sa sympathie envers les Alliés. **PM**

Tallandier, 798 pages, 27,90 €.





Les Suicidés de Demmin. 1945, un cas de violence de guerre

Emmanuel Droit

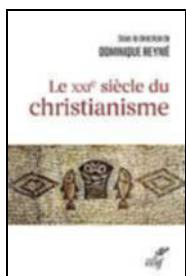
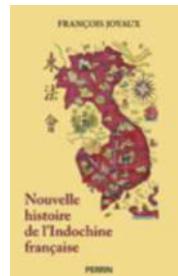
En 1945, plusieurs milliers d'Allemands se sont donné la mort. La petite ville de Demmin, en Poméranie-Occidentale, fut ainsi, entre le 30 avril et le 4 mai 1945, à la fois « *le théâtre de violences de guerre commises par des soldats de l'Armée rouge et le lieu du plus grand suicide collectif de civils de l'histoire allemande* », avec un millier de morts. Pourquoi cet épisode tragique ? Peuplée de réfugiés, de femmes, d'enfants et de vieillards, abandonnée par toutes les autorités allemandes, Demmin est investie par l'Armée rouge. Brutalement, la violence éclate : viols, vols, incendies. Les causes ? L'ivresse des soldats ? La vengeance des Russes ? La propagande nazie ? Le désespoir des habitants qui ne voient pas d'issue les conduit quoi qu'il en soit au suicide. S'accrochant à des faits, Emmanuel Droit mène une enquête exemplaire et hausse cet épisode de micro-histoire à une réflexion sur la violence. De 1945 à 1989, la RDA a interdit de commémorer ce drame. **FV**

Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », 176 pages, 16 €.

Nouvelle histoire de l'Indochine française. François Joyaux

Indochine ? Qui se souvient qu'il s'agissait d'un morceau de l'empire colonial français ? Ce fut pourtant de la fin des années 1850 jusqu'à la chute du camp retranché de Diên Biên Phu et aux accords de Genève en juillet 1954. Pas une colonie de peuplement, mais des territoires – à l'est, Cochinchine (le sud de l'actuel Vietnam), Annam, Tonkin ; à l'ouest, Cambodge, Laos – aux statuts divers regroupés à partir de 1893 au sein de l'Indochine française. En réalité, deux ensembles, celui de l'est qui relevait de la civilisation chinoise, celui de l'ouest, de la civilisation indienne. L'intérêt de ce travail est triple. Il situe d'emblée cette colonisation dans le registre international avec un jeu à deux adversaires, Chine et France, plus des intermittents, Angleterre, Japon et Russie. Il suit avec attention l'évolution interne de chacune des composantes de l'Indochine et l'influence exercée par la Chine impériale, républicaine puis communiste. Il analyse la politique française amorcée discrètement par Napoléon III, développée sous la III^e République avec une franc-maçonnerie omniprésente, qui passera après la Grande Guerre de l'offensive à la défensive. **FV**

Perrin, 448 pages, 24 €.



Le XXI^e siècle du christianisme

Dominique Reynié (dir.)

Sous la direction de Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, dix auteurs mêlent leurs approches sociologiques, historiques, économiques et théologiques pour ausculter la situation religieuse en France et dans le monde. La religion ? Une histoire que l'on croyait dépassée, qui souffre certes de tensions, mais qui ne semble (presque) jamais s'être si bien portée. 84 % des habitants de la planète déclarent en effet une affiliation religieuse. Dans une perspective libérale, Dominique Reynié s'inquiète du sort de la démocratie, subissant à son tour un désenchantement, et souligne l'importance du christianisme, persécuté (notamment en Chine), comme religion de la séparation des pouvoirs et de l'essor démocratique. **PM**

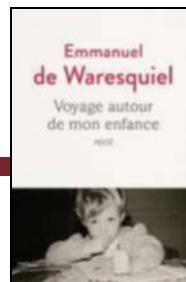
Les Editions du Cerf, 376 pages, 20 €.

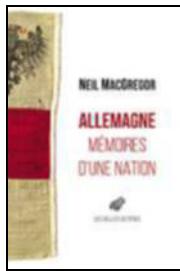
Voyage autour de mon enfance

Emmanuel de Waresquel

Historien fécond, biographe exemplaire, essayiste brillant, chroniqueur allègre, Waresquel ajoute à ces talents celui de mémorialiste, un mot qu'il repousse. Et pourtant ! « *J'ai 63 ans et je suis en automne. L'âge de m'asseoir au bord de mes années et de les regarder.* » Mais par éducation, par discrétion, par pudeur, il répugne à parler de lui. Aussi s'arrête-t-il à ses douze premières années. Il s'y promène en flâneur, « *écrit à la billebauge* », et les raconte dans un attachant désordre chronologique. Pour cet enfant unique, lecteur, rêveur, maladroit, observateur de la nature et des usages des siens, cette « *chanson douce* » qu'est l'enfance est exceptionnelle. Un château familial en plein pays chouan, où l'hiver était glacial ; des parents hors du commun qui ont « *la grâce fragile et secrète de leurs silences* », père ancien officier aux brillants états de service sur lesquels il demeure discret, mère qui vit à l'heure anglaise et voussoie ses chiens ; une grand-mère qui prend Proust pour un pique-assiette ; du personnel attentif et aimant ; un pied dans le XIX^e siècle, un autre dans le mitan du XX^e siècle : l'histoire accompagne l'enfant qui « *saute à pieds joints dans le passé* », escorte la geste familiale, surgit de ses lectures, inspire ses rêves. Et avec elle, le temps qui passe, l'interrogation ultime de ces pages à la mélancolie enjouée. **FV**

Tallandier, 192 pages, 18 €.





Allemagne. Mémoires d'une nation. **Neil MacGregor**

« L'Allemagne ? Mais où est-ce ?

Je ne parviens pas à trouver ce pays », écrivaient Goethe et Schiller en 1796 dans un recueil de poèmes communs, les *Xénies*. Débat classique que pose le titre de l'ouvrage : l'Allemagne est-elle un Etat ou une nation ? Un Etat depuis 1990. Mais culturellement ? En 1348, l'empereur du Saint Empire Charles IV crée la plus ancienne université germanophone à Prague. La ville appartient, comme Königsberg, l'université de Kant, à la conscience culturelle et intellectuelle allemande, même si l'allemand n'y est plus parlé. Or, depuis Luther, la langue a été considérée par les Allemands comme leur vraie patrie, les frontières étant floues et mobiles. Culture polyphonique contre Etat unitaire : tel est en définitive le fil conducteur de cet ouvrage diablement intelligent, agrémenté d'un remarquable jeu de cartes, à l'iconographie magnifique, dont l'auteur est l'un des maîtres actuels de l'histoire de l'art. **FV**

Les Belles Lettres, 696 pages, 26,90 €.

Histoire de la Libye. **Bernard Lugan**

Décembre 2014 : le président tchadien Idriss Déby lâche une véritable bombe en affirmant que le but de l'intervention de la France et de l'Otan en Libye « était d'assassiner Kadhafi ». Depuis, un constat s'impose : le pays s'est désintégré.

Retenant le dossier, Bernard Lugan retrace l'histoire de la Libye, depuis la préhistoire jusqu'aujourd'hui, appuyant son propos de cartes et d'encadrés souvent passionnantes. Rappelant qu'il s'agit d'*« un pays originellement berbère »*, islamisé et arabisé à partir du VII^e siècle, il souligne que la Libye s'appuie sur deux

dynamiques, *« celle du pouvoir et celle des tribus »*. D'où deux options possibles : l'Etat fort ou la constitution de pôles régionaux. L'avenir tranchera certainement.

Passionnant ! **PM**

Editions du Rocher, 216 pages, 20,90 €.



Les Grandes Figures de la Corse. **Robert Colonna d'Istria**

La Corse étonne autant qu'elle détonne. C'est une petite île qui a dispensé ses dons sur tous les continents. Pas un endroit dans ce vaste monde où l'on n'entende résonner l'accent rocailleux des Corse. Ils sont fiers, ambitieux, solidaires, attachants, débrouillards. Robert Colonna d'Istria – qui est lui-même issu de l'une de ses plus illustres familles – entreprend d'en portraiturer les figures les plus étincelantes : Pascal Paoli et son acharnement à arracher sa « patrie » aux griffes de l'administration génoise ; Napoléon qui, empêtré dans « de grands problèmes », avait regretté au seuil de la mort de ne s'être pas davantage occupé de son pays natal ; Paul Valéry qui s'enorgueillissait de sentir souvent en lui « le sang de [s]a race » ; Tino Rossi et sa voix « douce et veloutée », chargée d'embruns méditerranéens. Au fil des portraits, se révèle toute la grandeur de ces insulaires indomptables, que Dupont de Nemours avait percés à jour : « *Ils sont mobiles par nature ; ils ont leur fortune à faire.* » **F-JA**

Perrin, 352 pages, 22 €.

Histoire du repos. **Alain Corbin**

Un livre d'histoire sans aucune date, seulement des siècles parce que les mentalités ne changent qu'avec le temps long. Un livre d'histoire qui se lit comme on déguste une gourmandise : avec délice, en prenant son temps et savourant tous les mots, toutes les phrases. Un livre d'histoire qui excelle dans le court et déploie une synthèse fulgurante, de la Genèse aux théories médicales contemporaines. Alain Corbin est un savant prodigieux. Son œuvre singulière est profondément jubilatoire. Quelle idée, en effet, de retracer l'histoire de concepts et d'objets aussi insolites que le silence, l'herbe, l'ignorance, le vent ! Son *Histoire du repos*, en douze courts chapitres, illustre une fois encore sa méthode : un cheminement entre les écrivains et les diaristes dont la connaissance et la maîtrise, « *en adoptant un regard surplombant* », permettent de décrire l'évolution d'une notion qui ne se limite pas au « repos éternel » ou au « repos dominical ». De la solitude bienfaisante, loin de l'agitation sociale comme le prône Pascal au XVII^e siècle, au besoin élémentaire de lutter contre la fatigue engendrée par le travail, voire à l'injonction des loisirs au siècle dernier, le repos est loin d'être une notion immuable en Occident. Une lecture qui invite à vivre différemment le rapport au travail, à la lassitude et au temps. **EM-R**

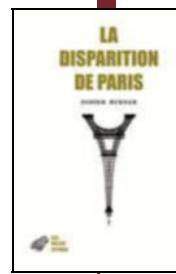
Plon, 176 pages, 15 €.



La Disparition de Paris. **Didier Rykner**

Des publicités qui recouvrent des églises en ruine, bouchent les perspectives des avenues, défigurent les places. Des bancs haussmanniens détruits et remplacés par du mobilier informe en bois brut. Des pelouses ravagées, des chaussées affaissées, des chantiers innombrables et généralement laissés à l'abandon... Didier Rykner ne laisse rien passer. Le fondateur de *La Tribune de l'art* dresse l'inventaire de tous les outrages que Paris supporte depuis quelques années et pointe du doigt les mensonges et les compromissons d'une municipalité fermement décidée à « réinventer » la capitale coûte que coûte, au détriment de sa propreté, de l'entretien de sa voirie et surtout de la restauration de son patrimoine. Muni de son appareil photo, ce lanceur d'alerte impitoyable, amant de la beauté, nous emmène à la découverte d'une ville qui n'est plus lumière, mais sale, terne, recouverte de tags, parcourue d'urinoirs écologiques débordants (des « naturinoirs »), d'espaces « végétalisés » jonchés de détritus. Ce Parisien de souche propose une solution simple : renouer avec le bon sens. **F-JA**

Les Belles Lettres, 240 pages, 19 €.





© HANNAH ASSOULINE/OPALE.

Is sont nés entre 1945 et 1965. Ils ont vécu les Trente Glorieuses, les « 4 P » de la « paix », de la « prospérité », du « plein-emploi » et du « progrès » (Jean-François Sirinelli), une France où coexistaient un modèle social protecteur et une homogénéité culturelle garante de paix civile. Ils n'ont pas connu la guerre, ont provoqué la libération sexuelle, ont consommé sans limites les ressources de la planète, ont manifesté pour tuer le père, et l'ont fait sans regret. Ils étaient maoïstes ou trotskistes à 20 ans et ils votent désormais pour Emmanuel Macron. Bien sûr, c'est très mal de généraliser, et sans doute tous les « boomers » ne répondent-ils pas à ce portrait caricatural ; reste que la « *génération sans pareille* » est sans doute celle qui aura bénéficié du plus grand nombre d'avantages de toute l'histoire de France. Tant mieux pour eux, pourrions-nous dire, si cette génération avait pris au moins la peine de prolonger l'aventure en transmettant la vie. Elle s'en est égoïstement abstenu, provoquant, du fait des progrès de la médecine et de l'allongement de la durée de l'existence, un papy-boom en fort contraste avec une démographie atone et déséquilibrant profondément la structure de la population du pays.

C'est à ce « *grand vieillissement* » et à ses conséquences que s'attaque le jeune essayiste Maxime Sbaihi dans un essai percutant nourri de statistiques vertigineuses. Citons-en quelques-unes, qui donnent un aperçu du défi auquel nous sommes confrontés. Jamais de notre histoire notre population n'a été aussi âgée. La proportion des moins de 20 ans dans la population française sera de 20 % en 2050, celle des plus de 60 ans de 33 %. Les 17 millions de retraités d'aujourd'hui seront 23 millions d'ici à 2060. L'enjeu le plus évident est la soutenabilité de notre système social, financé par la solidarité intergénérationnelle. Mais plus largement, ce déséquilibre démographique nous fait progressivement glisser dans une forme de frileuse « *gérontocratie* », alerte Sbaihi. « *La jeunesse apparaît comme la grande perdante des arbitrages politiques entre les âges* », affirme l'essayiste qui rappelle que, pour les politiques, s'adresser à la clientèle des retraités est jusqu'à trois fois plus rentable électoralement. Cela s'est vu notamment pendant la crise du Covid, où le pays a été mis à l'arrêt pour protéger la génération du jouir sans entraves. « *L'économie a été brusquement arrêtée pour protéger nos aînés d'un virus et ils n'en verront jamais la facture* », écrit l'essayiste, qui souligne que le poids du « quoi qu'il en coûte », quoi qu'en disent les tenants de l'argent magique, pèsera sur les plus jeunes.

PAPY-BOOM

Dans un essai percutant, Maxime Sbaihi propose quelques pistes pour faire face au défi collectif que constitue le « *grand vieillissement* » de la population française.

On peut, comme Michel Houellebecq dans son dernier roman *Anéantir*, regarder la face sombre de la vieillesse dans nos sociétés modernes : les draps souillés des Ehpad, la solitude de vies prolongées, la misère morale du culte de l'éternelle jeunesse, la dépendance mal préparée, l'abandon conduisant à l'euthanasie. Mais la réalité est aussi celle d'un bouleversement anthropologique majeur : alors que, de tout temps, ce sont les plus âgés qui se sont sacrifiés pour l'avenir de leurs enfants, les vieux vivent désormais mieux que les jeunes. Certes, on n'envoie plus les adolescents au casse-pipe, mais la paupérisation continue de la jeunesse, dans un monde de plus en plus instable, où les conflits sanglants sont de retour, est indéniable. D'autant que cette jeunesse, à l'ego gonflé à l'hélium de la victimisation et de la *woke culture*, n'est absolument pas préparée aux temps troubles qu'elle va devoir affronter. Sbaihi propose quelques pistes pour sortir de l'ornière, pas intéressantes, mais orientées par un libéralisme utilitariste qui ne jure que par l'économie : revenu universel, circulation de l'héritage, réforme des retraites. Il évite la question des politiques natalistes, qui pourraient permettre de rééquilibrer la balance démographique, et juge secondaire la question du « *grand remplacement* », alors que celle-ci est intimement liée à celle du vieillissement de la population. Reste que ce livre vif a l'immense mérite de mettre sur la table une question démographique aussi essentielle qu'occultée par les autruches qui nous gouvernent. ↗

À LIRE



Le Grand Vieillissement
Maxime Sbaihi
Editions
de l'Observatoire
176 pages
18 €

EXPOSITIONS

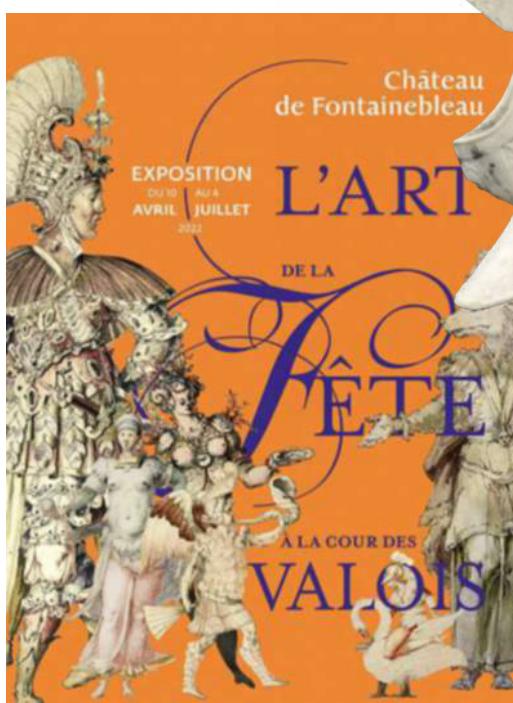
Par Albane Piot

Joyeuses fêtes

Le château de Fontainebleau ressuscite à travers une centaine d'œuvres le faste des fêtes éblouissantes que, de François I^{er} à Henri III, les Valois ont données dans ce cadre enchanteur.

Dans cette cour, on ne s'occupe qu'à donner du bon temps tout le jour avec des joutes, des fêtes, avec de très belles mascarades toujours différentes », écrit Gian Battista Gambara, ambassadeur de Mantoue à la cour de France, à Fontainebleau, le 9 janvier 1541. Alors que le royaume se déchire dans d'atroces guerres de Religion, les Valois s'étoffent de fêtes, tournois, banquets, naumachies, bals et mascarades, de quoi, selon les mots de Catherine de Médicis, « tenir les Français joyeux et occupés ».

L'exposition du printemps au château de Fontainebleau vient en conter les fastes et les grandeurs : architectures éphémères, obélisques, arcs de triomphe, chars triomphaux destinés aux entrées des rois, costumes étincelants, musiciens et danseurs des bals et des mascarades. C'est à cette époque que les palais se dotent de salles de bal, et des dessins prêtés exceptionnellement par le Metropolitan Museum de New York et le musée du Louvre illustrent la genèse de celle du château de Fontainebleau. François I^{er} s'y produit costumé en ours, en arbre ou en crevette, le futur Henri II en « fontaine d'eau parfumée », Marguerite de Valois en nymphe légère. Mais c'est armes à la main que les princes s'affrontent en tournois de tout type, joute, quintaine, course à la baguette ou encore carrousel.



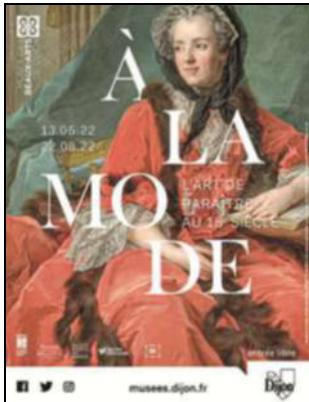
PANACHE

Ci-dessus : Armet, fragment du décor de la Belle Cheminée, par Mathieu Jacquet, 1597-1600 (Fontainebleau, musée du Château). Page de droite, en bas : trousseau funéraire impérial en or, culture chimu, 1100-1470 apr. J.-C. (Lima, Pérou, Museo Larco). Ce trousseau se compose d'une couronne, de boucles d'oreilles, d'un collier, d'un pectoral et d'épaulettes.

Auprès des dessins de costumes, maquettes ou pièces d'armure, deux costumes ont été reconstitués par un mécénat de compétence de Disneyland Paris. Quant à la *Tenture des Fêtes des Valois*, offerte par Catherine de Médicis à sa petite-fille Christine de Lorraine, qui fait l'objet d'un prêt du musée des Offices de Florence, son décor raconte mieux que bien des récits la

brillance et la variété des fêtes du temps des Valois.

« L'Art de la fête à la cour des Valois », jusqu'au 4 juillet 2022. Château de Fontainebleau. Ouvert tous les jours sauf le mardi de 9 h 30 à 18 h. Tarif : 13 €/11 €. Rens. : www.chateaudefontainebleau.fr; 01 60 71 50 70. Catalogue, In Fine éditions d'art, 320 pages, 42 €.



À LA MODE DE CHEZ NOUS

Alors qu'au siècle des Lumières, le style français s'impose dans toutes les cours et les villes d'Europe, la mode naît véritablement en France. Cet art de la mise en scène du corps veut répondre tout autant à des exigences sociales qu'aux caprices du goût, avec ses nombreux métiers (dessinateurs textiles, marchandes de modes, brodeurs, bijoutiers, bimbelotiers) et sa presse spécialisée, à laquelle collaborent quantité d'artistes comme Watteau. Sise dans l'aile du palais des Etats, édifiée à Dijon au XVIII^e siècle par les princes de Condé, après avoir été présentée cet hiver à Nantes, l'exposition « A la mode. L'art de paraître au 18^e siècle » mêle peintures, dessins et de nombreux ensembles textiles et accessoires prêtés par le Palais Galliera et les plus grands musées textiles français pour explorer le goût de la représentation et de la séduction tel qu'il se développe au XVIII^e siècle. On y admire la mise en scène spectaculaire d'une société qui multiplie les nouvelles formes vestimentaires en fonction des différentes occasions d'une vie mondaine théâtralisée – bals, spectacles, promenades, salons et fêtes galantes – et se contemple elle-même dans les portraits et les scènes de genre, les scènes galantes de Watteau et Lancret, et les pastorales de Boucher.

« A la mode. L'art de paraître au 18^e siècle », jusqu'au 22 août 2022. Dijon, musée des Beaux-Arts. Tous les jours sauf le mardi de 10 h à 18 h 30. Gratuit.

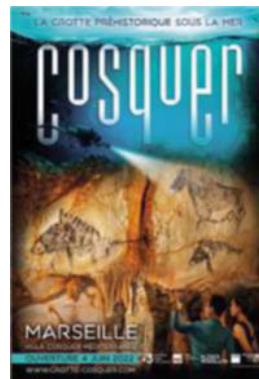
Rens. : musees.dijon.fr ; 03 80 74 52 09.

VINGT MILLE LIEUES SOUS LES MERS

Elle avait été découverte en 1985 dans les calanques de Marseille, près du cap Morgiou, par le plongeur Henri Cosquer : une grotte d'environ 2 300 m², ornée d'empreintes de mains rouges et noires, de dessins d'animaux – plus de 200 figures animales d'au moins onze espèces différentes –, de signes divers et d'autres traces d'activité, que des datations au Carbone 14 font remonter à plus de 30 000 ans avant notre ère. Accessible par une galerie située à 37 m sous la mer et à l'issue d'un siphon immergé sur plus de 116 m, sa visite, techniquement compliquée, éprouvante physiquement, demeure un exploit. Seules les parties émergées, soit 1/5^e de la grotte, ont conservé leurs décors, et avec la montée des eaux, cette partie-là risque elle aussi de disparaître.

Aussi une campagne de fouilles d'urgence est-elle en cours, tandis que des travaux de numérisation se poursuivent depuis 2010. A partir de la réalisation d'une réplique 3D, le groupe Kléber Rossillon a entrepris la restitution de la grotte sur le modèle de ce qu'il fit pour la grotte Chauvet en Ardèche. Placée entre les murs de la Villa Méditerranée, cette restitution spectaculaire d'un trésor englouti que l'on n'a pas fini de découvrir fait revivre aux visiteurs, à partir du 4 juin, les conditions de sa découverte et les affres de la plongée sous-marine.

Cosquer Méditerranée. Promenade Robert-Laffont 13002 Marseille. Tous les jours de 9 h à 21 h jusqu'au 25 septembre ; de 9 h 30 à 19 h 30 du 26 septembre au 11 novembre ; de 10 h à 18 h 30, du 11 novembre au 31 mars. Tarifs : 16 €/10 €/5 €. Rens. : www.grotte-cosquer.com ; 04 91 312 312.



AU ROYAUME D'AI APAEC

Plus qu'une exposition sur les Incas, ce sont surtout les sociétés précolombiennes qui ont précédé la société inca, puis la conquête hispanique, que l'exposition « Machu Picchu » présente. Si la chronologie des différentes cultures qui s'y sont succédé n'est pas claire pour le spectateur, le parcours en présente surtout les éléments de vocabulaire, les symboles, les rites, les mythologies et les emblèmes. Immersive, spectaculaire, usant volontiers des artifices du digital, un peu bruyante, mais riche d'une formidable collection de céramiques, bijoux, parements de plumes magnifiquement conservés, l'exposition plonge le visiteur dans



l'ombre verte de la forêt amazonienne, aux frontières mouvantes des mondes animal, humain et divin, et jusque dans la moiteur rougeâtre des sacrifices humains (certains contenus sensibles pourraient choquer les jeunes enfants). Elle se clôture sur une expérience de réalité augmentée un peu maladroite, qui offre la sensation malgré tout impressionnante de visiter le Machu Picchu par les airs.

« Machu Picchu et les trésors du Pérou », jusqu'au 4 septembre 2022. Cité de l'architecture et du patrimoine. Tous les jours de 10 h à 19 h. Tarifs : 22 €/18 € la semaine ; 24 €/20 € le week-end. Rens : expo-machupicchu.fr



CINÉMA

Par Marie-Amélie Brocard

La tournée des adieux

Comme un dernier verre de brandy avant les adieux, *Downton Abbey II : une nouvelle ère* est ce petit plus qu'on n'attendait pas, offrant à la plus british des séries un épilogue teinté de nostalgie.

Il faut bien avouer que c'est avec un certain scepticisme que nous avions reçu l'annonce d'un retour de *Downton* au cinéma. Après six saisons et déjà un film, il semblait que le sous-sol comme l'étage de la demeure ancestrale des Crawley avaient déjà largement livré tout ce qu'ils pouvaient de romances et de drames en tout genre. Et pourtant... Et pourtant on ne peut s'empêcher d'être pris d'un frisson d'émotion quand résonnent à nouveau les premières notes du générique, tandis que derrière les arbres, se dévoilent les murs majestueux de la demeure de lord Grantham.

A l'aube des années 1930, alors que tous savourent la joie du mariage du couple qui s'était formé à l'issue du précédent film – couronnant au passage, dans une réception où l'aristocratie et les domestiques sont invités au même titre, l'affaissement inéluctable des barrières entre les classes –, la maison Crawley s'apprête à vivre deux grands bouleversements. Afin de payer la réparation d'une toiture qui prend l'eau, lady Mary accepte en effet l'offre juteuse que lui fait un réalisateur d'installer ses caméras entre les murs de l'illustre château afin d'en faire le décor de son prochain film. Une jolie mise en abyme tant sur la forme que sur le fond : de même que la famille Crawley doit en permanence s'adapter à un monde qui change, le monde du cinéma muet doit ici affronter l'irruption du cinéma parlant.

Alors que caméras, projecteurs et autres spots envahissent le salon séculaire, lady Crawley les accueille en souriant : « *Le monde moderne débarque à Downton.* » Un monde moderne qui risque lui-même d'être relégué à un passé sans lendemain s'il n'est pas capable de s'adapter rapidement. Ici encore, le

nouveau monde des stars du grand écran fait éclater les frontières sociales, en offrant à des personnalités venues de rien la possibilité de s'extraire de leur condition. Encore faut-il qu'elles n'oublient pas d'où elles viennent !

Pendant ce temps, une partie de la famille fuit cette agitation et se rend dans le sud de la France, qui vit encore au rythme des Années folles, sur les traces du mystérieux passé de lady Violet. Un ancien prétendant vient en effet de lui léguer une villa sur la Côte d'Azur, ce qui amène lord Grantham à s'interroger sur ses origines et, partant, sur son identité et son histoire, alors que de douloureux nuages semblent devoir assombrir son avenir.

Plutôt que de multiplier les intrigues secondaires au détriment d'un scénario général, comme cela avait pu être le cas dans le précédent film, le réalisateur a offert ici à chaque personnage sa juste place dans les deux intrigues principales. On pourra dès lors regretter de ne pas passer plus de temps avec chacun d'entre eux, mais l'ensemble y gagne en qualité, dans un bon équilibre entre divertissement léger et juste touche de drame et d'émotion, même si l'ensemble manque de véritable enjeu. On aurait en revanche

apprécié trouver dans le phrasé français l'équivalent de celui de leurs homologues britanniques. Nathalie Baye – seule fausse note du film – ne nous fera pas ce plaisir-là.

Bien qu'un peu en dessous de ce à quoi nous avons été habitués, la photographie est toujours aussi léchée (on se régale avec les paysages de la Côte d'Azur), les costumes font toujours autant rêver, les émotions sont justes... Bref, comme avec des amis qu'on n'aurait pas vus depuis longtemps et avec qui on craignait les retrouvailles, on se laisse finalement envahir par un plaisir presque mélancolique en profitant de ces derniers moments. Car cette fois, il semblerait bien que l'adieu soit définitif. Aucune intrigue ne reste en suspens, chaque personnage tire sa révérence avec une conclusion satisfaisante ; la transmission entre les générations qui fut toutes ces années au cœur de la série est désormais achevée, le passage de témoin consommé. Il est temps pour *Downton Abbey* de refermer ses portes afin de mieux les rouvrir sur un jour nouveau, une « *nouvelle ère* ». ↗

Downton Abbey II : une nouvelle ère, de Simon Curtis, actuellement au cinéma.



DERNIERS FEUX

Photographie toujours aussi léchée, costumes de rêve, émotions justes : le charme opère une fois encore dans ce qui semble bien être la fin de *Downton Abbey* (ci-contre, les Crawley sur la Côte d'Azur).



© H-K

L'EMPRUNT RUSSE

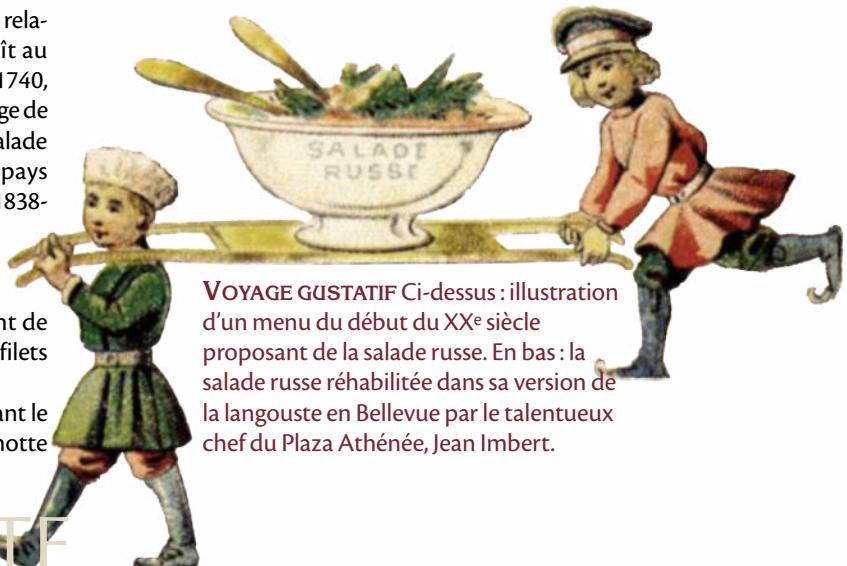
Si elle est née à Moscou, la « salade russe », interprétation froide de la macédoine, fut imaginée par le Franco-Belge Lucien Olivier.

De nombreuses préparations culinaires portent des noms liés à une province ou à un pays étranger, en hommage à ceux-ci et non parce que leur recette en est originaire. Ainsi la glorieuse et très française sauce hollandaise, émulsion chaude et vinaigrée de beurre et de jaune d'oeuf, a été inventée à Versailles pour Louis XIV afin de célébrer ses victoires pendant la guerre de Hollande (1672-1678). Son pendant enrichi d'échalotes et d'estragon, la sauce bénarnaise, quant à elle, a été créée en 1837 à Saint-Germain-en-Laye par Jean Louis François Collinet, le chef des cuisines du Pavillon Henri-IV, en hommage au Bon Roi né à Pau trois siècles plus tôt.

La salade russe fait partie de ces attributions trompeuses... tout au moins en partie. Son histoire témoigne de l'ancienneté des relations franco-russes, aujourd'hui bien mal en point. Elle naît au XVIII^e siècle en France, présente dans *Le Cuisinier gascon* de 1740, sous le nom de macédoine à la paysanne, qui désigne un mélange de légumes accommodés chauds au beurre fondu ou froids en salade et dont le nom renvoie à la grande diversité des ethnies du pays d'Alexandre le Grand. Le cuisinier franco-belge Lucien Olivier (1838-1883) en imagine une interprétation personnelle, froide, au restaurant de l'hôtel Ermitage à Moscou vers 1880. Il la baptise de son propre nom, qu'elle a conservé en Russie jusqu'à maintenant. Les boyards qui fréquentent le palace se pourlèchent de petits légumes mêlés dans une mayonnaise et agrémentés de filets de gélinotte des bois, d'écrevisses et de caviar noir.

En France et en Belgique (une spécialité de Malmedy, pendant le carnaval), la salade Olivier devient... salade russe, sans la gélinotte

qui s'est envolée des forêts d'Europe de l'Ouest. En Hongrie comme dans les Balkans, en revanche, on la nomme salade française (*francia saláta*, en magyar). Elle a hélas disparu des tables gastronomiques de notre pays tant elle a été dévoyée par la restauration collective, qui utilise de la triste macédoine en boîte et de l'insipide mayonnaise industrielle. Heureusement, le jeune nouveau chef du Plaza Athénée à Paris, Jean Imbert, vient de la réhabiliter dans sa version de la langouste en Bellevue, un célèbre plat créé au tournant du XX^e siècle par le chef Louis Paillard au Grand Hôtel de Bellevue à Meudon (aujourd'hui dévolu au CNRS).



VOYAGE GUSTATIF Ci-dessus : illustration d'un menu du début du XX^e siècle proposant de la salade russe. En bas : la salade russe réhabilitée dans sa version de la langouste en Bellevue par le talentueux chef du Plaza Athénée, Jean Imbert.

LA RECETTE

SALADE RUSSE

Découper à parts égales en petits dés ou en tronçons de 5 mm des carottes, des navets, du céleri-rave, des fonds d'artichauts, des haricots verts, des champignons de Paris. Ecosser des petits pois. Malgré la recommandation d'Escoffier, éviter la betterave trop sucrée et envahissante. Cuire séparément *al dente* tous ces éléments et les rafraîchir aussitôt. Ajouter des éclats de truffes, des anchois, des câpres, des cornichons, des dés de langue écarlate, de homard ou de langouste, ou bien encore de queues de langoustines. Réunir le tout dans une mayonnaise, pour moitié à l'huile d'arachide et moitié à l'huile d'olive, légèrement citronnée et relevée aux fines herbes ciselées (persil, cerfeuil, ciboulette, coriandre, basilic, etc.). Décorer de rondelles d'œufs durs, de lamelles de truffes et, éventuellement, de médaillons de langouste en gelée.





DES ADIEUX À JAMAIS Après avoir patienté sur le quai durant plusieurs jours, avec des valises bourrées à craquer, Nicole Macoin et sa sœur ont enfin pu embarquer, le 10 juin 1962, à destination de Marseille. Elles voyaient s'éloigner Alger pour la dernière fois, quittant à jamais leur « chez-nous ».

TÉMOIGNAGE

La dame de la photo

Une lectrice du *Figaro Histoire* s'est reconnue sur la couverture de notre dernier numéro consacré au crépuscule de l'Algérie française. Elle nous livre un témoignage bouleversant.



© AXEL CHOUVEL



« **J**'ai eu l'énorme surprise de me reconnaître en couverture de votre *Figaro Histoire* Le Crémoule sanglant de l'Algérie française (avril-mai 2022). Tous ceux qui m'avaient connue à cette époque m'ont reconnue et ont aussi reconnu ma sœur, que l'on voit de profil derrière le monsieur de gauche. Je suis très fière d'être le symbole de cet exode. Je n'avais pas vu le photographe car j'étais trop bouleversée par ce départ forcé. J'avais 23 ans. »

La rédaction du *Figaro Histoire* a été tout aussi émue en recevant cette lettre de Mme Nicole Macoin. Tout à coup, la jeune fille agitant son petit foulard pour dire adieu à l'Algérie de son enfance prenait vie. Pour tous, elle est devenue « la dame de la photo ». A sa lettre, Mme Macoin joignait un témoignage poignant, qui éclaire le drame vécu par les pieds-noirs plus que ne pourrait le faire le plus éloquent des livres d'histoire. Nous en publions ici un extrait.



LA LONGUE TRAVERSÉE

« Nos parents voulaient que nous rejoignions notre frère à Marseille. Ni ma sœur ni moi ne voulions quitter notre pays, celui de notre enfance et de notre jeunesse. Nos parents s'inquiétaient des successions d'attentats, d'enlèvements et de viols quotidiens... Nous refusions. Un horrible drame, en mai [1962], nous décida à accepter de partir. Un grand remue-ménage, des cris nous firent sortir sur le palier de notre sixième étage. C'était un brouhaha incroyable : tout le monde parlait fort, mais surtout, surtout, des hurlements presque inhumains envahissaient toute la cage d'escalier. Vite, nous descendîmes quelques étages pour demander à des voisins ce qui se passait. L'émotion les empêchait de nous relater les faits avec cohérence, mais l'horreur de la situation nous apparut bientôt.

Au deuxième étage vivaient des commerçants qui avaient deux enfants, un garçon de 5 ans et une fille de 2 ans. La mère s'était absente pour acheter du pain, laissant les enfants à sa jeune bonne musulmane, qui la suppliait tous les jours de l'emmener avec eux lorsqu'ils partiraient. A son retour, elle trouva la porte fermée, personne ne lui répondait. Elle frappait, frappait sans succès. Alors, son voisin passa par le balcon et quand il découvrit les deux petits égorgés, il prit du temps avant d'ouvrir la porte... On nous

rapporait tous les jours les faits sanglants des fellaghas, mais penser qu'une fille si jeune, habituée à s'occuper de ces enfants, puisse leur faire subir cette ignominie et que l'un d'entre eux ait dû voir ce qu'elle faisait à l'autre nous confrontait à une réalité que nous ne voulions plus continuer à affronter...

Nous avons donc commencé à trier nos affaires. C'était plus de vingt ans de vie qu'il fallait emmener dans deux valises. Que choisir ? Pourquoi emmener telle chose et laisser telle autre ? Et à faire et défaire nos valises, car bien sûr, même ce qui nous paraissait indispensable ne rentrait pas ! Après ces choix qui nous semblaient corréliens, nous étions prêtes, enfin pas tout à fait, jamais vraiment. Il n'était pas possible de faire la queue pour des billets d'avion, car il fallait enfreindre le couvre-feu si l'on voulait avoir une chance, si l'on peut appeler cela chance, car les files étaient souvent mitrailleées – armée ou fellaghas ? Pour les bateaux, il en était de même, car aucune liaison supplémentaire n'avait été prévue : les gens de "là-bas" n'avaient qu'à rester, et tant mieux s'ils se faisaient massacrer...

Avec l'espoir d'être embarquées sans billets, nous sommes allées cinq jours de suite sur le port avec nos valises, qui menaçaient de craquer tellement elles étaient bourrées, et nos deux manteaux sur les bras, malgré la chaleur. Et puis, le miracle s'est produit : un commandant de bateau plus humain que les autres a décidé d'embarquer en sus tous ceux qui attendaient et dont nous faisions partie. L'émotion nous a alors étreintes, nous n'étions pas préparées, habituées que nous étions à repartir à la maison. Cette fois, nous partions, nous quittions notre "chez-nous", nos parents, nos amis, notre vie et ce pour toujours... Voir Alger s'éloigner pour la dernière fois, pas comme en vacances les années précédentes.

Autour de nous, tout le monde pleurait ; ce n'était pas pour nous remonter le moral – au plus bas !

Ce voyage a été particulièrement éprouvant. Malgré nos deux manteaux sur le pont, que nous n'avions pas voulu quitter, nous étions gelées extérieurement et intérieurement. C'ÉTAIT FINI, BIEN FINI. Notre vie basculait dans l'inconnu, le non-attendu. Nous laissons derrière ce sillage tout ce qui avait été notre vie, avec ses joies et ses peines, notre enfance, notre jeunesse... Comment aurions-nous pu dormir ? Et pourtant, c'était le silence, personne ne pouvait parler tant les gorges étaient serrées. Chacun revivait ses souvenirs de notre Algérie qui n'était plus celle que nous connaissions, que nous aimions encore, que nous pleurions comme on pleure un être cher, très cher, qui disparaît à tout jamais. La mer heureusement était calme, comme pour contraster avec les tempêtes derrière chaque crâne de ces gens emportés par le vent de l'Histoire qui, pour la plupart, ne comprenaient pas ce qui leur arrivait.

Hébétés après cette nuit d'insomnie, tous regardaient Marseille qui approchait, toujours dans un silence impressionnant. La voilà, cette terre sur laquelle beaucoup n'avaient jamais mis les pieds, n'ayant pas éprouvé l'envie de connaître une autre terre que

la leur, celle de leurs parents et de leurs grands-parents, celle qu'ils aimait. L'angoisse se lisait sur les visages. Que leur réservait le lendemain ? Comment allaient-ils être accueillis ? Quelle serait leur nouvelle vie, qu'ils n'avaient pas choisie, qu'on leur imposait ? Nous, nous étions des privilégiées, chaque année nous venions de ce côté de la Méditerranée en vacances retrouver la famille que nous n'avions pas sur place, nos parents étant venus pour leur travail et s'étant mariés à Alger.

La foule, qui avait longtemps hésité, se mit à descendre du bateau, et pour nous ce fut soudain le soulagement : un énorme poids disparut en voyant notre frère assis à proximité du bateau. Les communications personnelles étant impossibles avec la métropole, notre père lui avait fait dire par sa banque que nous essayions de partir par bateau ; il était venu en ce week-end de Pentecôte à tout hasard. Nos yeux secs se remirent à pleurer...

Dès la semaine suivante, notre frère nous entraîna dans la seule association qui s'occupait de l'accueil aux rapatriés. Là, nous en avons côtoyé, des cas dramatiques ! Nous ne disions pas à ces gens que nous étions dans le même cas qu'eux, pour qu'ils puissent croire à un accueil de la part des Marseillais. Nous avions honte pour ceux qui ne pensaient qu'à leurs proches vacances sans se soucier de tous ces drames qui se jouaient. Certains arrivaient sans connaître personne, avec le maigre pécule qu'ils avaient réussi à emmener. Ils ne savaient où dormir. Nous avons dû mettre à contribution toute notre famille et nos connaissances pour leur trouver un toit gratuit ou leur payer une nuit d'hôtel. Honte à cette génération qui s'est laissé abuser et qui a découvert un peu tard que ce n'était pas des nantis qui débarquaient, mais tout un petit peuple de commerçants, d'artisans, d'ouvriers complètement démunis. »

EN COUVERTURE

© SERGEI CHERIK. ALL RIGHTS RESERVED 2022/BRIDGEMAN IMAGES. © FINE ART IMAGES/BRIDGEMAN IMAGES. © SPUTNIK/Mikhail Klimentyev/Kremlin via REUTERS. ILLUSTRATION: © STEFANO CARLONI POUR LE FIGARO HISTOIRE.



40 COMMENT LA RUSSIE EST DEVENUE UN EMPIRE

À PARTIR DU XV^E SIÈCLE, LA RUSSIE SE MUA EN UN EMPIRE, DONT LES TSARS MENÈRENT L'EXPANSION CONTINUE EN EUROPE ET EN ASIE AU GRÉ DE SES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES ET DE SES IMPÉRATIFS DE DÉFENSE ET DE PUISSANCE.

48 NICOLAS I^{ER} TSAR DE FER

AUTOCRATE INFLEXIBLE AU PLAN INTÉRIEUR, NICOLAS I^{ER} MENA AU COURS DE SES TRENTE ANS DE RÈGNE UNE GUERRE DE CONQUÊTE, QUI CULMINA AVEC CELLE DU CAUCASE.



78



LE PREMIER
CERCLE
DE QUOI LA GUERRE MENÉE
PAR POUTINE EN UKRAINE
EST-ELLE LE NOM ? PEUT-ÊTRE
DE LA VOLONTÉ DÉSÉSPÉRÉE
DE LA RUSSIE DE SAUVER
À TOUT PRIX SA VOCATION
IMPÉRIALE FACE À L'OCCIDENT.

RUSSIE LA MALÉDICTION DE L'EMPIRE

ET AUSSI

LE GRAND PUZZLE
LES BÂTISSEURS D'EMPIRE
LE GRAND BOND EN ARRIÈRE
LA LÉGENDE DES SIÈCLES
LE ROMAN DE LA RUSSIE
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'EST



MERCENAIRES DES STEPPES

Les Cosaques, par Ilya Répine, 1880-1891 (Saint-Pétersbourg, musée d'Etat russe). Apparues au XV^e siècle le long de la Volga, ces bandes de brigands issues des peuples nomades des steppes, installèrent, dès le XVI^e siècle, leurs communautés principalement dans les régions du Don et du Dniepr. Ils louaient alors leurs talents de guerriers comme mercenaires, et ceux qui servaient le tsar jouèrent un rôle majeur dans la protection des frontières russes contre les incursions tatares, ainsi que lors des conquêtes de la Sibérie, du Caucase et de l'Asie centrale.

© SAINT-PÉTERSBOURG, MUSÉE D'ÉTAT RUSSE.





Comment la Russie est devenue un empire

Par Hélène Carrère d'Encausse
de l'Académie française

A cheval sur deux continents,
l'Europe et l'Asie, l'Empire russe
s'est construit peu à peu du
XVI^e au XIX^e siècle. Une expansion
qui, pour les tsars, répondait
tant à des motifs de défense
et de puissance qu'à des intérêts
économiques.



L'histoire de l'Empire russe est d'abord une légende, celle du *Récit des temps passés*, plus ancienne chronique de l'espace slave oriental. Elle conte l'épopée d'un prince varègue, Riourik, qui, venu du Nord, fonda à Novgorod, en 862, le premier Etat slave. Vingt ans plus tard, Oleg, un parent de Riourik, descendit le Dniepr avec des troupes et prit Kiev, qu'il proclama « la mère des villes russes ». Riourik a-t-il jamais existé ? Mais Kiev exulta dès lors et devint le centre d'une civilisation éblouissante, chrétienne, dans la variante orientale empruntée à Byzance que le prince Vladimir choisit, en 988, pour le baptême de ses sujets. En 1240, un petit-fils de Gengis Khan, Batu Khan, envahit Kiev, la ravagea et détruisit sa splendeur. Les hommes fuirent vers le nord avec leurs institutions.

Le règne mongol, *pax mongolica*, allait durer plus de deux siècles durant lesquels les princes russes, coopérant avec l'occupant mongol, rivaliseraient entre eux. Au terme de ces luttes, un grand-prince de Moscou imposa sa prééminence, se posant en *rassembleur des terres russes*. La Russie moscovite était née.

Naissance d'une nation

En 1480, Ivan III proclama en effet l'indépendance de la Russie moscovite, mais son pays était isolé, coupé de l'Ouest parce qu'il rejetait le monde catholique, et de l'Est parce que le recul et la chute de Byzance avaient d'ores et déjà livré tout l'espace byzantin à l'Empire ottoman.

Son successeur, Ivan IV dit le Terrible, fonda l'Etat russe, invoquant, pour soutenir sa légitimité, une parenté supposée avec l'empereur Auguste et l'idée qu'après Rome et Byzance, Moscou serait la troisième et dernière Rome, garante de la vérité et du salut des autres peuples. Le moine Philothée théorisa en 1510 cette version de l'histoire du christianisme russe. On en conclut plus tard que cette théorie avait inspiré le messianisme russe et l'expansionnisme impérial. Pourtant, l'Etat russe ne s'y référa que rarement au cours des siècles suivants.

Il fallut attendre le XXI^e siècle pour que quelques théoriciens russes se hasardent à le faire, le plus bruyant étant Alexandre Prokhanov, qui mêle aujourd'hui histoire et théologie dans des discours télévisés très populaires.

Dès le XV^e siècle, en revanche, la Russie commença à se transformer en empire. Ivan IV devait défendre le pays des raids des Tatars venus de Kazan, d'Astrakhan et de la Crimée ; il constitua une armée et construisit des fortifications. Puis il passa à une stratégie offensive, attaqua le khanat de Kazan et le brisa en 1552. En 1556, il répète cet exploit à Astrakhan. Le khanat de Crimée étant encore imprenable, il se tourne vers la Baltique où une coalition polono-suédoise le freine. Mais déjà la Russie a gagné des terres et la Sibérie, espace immense, s'ouvre à elle, grâce au marchand Stroganov, qui s'y engage pour se procurer des fourrures. Il y fonde des entreprises. Ivan IV comprend l'intérêt de cette aventure, concède des territoires à Stroganov et convainc colons et paysans de le suivre. Le khan de



DU PRINCE À L'EMPEREUR Ci-dessus : la cathédrale Sainte-Sophie de Novgorod, datant du XI^e siècle, et le *Millénaire de la Russie*, monument érigé en 1862, qui commémore la fondation du premier Etat slave par le prince varègue Riourik en 862. Page de gauche :

Ivan le Terrible, par Sergei Chepik, 1990 (Collection particulière). Grand-prince de Moscou à partir de 1533, Ivan IV le Terrible est celui qui fonda véritablement la Russie impériale lorsqu'il se fit couronner tsar de toutes les Russies en 1547, invoquant une filiation avec l'empereur Auguste et revendiquant l'héritage de l'Empire chrétien d'Orient, cent ans après la chute de Constantinople.

Sibérie résiste. Ivan envoie contre lui les Cosaques d'Ermak, des bandes de brigands issues de peuples des steppes, et si ce dernier est lui-même tué au combat, ses hommes remportent la victoire. Les territoires conquis sont annexés à la Russie.

Dès ce moment, la Russie se dédouble. D'un côté, une Russie centrale aux institutions et aux règles rigides, où la société est fixée dans ses divisions. De l'autre, l'empire naissant dû à une expansion qui ne connaît pas de moments d'arrêt. Les Cosaques sont en première ligne et le prix en est la liberté totale qu'ils revendiquent. Dès la fin du siècle, le monde cosaque s'organise ainsi en groupes indépendants, sous la conduite d'un *ataman* (*hetman*). Au pouvoir bureaucratique absolu de l'Etat centralisateur font ainsi face ces troupes indépendantes, que le pouvoir ne peut intégrer ni dominer.

Tel est le paradoxe qui préside à la croissance de cet empire naissant : plus la frontière s'éloigne de la Russie centrale, plus celle-ci suscite d'oppositions et paraît devoir être protégée. L'empire assure la protection d'une Russie encore faible, mais il la rend simultanément redoutable à ses voisins, Suède, Pologne, Empire ottoman, qui s'inquiètent de sa progression, ce qui lui impose de développer la puissance et les moyens de l'Etat.

Le XVII^e siècle s'ouvre sur une crise qui va presque emporter et l'empire et l'Etat. En 1601, l'apparition d'un faux Dimitri, qui se présente comme le fils d'Ivan le Terrible et se proclame « vrai tsar » contre Boris Godounov, provoque une crise de succession, la valse des souverains, le « temps des troubles » et les révoltes des peuples récemment conquis. Pour les Etats voisins toujours à l'affût c'est l'heure de briser l'Empire russe. En 1609, Sigismond III de Pologne lui déclare la guerre, marche sur Moscou qu'il occupe, tandis que les Suédois conquièrent Novgorod. La Russie est sur le point de sombrer, mais le salut vient de l'alliance du boucher Kouzma Minine et du prince Pojarski, qui mobilisent la société avec le soutien du patriarche de Moscou, incarnation de l'intérêt national. En 1612, les Polonais sont chassés de Moscou et les Suédois battent en retraite. La résistance de tout un peuple a sauvé la Russie, le *zemski sobor* – assemblée de la terre – choisit une nouvelle dynastie, les Romanov.

La Russie des Romanov

Avec les Romanov commence ce que l'historien Milioukov a appelé l'âge de transition entre la Russie ancienne et celle de Pierre le Grand. C'est le temps des deux longs règnes des



premiers souverains, Michel et Alexis, qui couvrent six décennies. Sous le règne de Michel (1613-1645), le fait le plus remarquable concerne l'Etat où le politique et le religieux se confondent. Le père du souverain, Philarète, est le patriarche – chef de l'Eglise, *grand souverain* comme Michel avec un statut égal au sien. Michel réussit, avec le soutien de l'Eglise, à reconquérir l'espace russe, récupérant les territoires conquis par les Suédois en 1617, et surtout Novgorod, autre centre prestigieux de la Russie. Le roi de Pologne Ladislas rêvait du trône russe. Il doit y renoncer en 1634, signer la paix, mais il conserve encore les territoires qu'il a conquis. Au sud, les Cosaques du Don ont conquis Azov et ils l'offrent au souverain russe Michel en signe d'allégeance. Michel hésite. Azov assurerait à la Russie une position maritime remarquable, mais l'accepter serait pour les Turcs une provocation insupportable. La prudence l'emporta, Azov ne sera pas russe. Pas encore.

Avec le tsar Alexis, la Russie s'étend à l'ouest. L'Ukraine est alors dominée par la Pologne. Les Cosaques du Dniepr vont arbitrer la situation. En 1648, leur ataman, Bogdan Khmel-nitski engage, avec le soutien des Tatars de Crimée, la « guerre de libération de l'Ukraine » et demande à la Russie de la prendre sous sa protection. En 1625 déjà, le tsar Michel, soucieux d'éviter une guerre avec la Pologne, avait repoussé la même demande. En 1653, le *zemski sobor* convainc Alexis de l'accepter. En janvier 1654, la *Rada* réunie à Pereïaslav décide du rattachement à Moscou et prête serment au tsar

Alexis. La Pologne, soutenue par la Suède, se bat pour tenter de conserver l'Ukraine. Elle n'y réussit pas. Le traité de 1667 fixe la frontière russo-polonaise sur le Dniepr. A la Russie, les territoires de la rive gauche du fleuve, à la Pologne, ceux de la rive droite. Kiev, berceau du christianisme russe, est située sur la rive droite, mais la ville est placée pour deux ans sous l'autorité de Moscou, et Smolensk le sera pour treize ans. Cet accord ne sera pas respecté, et en 1686, un traité russo-polonois attribuera définitivement ces deux villes à la Russie. Rien de cette expansion ne fut simple. En 1657, l'hetman Khmel-nitski disparu, les Ukrainiens se divisent, certains remettant en cause son choix de 1654 au bénéfice de la Pologne, voire de l'Empire ottoman. La Russie n'accepte pas de discuter. L'union avec l'Ukraine était avant tout pour le tsar Alexis une avancée géographique et spirituelle vers l'Europe. L'Ukraine avait une élite remarquable, religieuse, militaire, administrative, que la Russie intégra. Les Ukrainiens apportèrent à la Russie un esprit, des idées, des coutumes européennes ; ce fut le début de son occidentalisation.

Les ambitions de Pierre le Grand

Avec Pierre le Grand, fils d'Alexis, l'ère impériale commence vraiment. Pierre ouvre son règne par la conquête symbolique d'Azov, abandonnée par son grand-père. C'est une revanche sur la Turquie, sur le monde de l'Islam et une réponse à la destruction de Byzance. Le jeune empereur se lance dans des guerres pour étendre l'empire. Contre la Suède, il est battu par



DYNASTIE Page de gauche : *Le Tsar Michel Ier Romanov avec ses boyards*, par Andreï Petrovitch Riabouchkine, 1893 (Moscou, galerie Tretiakov). Ci-dessus, à gauche : *Portrait équestre de Pierre le Grand à la bataille de Poltava* (1709), par Gottfried Danhauer, début du XVIII^e siècle (Moscou, galerie Tretiakov). A droite : *Catherine II*, par Fiodor Stepanovitch Rokotov, 1763 (Moscou, galerie Tretiakov). Après la mort du dernier tsar riourikide, Fiodor I^{er}, en 1598, et la crise de succession du « temps des troubles », l'avènement de Michel I^{er} en 1613 marque l'arrivée au pouvoir de la dynastie des Romanov, qui régneront jusqu'en 1917.

le roi Charles XII, à Narva. Pierre prend sa revanche en 1703-1704, dans le golfe de Finlande ; il y conquiert des territoires où s'édifieront Saint-Pétersbourg et Kronstadt. Charles XII s'obstine alors que la Russie est aux prises, sur le Don et la Volga, avec des révoltes, tantôt de peuples conquis – les Bachkirs –, tantôt d'atamans cosaques, voire de chefs militaires en mal de liberté. Briser ces rebelles, tenir tête aux Suédois, Pierre y réussit et vainc Charles XII, soutenu pourtant par le Cosaque Mazepa, à Poltava : les Suédois sont écrasés.

Un an plus tard, les Turcs se lèvent contre des troupes russes épuisées par la succession des guerres. Pierre leur échappe de justesse, mais il doit rendre Azov et renoncer à entretenir une flotte au sud. En compensation, il bat les Suédois, et conforté, par la paix de Nystad en 1721, l'accès à la Baltique, « fenêtre sur la mer ». Pierre devient l'empereur Pierre le Grand. Et la Russie se dit officiellement *empire*.

Pierre le Grand fait un constat tragique : l'empire, les territoires gagnés témoignent de la puissance russe, mais la Russie n'a pas les moyens militaires, techniques et économiques de la puissance. Il va employer son règne à les développer en mobilisant toute la société et toutes ses ressources. La Russie devient une puissance, mais comme le soulignait Georges Sokoloff, ce sera toujours une « *puissance pauvre* ». Le prix de ce décalage durable sera terrible, on le constatera au XX^e siècle.

L'Allemande Catherine, montée sur le trône en 1762 se proclama continuatrice de Pierre le Grand. Elle concentra ses efforts sur la Pologne, l'Empire ottoman et brièvement la Suède. Et elle agrandit l'empire. Trois partages de la Pologne apportèrent à la Russie des territoires qui, pour l'essentiel, avaient fait partie de l'Etat de Kiev, puis Varsovie et le cœur de la Pologne. Les guerres contre les Turcs lui donnent la Crimée, une partie du littoral de la mer Noire. Enfin, Catherine porte le Projet grec qui vise à libérer Constantinople et établir en Europe un grand empire chrétien, qui serait confié à l'un de ses petits-fils.

Ses successeurs étendront l'empire à la Géorgie, au Caucase, aux provinces balkaniques, à la Finlande et même à l'Amérique du Nord avec l'Alaska. Et Alexandre II, le *tsar libérateur*, poussera l'empire jusqu'en Asie, aux confins de la Chine. La Russie devient au XIX^e siècle un empire eurasiatique.

Aux yeux d'Alexandre Soljenitsyne, Alexandre III, le seul souverain Romanov qui n'ait pas cherché à agrandir l'empire fut le meilleur d'entre eux, car il se consacra à moderniser son pays.

Le dernier Romanov, Nicolas II, élevé par un père exempt de la fièvre expansionniste, était tenté de s'inscrire dans la même ligne. Mais confronté aux oppositions montantes, il voulut en déclarant la guerre au Japon trouver un dérivatif à ses difficultés intérieures. La défaite russe de 1905, la victoire du Japon, un peuple d'Asie, « peuple de couleur victorieux d'un peuple blanc », fut un désastre pour la Russie, dont ni elle ni l'Europe ne virent alors les conséquences. Pour le monde non européen, colonial, cette défaite fut comprise comme le premier signal de la revanche des peuples opprimés et de leur émancipation.

Considérant le passé impérial de la Russie, Soljenitsyne écrit que ce pays, le plus étendu territorialement au monde, n'a été qu'un assemblage hétéroclite de peuples et de cultures, un espace immense, inutile et incontrôlable. La Russie réelle, le noyau russe n'a jamais pu l'assimiler. L'empire a perdu la Russie, brisé son identité et sa culture et lui a ôté la possibilité de se moderniser.

L'illusion de la Troisième Rome

À la différence de Soljenitsyne, Arnold Toynbee a insisté cependant sur ce qui légitimait la vocation impériale de la Russie, l'héritage de Byzance, la Troisième Rome. Mise en forme au début du XVI^e siècle, sous le règne d'Ivan III, elle aurait convaincu les tsars de leur vocation à se faire les protecteurs de l'orthodoxie par l'expansion d'un empire à visée universelle.



REPOUSSER LES FRONTIÈRES

A gauche : c'est contre la Suède, au nord-ouest de son empire, que Pierre le Grand acquiert les nouveaux territoires significatifs de son règne, notamment dans le golfe de Finlande, où il fonde, à partir de 1703, Saint-Pétersbourg. S'il échoue finalement à prendre la forteresse d'Azov aux Turcs, à l'embouchure du Don, il conforte, en revanche, la « fenêtre sur la mer » de la Russie dans la Baltique. Catherine agrandira non seulement l'empire à l'ouest, mais elle offrira aussi à la Russie son implantation dans la mer Noire avec la prise de la Crimée en 1783. Page de droite : dès le XVI^e siècle, alors que les principautés russes (Novgorod, Riazan, Pskov) ont été rassemblées sous l'autorité de Moscou par ses prédécesseurs, Ivan le Terrible commence à repousser les frontières de la Moscovie vers le sud et se lance dans la conquête de la Sibérie, qui se poursuivra jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Le Caucase, l'Asie centrale et le territoire de l'Amour seront conquis tout au long du XIX^e siècle.

« *La thèse de Toynbee est sans fondement* », conteste Jean-François Colosimo, fin connaisseur de la pensée russe. A scruter les intentions et les justifications de cette expansion, on ne peut qu'adhérer à sa critique ; le rêve de Troisième Rome est absent de l'histoire de l'empire. Le rapide survol du passé russe qui précède le montre.

Avec Ivan IV, les avancées territoriales du tsar « terrible » étaient en effet purement défensives. La Russie devait repousser sa frontière pour prévenir la menace qui subsista en dépit de la chute de Kazan. La Russie faisait alors figure d'Etat assiégié. Cette certitude fondée sur l'histoire de deux siècles avait conduit Ivan et ses successeurs à étendre toujours plus l'espace russe. Les hésitations du tsar Alexis à accepter l'Ukraine qui s'offrait témoignaient aussi de cette inquiétude persistante.

Pierre le Grand, qui prit la tête d'un Etat consolidé, plus sûr de lui et de sa sécurité, était mû par deux passions : celle de la mer, à laquelle cet amoureux des bateaux et de la navigation voulait accéder, et la volonté héritée du tsar Alexis d'avancer vers l'Europe, de revenir en Europe après les deux siècles d'arrachement mongol. Il devrait renoncer à des conquêtes en mer Noire, mais il réussirait, au nord, dans la Baltique, ouvrant ainsi à son pays « une fenêtre sur l'Europe ».

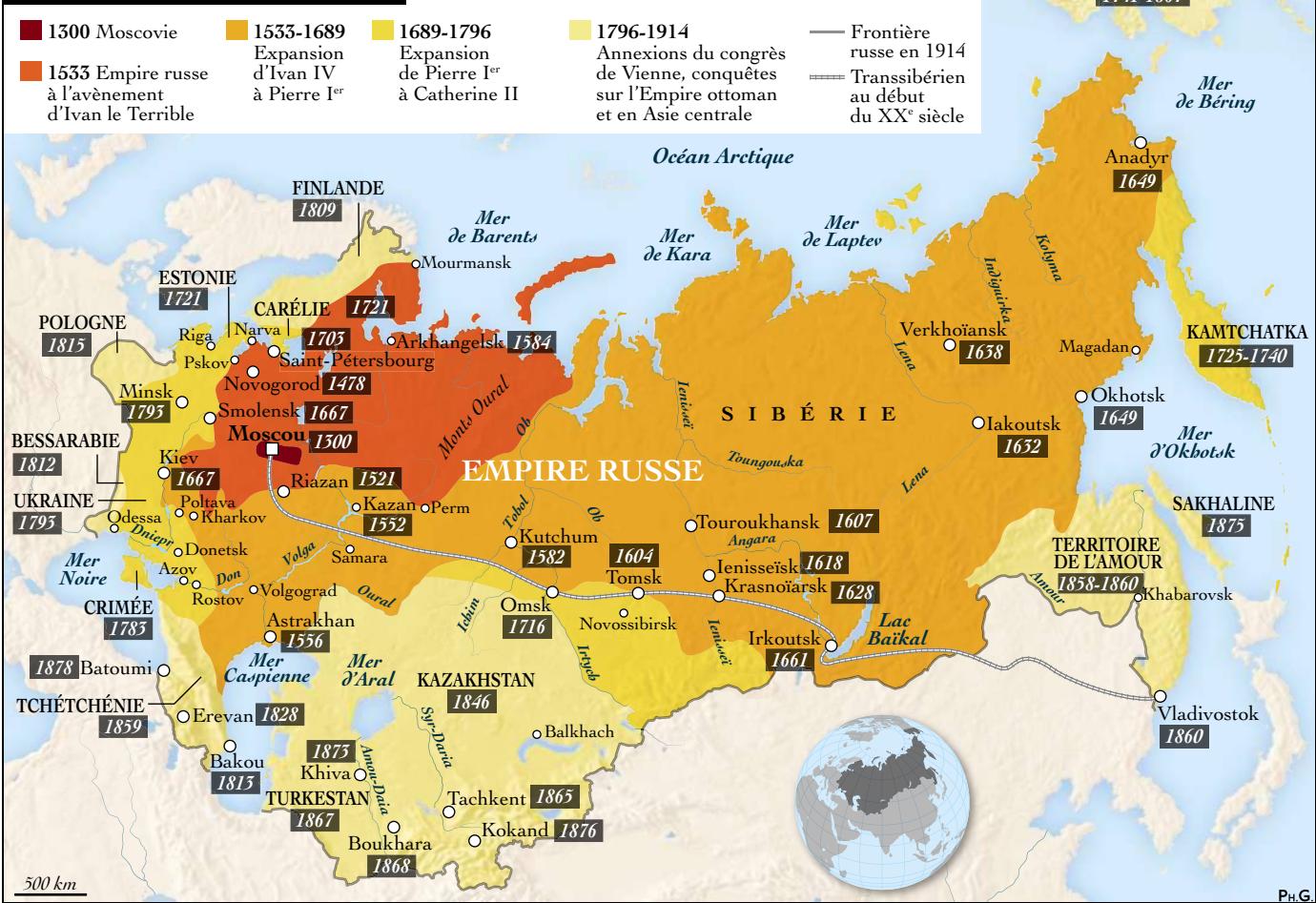
Catherine II avait été portée par la même volonté, faire de la Russie une puissance européenne reconnue, et d'abord par la France qui, dominant alors l'ordre européen, œuvrait avec constance à écarter cette rivale en dressant contre elle ses adversaires traditionnels, Pologne, Suède, Empire

ottoman. L'expansion territoriale réalisée par Catherine II compte certes un chapitre plus idéologique, le Projet grec, qui avait une connotation religieuse. Catherine II s'est vouée protectrice des lieux saints, des chrétiens dominés par les Turcs musulmans et le Projet grec se réfère à la tradition glorieuse de Byzance. Mais ce serait une erreur que d'y reconnaître l'idée de la Troisième Rome. Le Projet grec était européen. Catherine participait ici de l'intérêt partagé alors par l'Europe pour l'Antiquité classique. C'était cette civilisation, c'était Athènes et Rome où le christianisme avait fleuri, que l'impératrice russe défendait avec lui. Le messianisme russe fut une explication trouvée par le monde extérieur pour comprendre la Russie.

Quant aux derniers souverains russes, ils ont encore étendu leur empire en obéissant à des objectifs traditionnels, ceux-là mêmes qui sous-tendent toutes les conquêtes coloniales du XIX^e siècle. Rivalité de puissance – avec l'Angleterre sur les mers ou sur la route des Indes, avec la France en Crimée – et intérêts économiques – en Asie centrale notamment. A l'aube du XX^e siècle, la Russie est devenue un empire semblable à ceux de l'Angleterre, de la France ou des Pays-Bas.

Semblable mais aussi différent. La différence avec les autres empires tient à l'unité, à la symbiose de la Russie et de l'empire. La Russie est l'empire, à la différence des autres pays qui possèdent un empire. Elle est cet empire parce que rien ne les sépare ; l'empire est un continuum. C'est probablement pour cela qu'Alexandre II vendit l'Alaska aux Etats-Unis, beaucoup plus que pour l'argent. Le détroit de Béring, qui

L'expansion russe (1500-1914)



separait l'empire de l'Alaska, suffisait à en faire un élément étranger à l'empire, donc à en diminuer l'intérêt pour la Russie.

Soljenitsyne a pointé l'essentiel : l'empire a dévoré la Russie, a interdit à la Russie d'accomplir son destin historique, qui était d'entrer de plain-pied dans la civilisation de l'Europe. Pour édifier et maintenir l'ensemble dont il dénonçait la monstruosité, la Russie-Empire, tous les souverains – à l'exception d'Alexandre III – ont sacrifié le développement de la Russie, l'ont empêché de rattraper le retard pris sur l'Europe et qui dure encore. Au XIX^e siècle, toute l'élite intellectuelle russe s'interroge : pourquoi la Russie a-t-elle « déraillé sur la grande voie de la civilisation », pour reprendre les mots de Custine ? Et comment peut-elle en retrouver le cours ? La réponse des slavophiles – réponse religieuse qui souligne la spécificité russe, l'orthodoxie – n'aura jamais nourri le projet impérial qui a obéi à des logiques successives de sécurité, de retour à l'Europe perdue, puis de pure puissance et d'intérêts économiques, c'est-à-dire, en dernier ressort, une logique géopolitique qui a fait l'empire semblable aux autres empires, tous voués au même sort, disparaître.

« *Tout empire périra* » : tel était le constat de Jean-Baptiste Duroselle, titre d'un de ses derniers livres. L'Union soviétique elle-même, dernier avatar de cet Russie-Empire, n'y aura pas échappé.

Historienne de la Russie, biographe de Catherine II, d'Alexandre II, de Nicolas II et de Lénine, Hélène Carrère d'Encausse est secrétaire perpétuel de l'Académie française. Son dernier ouvrage paru est *Alexandra Kollontai. La Valkyrie de la Révolution* (Fayard, 2021).

À LIRE d'Hélène Carrère d'Encausse

L'Empire d'Eurasie. Une histoire de l'Empire russe de 1552 à nos jours, Le Livre de Poche, 266 pages, 8,90 €.
Les Romanov, une dynastie sous le règne du sang, Fayard, « Pluriel », 448 pages, 10 €.
Catherine II, un âge d'or pour la Russie, Fayard, « Pluriel », 656 pages, 12,20 €.
Alexandre II, le printemps de la Russie, Le Livre de Poche, 2010, 416 pages, 8,70 €.
Nicolas II, la transition interrompue, Fayard, « Pluriel », 560 pages, 9,60 €.



Par Marie-Pierre Rey

Nicolas Ier Tsar de fer

Autocrate absolu dans son propre pays, Nicolas Ier s'est fait également le champion du maintien de l'ordre monarchique en Europe, tout en poursuivant la conquête du Caucase, prélude à celle de l'Asie centrale.

Le règne de Nicolas Ier débute en décembre 1825 et s'achève en mars 1855, alors que la guerre de Crimée tourne à la catastrophe pour l'Empire russe. Entre ces deux dates s'écoulèrent trente années tout entières placées sous le sceau d'un régime hostile à la moindre concession politique, brutal et policier, qui valut au souverain le surnom de « Nicolas la Trique ». Fervent défenseur d'une idéologie nationale fermée aux influences étrangères, Nicolas Ier n'en fut pas moins extrêmement actif sur la scène extérieure ; luttant contre le ferment libéral en terre européenne, expansionniste aux dépens de l'Empire ottoman et de la Perse, « le gendarme de l'Europe » remporta des succès majeurs avant de se heurter à l'hostilité conjuguée des puissances occidentales faisant front contre lui. Toutefois, si la guerre de Crimée constitua un échec cuisant, elle ne doit pas faire oublier que le règne coïncida avec une extension notable des frontières de l'empire.

Un autocrate inflexible

Né en juillet 1796, soit quatre mois avant la disparition de sa grand-mère Catherine II et l'avènement de son père sur le trône, Nicolas est le troisième fils de Paul I^{er} et de son épouse Maria Fiodorovna. Paul I^{er} s'affirmant viscéralement hostile aux idéaux de 1789, l'enfant n'a pas été élevé dans l'esprit des Lumières comme, sous l'influence de leur grand-mère, ses frères aînés Alexandre et Constantin, mais dans celui de la contre-



révolution et du légitimisme. Son précepteur, le général germano-balte Matthias Lambsdorff, est un homme honnête et dévoué mais, impatient et sévère, il recourt fréquemment aux châtiments corporels et ne transmettra à son élève aucun goûts pour l'étude. A partir de 1802, on enseigne au jeune Nicolas le français, la géographie et l'histoire, matières auxquelles s'ajoutent bientôt des cours de religion, d'allemand, de latin et de grec puis, en 1809, des leçons de mathématiques et de physique.

En 1811, son frère Alexandre, devenu tsar en 1801, songe à l'envoyer au lycée de Tsarskoïe Selo, tout juste fondé pour éduquer

les élites de l'empire, et où étudie notamment Pouchkine. Il renonce finalement à ce projet et l'adolescent continue de recevoir au palais impérial des cours de droit, d'économie, de sciences politiques et d'art militaire donnés par des scientifiques de renom. On le voit, rien n'a été négligé dans l'éducation du grand-duc mais, élève médiocre et inattentif, il ne retirera de tout le bagage reçu qu'une passion pour la physique appliquée à la science militaire et une vive admiration pour le militarisme prussien.

En novembre 1815, Nicolas est fiancé à la fille du roi de Prusse Frédéric-Guillaume III, la princesse Charlotte, qui se convertit à

l'orthodoxie sous le nom d'Alexandra Fiodorovna. Leur mariage est célébré en juillet 1817 et de cette union heureuse, qui accentuera encore la prussophilie de Nicolas, naîtront dix enfants, parmi lesquels le futur Alexandre II, le tsar qui libérera les paysans du servage.

La disparition brutale d'Alexandre I^r en décembre 1825 et l'annonce de la renonciation au trône de Constantin propulsent Nicolas à la tête de l'empire à l'âge de 29 ans. Confronté à une tentative de complot militaire dès les premiers jours de son règne, il y répond par la force et, dès lors, se montrera sourd à toute évolution politique. Autocrate absolu, Nicolas ne déviera pas de cette ligne, exigeant de ses sujets, y compris des nobles, une soumission et une loyauté sans faille, punissant sans pitié tout opposant potentiel. La troisième section de la Chancellerie impériale (ancêtre du KGB et du FSB) a la responsabilité de la censure ainsi que de la surveillance policière des Russes et des étrangers présents en Russie, que le pouvoir soupçonne d'idées subversives. Dès 1826, un nouveau code de censure est instauré : toute publication est désormais soumise à un comité *ad hoc*. En parallèle, journaux, revues et livres venant de l'étranger sont étroitement contrôlés afin de se prémunir contre les influences néfastes venues d'Europe.

Dans cette même perspective, dès 1825-1826, le pouvoir interdit aux Russes de voyager librement à l'extérieur des frontières impériales ; à partir de février 1831, les jeunes nobles ne peuvent séjourner à l'étranger pour y poursuivre des études que sur l'autorisation spéciale du tsar ; en

© MIKHAIL ALEXEÏEVITCH KOUTSNEZOV - DROITS RÉSERVÉS / AKG-IMAGES. © FINE ART IMAGES/BRIDGEMAN IMAGES.



DESPOTISME NON ÉCLAIRÉ

Ci-contre : *Nicolas I^r*, par Georg Bottmann, 1856 (Saint-Pétersbourg, Musée russe). Page de gauche : *Exécution des décembristes à bord du Grand-Duc Vladimir*, par Mikhaïl Kouznetsov, 1979 (Saint-Pétersbourg, Musée central de la Marine de guerre). Confronté à l'insurrection militaire des décembristes dès son avènement en 1825, Nicolas I^r opta pour une réponse violente, autoritaire et intransigeante, donnant le ton des trente années de son règne.



© AKG-IMAGES. © PHOTO12/HERITAGE IMAGES/FINE ART IMAGES.

avril 1834, un autre oukase interdit aux nobles de s'absenter plus de cinq ans hors de Russie sous peine de voir leurs biens confisqués. Au fil du règne, la surveillance policière se renforce en raison des craintes suscitées par les révoltes européennes de 1830 puis de 1848. Car pour l'empereur comme pour ses ministres, ces dernières sont autant de cataclysmes destructeurs de la civilisation et de l'ordre chrétiens. Ce sentiment d'une menace extrême expliquera la dureté de l'appareil répressif à l'encontre des « activistes » russes : bien qu'elle ait été, au pied de l'échafaud, commuée en peine de travaux forcés, la condamnation à mort des jeunes gens du cercle Petrachevski (parmi lesquels figurait Dostoïevski), coupables d'échanger des idées fouriéristes lors de réunions secrètes, témoigne clairement de cette sévérité.

Pour lutter contre les influences étrangères, le tsar ne se contente pas d'user de la force. Avec le soutien de son ministre de l'Instruction publique, le comte Ouvarov, il cherche à promouvoir une idéologie

MILITARISME Ci-dessus : *Le Cabinet de travail de l'empereur Nicolas Ier, au palais Alexandre, à Tsarskoïe Selo*, aquarelle d'Eduard Hau, vers 1845 (Tsarskoïe Selo, palais de Catherine).

L'autocrate voulait une passion à la physique appliquée à la science militaire et une vive admiration au militarisme prussien. Page de droite : *Le Siège d'Akhoulgo*, par Franz Roubaud, 1888 (Makhatchkala, Daghestan, musée des Beaux-Arts).

La forteresse de l'imam Chamil, sur la montagne Akhoulgo, au Daghestan, fut assiégée par les troupes russes en 1839. Avec quelques partisans, Chamil parvint à fuir en Tchétchénie, où il poursuivit la résistance à la conquête russe du Caucase jusqu'en 1859.

qu'il s'agit, en particulier, d'inculquer à la jeunesse russe : ce sera le sens du triptyque « autocratie, orthodoxie, génie national ». En parallèle, il décide de doter le palais de l'Ermitage d'un bâtiment destiné à abriter les collections impériales et d'en faire un musée ouvert au public pour sensibiliser l'opinion à l'art russe. Enfin, désireux d'ancre l'empire dans un passé glorieux, Nicolas Ier fait de « la guerre patriotique » de 1812 une référence mémorielle majeure en même temps que le ciment du patriottisme russe. C'est ainsi qu'à partir de 1839, le champ de bataille de Borodino (que les troupes napoléoniennes appellent bataille de la Moskova) sera officiellement érigé en lieu de mémoire sacré de l'histoire russe.

La promotion du génie national russe (*narodnost*, en russe) s'accompagne dans le même temps d'un indéfectible attachement à la structure impériale, lequel pousse le souverain à combattre tout mouvement susceptible de lui porter atteinte. En 1825, Nicolas Ier s'était accommodé à grand-peine du régime constitutionnel concédé par Alexandre Ier à la Pologne redéfinie par le congrès de Vienne. Les circonstances lui permettent rapidement de revenir sur ce modèle.

En novembre 1830, la révolte contre l'autorité russe d'un régiment polonais d'infanterie déclenche en écho l'insurrection générale des troupes polonaises et la mise en place, le 3 décembre, d'un gouvernement provisoire. Le 25 janvier 1831,

la Diète polonaise proclame la déchéance du tsar et, le 30 janvier, un gouvernement national présidé par le prince Adam Czartoryski se met en place. En réponse à ces « provocations », Nicolas I^{er} réagit par la force et, dès février, les armées russes interviennent massivement en Pologne, conduisant le 8 septembre à la capitulation de Varsovie. La reddition de la capitale signe la fin de l'insurrection et lance un processus redoutable de « normalisation » orchestrée par le général Paskievitch, promu « vice-roi » de Pologne. 7 000 à 10 000 Polonais prennent alors le chemin de l'exil, et tout un arsenal de mesures répressives est décrété, dont la dissolution de l'armée nationale, la fermeture des établissements d'enseignement supérieur, la saisie et la sécularisation des biens de l'Eglise catholique, accusée de sympathie envers les insurgés.

De même, dès 1828, le souverain remet en cause, au nom de l'uniformité administrative, l'autonomie accordée à la Bessarabie depuis son rattachement à l'Empire russe en 1812, et c'est encore Nicolas I^{er} qui en 1847 fera arrêter et déporter le poète et peintre Taras Chevtchenko, coupable d'exalter dans ses œuvres le sentiment national ukrainien.

Le gendarme de l'Europe

Intransigeant à l'intérieur des frontières impériales, Nicolas I^{er} le fut tout autant dans sa politique extérieure. Ayant hérité de son frère Alexandre I^{er} le traité de la Sainte Alliance conclu avec l'Autriche et la Prusse, le souverain russe en modifie l'esprit pour en faire un outil diplomatico-militaire au service de l'ordre monarchique et de la légitimité des trônes en place. Fort de son armée nombreuse, la première du continent, le tsar se fixe pour mission d'intervenir partout en Europe où la stabilité serait menacée. C'est ainsi qu'en 1846, il envoie des troupes rétablir l'ordre dans la ville libre de Cracovie avant de venir militairement en aide au sultan ottoman, confronté, en 1848, au soulèvement des provinces roumaines de Moldavie et de Valachie. En mai 1849, appelé à la rescoussure par un empereur d'Autriche aux abois face à la Hongrie en révolution, il

envoie un corps expéditionnaire qui, aux côtés des armées autrichiennes, contraint les insurgés à capituler à Vilagos en août. Promu « gendarme de l'Europe », Nicolas I^{er}, hâï des libéraux, illustre désormais un régime non seulement despote et rétrograde, mais dangereux pour les libertés en Europe. Autant de caractéristiques que le best-seller du marquis de Custine *La Russie en 1839* se fera fort de dénoncer.

En parallèle à sa politique en Europe occidentale, la Russie de Nicolas I^{er}, dans une tradition inaugurée d'abord par Pierre le Grand puis par Catherine II qui, à partir de 1774, avec le traité de Koutchouk-Kaïnardji, a acquis un droit de regard sur les minorités orthodoxes de l'Empire ottoman, revendique une relation spécifique avec Constantinople afin de s'arroger des prérogatives dans les Détroits et de pratiquer à son profit le grignotage territorial de la Sublime Porte. En 1829, le traité russo-turc d'Andrinople déclare ainsi les détroits du Bosphore et des Dardanelles ouverts à la marine russe, et reconnaît l'autonomie de

la Serbie et celle des principautés de Moldavie et de Valachie tout en maintenant en façade l'intégrité de l'Empire ottoman.

Quatre ans plus tard, en 1833, pour prix du soutien militaire apporté par la Russie contre la révolte du pacha d'Egypte, le traité russo-turc d'Unkiar-Skelessi achève de faire de Saint-Pétersbourg le protecteur de l'Empire ottoman en fermant les Détroits à tous les navires de guerre étrangers à l'exception des navires russes. Jugé intolérable par les autres puissances européennes, ce texte est annulé en 1841 et remplacé par la convention internationale de Londres. Cette dernière interdit désormais à tout vaisseau militaire d'emprunter les Détroits y compris en temps de paix. A son corps défendant, la Russie est ainsi contrainte de céder à la pression internationale ; mais elle reste durablement soupçonnée de vouloir faire de la mer Noire « un lac russe », tandis que son insistance à se poser en protectrice des minorités orthodoxes rattachées à l'Empire ottoman, son activisme dans les Balkans et pour finir sa



ÉCHEC ET MAT Ci-dessus : *Défilé de la flotte de la mer Noire en 1849*, par Ivan Aïvazovski, 1886 (Saint-Pétersbourg, Musée central de la Marine de guerre). En bas : le Royaume-Uni et la France s'engagèrent dans la guerre de Crimée en 1854 pour contrer les ambitions de la Russie face à l'Empire ottoman. Signé en 1856, le traité de Paris déclara la neutralité de la mer Noire et le statut international des Détroits, et proclama l'intégrité de l'Empire ottoman. Page de droite : *Combat dans la gorge de Malakoff, le 8 septembre 1855* (détail), par Adolphe Yvon, 1859 (Versailles, musée du Château). A la fin du siège de Sébastopol, l'assaut victorieux de la tour Malakoff par les zouaves du général Mac-Mahon fut décisif et permit l'ouverture de négociations de paix.

présence militaire dans les provinces de Moldavie et de Valachie constituent autant de points de friction qui précipitent le déclenchement de la guerre de Crimée.

Cette guerre, qui oppose, de 1853 à 1856, la Russie à l'Empire ottoman allié, cette fois, au Royaume-Uni, au Piémont-Sardaigne et à la France, a pour origine officielle « la querelle des Lieux saints », le refus, avec le soutien de la France et du Royaume-Uni, opposé par les Ottomans aux exigences russes en faveur d'un contrôle des sanctuaires en Terre sainte par les orthodoxes, provoquant, en juillet 1853, l'invasion de la Moldavie et de la Valachie par les Russes. Mais il s'agit en réalité, pour les Anglais comme pour les Français, de mettre un terme à la relation « privilégiée » entretenu par la Russie avec l'Empire ottoman au mépris du concert européen et d'en finir avec l'activisme de Saint-Pétersbourg en mer Noire et dans les questions balkaniques.

Particulièrement humiliante tant elle a fait la démonstration du retard économique de l'Empire russe en matière d'infrastructure, d'équipements et de transports, la guerre se conclut par un traité dont la négociation, engagée à Paris en mars 1856, se déroule sous le regard triomphant de Napoléon III, qui venge ainsi la défaite de 1812 et l'occupation de Paris de 1814. Le traité de Paris a des effets majeurs sur la



© BRIDGEMAN IMAGES. © CARTE : PHILIPPE GODEFROY.

politique extérieure russe : il met un terme brutal à quarante ans de présence et de rayonnement russes en Europe et contraint Saint-Pétersbourg à renoncer à sa relation privilégiée avec la Sublime Porte : le maintien de l'intégrité territoriale de cette dernière est en effet garanti par le traité et la Russie ne peut plus, désormais, prétendre à des droits spécifiques sur les orthodoxes de l'Empire ottoman. La Russie est également contrainte de renoncer à ses prérogatives sur les principautés danubiennes de Moldavie et de Valachie, et de reconnaître leur autonomie, en même temps que le rattachement à la Moldavie du sud de la Bessarabie. Le traité de Paris, dont Nicolas Ier, disparu en mars 1855, ne connaîtra pas les conséquences, porte donc un coup sévère aux visées russes sur l'Empire





© RMN-GRAND PALAIS (CHÂTEAU DE VERSAILLES) / GÉRARD BLOT.

imam du Daghestan en 1834. Au plus fort de l'insurrection tchétchène, en 1843, l'armée des maquisards englobe près de 30 000 combattants déterminés et il faudra près de vingt ans d'affrontements récurrents et des effectifs sans cesse croissants pour que la Russie parvienne à obtenir la reddition de Chamil en août 1859.

Longues, difficiles, terriblement coûteuses en vies humaines comme en ressources, les guerres du Caucase suscitent une véritable crise morale en Russie, et la plupart des intellectuels et des écrivains comme Pouchkine, Lermontov ou Tolstoï en contestent la légitimité, malgré la censure. Elles n'en signent pas moins l'intégration du Caucase dans l'escarcelle russe. A sa mort, en mars 1855, Nicolas I^{er} laisse donc un empire affaibli en Europe mais élargi vers le sud, prélude à la future conquête de l'Asie centrale, qui sera menée par Alexandre II à partir du milieu des années 1860. ↗

Marie-Pierre Rey est professeur d'histoire russe et soviétique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et directrice du Centre de recherches en histoire des Slaves.

53
LE PÉTROU
HISTOIRE

ottoman. Mais en direction de la Transcaucasie et du Caucase, en revanche, l'expansion russe connaît des succès.

La conquête du Caucase

Dans le sillage des premières avancées en Transcaucasie réalisées à la toute fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle, la progression russe vers le Caucase se poursuit sous le règne de Nicolas I^{er}. En 1826, une guerre déclenchée contre la Perse tourne rapidement à l'avantage de la Russie et, deux ans plus tard, le traité de Turkmantchaï entérine le succès russe : le texte réaffirme l'autorité russe en Géorgie et en Azerbaïdjan ; il incorpore dans l'Empire des tsars les provinces arméniennes du Karabagh, d'Erevan et du Nakhitchevan ; il donne à Saint-Pétersbourg le droit exclusif d'entretenir une marine sur la mer Caspienne ; il lui

concède des avantages commerciaux ainsi qu'une substantielle indemnité de guerre, et enfin, il autorise les Arméniens originaires des régions restées sous tutelle perse à émigrer librement vers l'Arménie russe, ce que feront 35 000 d'entre eux.

Légitimée par le traité de Turkmantchaï, l'avancée russe est relativement bien acceptée par les populations chrétiennes de Géorgie et d'Arménie. En revanche, il en va tout autrement dans le Nord Caucase. Car dans cette région où les Russes fondent Grozny (future capitale de la Tchétchénie), ils se heurtent, à partir de 1834, à la résistance acharnée des peuples montagnards musulmans du Daghestan. S'appuyant sur un courant mystique islamique ascétique, le muridisme, la résistance des peuples tchétchènes du Nord évolue rapidement en une guerre sainte contre l'envahisseur, portée par Chamil, proclamé troisième

À LIRE de Marie-Pierre Rey



La Russie face à l'Europe. D'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine, Flammarion, « Champs histoire », 512 pages, 13 €.
Atlas historique de la Russie, D'Ivan III à Vladimir Poutine, (avec François-Xavier Nérard), Autrement, 96 pages, 24 €.
Alexandre I. Le tsar qui vainquit Napoléon, Flammarion, 608 pages, 26 €.



AIGLE DES MERS

Catherine II dépose les trophées de la bataille de Tchesmé devant la tombe de Pierre le Grand, par Andreas Caspar Hüne, 1791 (Saint-Pétersbourg, musée de l'Ermitage). La bataille de Tchesmé, remportée par les Russes en 1770, durant la guerre russo-turque de 1768-1774, est l'une des victoires navales les plus glorieuses de l'Empire des tsars.



Le grand puzzle

Par Lorraine de Meaux

C'est aux XVIII^e et XIX^e siècles que se fit l'essentiel des conquêtes territoriales de l'Empire des tsars. D'abord dirigé vers l'ouest et le sud, l'expansionnisme russe bascula irrésistiblement vers l'Asie centrale et l'Extrême-Orient dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Sur le temps long, la politique étrangère russe s'est fondée sur un principe expansionniste souvent couronné de succès, qui l'a conduit à repousser toujours plus loin les frontières de l'Etat. Vu de Saint-Pétersbourg à l'époque tsariste ou de Moscou sous les Soviets, il s'agissait de s'adapter aux contextes changeants des équilibres internationaux tout en mettant en œuvre une vision politique centrée sur l'idée de « grandeur », reflet à la fois de l'immensité territoriale et de l'autorité qui la gouvernait. Dans sa remarquable *Histoire de la Russie et de son empire*, l'ancien zek réfugié en France Michel Heller avait souligné la logique belliciste de la puissance russe : « *On est frappé par le caractère agressif des "questions" et "des tâches" auxquelles la politique étrangère russe se trouve confrontée. Leur solution se trouve hors des frontières de l'Etat, elle nécessite de les repousser encore. Ces "questions" et "tâches" ne sont pas nouvelles : elles sont déterminées par des facteurs intangibles, d'ordre géopolitique.* » Trois directions principales orientent les conquêtes : vers l'ouest, l'accès à la Baltique a pour but d'arrimer la Russie à l'Europe ; vers le sud, l'accès à la mer Noire et aux Détroits doit permettre de consolider sa vocation maritime ; vers l'est, la fixation de limites toujours plus lointaines en Asie centrale ou en Extrême-Orient favorise la construction d'une puissance eurasiatique.

L'ambition impériale est clairement affirmée par Pierre le Grand, qui prit le titre « d'empereur de toutes les Russies » en 1721. Avant lui, les grands princes de Moscou avaient déjà assuré leur domination sur les terres russes de Novgorod d'une part et les domaines de la steppe d'autre part, avec la soumission des Etats tatars de Kazan, Astrakhan et Sibîr (région de l'actuelle Tobolsk), mais ils se sont heurtés à la résistance des Tatars de Crimée ; vers l'ouest, dans l'affrontement de longue durée avec la République des deux nations (Pologne et Lituanie), la Russie avait fini par obtenir, avec le traité de Paix perpétuelle (1686), l'Ukraine orientale, soit la rive gauche du Dniepr, avec les villes de Kiev et de Tchernigov, ainsi que plus au nord la région de Smolensk. L'empereur encourage également

la conquête sibérienne : les limites du territoire impérial sont repoussées jusqu'au Kamtchatka. Vers le sud, la Russie s'est avancée jusqu'au golfe de Taganrog, au nord de la mer d'Azov.

Mais Pierre a l'ambition de construire un grand Etat occidental, dont la réalisation passe par l'affirmation militaire lors de la grande guerre du Nord (1700-1721), qui oppose la Russie au royaume de Suède. Après des débuts difficiles, la victoire de Poltava (1709) est suivie de la signature d'une paix avantageuse à Nystad (1721) : la Russie annexe des territoires baltes (Estonie et nord de la Lettonie) ainsi que de vastes territoires dans le sud-est de la Finlande (Ingrie et une partie de la Carélie).

En s'inscrivant dans l'héritage pétrovien, tsarines et tsars des XVIII^e et XIX^e siècles ont réalisé une expansion continue, qui dessine un « grand puzzle »

dont les pièces sont autant de « tâches » et de « questions » mises en œuvre surtout pour affirmer le pouvoir du souverain, qu'il soit tsar autocrate ou dictateur totalitaire, et pour conférer à une élite politique, économique et militaire un rôle valorisant, aussi bien symbolique que matériel, serait-ce au détriment des aspirations des populations.



LA PART DU LION

Ci-contre : *Pierre le Grand* (détail), par Jean-Marc Nattier, 1717 (Munich, Residenzmuseum). Page de droite : avec les trois partages de la Pologne au XVIII^e siècle, la Russie a annexé plus de 460 000 km² (62 %) de l'ancien royaume.

Les partages de la Pologne (1772-1795)

Àvec ses 11 millions d'habitants dispersés sur un immense territoire, la « République des deux nations », qui réunissait depuis 1569 Pologne et Lituanie, apparaissait à la fin du XVIII^e siècle comme un Etat très affaibli. Sous le régime de la *Rzeczpospolita* (une monarchie élective avec un roi élu et une Diète réservée à la noblesse), le pouvoir royal central peinait à s'imposer alors même que la Diète était paralysée par la nécessité de prendre des décisions unanimes. Ce contexte de crise politique attisa la convoitise de l'impératrice Catherine II (1762-1796). La souveraine souhaite renforcer la présence de la Russie en Europe en même temps qu'elle y voit la possibilité de s'approprier de grands domaines qui pourront être octroyés à ses favoris et à ses proches. Mais elle n'a pas de plan préétabli : ce sont donc les circonstances qui fourniront le prétexte de son intervention en Pologne avec la mort du roi Auguste III en octobre 1763 et l'élection de son successeur.

Alors qu'elle n'était que grande-duchesse, Catherine était tombée sous le charme de Stanislas Poniatowski, venu en Russie dans la suite de l'ambassadeur anglais. La candidature au trône polonais de l'ancien favori lui apparaît dès lors comme un moyen idéal de renforcer l'influence russe. Le jour de l'élection, le 6 septembre 1764, les troupes russes ne sont pas loin de la prairie où les 5 584 membres de la *szlachta* (noblesse) portent Poniatowski sur le trône sous le nom de Stanislas-Auguste, même si c'est officiellement la milice des Czartoryski, clan prorusse auquel appartient Poniatowski, qui assure le bon déroulement du vote. Alors que le débat en Pologne se prolonge sur la nécessité de réformer l'Etat pour renforcer le pouvoir monarchique, Prusse et Russie s'entendent pour défendre la cause des « dissidents », soit les protestants et les orthodoxes, citoyens chrétiens non catholiques du royaume, et réclament pour eux l'octroi des droits politiques.

© AKG-IMAGES. CARTE : © PHILIPPE GODEFROY.



Afin de faire pression sur la Diète, les troupes russes entrent dans Varsovie pour y mener arrestations et pillages. Catherine endosse ainsi son rôle favori de « championne de la liberté » et s'attire l'admiration aveugle de Voltaire en 1768, qui voit dans « *son armée en Pologne, la première armée de paix dans l'histoire de l'humanité* ». En réaction à cette intervention, et malgré les timides volontés de réforme du nouveau roi pour défendre la vieille République à la fois contre la noblesse bloquée sur ses priviléges ou contre les despotes étrangers, une partie de la noblesse s'organise en « confédération de Bar » pour lutter contre un souverain perçu comme russophile. Saint-Pétersbourg en profite pour attiser alors les luttes sociales en soutenant la révolte des paysans ukrainiens et des Cosaques contre les seigneurs polonais et contre les Juifs. Avec 20 000 morts, le massacre d'Ouman fait date dans l'histoire des pogroms. Comme l'insurrection s'étend en territoire ottoman, avec le massacre de Balta, où les Polonais ont trouvé refuge, et les violentes attaques des *haidamaks* (Cosaques rebelles alliés à Catherine) contre les garnisons de janissaires et l'intervention de Cosaques

zaporogues à la frontière, le sultan déclare la guerre à la Russie, qui se bat désormais sur deux fronts : contre les confédérés de Bar et contre les Turcs.

Au fil du temps, les objectifs de Catherine II évoluent : le désir initial de renforcer l'influence russe se transforme bientôt en volonté de liquider la république des Deux Nations. Comme les succès de la souveraine contre la Sublime Porte ont alerté la Prusse et l'Autriche, soucieuses de l'équilibre des puissances, les trois souverains s'entendent pour trouver des compensations en Pologne. Le 5 août 1772, un traité signé à Saint-Pétersbourg donne à l'Autriche la Galicie, une partie de la Podolie occidentale et du sud de la Petite Pologne ; la Prusse royale, ou Prusse Polonaise, est réunie à la Prusse. La Russie s'agrandit des terres biélorusses jusqu'à la Daugava et au Dniepr (Polotsk, Vitebsk, Orcha, Moghilev, Gomel) ; en 1793, lors du second partage, Catherine s'adjuge Minsk, une partie de la Volhynie et de la Podolie ; en 1795, avec le troisième démantèlement, ce sont la Courlande, la Lituanie et la Volhynie occidentale qui viennent compléter l'empire. L'Etat polonais a disparu : c'est le premier cas



dans l'histoire moderne de disparition d'un Etat important doté d'un passé ancien.

La conquête s'est faite dans le sang : ainsi en 1794 du massacre de Praga, faubourg de Varsovie, pour écraser la résistance de Tadeusz Kosciuszko : « Pour se représenter l'horreur de l'assaut (...), il faut en avoir été le témoin, raconte le colonel de l'armée russe Lev Engelhardt. Jusqu'à la Vistule elle-même, on voyait à chaque pas des morts de tous grades, et sur la rive s'entassaient des monceaux de tués et de mourants : guerriers, habitants de la ville, juifs, moines, femmes, enfants. A ce spectacle, le cœur humain se glace, le regard s'offense d'une aussi gigantesque honte. » A Saint-Pétersbourg, cette stratégie ne fait pas l'unanimité car elle supprime un Etat slave, tampon entre Russie et monde germanique, et contribue à renforcer l'Autriche et la Prusse, qui ont eu leur part du butin. Mais Catherine y voit le prix à payer pour le règlement russo-turc : un élément essentiel de sa logique de puissance.

L'Empire russe franchit par là une étape dont Catherine n'a sans doute pas immédiatement pleine conscience : d'une part, l'intégration d'élites « occidentales » (polonaises et germano-baltes) d'abord utiles à l'administration impériale, allait aussi augmenter les tensions politiques internes à l'empire au fur et à mesure que s'exprimeraient de façon plus virulente revendications libérales et mouvements des nationalités tout au long du XIX^e siècle, avec l'affirmation des consciences nationales polonaises, ukrainiennes et baltes ; d'autre part, l'annexion d'une partie du monde ashkénaze place l'Etat russe face à l'existence de communautés juives anciennes qui sont désormais ses administrés. La souveraine promulguera d'ailleurs un oukase de limitation de résidence qui délimitera un territoire juif appelé « Zone de résidence », composé en partie des provinces issues des partages de la Pologne. A la « question polonaise », qui devait susciter de nombreuses critiques tout au long du XIX^e siècle, s'ajoute ainsi la « question juive », que l'autocratie traitera de façon toujours plus autoritaire, au point d'aboutir à des mesures antisémites sous Alexandre III et Nicolas II.

TOUCHÉ COULÉ

Page de droite :
Le Naufrage du cuirassé russe Saint-Eustache durant la bataille navale de Tchesmé, par Jacob Hackert, 1771 (Saint-Pétersbourg, musée de Peterhof). Le 6 juillet 1770, en mer Egée, alors que les navires ottomans étaient deux fois plus nombreux, la flotte russe, menée par le comte Alexis Orlov, infligea finalement aux Turcs leur plus grande défaite depuis Lépante en 1571.

Vers les mers chaudes (1774-1812)

En 1768, les incursions militaires russes à la frontière polono-ottomane à la poursuite des confédérés de Bar ont déclenché une longue guerre contre la Sublime Porte. Sa victoire militaire permet à Catherine II d'imposer au sultan le traité de Koutchouk-Kaïnardji (21 juillet 1774), qui élargit considérablement les frontières de la Russie en lui attribuant Azov (embouchure du Don), Kertch (qui donne accès au détroit du même nom) et Kinbourn (embouchure du Boug et du Dniepr). Les steppes entre Dniepr et Boug deviennent ainsi territoire russe : après avoir utilisé les Cosaques zaporogues dans son conflit contre les Ottomans, la souveraine, qui a maté depuis peu la révolte de Pougatchev (de septembre 1773 à septembre 1774, ce Cosaque illétré avait tenu tête à la souveraine en se faisant passer pour son défunt mari Pierre III, fédérant Cosaques, paysans, serfs, nomades bachkirs et tatars en un immense soulèvement des confins de l'Oural à la Volga), supprime leur *sitch* (centre politique et militaire) en 1775 et décrète que « *le nom même de Cosaque zaporogue sera interdit* ». L'autocrate se méfie en effet de leurs traditions d'indépendance. Plus au sud, l'ancien vassal de l'Empire ottoman, le khanat tatar de Crimée, est d'abord déclaré « *indépendant* », avant d'être officiellement soumis « à la puissance russe » avec ses populations musulmanes. Le favori Grigori Potemkine soutient activement la politique de conquêtes et se voit doté des pleins pouvoirs dans cette « Nouvelle Russie », où il fonde des villes (Iekaterinoslav, Nikolaïev et Kherson). En Crimée, Sébastopol doit abriter la nouvelle flotte militaire de la mer Noire.

A l'hiver 1787, par un voyage intrépide, Catherine prend fièrement possession de ses nouveaux territoires : avec plus de cent traîneaux, la caravane impériale est accueillie par des fanfares, des exercices militaires, des foules enthousiastes et les fameux « décors Potemkine ». A Sébastopol, l'impératrice calcule que trente heures seulement la séparent de Constantinople, dont elle songe à faire la capitale d'un nouvel empire d'Orient confié à l'un de ses petits-fils. Face à cette provocation et alors que la domination sur la Crimée est une violation manifeste du traité de Koutchouk-Kaïnardji qui en faisait un territoire indépendant, le sultan déclare une nouvelle guerre à la Russie. Dans un contexte difficile (famine en Russie centrale, refus des Anglais d'apporter leur aide à la marine russe, guerre concomitante contre la Suède), Catherine s'obstine : tandis que même Potemkine semble prêt à abandonner la Crimée, l'impératrice croit en sa victoire, qui sera, de fait, effective cinq ans plus tard. Le traité de Jassy (9 janvier 1792) sanctionne la défaite ottomane. Contraints à rendre les armes, à libérer leurs esclaves et à céder une partie de leurs domaines, de nombreux Tatars sont alors poussés à l'exil dans l'Empire ottoman. Tandis que Saint-



Pétersbourg favorise la venue d'agriculteurs russes, ukrainiens ou allemands (de la Volga), une minorité tatare se maintient tant bien que mal, représentant au sein des musulmans de l'empire un courant éclairé et réformateur.

Catherine agrandit ses possessions sur le littoral de la mer Noire : à l'emplacement de la petite forteresse turque de Hadji-bey, elle fait édifier le port d'Odessa, appelé à favoriser l'essor de la Nouvelle Russie. Catherine acquiert également une vaste région entre mer d'Azov et Kouban où elle fait déporter les Cosaques zaporogues. Quelques décennies plus tard, une

nouvelle guerre victorieuse contre la Turquie en 1812 (traité de Bucarest) forcera la Porte à céder à la Russie la Bessarabie et une bande de territoire sur la côte orientale de la mer Noire. Avec ces acquisitions, l'Empire des tsars a changé de nature : à la rêverie sur la Troisième Rome a succédé une conception politique voire géopolitique. L'accès aux « mers chaudes », et donc libres de glace toute l'année, est une condition essentielle de réalisation de la puissance maritime russe pour appuyer sa politique de soutien aux chrétiens d'Orient en Méditerranée et au Proche-Orient.



UN PONT SUR LA MER NOIRE

Ci-contre : dès le traité de Koutchouk-Kaïnardji, mettant fin à la guerre russo-turque de 1768-1774, l'Empire russe gagne son accès à la mer Noire, objectif poursuivi par les tsars depuis Pierre le Grand. Déclaré indépendant, le khanat tatar de Crimée passe progressivement sous tutelle russe avant d'être annexé par Catherine II et son conseiller Grigori Potemkine en 1783. Sébastopol est fondée pour abriter la flotte militaire russe. L'annexion de la Crimée entraîne alors une nouvelle guerre avec l'Empire ottoman, qui se conclut par le traité de Jassy, en 1792. La Russie conserve la Crimée et obtient le Yedisan, entre le Boug et le Dniestr, où Catherine fait construire la grande ville portuaire d'Odessa.

La conquête de la Finlande (1809)

Les guerres napoléoniennes fournissent à Saint-Pétersbourg l'occasion de renforcer sa présence en Scandinavie. Petit-fils de la Grande Catherine et continuateur de ses ambitieux projets, le tsar Alexandre I^{er} (1801-1825) signe en 1807 la paix avec Napoléon à Tilsit, scellant une alliance franco-russe contre l'Angleterre dont il espère tirer des gains territoriaux. Ayant compris que l'empereur des Français ne le laisserait pas s'étendre dans les Balkans, le souverain oriente sa politique vers l'Europe du Nord. En Scandinavie, les affrontements nés des désordres révolutionnaires ont entraîné de nombreuses tensions : tandis que Gustave IV Adolphe de Suède, refusant l'offre de coopération franco-russe, préfère s'allier à l'Angleterre, la Russie en profite pour concentrer d'importantes troupes dans le golfe de Finlande et franchir la frontière finlandaise, où l'armée, laissée sans aide de la Suède, n'offre pas de résistance : le tsar adresse alors une proclamation aux Finlandais, affirmant qu'il ne s'agit que d'une prise de possession « provisoire », promettant à ses nouveaux sujets qu'ils peuvent conserver leur foi luthérienne, les priviléges des différents Etats et la possibilité de convoquer une Assemblée selon leurs lois traditionnelles. D'une domination suédoise, la Finlande passe à une domination russe.

Elaborant une stratégie de domination conciliante pour affaiblir les tentatives de résistance, l'autocrate érige la Finlande en grand-ducé autonome : en mars 1809, la convention de Borga (Porvoo) officialise le rattachement de la Finlande à l'Empire russe et reconduit les lois fondamentales du pays (Constitution de 1772 et Acte d'union et de sécurité). En septembre 1809, par le traité de Fredrikshamm, la Suède reconnaît la cession à la Russie de la Finlande et des îles Åland. Etabli à Helsinki, un gouverneur général russe travaille de concert avec un Sénat, qui joue le rôle d'un véritable

gouvernement national. Pendant plusieurs décennies, les élites locales, traversées de luttes internes essentiellement linguistiques entre locuteurs du finnois et du suédois, feront preuve d'une certaine loyauté à l'égard de l'occupant russe, dont ils ne percevront pas tout de suite la menace impérialiste. Commencée sous Alexandre III (1881-1894), la russification de la Finlande sera cependant accentuée sous Nicolas II (1894-1917), qui y nommera Nikolai Bobrikov gouverneur général. Ce dernier renforce l'usage de la langue russe dans l'administration et dans l'université, en même temps qu'il supprime l'armée nationale finlandaise : le manifeste du tsar du 15 février 1899 impose au grand-ducé une « législation impériale » qui supprime de fait son autonomie et entraîne la conscription. L'assassinat de Bobrikov, le 16 juin 1904, sonne pourtant le réveil de la lutte nationale finlandaise. Première Guerre mondiale et révolution bolchevique donneront aux Finlandais la possibilité de proclamer leur indépendance le 6 décembre 1917. Réveillant de sombres

souvenirs, l'attaque de la Finlande par les troupes soviétiques en novembre 1939 se heurtera à une résistance acharnée. La « guerre d'Hiver » se termine cependant par la signature, le 13 mars 1940, du traité de Moscou, par lequel la Finlande cède à la Russie le sud-est de son territoire. A l'été 1941, l'Allemagne attaque l'Union soviétique. La Finlande s'engage alors dans le conflit comme alliée de l'Allemagne, avant de signer en septembre 1944 un armistice, par lequel elle cède à l'Union soviétique, non seulement les territoires déjà perdus en 1940, mais aussi la région de Petsamo baignée par la mer de Barents. Les conditions de l'armistice seront entérinées par le traité de Paris en 1947.

LA LONGUE MARCHÉ

Ci-contre : *La Traversée des montagnes enneigées du Caucase par le comte Argutinsky en 1853*, par Franz Roubaud, 1892 (Makhatchkala, Daghestan, musée des Beaux-Arts).



© PHOTOD'ALAMY/ANDAGNALL COMPUTING. © PHILIPPE GODEFROY.



MONTS REBELLES

Ci-contre : amorcée dès la fin du XVIII^e siècle, la conquête du Caucase par la Russie s'est faite progressivement au XIX^e siècle, au prix de nombreuses guerres contre les Perses et les Ottomans, qui s'y partageaient leurs zones d'influence depuis le XVI^e siècle, mais aussi contre les peuples montagnards, qui lui opposèrent une résistance farouche. Achevée en 1864, cette conquête suscita des rancœurs tenaces parmi les peuples caucasiens, qui, à la chute de l'Empire des tsars en 1917 puis de l'URSS en 1991, revendiquèrent leur indépendance.

L'espace caucasien (1801-1864)

De type alpin du point de vue géographique, l'espace caucasien se partage en trois zones : au nord, un piémont avec les dépressions du Kouban et du Terek, encadrant le plateau de Stavropol, appartient au monde des steppes ; au centre, la chaîne de montagnes du Grand Caucase, qui s'étire du nord-ouest au sud-est sur de 1 200 km et culmine à 5 642 m avec le mont Elbrouz ; au sud, reliés à la chaîne principale par des crêtes transversales qui délimitent plusieurs bassins d'effondrement, les massifs volcaniques du Petit Caucase et des monts d'Arménie s'opposent à la dépression du Rioni s'ouvrant sur la mer Noire et à celle de la Koura, tournée vers la Caspienne. Au compartimentage morphologique – vallées étroites, bassins et plateaux exigu – correspond un émiettement du peuplement, qui se caractérise par une très grande diversité ethnique, linguistique et religieuse.

L'annexion de la Géorgie peut apparaître comme l'aboutissement d'un long processus pour la petite nation chrétienne, serrée de près par de puissants voisins musulmans, les Persans et les Turcs. Lointains héritiers de l'antique royaume chrétien d'Ibérie, les Géorgiens ont demandé à plusieurs reprises l'aide des Russes : en 1801, la partie orientale de la Géorgie est réunie à l'empire, suivie entre 1803-1810 par la Géorgie occidentale. L'établissement durable de la puissance russe au-delà de la chaîne du Grand Caucase entraîne cependant un conflit avec la Perse (1804-1813) et avec la Turquie (1806-1812), dont les armées tsaristes sortent victorieuses : par le traité de Golestan,

la Perse reconnaît la souveraineté russe sur la Géorgie et perd les régions du Daghestan, du Chemakha et Bakou, avant de céder Erevan (traité de Turkmantchai, 1828).

Mais la domination russe provoque de fortes résistances chez les montagnards, pour la plupart musulmans (Adyguéens, Tcherkesses, Kabardes, Abkhazes, Avars, Lesghiens, Tchétchènes). Commencées en 1817 avec la mise en place d'une ligne de forteresses, les guerres du Caucase durent officiellement jusqu'en 1864 après la pacification officielle des montagnards de l'Ouest. Saint-Pétersbourg se heurte en effet à une résistance inattendue, galvanisée par la « guerre sainte » sous la bannière de l'islam et organisée par un pouvoir théologico-politique solide né du muridisme (doctrine importée de Boukhara qui se développa dans l'est puis l'ouest du Caucase). La résistance culmine avec l'imam Chamil, originaire du Daghestan, derrière lequel se fédèrent les Tchétchènes. La renommée internationale de cet Abd el-Kader du Caucase confère à cette laborieuse guerre coloniale une certaine publicité. Captive de Chamil en 1854, Anne Drancey, gouvernante française des petites princesses géorgiennes Tchavtchavadzé, a laissé un portrait admiratif de son geôlier : ascète, charismatique, sévère mais juste, « grand guerrier » et « grand législateur », travailleur infatigable, au charme physique indéniable. Après vingt ans de lutte acharnée, Chamil se rend le 25 août 1859 : le *Te Deum* joué à Saint-Pétersbourg proclame la victoire du tsar orthodoxe sur l'imam.

Le grand jeu de l'Asie centrale (1853-1885)

Territoire de 3,5 millions de km², l'Asie centrale se compose d'une cuvette centrée sur la mer d'Aral, mais largement ouverte au nord vers la Sibérie, et d'une ceinture montagneuse méridionale et orientale continue depuis les bords de la mer Caspienne jusqu'aux montagnes du Kirghizistan. Aux mains de dynasties ouzbèkes affaiblies, l'émirat de Boukhara et les khanats de Khiva et du Kokand se partagent au milieu du XIX^e siècle ce vaste espace aux frontières mal définies. Depuis la fin de l'époque moderne, les Russes ont acquis une bonne connaissance de cette zone ignorée de l'Occident, qui suscite l'intérêt britannique en raison de sa proximité avec le monde indo-persan. Pour Alexandre II (1855-1881), c'est l'occasion de participer à la compétition impérialiste que se livrent alors les grandes puissances européennes.

Le processus d'expansion commence durant les premières décennies du XIX^e siècle par la pacification de la steppe kazakhe. Une révolte de dix ans est matée en 1846 et la frontière momentanément fixée sur la ligne des forts Irgiz, Turgaï et

Aralsk, au nord de la mer d'Aral. A partir d'Orenbourg ou d'Omsk, des expéditions sont dès lors dirigées en direction du Syr-Daria et du Sémiréché, aboutissant en 1853 à la conquête d'Ak-Mechet, forteresse relevant du khanat du Kokand (rebaptisée Fort Perovski puis Kzyl-Orda), et en 1854 à celle de Verniy (actuelle Almaty). Les arguments en faveur de la conquête sont nombreux : théoricien russe du *Grand Jeu* et jeune diplomate influent, Nikolai Ignatiev fait valoir que les négociations entreprises depuis plusieurs décennies avec les khans sont non seulement stériles mais aussi humiliantes pour la Russie. Il affirme que ces « *despotes asiatiques* » ne respectent ni les marchands russes, ni les sujets kazakhs du tsar, auxquels ils envoient même des receveurs de capitulation. Ils attirent les déserteurs russes et réduisent à l'esclavage des Russes vendus par les Turkmènes.

Un temps interrompue par la guerre de Crimée (1853-1856), qui a mis aux prises la Russie avec l'Empire ottoman soutenu par la France et l'Angleterre, l'expansion reprend en novembre 1864 quand l'empereur signe un plan de

L'Asie centrale (1853-1885)

ORIENT LOINTAIN
Ci-contre : dès la fin des guerres du Caucase en 1864, l'Empire russe reprend sa progression en Asie centrale avec la prise de Tachkent en 1865, qui deviendra, deux ans plus tard, la capitale du Turkestan russe. L'expansion de la Russie dans la région se heurte alors surtout aux ambitions des Britanniques et aux intérêts de leur empire des Indes. Ce grand jeu géostratégique entre les deux empires est notamment à l'origine de la création de l'Afghanistan comme État tampon. Page de droite : *Devant le mur de la forteresse, Laissez-les entrer*, par Vassili Verechtchaguine, 1871 (Moscou, galerie Tretiakov). Le tableau décrit la défense de la forteresse de Samarkand par les soldats russes en 1868.





progression, justifié par le ministre des Affaires étrangères Gortchakov dans une circulaire aux grandes puissances occidentales par l'insécurité sur ce *limes* impérial : « *La situation de la Russie en Asie centrale est celle de tous les Etats civilisés qui viennent à entrer en contact avec des populations à moitié barbares et toujours en maraude, sans solide organisation sociale. Dans ces cas-là, les intérêts de la sécurité aux frontières et des relations commerciales exigent toujours que l'Etat le plus civilisé exerce une autorité certaine sur ses voisins, dont les coutumes sauvages et indisciplinées les rendent très embarrassants.* »

Les généraux russes deviennent les héros de cette nouvelle épopée, peu exigeante sur le plan militaire. Après avoir pris Suzak, au Kokand, en 1863, Tcherniaev reçoit l'ordre de fermer la ligne des forts de la steppe en 1864. En 1867, Konstantin von Kaufmann devient le premier gouverneur-général du Turkestan, nouvelle province russe constituée à partir de territoires pris sur le Kokand, puis se distingue en 1868 par la prise de Samarkand, ancienne capitale du fameux Tamerlan. Samarkand dépendant du khan de Boukhara, ce dernier passe sous protectorat russe en 1873. La conquête de Khiva est quant à elle associée au nom de Skobelev. Une fois Khiva

prise en 1873, la rive droite de l'Amou-Daria devient russe. Plus au nord, la soumission du Kokand se poursuit sans difficulté, la ville étant conquise par Kaufmann en janvier 1876.

Seul le dernier acte de la conquête en direction du territoire des Turkmenes Tekké pose quelques difficultés : la mise en œuvre de la domination russe sur le désert du Karakoum, entre Caspienne et Amou-Daria, s'étend de 1869, avec l'édification sur la rive orientale de la Caspienne du point d'appui offensif de Krasnovodsk, à 1884, avec la prise de l'oasis de Merv, clef de l'Afghanistan. Secrétaire de l'ambassade de France en Russie, Eugène-Melchior de Vogüé note, en 1879, dans son *Journal* : « *L'expédition des Tékés [sic] fait parler d'elle ; sanglant combat d'avant-garde contre 20 000 Turkomans, pertes sérieuses, victoire douteuse, le 28 août dernier. Mort héroïque [du général] Lazarev dans la steppe.* » Deux ans plus tard, une armée russe bien préparée, commandée par le général Mikhaïl Skobelev, fait mouvement avec 2 000 chameaux contre les Turkmenes et prend d'assaut leur forteresse de Geok-Tepe en janvier 1881. L'un des plus célèbres échos de cette victoire est donné par Dostoïevski dans son *Journal d'un écrivain*, en janvier 1881, où l'article *Geok-Tepe. Que signifie pour nous l'Asie ?* élabore la nouvelle mission asiatique des tsars.





L'aventure sibérienne (1582-1860)

Au-delà de l'Oural, l'immensité sibérienne s'étend jusqu'au Pacifique : sa domination progressive par l'Etat russe est un facteur de transformation géopolitique de l'Empire des tsars. Limitée au nord par l'océan Arctique, au sud par une ligne de faîte allant de l'Altaï à la vallée de l'Amour et par les hauteurs d'où s'écoulent les affluents de l'Irtych, ce territoire abrite du nord au sud des paysages de toundra, de taïga (forêt de conifères et de feuillus) et de steppe : celle-ci est la région favorite du « pionnier russe », avec ses sols de loess et de tchernoziom et ses forêts de bouleaux. Loin d'être vide et inexploitée avant la conquête, la Sibérie est partagée entre

des populations très diversifiées, tant par la langue que par la religion ou la culture.

L'expansion russe s'y est déroulée principalement entre 1580 et 1780, dans un mouvement qui a d'abord mené les troupes cosaques sur le lac Baïkal et la Lena, où elles ont vaincu les Bouriates, les Toungouses, les lakoutes, respectivement de langue mongole, mandchoue et turque. L'avancée jusqu'à la péninsule du Kamtchatka, soumise vers 1740, a entraîné une guerre de conquête très violente contre les Koriaks et les Itelmènes. Depuis les Stroganov et leur mercenaire, le Cosaque Ermak, sous Ivan le Terrible (1533-1584), Moscou s'impose dans la chaîne de relations des différents peuples entre eux en usurpant le tribut

de fourrures (*iasak*), outil de domination de certains peuples sur leurs vassaux, et en tissant des alliances de circonstance qui évolueront au fil de l'avancée.

Les réformes de l'administrateur Mikhaïl Speranski en 1822 séparent la Sibérie en deux gouvernements généraux (occidental et oriental) de part et d'autre du lenisseï, et inscrivent les populations conquises dans la catégorie « *allogène* » laissant les affaires courantes à l'autorité administrative du « *clan* ». Utilisée comme zone de relégation pénale, la Sibérie accueille au XIX^e siècle plus de 800 000 condamnés en majorité de droit commun, parfois accompagnés de leurs familles, qui sont autant de bras utiles à la mise en valeur des ressources minières.

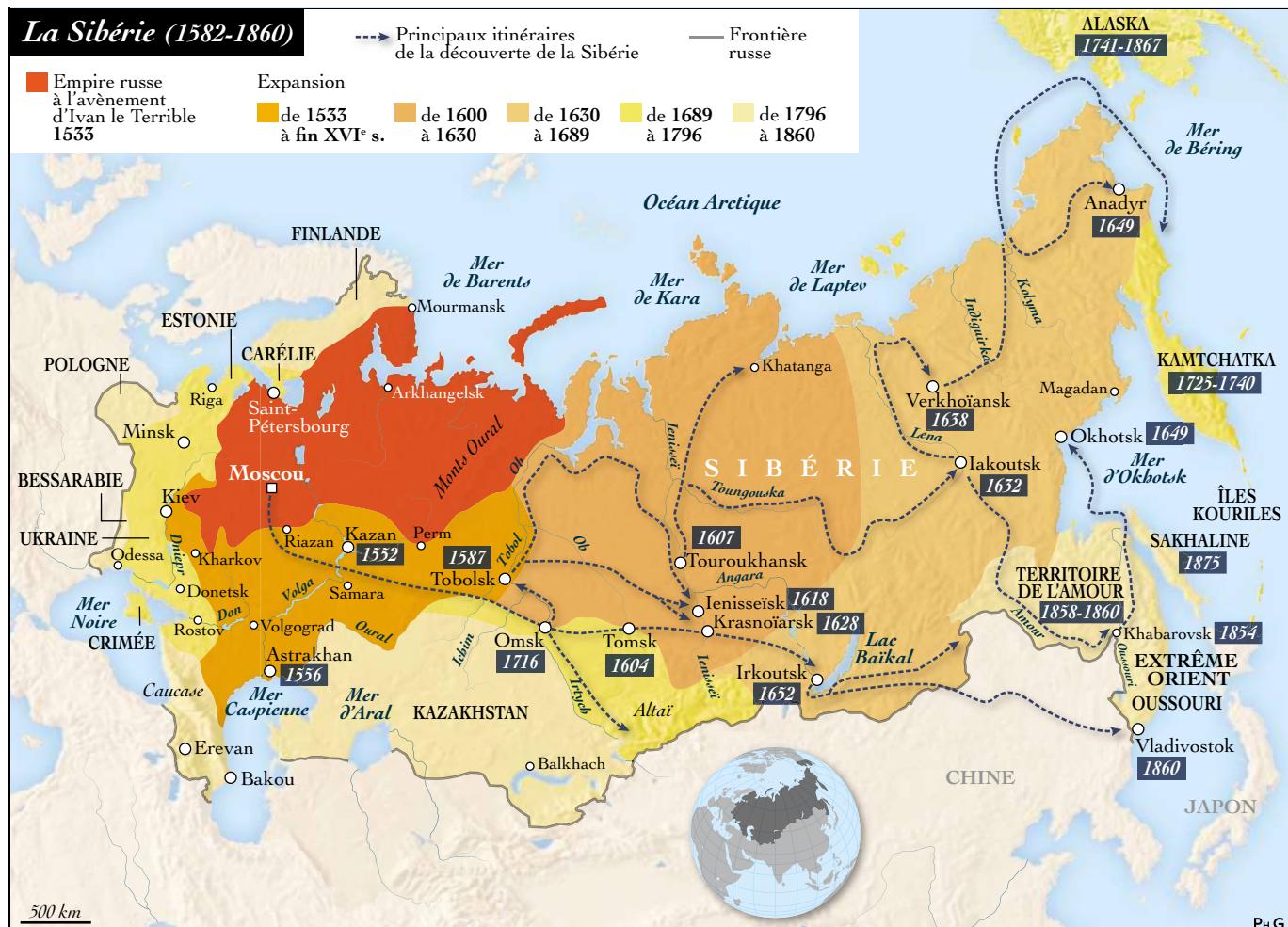
A partir de 1850, Saint-Pétersbourg reprend son expansion vers les rives du Pacifique en disputant à la Chine et au Japon les territoires de l'Amour, de l'Oussouri et de l'île de Sakhaline, qui constituent désormais une région appelée « Extrême-Orient » en russe, dont les possibilités de développement sont alors perçues comme extraordinaires. Soutenu par la puissante Société russe de géographie, Nikolaï Mouraviev, gouverneur général à Irkoutsk, mène une politique offensive. Il s'agit de consolider le commerce russe, affaibli par les guerres de l'opium qui ouvrent les ports chinois à la concurrence occidentale au détriment du commerce terrestre. En 1849, l'officier Nevelskoï s'engage dans l'embouchure de l'Amour

pour y planter le drapeau russe. Le tsar valide la conquête : « *Le drapeau russe ne doit plus cesser de flotter, là où il a été une fois arboré.* » En 1854, la ville de Khabarovsk est fondée au confluent de l'Amour et de l'Oussouri.

Tandis que l'importance de la Marine dans les rivalités internationales ne cesse de croître, la Russie veut renforcer sa présence sur le Pacifique. Entre 1856 et 1858, le gouvernement annexe la bande côtière entre l'Oussouri et la mer du Japon, confirmée par les traités d'Aïgoun (1858) et de Pékin (1860), signés avec une Chine affaiblie. Puis Mouraviev s'approprie l'île de Sakhaline en 1859, jusqu'alors partagée avec le Japon depuis un traité signé en 1855. Un bagne expérimental y est implanté,

LA CONQUÊTE DE L'EST

Ci-dessous : l'intérêt des souverains russes pour la Sibérie s'est manifesté dès Ivan le Terrible, au XVI^e siècle, mais la lente conquête de ce vaste territoire ne sera achevée qu'à la fin du XIX^e siècle. Les velléités expansionnistes de Nicolas II en direction de la Mandchourie et de la Corée seront stoppées par sa défaite contre le Japon en 1905, mettant un terme à la progression de l'Empire russe en Extrême-Orient. Page de gauche : Vladivostok, vers 1910.



censé subvenir à ses propres besoins, qui se révèle un désastre humain et un échec économique complet. En 1875, la domination russe sur Sakhaline est reconnue par le Japon en échange des îles Kouriles. En 1860, la base maritime bornant le territoire russe reçoit le nom symbolique de Vladivostok, « dominatrice de l'Orient » : la cité des confins sibériens démontre l'engagement de la Russie au plus profond de l'Asie. Ayant vendu l'Alaska en 1867, Alexandre II (1855-1881) a fortifié le caractère « continentaliste » de son empire, de la Baltique au Pacifique. Il lègue à son fils un territoire d'un seul tenant de 21 millions de km², soit 1/6 des terres émergées. A l'exact opposé de la capitale russe, ce territoire de l'Extrême-Orient a-t-il vocation à être une fenêtre sur l'Asie ?

Derrière le nouveau cliché des « relations privilégiées » de la Russie avec l'Asie qui imprègne « l'asiatisme » du tournant du siècle, se pose la question du lien de Saint-Pétersbourg avec les Etats asiatiques, alors même que l'expansionnisme de Nicolas II (1894-1917) en Mandchourie et en Corée provoque en 1904-1905 un conflit dévastateur avec le Japon. Celui-ci constitue en effet une rupture dramatique en matière de politique internationale mais aussi intérieure : défaite par un Etat asiatique, la puissance russe entre dans une phase de déclin et le tsar voit son pouvoir autocratique remis en cause avec la révolution de 1905. Dans ses *Mémoires*, le ministre Witte juge sévèrement les motivations du tsar : « *Il se laissa entraîner dans l'aventure d'Extrême-Orient en raison de sa jeunesse, de son animosité naturelle contre le Japon où un attentat avait été préparé contre sa vie (il ne parla jamais de cette circonstance) et enfin par la soif qu'il avait de mener une guerre victorieuse.* » A la responsabilité (ou irresponsabilité) du tsar, il faut ajouter l'incompétence de son entourage, focalisé sur des intérêts financiers et incapable d'évaluer les risques d'une politique aggressive.

ENTRE DEUX MAUX

Page de droite : les troupes soviétiques entrent dans Vilnius, capitale lituanienne, en juillet 1944. Indépendantes de 1918 à 1940, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie devaient tomber dans l'escarcelle soviétique selon le protocole secret du pacte Ribbentrop-Molotov signé le 23 août 1939. Dès juin 1940, l'URSS occupe donc ces territoires, avant que les Allemands ne s'y installent un an plus tard, après l'opération Barbarossa. En 1944, après avoir été « libérés » par l'Armée rouge, les trois pays Baltes sont annexés par l'URSS sans autre forme de procès.

L'annexion des pays Baltes (1940)

Le terme de « pays Baltes » est un concept géopolitique apparu après la Première Guerre mondiale avec l'indépendance de trois nations et la formation de trois Etats : Estonie, Lettonie, Lituanie. En 1721, sous Pierre le Grand, l'Empire tsariste avait d'abord annexé les territoires suédois de Livonie (Estonie et nord de la Lettonie actuelle). Sous Catherine II, les partages de la Pologne donnent à la Russie la Livonie polonaise en 1772 (est de la Lettonie), le duché de Courlande en 1795 (ouest de l'actuelle Lettonie) ainsi que les territoires habités majoritairement par les populations lituanaises formant désormais les provinces de Kovno (Kaunas) et Vilna (Vilnius), le terme lituanien disparaissant progressivement du vocabulaire administratif russe. A la faveur de la guerre et des révoltes de 1917, les gouvernements nationaux y édifièrent des Etats sur le modèle occidental, basés sur des constitutions libérales, et ils parvinrent à repousser l'Armée rouge et à remporter la lutte contre les partis bolcheviques nationaux.

Dans les années 1920, le monde soviétique devint peu à peu pour eux une réalité étrangère et un repoussoir. Vu de Moscou, l'activité d'influence via des subsides secrets à des hommes politiques ou journaux ne donna pas de résultats probants. Dans les années 1930, la propagande valorisait les victoires russes passées en Baltique orientale, comme dans *Alexandre Nevski* d'Eisenstein (1938), tandis que les décideurs soviétiques s'alarmaient de l'influence croissante de l'Allemagne dans l'espace baltique. Le double opportunitisme des régimes soviétique et nazi permit cependant la signature du pacte Molotov-Ribbentrop, dont le protocole secret du 23 août 1939 répartissait les sphères d'influence réciproques en Europe de l'Est : à l'URSS étaient promises l'Estonie et la Lettonie, auxquelles s'ajouteraient le 28 septembre la Lituanie d'abord cédée à l'Allemagne, en échange de certains territoires polonais.

Estonie, Lettonie et Lituanie sont bientôt contraintes de signer des pactes d'assistance prévoyant le stationnement d'unités terrestres, navales et aériennes soviétiques sur leurs territoires. Tandis que la Lituanie est amputée du territoire de Memel (ultimatum allemand de mars 1939), elle a la maigre consolation de se voir rétrocéder Vilnius par le pouvoir soviétique. Dans un premier temps, les soldats soviétiques sont cantonnés dans leurs garnisons, mais la défaite de la France en juin 1940 incite Staline à accélérer le processus d'occupation : l'envoi d'un émissaire soviétique de haut rang dans chacune des capitales baltes permet la mise en scène d'une « Révolution socialiste » appelant à l'aide le « frère soviétique ». En août 1940, des élections strictement encadrées donnent l'occasion à des partis prosovietiques de formuler le souhait de rejoindre l'URSS : les 3, 5 et 6 août 1940, le Soviet suprême valide le rattachement des trois républiques, dont l'indépendance est rapidement liquidée.

Ignorant en partie l'impact du totalitarisme stalinien, une grande part de la population perçut d'abord l'annexion



soviétique comme plus favorable qu'une occupation allemande. Cependant, soviétisation et répression provoquèrent de rapides désillusions : en mai-juin 1941, en Lituanie, 18 000 personnes furent arrêtées et déportées. La détestation de la politique stalinienne fit alors évoluer la perception locale de l'invasion allemande, déclenchée avec l'opération Barbarossa en juin 1941. Luttant contre l'Armée rouge en déroute, espérant pour certains rétablir l'indépendance, les populations tombèrent sous un régime strict d'occupation nazie. Les Einsatzgruppen ciblaient en priorité les populations juives avec l'aide des supplétifs locaux et grâce à la passivité de beaucoup. La presque totalité de la population juive de Lituanie (200 000 morts) et de Lettonie (66 000 morts) fut exterminée. Des dizaines de milliers de Lettons et d'Estoniens furent contraints de rejoindre les rangs des Waffen-SS. Par un boycott massif et la fuite dans les forêts, les Lituanais réussirent en revanche à résister à l'incorporation.

A l'automne 1944, la majorité des territoires baltes, dévastés et ruinés, est « libérée » par l'Armée rouge : sans illusions, 300 000 Baltes prennent la direction de l'ouest. Mais les populations rurales offrent une résistance massive à l'occupation soviétique avec les « frères de la forêt ». En Lituanie, 50 000 partisans menèrent une guerre active contre les forces soviétiques. Mais avec la politique de collectivisation et de « dékulakisation », et en l'absence d'aide extérieure, la lutte antisoviétique s'amenuisa. Si l'annexion des pays Baltes ne fut jamais reconnue par les pays occidentaux, nul n'était prêt à faire de la cause balte un *casus belli*. La terreur stalinienne frappa les pays Baltes : en 1948-1949, 100 000 personnes furent déportées dans les camps et colonies spéciales.

© PHOTODIVISOVOTO/UG

Dans les années 1950 et 1960, en Estonie et en Lettonie, le pouvoir soviétique encouragea l'afflux massif de Russes pour soviétiser l'espace baltique. Mais en raison d'une intégration ancienne dans l'espace européen, et alors même que les Républiques baltes étaient perçues comme « l'Occident soviétique », la contestation antisoviétique se solda par un désir d'indépendance, revendiqué dès le 11 mars 1990 par la Lituanie autour de la figure de Vytautas Landsbergis qui, trente ans après, se souvient qu'il menait alors un combat spirituel contre le mensonge soviétique, bientôt suivie par l'Estonie et la Lettonie.

Agrégée et docteur en histoire, Lorraine de Meaux est spécialiste de la Russie moderne et contemporaine.



À LIRE de Lorraine de Meaux

La Russie et la tentation de l'Orient, Fayard, 436 pages, 28,40 €.
Une grande famille russe. Les Gunzburg, Paris/Saint-Pétersbourg, XIX^e-XX^e siècles, Perrin, 400 pages, 27 €.

Les Bâtisseurs d'Empire

D'Ivan le Terrible à Gorbatchev, tsars, Cosaques, explorateur, résistants du Caucase ou dirigeants du Parti communiste, ils ont contribué à l'expansion du territoire russe ou à son éclatement.

EN COUVERTURE



IVAN IV LE TERRIBLE

(KOLOMENSKOÏE, 1530-MOSCOU, 1584)

Il est le souverain qui fait entrer la Russie dans sa destinée impériale. Né en 1530, il devient « grand-prince de toute la Rus' » à la mort de son père Vassili III, en 1533. Ce titre-programme le pose en héritier de la Rus' de Kiev, sur laquelle avait régné son ancêtre Vladimir (980-1015), un vaste territoire qui appartient désormais pour sa partie occidentale à la Pologne-Lituanie ou république des Deux Nations. Au XVI^e siècle, la ligne de partage se situe entre Smolensk et Polotsk, qui passent de main en main. Mais le 16 janvier 1547, Ivan IV se fait couronner tsar, selon le rite byzantin, presque cent ans après la chute de Constantinople (1453). Il revendique ainsi l'héritage de l'empire chrétien (orthodoxe) d'Orient. Jusqu'à la veille de sa chute, la monarchie russe rêvera de se rendre maîtresse de l'ancienne capitale byzantine (Tsargrad en russe). Entre 1552 et 1556, Ivan le Terrible conquiert les khanats tatars de Kazan et d'Astrakhan. Dans une Europe sur la défensive face aux Turcs, cette victoire sur une puissance musulmane est remarquée. Surtout, elle place la Russie en héritière potentielle de l'empire des steppes de Gengis Khan. Jusque-là principalement peuplé de Slaves orientaux et de Finnois, l'Empire des tsars va devenir multiethnique et multiconfessionnel, avec des minorités musulmanes et animistes. La Russie tente également, pour la première fois, la conquête de la Livonie (actuelles Estonie et Lettonie), pays voisin qui offre un accès commode à la Baltique (par Riga et Tallinn), mais peuplé de Baltes et d'Allemands pour la plupart protestants. La guerre menée de 1558 à 1583 s'internationalise (interventions du Danemark, de la Suède et de la Pologne) et se termine sur un coûteux échec. Dans un contexte de guerre et de paranoïa, Ivan le Terrible défend une conception absolue de l'autocratie (pouvoir d'un seul), menant à plusieurs reprises (en particulier entre 1565 et 1572) une politique de terreur qui décime les anciennes élites et désorganise l'économie du pays. Les tensions sociales (prémisses du servage) et les incertitudes sur la succession au trône laissent un pays affaibli à sa mort en 1584.



ERMAK OU VASSILI TIMOFEEVITCH ALENIN

(V. 1540-1585)

Ermak fait partie des Cosaques du Don. Il s'agit de bandes militaires autonomes élisant leur chef (ataman), qui commencent à s'installer vers la fin du XVI^e siècle aux marges de la Russie et de la Pologne, vivant de piraterie ou louant leurs services comme supplétifs et troupes frontalières. On peut les comparer aux coureurs des bois d'Amérique du Nord ou aux flibustiers des Caraïbes. En majorité orthodoxes, ils combattaient volontiers les Ottomans, Tatars et Persans, mais peuvent aussi affronter les autorités russes et polonaises, surtout si elles les paient mal et prétendent les contrôler de trop près. Les données biographiques sur Ermak sont sujettes à caution. La *Chronique de Remezov*, de la fin du XVII^e siècle, le décrit comme trapu, le visage plat, brun aux cheveux frisés. La *Chronique de Tcherepanov* (v. 1760) lui donne pour ancêtre un certain Afanassi Alenin de Souzdal, qui se serait réfugié à Solvytchegodsk. Cette cité du nord-est de la Russie est le centre des exploitations des Stroganov, une famille de paysans-marchands en pleine ascension qui vit du commerce du grain et des fourrures sur les bassins de la Tchoussovaïa et de la Kama. Né dans la région, Ermak acquiert son expérience militaire et son surnom (« marmite ») chez les Cosaques du Don. En 1581, il est embauché par les Stroganov et lève une petite armée de 1 500 mousquetaires afin de protéger leurs possessions des incursions des Tatars du khanat de Sibir (près de l'actuelle Tioumen). Ermak choisit de s'enfoncer en territoire ennemi par les rivières. Parti de la Kama, en septembre 1581, il s'empare par surprise de Sibir en 1582, démontrant qu'un coup de main audacieux peut ouvrir la voie à une conquête facile. Mais les Tatars réagissent et le Cosaque, en mauvaise posture, en appelle en vain à l'aide d'Ivan le Terrible. Ermak meurt en août 1585, mais la légende glorifie son souvenir et lui attribue des pouvoirs magiques, même posthumes. Sous le règne du fils d'Ivan le Terrible, Fiodor I^r (1584-1598), les autorités russes installent leurs premiers avant-postes à Tioumen.





PIERRE LE GRAND

(MOSCOU, 1672-SAINT-PÉTERSBOURG, 1725)

Co-tsar dès 1682, avec son demi-frère Ivan V,

Pierre ne débute son règne personnel qu'à partir de 1695-1696. Il consacre l'essentiel de ses forces à la guerre, ce qui l'amène, simultanément, à entreprendre des réformes ambitieuses (et impopulaires), visant à mettre la Russie au niveau des grandes puissances européennes. Le premier objectif de Pierre est la prise d'Azov, forteresse turque verrouillant l'estuaire du Don et protégeant Constantinople. Il la prend en 1696 et lance la flotte russe d'Azov. Sa « Grande Ambassade » de 1697, qui lui fait visiter plusieurs pays d'Europe (première visite – non officielle – d'un souverain russe à l'étranger) vise à monter une coalition contre l'Empire ottoman.

Mais à partir de 1700, la Russie entre dans une autre ligue, dirigée contre Charles XII de Suède, et s'engage dans la longue guerre du Nord.

D'abord sévèrement battu devant Narva en novembre 1700, Pierre le Grand s'empare de l'estuaire de la Neva, où il fonde, en 1703, Saint-Pétersbourg, sa future capitale. La guerre ne tourne en sa faveur qu'avec la bataille de Poltava, livrée sur le sol de l'Empire russe en 1709. Charles XII réfugié en territoire ottoman, Pierre parvient à imposer son candidat sur le trône de Pologne, conquiert la Livonie, marie Anna, fille d'Ivan V, avec le duc de Courlande. Les Ottomans rétablissent en partie l'équilibre des forces en encerclant Pierre et ses troupes sur le Prout. Pierre doit rendre Azov, détruire quatre de ses avant-postes, renoncer à toute intervention en Pologne-Lituanie en juillet 1711. L'effort de guerre russe se porte sur les provinces finlandaises du royaume de Suède, envahies, tandis que la flotte de la Baltique remporte ses premières batailles navales. Le traité de Nystad en 1721 cède à la Russie une bonne partie des côtes orientales de la Baltique : la moitié de la Carélie (y compris Vyborg), au nord de Saint-Pétersbourg, l'Ingrie, l'Estonie et la Livonie. Pierre proclame alors l'Empire russe et s'octroie les titres d'*imperator* et Père de la Patrie.

ILLUSTRATIONS : © STEFANO CARLONI POUR LE FIGARO HISTOIRE.



IVAN MAZEPÀ (1639-1709)

Plus encore que les Cosaques du Don, les Cosaques du Dniepr, ou Zaporogues, constituent une armée autonome qui entend jouer un rôle dans le destin politique de l'Ukraine, voire de la Biélorussie. L'hetman Bogdan Khmelnitski (v. 1595-1657) est celui qui soulève ses compatriotes contre le roi de Pologne en 1648, dans une tentative de créer un Etat indépendant. C'est lui, qui, en mauvaise posture, appelle les Russes à la rescoufle en 1654. La guerre aboutit à la partition de l'Ukraine en 1667 :

la rive gauche du Dniepr et Kiev reviennent à la Russie, le reste de la rive droite reste polonais, les Zaporogues, alliés des Russes, conservent leurs priviléges. Désormais, le souverain russe se proclame tsar « de toutes les Russies », Grande Russie, Russie Blanche et « Petite Russie », nom peu flatteur dévolu à l'Ukraine. Mazepa, promu hetman des Cosaques zaporogues en 1687, est d'abord l'homme de confiance des Russes sur la rive gauche du Dniepr, avant de devenir à leurs yeux le traître par excellence. En fait, allié fidèle, combattant aux côtés de Pierre le Grand, il est déçu par le refus de ce dernier d'annexer la rive droite du Dniepr en profitant de la faiblesse du roi de Pologne Auguste II, alors allié du tsar contre la Suède (1704). Mazepa se rapproche de Charles XII, d'abord secrètement (1707), puis publiquement (novembre 1708) et le roi de Suède le reconnaît « prince légitime d'Ukraine » (avril 1709). Tous deux livrent bataille à Pierre le Grand à Poltava (juin-juillet 1709) et sont vaincus par des forces supérieures en nombre. Mazepa s'enfuit et meurt à la fin du mois de septembre. Il sera toujours maudit dans les offices commémoratifs célébrés par les Russes et son successeur aura du mal à obtenir que Pierre publie l'oukase du 11 mars 1710, interdisant de violenter « le peuple petit-russe » et de l'accuser d'être complice de la trahison passée. Catherine II supprimera la charge d'hetman des Cosaques zaporogues en 1764 et introduira le servage en Ukraine.



VITUS BÉRING

(HORSENS, DANEMARK, 1681-ÎLE DE BÉRING, 1741)

Marin danois au service de la Russie, il permet à celle-ci d'achever l'exploration de la Sibérie du Nord et de son littoral, puis de découvrir le passage conduisant au continent américain. Depuis l'expédition d'Ermak (1582), les Russes ont traversé le continent asiatique et sont parvenus sur la mer d'Okhotsk dès 1647. Les autochtones sont soumis à un tribut en fourrures (*iasak*), mais conservent leurs croyances et leur mode de vie traditionnel, tandis que les Russes fondent des cités, encore peu peuplées, où leur administration s'installe. A la fin du XVII^e siècle, la population de la Sibérie est estimée à 100 000 Russes et environ 200 000 autochtones. La frontière entre la Russie et la Chine est fixée une première fois au traité de Nertchinsk (1689). La Chine conserve alors les deux rives de l'Amour à l'est de Tchita. Bering fait ses premières armes en naviguant jusqu'en Inde, aux Indes néerlandaises et aux Caraïbes (1696-1704), avant d'être recruté par la Russie à Amsterdam. Il participe à la guerre du Nord avec des missions logistiques et n'en obtient pas de promotion. Après une brève retraite, il reprend du service.

En décembre 1724, Pierre le Grand lui confie la mission de cartographier les terres situées à l'Extrême-Orient russe. Ainsi démarre la première expédition du Kamtchatka (1725-1728). La seconde (1733-1741) reconnaît le détroit séparant la Sibérie de l'Alaska, les îles Aléoutiennes et les îles du Commandeur, où le navigateur meurt en décembre 1741. Le détroit et l'île où il s'est éteint portent le nom de Bering. En Alaska, l'implantation russe s'étire jusqu'à Fort Ross, fondé en 1812 (à 80 km au nord de San Francisco). La Compagnie russe-américaine, créée en 1799 et contrôlée par Saint-Pétersbourg, administre cette possession lointaine jusqu'en 1867, date à laquelle Alexandre II vend l'Alaska aux Etats-Unis. Les Russes regarnissent ainsi leur trésor et réorientent leurs priorités vers le sud. En effet, ils viennent d'enlever à la Chine la Province maritime qui leur offre un port militaire de premier ordre : Vladivostok (traités d'Aigoun, 1858, et de Pékin, 1860).





CATHERINE II

(STETTIN, 1729-SAINT-PÉTERSBOURG, 1796)
Sophie Frédérique Augusta d'Anhalt-Zerbst est choisie par l'impératrice Elisabeth (1741-1761), fille de Pierre le Grand, pour épouser son neveu, l'héritier du trône de Russie, le futur Pierre III. Arrivée en Russie en 1744, elle est convertie à l'orthodoxie, rebaptisée Catherine et mariée le 1^{er} septembre 1745. Les époux sont notoirement peu assortis et la légitimité de leur fils, le futur Paul I^{er}, né en 1754, est peu sûre. Catherine endure un long apprentissage, se constitue un réseau de partisans, parfois aussi d'amants, et parvient à renverser son mari six mois après l'accession au trône de ce dernier en 1762. Elle conserve le pouvoir jusqu'à sa mort, en 1796. Lectrice de Beccaria et de Montesquieu, amie de Voltaire et de Diderot, elle fait figure de despote éclairée, donnant à la monarchie russe un lustre inédit, mais n'en poursuit pas moins la politique impériale, en triomphant de deux adversaires historiques de la Russie. Avec la complicité de la Prusse et de l'Autriche, elle procède en trois temps (1772-1793-1795) au partage de la Pologne, qui disparaît pour plus d'un siècle en tant qu'Etat. Toutefois, elle affirme n'avoir fait que reprendre des terres russes (ayant jadis fait partie de la Rus' de Kiev telle qu'elle était constituée en 1015). L'impératrice garantit la liberté de culte des sujets non-russes, mais interdit aux populations juives de sortir de la « zone de résidence » qu'elle leur fixe, sur les anciennes terres polonaises. Catherine II parvient aussi à annexer le khanat tatar de Crimée (1783) et à conquérir le littoral septentrional de la mer Noire, tenu par les Ottomans. Les fondations de Sébastopol (1783) et d'Odessa (1794) marquent la nouvelle présence russe dans ces régions. La révolte du Cosaque Emelian Pougatchev, qui se fait passer pour Pierre III (1773-1774), soulève les provinces de la Volga, comme celle de Stenka Razine un siècle plus tôt, et doit être matée dans le sang. L'impératrice abandonne toute prétention au libéralisme face à la Révolution française, mais meurt avant d'avoir entrepris de la combattre.



ALEXANDRE Ier (SAINT-PÉTERSBOURG, 1777-TAGANROG, 1825)

Il monte sur le trône de Russie à la faveur de l'assassinat de son père, Paul I^{er}, le 24 mars 1801. Si le comportement erratique et tyrannique de Paul dans les affaires intérieures russes en était la cause, le coup était aussi soutenu par l'Angleterre, inquiète du rapprochement du tsar avec la France de Napoléon. Alexandre I^{er} va donc d'abord s'aligner sur l'Angleterre et adhérer aux coalitions antifrançaises. Les armées russes qui se battent en Europe centrale sont les plus constantes sous le feu, mais sont défaites à Austerlitz (2 décembre 1805), Eylau (7-8 février 1807) et Friedland (14 juin 1807), tandis que l'Autriche puis la Prusse rendent les armes. Alexandre suit alors la voie de son père et opte pour une alliance avec la France, conclue à Tilsit (7 juillet 1807). Les réformes administratives russes de l'époque sont très largement des adaptations du modèle français. Le prix de cette entente, assimilée exagérément à un partage du monde, est l'adhésion de la Russie au blocus continental contre l'Angleterre. Les relations entre les deux partenaires sont toutefois compromises par les remaniements des cartes de l'Europe centrale qu'effectue Napoléon, en particulier lorsqu'il ressuscite un Etat polonais sous le nom de duché de Varsovie. La dégradation se poursuivant, Napoléon prend l'initiative et lance la campagne de Russie (été-automne 1812), qui se termine par une retraite catastrophique. Dès 1813, Alexandre devient le chef effectif de la coalition continentale qu'il assemble contre Napoléon, et ses troupes entrent dans Paris le 31 mars 1814. Il sera aussi l'un des grands acteurs du congrès de Vienne, mais il n'arrive pas à faire fonctionner le système de la Sainte-Alliance des souverains chrétiens qu'il a proposé à ses partenaires, car l'Angleterre s'y oppose. L'Empire russe a énormément bénéficié de cette période, puisqu'il s'est augmenté de la Finlande, enlevée à la Suède (1809), de la Bessarabie, prise à l'Empire ottoman (1812), et de la quasi-totalité du grand-duché de Varsovie qu'Alexandre transforme en royaume de Pologne, doté d'une constitution spécifique, mais dont il est le roi héréditaire (1815).

CHAMIL (GUIMRY, DAGHESTAN, 1797-MÉDINE, 1871)

En 1800, les territoires du Caucase sont partagés entre l'Empire ottoman et l'Empire perse, certaines zones peu accessibles jouissant d'une quasi-autonomie. L'avancée des Russes dans le Caucase se fait par le centre, à partir de la place de Vladikavkaz, fondée sur le Terek en 1784 (actuelle capitale de la république d'Ossétie du Nord, qui fait partie de la Fédération de Russie). En 1799, les Russes commencent à construire la Route militaire de Géorgie, principal axe de pénétration de leurs troupes, qui aboutit à Tiflis (Tbilissi). Les Géorgiens et les Arméniens, chrétiens, ont plutôt tendance à se rallier à l'Empire des tsars à cette époque. Les peuples musulmans, turcophones ou non, sunnites ou chiites, sont plus difficiles à soumettre. De 1817 à 1864, les populations du Daghestan et de Tchétchénie résistent avec succès, au nom du djihad (appelé aussi *ghazawat*). Elles se regroupent sous l'étendard de l'imamat du Caucase, utilisant des techniques de guérilla adaptées au terrain accidenté, face à une armée russe habituée aux guerres napoléoniennes. Chamil est le troisième imam en titre (1834-1859) et le principal adversaire des Russes. La guerre se complique de luttes de clan, traditionnelles dans cette société des montagnes où l'honneur et la vengeance du sang versé courent de génération en génération. Chamil et le chef avar Hadji Mourad sont tour à tour alliés et adversaires. Chamil est finalement capturé en 1859 et traité avec de grands égards. Exilé à Kalouga, il sera même autorisé à faire avant sa mort le pèlerinage de La Mecque. Une bonne partie des militaires russes fait ses classes au Caucase, dont Dimitri Milioutine, ministre de la Guerre de 1861 à 1881, Mikhaïl Loris-Melikov, ministre de l'Intérieur en 1881, ou encore le général Broussilov, auteur de l'offensive russe de 1916. En 1917, Najmuddin Hotso, le fils d'un des lieutenants de Chamil, restaure l'imamat du Caucase et tente d'en faire un Etat indépendant contre les bolcheviks. Ceux-ci ne prennent totalement le contrôle du Daghestan et de la Tchétchénie qu'en 1925.





HADJI MOURAD (KHOUNZAKH, DAGHESTAN, 1795-TBILISSI, GÉORGIE, 1852)

Au Caucase, les Russes s'implantent d'abord dans les principautés chrétiennes de Géorgie (1801) et dans l'actuel Azerbaïdjan, peuplé de Chiites, pris à la Perse (1813). Les contreforts montagneux sont plus difficiles à réduire. Hadji Mourad est l'un des chefs des Avars qui résistent à la conquête russe du Daghestan et de la Tchétchénie. Il se fait connaître en tuant un autre chef tribal, Gazmat-Bek, pour venger l'assassinat d'une partie de la famille de son frère de lait (1834). Il passe alors du côté des Russes, mais son rival, Ahmed Khan, le dénonce comme un traître. Le général russe Mikhaïl Semenovitch Vorontsov ordonne son arrestation, mais Hadji Mourad s'évade en se jetant dans un défilé enneigé, passe pour mort. Il rallie l'imam Chamil, entraînant plusieurs tribus. Hadji Mourad devient un héros de légende, le « diable rouge » redouté des Russes. En 1851, brouillé avec Chamil qui veut le tuer et capture sa famille, il rejoint les Russes, peu convaincus cependant de sa loyauté. Il leur échappe encore, en avril 1852, mais il est finalement rattrapé et tué. Le fils d'Ahmed Khan lui coupe la tête qui, embaumée, devient un trophée, offert à Nicolas I^{er}. Conservée à la Kunstkamera de Saint-Pétersbourg, elle a été récemment réclamée par les descendants du chef (2017). La conquête du Caucase est un grand sujet d'inspiration pour les écrivains et les poètes russes du XIX^e siècle, car elle combine des épisodes typiques de la geste coloniale (bons et mauvais « sauvages », cadre naturel grandiose) et réminiscences de l'Antiquité (mythe de Prométhée). Ainsi la carrière militaire de Léon Tolstoï le conduit-elle d'abord au Caucase (1851), puis à Sébastopol, où il sera témoin du siège de 349 jours subi par les Russes lors de la guerre de Crimée. Il écrit alors les *Récits du Caucase* (1853-1855) et les *Récits de Sébastopol* (1855-1856), puis *Les Cosaques* (1863). Il consacre son dernier récit, qui paraîtra après sa mort, en 1912, à Hadji Mourad. Plusieurs passages en sont censurés, en particulier les descriptions peu flatteuses de Nicolas I^{er}.

NIKOLAÏ MOURAVIEV-AMOUIRSKI

(SAINT-PÉTERSBOURG, 1809-PARIS, 1881)

Il est l'un des membres illustres de la grande famille Mouraviev, qui compte de très nombreux fidèles serviteurs de l'empire ainsi que l'un des chefs de la conspiration des Décembristes, première tentative de renverser le régime tsariste (1825). Nikolaï Mouraviev sert dans l'armée russe entre 1828 et 1844, principalement au Caucase, contre les Perses et les Ottomans, mais aussi en Pologne, où il participe à la répression du soulèvement de 1831. A partir de 1847, il est gouverneur de Sibérie orientale, ce que l'on pourrait comparer au poste de vice-roi des Indes dans l'Empire britannique. Il rêve de faire de l'Amour un Mississippi russe, lui ouvrant un libre accès au Pacifique, et soutient l'explorateur Guennadi Nevelskoi (1813-1876), qui reconnaît le delta du fleuve. La ville de Nikolaïevsk, fondée en 1850 à l'embouchure de l'Amour, est autant dédiée à Nikolaï Mouraviev qu'à Nicolas I^{er}. Autorisé à négocier directement avec la Chine et le Japon, Mouraviev est l'artisan des traités de Shimoda, partageant Sakhaline entre la Russie et le Japon (1855), d'Aïgoun et de Pékin, par lesquels la Chine cède à la Russie la rive gauche de l'Amour (1858), puis les terres comprises entre l'Amour et l'Oussouri (1860). Puisque l'embouchure de l'Amour n'est pas navigable, c'est à Vladivostok que les Russes fondent leur port « maître de l'Orient ». La nouvelle façade maritime de la Russie lui permet aussi de toucher aux frontières de la Corée – l'actuelle Corée du Nord. Mouraviev est fait comte de l'Amour par Alexandre II (1858), mais ne parvient pas à persuader l'empereur d'entreprendre la construction d'un chemin de fer de Sibérie. Il démissionne en 1861 et passe l'essentiel des vingt dernières années de sa vie à Paris, en compagnie de son épouse française. Construit de 1891 à 1901, le Transsibérien, qui relie Moscou à Vladivostok, deviendra l'un des principaux véhicules de la colonisation russe en Extrême-Orient.



NICOLAS II (TSARSKOË SELO, 1868-IEKATERINBOURG, 1918)

Le dernier tsar de Russie accède au trône en 1894. Son père, Alexandre III, avait quitté l'alliance des trois empereurs qui le liait à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne pour nouer une alliance de revers avec la France (1892). Les capitaux français stimulent la construction du Transsibérien (1891-1901) et les ambitions russes en Extrême-Orient. Si la Russie se pose d'abord en protectrice des Chinois face au Japon (1896), avant d'arracher la concession de Port-Arthur et la construction de chemins de fer qui lui permettent de quadriller la Mandchourie (1897-1898), elle refuse aussi de laisser la Corée au Japon. Mais en 1902, l'empire Meiji conclut une alliance avec la Grande-Bretagne et attaque par surprise Port-Arthur (1904). A la surprise générale, les Russes subissent une défaite complète sur terre et sur mer, semant le doute sur leurs capacités militaires réelles. Nicolas II doit céder Port-Arthur et la moitié de Sakhaline au Japon (septembre 1905), achetant rapidement la paix pour tenter de reprendre la main dans une Russie en proie à une révolution. Dès le printemps 1906, les concessions libérales promises sont vidées de leur sens, consacrant l'échec d'une évolution vers la monarchie constitutionnelle. En août 1914, la Russie entre dans la Première Guerre mondiale. L'offensive improvisée en Allemagne aide les Français à reprendre le dessus lors de la bataille de la Marne, mais les Russes constatent bientôt leur infériorité face aux Allemands. Les succès remportés face aux Austro-Hongrois sont également éphémères et la Russie perd ses possessions polonaises dès 1915. La brillante et coûteuse offensive Broussilov (été 1916) est la dernière tentative de redresser la situation. Nicolas II abdique le 15 mars 1917 pour tenter de redonner à la Russie un nouvel élan qui lui permettrait de tenir et de figurer parmi les vainqueurs. Le gouvernement provisoire qui veut maintenir le pays dans la guerre est renversé par Lénine et les bolcheviks, qui ont un tout autre agenda (7 novembre). Dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918, Nicolas est assassiné avec sa femme et ses enfants.



VLADIMIR ILITCH OULIANOV DIT LÉNINE

(SIMBIRSK, 1870-VICHNIE GORKI, 1924)

Il occupe une position très particulière dans l'histoire de l'Empire russe. Il peut à juste titre être considéré à la fois comme son fossoyeur et son rénovateur. Entré dans la lutte politique en 1894 en tant que marxiste, il souhaite provoquer dans son pays une révolution socialiste qu'il espère voir s'étendre à l'ensemble du monde industrialisé. Il rejoint le Parti ouvrier social-démocrate (POSDR) fondé en 1898 et en dirige la faction majoritaire, ou bolchevique (1903). Dès septembre 1914, il est le premier à adopter une position ouvertement défaitiste, persuadé que l'Empire russe ne survivra pas à un revers militaire. En 1916, en Suisse, il écrit *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, où il dénonce le dépeçage du monde entre les plus grands pays capitalistes et les trusts internationaux, dont les rivalités ont déclenché la guerre. La seule issue est une révolution mondiale. Revenu en Russie en avril 1917, il défend la ligne de la paix immédiate, sans annexions ni compensations, et se dit favorable à l'autodétermination des peuples. Les nouvelles défaites russes et la politisation de l'armée rendent sa cause populaire. Les bolcheviks prennent le pouvoir en octobre (7 novembre du calendrier grégorien) et signent la paix de Brest-Litovsk (3 mars 1918), qui cède l'Ukraine aux Allemands et promet de leur payer une forte indemnité. Exorbitantes, ces concessions sont annulées après le 11 novembre. Jusqu'en 1921, les territoires de l'ex-empire sont la proie de guerres civiles et de conflits avec les nations qui tentent d'accéder à l'indépendance. Battus devant Varsovie le 15 août 1920, les bolcheviks ne parviennent pas à faire la jonction avec une Allemagne où la révolution échoue. Ils constituent en 1922 l'URSS, un Etat fédéral, théoriquement gouverné par des soviets d'ouvriers et de paysans, en fait dirigé par le parti de Lénine (désormais Parti communiste). S'il a consenti, par force, au départ de plusieurs peuples, il conserve, par force aussi, l'Ukraine, la Géorgie, l'Arménie et les provinces d'Asie centrale conquises par l'impérialisme tsariste.



IOSSIF VISSARIONOVITCH DJOUGACHVILI, DIT STALINE

(GORI, 1878-MOSCOU, 1953)

Staline devient, en octobre 1917, commissaire aux nationalités du gouvernement bolchevik. Il est l'un de ceux qui procèdent aux savants découpages au sein de la grande République socialiste soviétique fédérative de Russie (RSFSR), où naissent une série de républiques et régions autonomes, et dans les autres républiques socialistes soviétiques (RSS) associées au sein de l'URSS, fondée en 1922. La répartition des régions entre les républiques du Caucase et d'Asie centrale sera plusieurs fois retouchée. Staline s'impose aussi dans le rôle ingrat de secrétaire général du Parti, ce qui lui permet de constituer et de contrôler l'appareil. Après la mort de Lénine, il élimine tous les autres successeurs possibles du chef (Zinoviev, Kamenev, Trotski, Boukharine et Rykov), impose le choix du socialisme dans un seul pays et celui de la collectivisation accélérée. Cependant, l'Internationale communiste (Komintern, fondé en 1919) œuvre pour propager la révolution dans le monde et l'URSS monte une puissante armée. Entre 1933 et 1939, Staline se pose en adversaire irréductible du nazisme et du fascisme. Il soutient les républicains espagnols, mais n'arrive pas à empêcher leur défaite (1936-1939). L'assassinat de Sergueï Kirov, secrétaire du Comité central, le 1^{er} décembre 1934, précipite la vague des purges, arrestations et exécutions. Elles atteignent l'état-major en 1937, décapitant l'armée. Staline conclut bientôt avec Hitler un pacte de non-agression (août 1939) qui lui rend, pratiquement, les territoires perdus par la Russie des tsars après 1914. Si l'invasion allemande de juin 1941 manque d'abattre l'URSS, le pays parvient à éviter l'effondrement et, avec le soutien des Alliés, il écrase Hitler en 1945. L'URSS annexe alors à son territoire l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la région de Königsberg, la Moldavie, repousse à l'ouest les limites de la Biélorussie et de l'Ukraine. A cette frontière épaisse s'ajoute le glacis constitué par les « pays frères », où les Soviétiques imposent des régimes communistes : Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne et Allemagne de l'Est. Avec la victoire des communistes chinois sur le continent (1949), l'Empire soviétique atteint son apogée.



MIKHAÏL GORBATCHEV (PRIVOLNOÏE, 1931)

Premier secrétaire du territoire de Stavropol de 1970 à 1978, ce fils de paysan devient ensuite secrétaire du Comité central du Parti communiste, puis est élu membre du Bureau politique en 1980. Après la longue stagnation brejnivienne et deux décès rapprochés à la tête du PC, il est élu secrétaire général du Parti communiste de l'URSS et tente, sans succès, de réformer le système politique et économique du pays par la restructuration et la transparence (perestroïka et glasnost). La fin de l'URSS avait été prédicta par le dissident Andreï Amalrik (1938-1980)

dans *L'Union soviétique survivra-t-elle en 1984 ?* (1970), où il prévoyait une guerre avec la Chine. Dans *L'Empire éclaté* (1978), Hélène Carrère d'Encausse envisageait des réveils nationalistes, en particulier dans les républiques musulmanes, démographiquement plus fécondes. Le scénario sera légèrement différent. Les difficultés économiques de plus en plus nettes, la défaite subie en Afghanistan (1979-1989) et le nouvel esprit d'ouverture, admettant au grand jour certains des crimes des époques antérieures, provoquent la remise en question complète du « bloc de l'Est ». Gorbachev répugnant à employer la force armée, comme naguère à Budapest (1956) ou à Prague (1968), la contestation gagne rapidement la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, l'Allemagne de l'Est. La chute du mur de Berlin (9 novembre 1989) est le couronnement symbolique de ce processus ; la réunification de l'Allemagne est acquise le 3 octobre 1990. Au sein de l'URSS, les trois pays baltes et la Géorgie sont les premiers à revendiquer leur indépendance (1990). La tentative de putsch réactionnaire contre Gorbachev (août 1991) n'échoue que grâce à la réaction énergique de Boris Eltsine, qui se pose en leader démocratiquement élu d'une Russie qui réclame sa propre restauration. Avec les présidents de Biélorussie et d'Ukraine, il signe, le 8 décembre 1991, un accord créant la Communauté des Etats indépendants. Le 25 décembre 1991, Gorbachev démissionne de ses fonctions et l'URSS est officiellement dissoute le lendemain. Retiré du pouvoir, il reste extrêmement impopulaire dans la Russie actuelle, où le nationalisme est fortement teinté de nostalgie de l'empire.

ILLUSTRATIONS : © STEFANO CARLONI POUR LE FIGARO HISTOIRE

Spécialiste de la Russie médiévale, Pierre Gonneau est professeur d'histoire et civilisation russes à l'université Paris-Sorbonne et directeur d'études à la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études.

À LIRE de Pierre Gonneau

Histoire de la Russie, d'Ivan le Terrible à Nicolas II, 1547-1917, Tallandier, 544 pages, 24,90 €.

Des Rhôs à la Russie. Histoire de l'Europe orientale, 730-1689 (avec Aleksandr Lavrov), PUF, « Nouvelle Clio », 696 pages, 49 €.

La Russie impériale. L'Empire des tsars, des Russes et des non-Russes, 1689-1917 (avec Aleksandr Lavrov et Ecatherina Rai), PUF, 612 pages, 39 €.

Ivan le Terrible ou le métier de tyran, Tallandier, 558 pages, 26 €.





LA RÉVOLUTION DE L'EUROMAÏDAN

Les affrontements entre les manifestants et les forces spéciales du ministère de l'Intérieur ukrainien (Berkout), sur la place Maïdan, à Kiev, en février 2014, firent 82 morts dont 15 policiers. Fin novembre 2013, le refus du président Ianoukovitch de signer l'accord d'association avec l'Union européenne pour lui préférer un partenariat avec la Russie avait déclenché les protestations des opposants proeuropéens. La crise aboutit à la destitution de Ianoukovitch le 22 février 2014, suivie du rattachement de la Crimée à la Russie le 16 mars. Dès le mois d'avril, à l'est de l'Ukraine, les séparatistes prorusses proclamaient la République populaire de Donetsk, déclenchant la guerre du Donbass.

© JEFF J MITCHELL / GETTY IMAGES/AFP

Le Premier Cercle

Par Irina de Chikoff

L'invasion de l'Ukraine est l'ultime étape d'un bras de fer qui oppose depuis plus de vingt ans l'Occident et la Russie.

Vladimir Poutine a joué le tout pour le tout pour sauver une vocation impériale qui lui apparaît comme le cœur de l'identité russe.





La roue n'est plus rouge, comme dans le roman historique d'Alexandre Soljenitsyne, mais orange. Tous les drapeaux déployés sur le Maïdan, la place de l'Indépendance de Kiev, le sont aussi pour protester contre le résultat de l'élection présidentielle du 21 novembre 2004. Elle a vu la victoire de Viktor Ianoukovitch sur Viktor Iouchtchenko.

Le premier est originaire du Donbass russophone. Après maintes « erreurs de jeunesse » qui l'avaient vu côtoyer les pratiques du grand banditisme, mais qui lui ont été dûment pardonnées par le parti, il avait fait une belle carrière au sein du PC. Après la chute de l'URSS, en 1991, et comme nombre d'apparatchiks, il a gravi les échelons politiques de la nouvelle Ukraine indépendante, jusqu'à se hisser au poste de Premier ministre du président Koutchma. Il est le candidat du Parti des régions : celui que soutiennent les oligarques du Donbass et les populations russophones qui dominent l'est et le sud de l'Ukraine.

Après des études de comptable, Viktor Iouchtchenko a rejoint quant à lui la banque nationale, dont il a fini par assurer la direction. Lui aussi a été Premier ministre de Leonid Koutchma, dont la malice consistait à changer rapidement de gouvernement pour satisfaire tous les clans, avant d'être démis et de prendre la tête de la coalition d'opposition Notre Ukraine.

Ianoukovitch est un opportuniste, favorable à l'adhésion de son pays à l'Union européenne, afin de bénéficier de sa prospérité et, éventuellement, de ses prébendes, mais opposé en revanche à ce que l'Ukraine adhère à l'OTAN pour ne pas s'attirer l'ire de Moscou, qui tient l'Ukraine, même devenue indépendante, pour le premier cercle de sa zone d'influence, inscrite par l'histoire dans un destin commun avec la Russie. Iouchtchenko, lui, souhaite au contraire arrimer sans aucune

restriction Kiev à l'Europe occidentale. Parce qu'il estime que son pays en fait partie intégrante, et qu'il a tout à y gagner.

Au Kremlin, Vladimir Poutine, qui préside depuis cinq ans la Russie, a vite fait de conclure que la manifestation de la place Maïdan n'est pas spontanée. Il sait que les Etats-Unis n'ont ménagé ni leur peine, ni leurs dollars pour encourager l'Ukraine à tourner le dos à Moscou, comme ils avaient soutenu l'année précédente la « révolution des roses » qui avait vu, au lendemain d'élections contestées en Géorgie, le renversement de l'ancien apparatchik Edouard Chevernadze. Le 29 mars de cette même année 2004, les trois pays baltes (Lituanie, Estonie, Lettonie) ont de leur côté été admis dans l'OTAN. La Géorgie est elle-même candidate. Poutine estime que c'est en violation formelle des promesses faites à Gorbachev, qu'on avait assuré, pour lui faire accepter, en 1990, la réunification allemande, que l'OTAN ne s'étendrait jamais aux anciennes démocraties populaires de l'Est. Peu soucieuses de rester sous la menace de leur grand voisin russe, celles-ci y sont entrées, à leur demande, dès 1999 (Pologne, Hongrie, République tchèque). Un nouveau train d'adhésion vient d'être accepté en 2004, avec la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie. Avec les pays baltes, il comprend pour la première fois d'anciennes républiques de l'URSS. Leur adhésion permet aux Américains de s'installer aux portes de la Russie. Encore ne sont-ils que des conquêtes récentes de Staline. Avec la perspective d'une adhésion de l'Ukraine, c'est un jeu d'une autre ampleur, pour lui, qui se joue : livrant ce qui a été le cœur historique de la Russie à ce qui lui apparaît comme une « colonisation américaine », elle marquerait, pour la Russie, une défaite historique. Interdisant définitivement aux Russes en cas de conflit



DES DRAPEAUX OU DES ARMES Page de gauche : fin 2004, après des résultats électoraux contestés et un mois de manifestations, la révolution orange portait au pouvoir Viktor Iouchtchenko, candidat proeuropéen, contre son rival prorusse Viktor Ianoukovitch. Ci-dessus : un soldat russe dans les rues dévastées de Marioupol, ville portuaire et sidérurgique stratégique dans le sud du Donbass.

toute solution de force (sauf à déclencher une troisième guerre mondiale en attaquant un membre de l'Otan), elle rendrait irrémédiable sa séparation d'avec la Russie. Elle ne manquerait pas de donner, en outre, aux autres républiques sœurs, le signal d'un affranchissement de toute tutelle russe.

Depuis qu'il est arrivé au pouvoir en 1999, mais plus encore depuis les attentats du 11 septembre 2001, qui lui ont fait entrevoir la possibilité d'un front commun contre l'islamisme, Vladimir Poutine a tenté de se rapprocher de Washington. Il y a mis beaucoup de bonne volonté, mais il n'a guère été payé en retour. Il souhaitait un partenariat réaliste, qui ménage son statut de superpuissance militaire et diplomatique. Mais pour les néo-conservateurs qui dominent l'administration de George W. Bush sous la houlette du vice-président Dick Cheney, la Russie reste « l'empire du mal » dénoncé du temps de l'URSS par Ronald Reagan. La preuve leur en semble apportée par le fait qu'elle n'accepte pas d'adopter les valeurs des Etats-Unis et de devenir une démocratie libérale ; de se placer modestement dans le sillage du rival qui, en la surclassant, a gagné à leurs yeux la guerre froide, comme l'ont fait le Japon et l'Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Pour Poutine, Washington ne sait pas ce qu'est la Russie. Refuse de la comprendre.

Les Américains pensaient-ils qu'avec la Perestroïka, la chute du mur de Berlin puis, en 1991, la disparition de l'URSS et la création de la CEI (une union politique réduite au cœur historique constitué par la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine), le vieil empire renoncerait, pas à pas, à exercer toute influence sur son

espace traditionnel ? Ils avaient applaudi Boris Eltsine, lorsque, président d'une Russie soumise à la tutelle du président soviétique, il avait choisi, en 1990, de solder son conflit avec Mikhaïl Gorbatchev en déclarant aux républiques : « *Prenez autant de souveraineté que vous pouvez en avaler.* » Ils avaient assisté avec plaisir à la débandade qu'avait provoquée cette politique de grimage, qui avait, en quelques mois, privé la Russie de l'immense empire qu'en quatre siècles lui avaient conquis les tsars.

Ils n'avaient pas goûté, en revanche, les efforts d'Eltsine pour réparer les pots cassés en intégrant bientôt à la CEI les cinq républiques musulmanes d'Asie centrale, ainsi que la Moldavie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie, non plus que la volonté de Vladimir Poutine, parvenu au pouvoir en 1999, de doter la communauté d'un système de sécurité collective. Ils y avaient vu une reconstitution inquiétante de l'Union soviétique sous les couleurs d'un nationalisme qui s'était manifesté, de fait, dans le Caucase, par les deux guerres meurtrières de Tchétchénie, et qui s'était substitué au défunt communisme pour nourrir le projet grand-russe.

Les « révoltes de couleur » (celle des « tulipes » secouerait en 2005 le Kirghizistan) seraient leur réponse à l'entreprise laborieuse de reconstitution des frontières de l'empire.

Dès cette année 2004, l'inquiétude de l'oligarchie au pouvoir à Kiev s'était lue dans le caractère brutal des réactions qu'elle avait mises en œuvre. Le 6 septembre, Viktor Iouchtchenko a dîné avec le chef des services secrets ukrainiens. Empoisonné à la dioxine, il est, depuis, défiguré. Mais il

DU CHOIX DE SON CAMP

Ci-contre : le président Vladimir Poutine, déterminé à ramener l'Ukraine dans le giron russe. Page de droite, à gauche : Viktor Louchtchenko, président de l'Ukraine de 2005 à 2010. Leader du parti de centre-droit pro-occidental Notre Ukraine, il a été défiguré lors de la campagne présidentielle de 2004, victime d'un empoisonnement à la dioxine. Page de droite, à droite : soutenu par le Parti des régions prorusse, Viktor Ianoukovitch a été élu président en 2010, avant d'être renversé en 2014.



a survécu. Au premier tour, le 31 octobre, le visage grêlé, méconnaissable, le candidat de Notre Ukraine est même arrivé en tête des suffrages. Las, le 21 novembre, le leader du Parti des régions l'a battu lors du deuxième scrutin.

C'en est trop : tandis que les observateurs étrangers font état de nombreuses irrégularités, la jeunesse étudiantine, les membres des mouvements nationalistes, les démocrates et ceux qui aspirent à vivre « en bermuda » descendent dans la rue avec leurs étendards orange. Sans trop s'interroger sur la constitutionnalité de cette mesure, la Cour suprême décide d'organiser une troisième consultation. Elle se tient le 26 décembre 2004 sous la surveillance de milliers de scrutateurs internationaux. Et le candidat démocrate est cette fois élu avec 52 % des voix. Le Maïdan est en fête.

Le président Poutine comprend qu'il a perdu une partie d'échecs. Il ne se donne pourtant pas pour vaincu. Il sait que Washington a financé la campagne de Louchtchenko à travers toutes sortes de fondations – *The Guardian* a estimé cette aide à 65 millions de dollars. Le fait que sa seconde épouse, d'origine ukrainienne mais née à Chicago, soit américaine et ait travaillé au Département d'Etat, ne plaide guère, à ses yeux, pour la spontanéité des événements qui viennent de se dérouler. Mais il n'est pas encore déterminé à renverser la table. Il accepte de reconnaître le résultat de l'élection présidentielle.

Viktor Louchtchenko, de son côté, lui réserve sa première visite officielle. Le président russe l'engage à resserrer les liens séculaires de leurs pays respectifs et à traiter ensemble avec l'Union européenne, non pas en quérandeurs, la main tendue, mais d'égal à égal. Le lendemain Viktor Louchtchenko est pourtant à Strasbourg. Il y prononce un discours enflammé pour convaincre le Conseil de l'Europe que les valeurs et l'histoire de l'Ukraine sont celles de l'Occident. Une grande partie de son territoire n'a-t-elle pas fait partie du double royaume de Pologne et de Lituanie avant d'être incorporée dans l'Empire austro-hongrois ? Il omet en revanche de rappeler que Bogdan Khmelnitski, ataman des Cosaques d'Ukraine, avait organisé, en 1648, un soulèvement contre les Polonais, et qu'il avait

signé, en 1654, le traité de Pereiaslav avec le prince de Moscou, plaçant les Cosaques du Dniepr sous la protection russe.

Confronté à la fin des années 1980 à la volonté des pays de l'ancienne Mitteleuropa, puis des Baltes, de retrouver leur liberté, Mikhaïl Gorbatchev avait déclaré que seuls les chars pourraient arrêter cette dérive, mais qu'on ne pouvait pas se reposer éternellement sur les chars. Le chaos économique dans lequel la course aux armements avec les Etats-Unis et l'impéritie du système soviétique avaient plongé son pays ne lui laissait guère d'autre choix : l'URSS n'échappait, alors, à la faillite que grâce à des financements occidentaux (ceux notamment des banques allemandes) qui auraient été coupés s'il était passé par une solution de force. Vladimir Poutine, dont le tempérament est plus pugnace, et qui a réussi à rétablir un semblant d'ordre dans son pays en muselant les oligarques à qui Eltsine avait livré, durant les années 1990, les lambeaux de son économie, envisage peut-être, dès alors, d'avoir recours aux chars si les relations entre la Russie et l'Ukraine devaient s'envenimer. Coûte que coûte, le président russe est décidé à ne pas permettre à l'Alliance atlantique de s'approcher davantage de ses frontières.

Gorbatchev s'agaçait déjà, lui aussi, de voir les Etats-Unis « fourrer leur nez partout ». Il souhaitait collaborer avec Washington mais à condition que les Américains « renoncent à dicter leur volonté ». Plus radical, Poutine estime que chaque pays a le droit de protéger ses coutumes, ses traditions, ses propres critères. Il n'a pas oublié l'intervention des Occidentaux en Yougoslavie. Le pays ne lui a pas survécu. Un certain nombre de ses dirigeants ont été jugés et condamnés. En 1999, l'Otan a bombardé, sans mandat de l'ONU, la Serbie. Le droit d'ingérence est-il réservé à Washington ? Et si oui, en quel nom ?

Poutine a surtout lu avec attention *Le Grand Echiquier*, le livre publié en 1997 par Zbigniew Brzezinski. L'ancien conseiller de Jimmy Carter y prévoyait qu'au cours de la décennie 2005-2015, l'Ukraine devrait être ramenée dans le noyau central européen. Il précisait, cependant, qu'il faudrait en même temps ouvrir une porte à la Russie afin d'éviter ce qu'il considérait comme le véritable danger : une coalition russo-



chinoise. Le président russe n'est pas sûr que les successeurs de Brzezinski ont bien intégré ce dernier conseil. Mais lui-même a fait son miel de ses réflexions.

En attendant, Vladimir Poutine scrute les premiers pas du président Iouchtchenko. Ce dernier a fait une priorité de la lutte contre la corruption qui, depuis son indépendance, gangrène le pays. Mal inspiré, il a nommé Ioulia Timochenko, surnommée « la princesse du gaz », car elle fait une fortune (suspecte) dans cette industrie, Premier ministre. Leurs relations vont vite se détériorer tandis que la population commence à déchanter. Les oligarques n'ont jamais eu les coudées aussi franches. Ils se font élire au Parlement ou bien influent sur la vie politique et économique en fonction de leurs intérêts personnels par l'entremise de députés qui sont leurs obligés. A la Rada, on en vient souvent aux mains. Bientôt, le charisme de Viktor Iouchtchenko n'opère plus que chez les Occidentaux. Le fait que son propre fils fasse commerce des souvenirs de la révolution orange irrite, puis exaspère, tandis que la vie quotidienne ne s'améliore guère.

Querelles, bisbilles et empoignades au Parlement ukrainien ne bouleversent pas le Kremlin. En revanche, Vladimir Poutine s'agace de constater que le désir d'entrer dans l'Union européenne et l'OTAN ne fait que croître en Ukraine, surtout dans les régions de l'Ouest. L'histoire du pays y est revisitée par les nationalistes. Celle de la Rus' kiévienne, fondée au IX^e siècle par les Varègues, un peuple scandinave allié aux habitants de Novgorod, est dénigrée, voire contestée. Pour les patriotes ukrainiens, que Poutine qualifie souvent de nazis ou de fascistes, leur identité nationale remonterait à la nuit des temps. Elle n'est en réalité apparue que dans les provinces de Volhynie et de Galicie, qui avaient été annexées au XIV^e siècle par la Pologne et la Lituanie. Et ce n'est qu'au XIX^e siècle que le nationalisme y a pris souche, après que ces régions ont été intégrées dans l'Empire austro-hongrois. Les Habsbourg encourageaient en effet chaque peuple à respecter, protéger et développer ses coutumes locales. Toutes les ethnies bénéficiaient d'un territoire, d'assemblées électives, et leurs idiomes étaient enseignés à l'école primaire. Les tsars russes, eux, n'avaient cure de ce qu'ils considéraient, non sans condescendance, comme du folklore.

Pour le Kremlin, toutes ces relectures du passé ne sont que vains bavardages, jacasseries, tandis que l'élection présidentielle de 2010 approche. Le premier tour va placer en tête des suffrages Viktor Ianukovitch avec 35,32 % des voix, devant Ioulia Timochenko, tandis que le héros du Maïdan, Viktor Iouchtchenko ne recueille que 5,45 % des suffrages. Au second tour, le leader du Parti des régions prend, dès lors, sa revanche

et redevient le chef de l'Etat. Première mesure : Ianukovitch signe un traité prolongeant de vingt-cinq ans le bail de la flotte russe à Sébastopol. Les nationalistes ukrainiens s'en indigent, tempêtent. Il est vraisemblable que ce soit devant ces protestations, que Vladimir Poutine ait pris la décision de récupérer, à la première opportunité, la Crimée. Conquise en 1783 par Potemkine, l'amant de Catherine la Grande, elle n'a été offerte à l'Ukraine que par Nikita Khrouchtchev en 1954.

Un accord d'association avec l'Union européenne avait été élaboré par l'élu de la révolution orange. Son successeur fait monter les enchères en réclamant un prêt de 20 milliards de dollars à l'Union, qui lui est aussitôt refusé. Aussi, le 21 novembre 2013, Viktor Ianukovitch se tourne-t-il vers la proposition que lui a faite Moscou : levée de la barrière douanière, qui avait lourdement frappé plusieurs secteurs industriels et octroi d'une avance se montant à 15 milliards de dollars. L'Ukraine se réarme à la Russie. En réalité, le président ukrainien n'a guère le choix. Les caisses de la République sont vides et Kiev doit s'acquitter de 17 milliards de facture pendante pour le gaz russe. Le pays est au bord du défaut de paiement. Le compromis avec Moscou soulève cependant un véritable tollé chez les nationalistes et les démocrates. Un raz de marée déferle sur Kiev. Maïdan est de nouveau investi par des centaines de milliers de manifestants. Ils occupent la mairie, allument des brasiers, érigent des barricades. L'ensemble du monde occidental, comme lors de la révolution orange, se range du côté des contestataires.

Malgré toutes les protestations, le choix du président Ianukovitch est confirmé le 18 décembre. Des affrontements de plus en plus violents opposent les Berkout, un corps spécial du ministère de l'Intérieur, aux insurgés, au cours desquels 82 personnes trouvent la mort dont 15 policiers. Le 21 février 2014, le président ukrainien et les représentants de l'opposition signent un accord de sortie de crise, qui est paraphé par les ministres des Affaires étrangères allemand, polonais et français. Viktor Ianukovitch annonce des élections anticipées avant de quitter la capitale pour rejoindre le Donbass, son fief. Dès le lendemain, le Parlement ukrainien destitue le chef de l'Etat et décide que l'élection présidentielle aura lieu le 25 mai.

Sur le Maïdan, rebaptisé Euromaïdan, la fête bat son plein. Comme lors de la révolution orange, la presse internationale a envahi la place de l'Indépendance. Les ONG dressent des tentes, des stands où chacun peut s'abreuver, des centres de soins et proposent des hébergements aux nombreux manifestants venus de l'ouest de l'Ukraine. Deux députés américains, un démocrate et un républicain, sont venus soutenir le





mouvement contestataire. On parle, on se chamailler, on rit aussi. Quel dommage qu'il n'y ait pas de mur à abattre ! Badauds, militants du Roukh et d'autres formations nationalistes déambulent sur la place tandis que des gros bras, censés intervenir au moindre incident, dévisagent sans aménité chaque passant. Les orateurs se succèdent. Agitant le drapeau national, les manifestants affirment que « *le peuple ne se rendra pas* » qu'il est « *uni* » et qu'une « *nouvelle vie va commencer* ».

A Moscou, Vladimir Poutine parle de « *pogrom* ». Bientôt, l'ex-président Ianoukovitch se réfugie en Russie. Sèchement, le chef de l'Etat russe lui signifiera que sa carrière politique est terminée. Lui-même va appliquer son plan.

Le 23 février, le Parlement ukrainien vote l'abrogation de la loi sur les langues régionales dans 13 régions sur 27. Dans le Sud et l'Est russophones, des manifestants protestent contre cette mesure discriminatoire. Le 27 février, les députés de Crimée votent pour l'organisation d'un référendum d'autonomie. Le jour même, la Russie engage des manœuvres militaires dans les zones frontières avec l'Ukraine. L'aéroport de Simferopol est placé sous le contrôle de militaires qui ne portent aucun signe permettant leur identification. Celui de Sébastopol est bloqué par quelque 300 hommes portant cagoule. L'Ukraine dénonce une invasion russe. Le 18 mars, au terme d'un référendum au cours duquel les habitants de la Crimée ont voté à 96,77 % pour leur rattachement à la Russie, le gouvernement russe annonce que la presqu'île et Sébastopol deviennent les nouveaux sujets de la Fédération de Russie. Tout s'est passé très vite, sans véritables affrontements. La Russie est certes sanctionnée par les Etats-Unis et l'Europe. Vladimir Poutine n'en est guère surpris. Il s'en moque. Il pense écrire l'histoire et l'accès de la Russie à la mer Noire, acquis au terme d'un effort séculaire des tsars est à ses yeux d'une tout autre portée que les restrictions apportées à son commerce international.

Au mois d'avril, dans l'Est russophone, la République populaire de Donetsk proclame son indépendance. Kiev lance alors contre la région du Donbass une opération « antiterroriste ». Son armée s'y déploie, épaulée par des milices et des volontaires dont des membres de Pravy Sektor, une organisation ultranationaliste, ainsi que des formations paramilitaires qui arborent ces insignes qui conduiront la Russie à les désigner comme nazis. Le 2 mai à Odessa, en marge d'un match de football, des violents affrontements opposent des nationalistes ukrainiens aux russophones. Ces derniers sont repoussés vers la Maison des syndicats. Ils s'y réfugient. Un incendie embrase le bâtiment. Plus de quarante personnes mourront, brûlées vives, sans que la police n'intervienne. On ne compte pas les blessés. Les souverainistes ukrainiens ne pleurent pas sur leur sort. Ils les appellent les « *doryphores grillés* ».

Odessa est une cité peu enclive à la violence, où il fait bon vivre. Mais dans le Donbass, les réactions ne tardent pas. Lougansk, après Donetsk, proclame sa République populaire. Le 11 mai, deux consultations se tiennent dans les deux capitales de la région. Le oui à l'indépendance du Donbass l'emporte. La guerre entre séparatistes et loyalistes ne cessera plus. Elle fera des milliers de morts, non seulement parmi les combattants mais également dans la population civile, qui trouveront peu d'écho dans la presse occidentale bien que Human Watch ait accusé le bataillon Aïdar de crimes contre l'humanité tandis qu'Amnesty international présentait des preuves que l'armée ukrainienne utilise des armes interdites. Un accord entre belligérants, signé à Minsk le 5 septembre 2014 en présence de représentants de l'OSCE et de la Russie, ne permettra pas de faire taire les armes. L'armée ukrainienne bénéficie au contraire, un porte-parole du Pentagone vient de le reconnaître, de l'équipement et de l'entraînement intensif que lui procurent les Etats-Unis.

Depuis le départ du président Ianoukovitch, l'intérim à Kiev a été assuré par Oleksandr Tourtchynov. L'élection présidentielle avait été fixée au 25 mai. Elle est remportée par Petro Porochenko. Il a fait fortune dans le chocolat, puis les voitures et les autobus. Engagé en politique dès 1990, comme nombre d'oligarques, il a soutenu Leonid Koutchma, puis le Parti des régions. Il est désormais décidé à faire de la surenchère nationaliste. Ses discours sur les séparatistes du Donbass sont souvent d'une rare violence. « *Nos enfants, lancera-t-il à leur adresse, sont à l'école, les vôtres dans des caves.* » Mais pas plus que ses prédécesseurs, Petro Porochenko ne parvient à endiguer la corruption en Ukraine. Elle est endémique. Le pays est considéré par les experts européens comme une « *voyoucratie* ». Les électeurs, lassés par cette impéritie, se détournent de lui et vont porter à la présidence, en 2019, un humoriste. La famille de Volodymyr Zelensky est russophone. Il a fait lui-même une partie de sa carrière d'acteur en Russie. Le nouveau chef d'Etat semble vouloir apaiser les tensions entre Moscou et Kiev. Ses débuts sont prometteurs. Les membres de l'équipage de trois navires ukrainiens, qui avaient été arraisonnés et arrêtés sous le pont de Crimée, sont libérés. Un accord est même trouvé pour organiser des élections dans les régions séparatistes de l'Est.

Mais le nouveau président lorgne en réalité vers l'ouest, dont il peut espérer une assistance militaire qui le garantisse contre les ambitions du grand frère russe. Le 12 juin 2020, l'Otan reconnaît l'Ukraine comme partenaire bénéficiant du programme « *Nouvelles opportunités* ». Un statut qui permet d'améliorer la coopération entre les forces de l'Alliance atlantique et l'armée ukrainienne. Le 10 novembre 2021, l'Ukraine et les Etats-Unis signent une « *charte de partenariat stratégique* » scellant l'alliance entre les deux pays et permettant, à terme, l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan. Pour Vladimir Poutine c'est un point de non-retour. Au cœur de l'hiver 2021-2022, il mobilise près de 200 000 hommes sur la frontière ukrainienne, accuse Washington d'hystérie et décide de reconnaître l'indépendance des deux républiques séparatistes du Donbass.

Situation des combats en Ukraine au 25 mai



LA GUERRE EN EUROPE

Page de gauche : le président Volodymyr Zelensky a été élu en 2019 sur un programme centré sur la lutte anticorruption. Partisan d'une intégration de son pays à l'Union européenne et à l'OTAN, il fait face, depuis le 24 février 2022, à l'invasion de son pays par la Russie de Vladimir Poutine. Ci-contre : après avoir reconnu, le 23 février 2022, l'indépendance des deux républiques prorusses du Donbass, Lougansk et Donetsk, où la guerre oppose le gouvernement ukrainien aux séparatistes depuis 2014, Vladimir Poutine lançait, dès le lendemain, ses forces sur le nord et le sud de l'Ukraine et bombardait les principales villes du pays, exigeant de l'Etat ukrainien qu'il renonce à son projet de rejoindre l'Alliance atlantique, tout en soutenant les séparatistes prorusses dans leur volonté de conquérir le reste du Donbass.

Le 24 février 2022, les troupes russes entrent dans ce qu'il appelle la « Malorossia », la Petite Russie. Kiev et sa région sont bombardées. Les premiers réfugiés se précipitent vers les frontières. Ils se compteront bientôt par millions.

Vladimir Poutine rêve-t-il d'une guerre éclair, couronnée par le rapide effondrement du régime ukrainien ? Cet espoir, s'il l'a caressé, est déçu. S'est-il laissé entraîner dans un piège par ses adversaires ? En déclarant le 15 février 2022 que les Etats-Unis n'interviendraient en aucun cas dans le conflit qui s'annonçait, le président Joe Biden n'avait pu que l'encourager à tout oser. Trois mois plus tard, la Russie semble engagée dans une guerre de grande ampleur. Rendue par ses conseillers américains infinitement plus performante que ne le soupçonnait, sans doute, l'état-major russe, l'armée ukrainienne ne s'est pas effondrée. Elle bénéficie aujourd'hui d'une aide massive (40 milliards de dollars) des Etats-Unis et de lourdes sanctions économiques et financières pèsent désormais sur la Russie. Sous-dimensionnée pour une invasion d'une telle ampleur, l'armée russe paraît avoir multiplié sur le terrain les déconvenues (l'Ukraine aligne face à elle des effectifs analogues, alimentés par la conscription de tous les hommes valides). Omniprésent sur le terrain de la communication, évoquant Churchill devant les communes, Verdun pour les députés français, les spartiates aux Thermopyles devant le Parlement grec, le président Zelensky a gagné haut la main la bataille de l'opinion en multipliant les interventions télévisées : jusque devant le Festival de Cannes ! L'ancien acteur a troqué avec un indiscutable brio les bas résille de ses shows déjantés pour un inusable tee-shirt kaki. Il rejoue le rôle d'Haïlé Sélassié au lendemain de l'invasion de l'Ethiopie : « *Peuples du monde, aujourd'hui, c'est nous, demain ce sera vous.* » Le succès est au rendez-vous.

En regard, on traite Vladimir Poutine de criminel et de fou. On menace même de le juger pour crimes de guerre,

génocide. Il reste impassible, les yeux fixés sur les cartes où se dessine, pour lui, l'identité d'un pays qui ne s'est jamais vécu comme nation, qui s'est constitué comme empire. Il sait que les Etats-Unis ont décidé de lui mener, par le truchement des Ukrainiens, une guerre d'usure. Qu'elle vise à mettre définitivement hors-jeu la puissance militaire et diplomatique de la Russie. Sans doute se dit-il qu'au regard de l'enjeu que représenterait le passage à l'ouest de l'Ukraine, il n'avait pas le choix. En envahissant un pays souverain, comme en faisant peser le risque d'un conflit nucléaire en Europe, il a endossé sans état d'âme le rôle du fauteur de guerre et de l'ennemi des lois. Nul ne veut se souvenir de ce que disait encore de lui, en mai 2015, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine, dans un entretien accordé au magazine Society : « *Je l'ai trouvé très fort. Très câblé. Très dialectique. Très intelligent. (...) C'est un gars très méditatif, qui a énormément lu. Vous ne pouvez pas dire ça d'un dirigeant européen. Il y a une densité chez Poutine qui n'existe plus chez les hommes politiques.* » L'ancien agent du KGB a conservé de son passé soviétique un indiscutable penchant à la dictature, mais aussi une capacité à encaisser les coups, une brutalité qui ne recule pas, parfois, devant des méthodes héritées du gangstérisme. Il a été marqué, surtout, par l'effondrement de l'Union soviétique comme par un inguérissable traumatisme. « *Qui veut reconstituer l'URSS n'a pas de tête. Qui n'en a pas la nostalgie n'a pas de cœur* », a-t-il coutume de dire. Il s'est donné pour mission de se faire l'agent de la sauvegarde de la dimension impériale de la Russie. De faire oublier le cauchemar ouvert pour le pays qui avait, depuis 1945, fait trembler le monde, par la succession de reculs qui ont déclassé la Russie de son statut de grande puissance pour la renvoyer à la seule modestie de son économie. Tout valait mieux pour lui que d'accepter d'être le syndic de cette faillite. *✓*

LE JOUR OÙ

Par Pierre Lorrain

Le grand bond en arrière

Les famines qui touchèrent l'URSS en 1932-1933 ont laissé, en Ukraine, le souvenir d'un génocide délibéré. Elles s'inscrivaient dans le cadre de la mise en place de l'économie planifiée et de la volonté d'éliminer la « classe » des koulaks.

Printemps 1933. L'horreur de la famine en Europe ! Une famine comme le continent n'en avait pas connu en temps de paix depuis des décennies. Des villages dépeuplés, des familles entières réduites à l'état de cadavres décharnés, des cimetières saturés, partout des fosses communes et même, trop souvent, des actes d'anthropophagie. Une famine... mais secrète, cachée, dissimulée derrière les frontières fermées de l'Union soviétique. Tout au plus, la presse étrangère parlait-elle de « problèmes agricoles » ou de « disette » liée aux aléas météorologiques quand de nombreux hommes politiques, écrivains ou penseurs occidentaux, admirateurs de la construction du communisme, à l'instar de l'ancien président du Conseil français Edouard Herriot ou du dramaturge et prix Nobel britannique George Bernard Shaw, niaient qu'il y eût dans le pays des soviets autre chose que prospérité et progrès social.

La voix d'un témoin s'éleva pourtant. Pendant l'hiver de 1933, Gareth Jones, journaliste britannique de 27 ans, avait parcouru sans autorisation les terres soviétiques dévastées et avait constaté l'indécible. Le film polono-britannico-ukrainien *L'Ombre de Staline* (titre original *Mr. Jones*, 2019) d'Agnieszka Holland a raconté sous forme légèrement romancée son périple



à travers l'Ukraine ravagée. Il avait livré son témoignage dès sa sortie d'URSS, le 29 mars, lors d'une conférence de presse et d'une interview donnée au *New York Evening Post* : « Des millions de personnes meurent de faim... Partout, s'élève le cri : "Il n'y a pas de pain. Nous mourons." Ce cri vient de tous les coins de Russie, de la Volga, de la Sibérie, du Caucase du Nord, de l'Asie centrale. J'ai parcouru la région des terres noires [l'Ukraine] parce que c'était autrefois la terre agricole la plus riche de Russie et parce

qu'on a interdit aux correspondants de s'y rendre pour voir par eux-mêmes ce qui s'y passe. » Et, pour bien marquer les esprits, il précisait que cette famine était « aussi désastreuse que la catastrophe de 1921, lorsque des millions moururent ».

Comment en était-on arrivé là ? Comment un désastre d'un autre âge avait-il pu se produire dans un pays que l'on tenait pour l'un des plus développés de son époque ? Pour le comprendre, il convient de remonter le temps jusqu'à cette année 1921.

Une phase de repli

La famine qui dévasta alors la Russie soviétique fut terrible mais, à l'époque, on mettait cette calamité sur le compte de la Première Guerre mondiale et de la terrible guerre civile qui avait ravagé le pays pendant plus de trois ans. Mais une troisième cause avait fini de le ruiner : le communisme de guerre. Malgré son nom, il n'avait rien à voir avec les opérations militaires. C'était une politique délibérée destinée à éradiquer le capitalisme et à instaurer une société sans classes. Toutes les industries furent alors nationalisées et l'agriculture collectivisée. Même si les paysans gardaient le droit d'exploiter les terres qu'ils travaillaient, la confiscation des récoltes se traduisit par une chute totale de la production agricole, par la paupérisation

de la population et, selon les estimations les plus crédibles, par quelque 5 millions de morts de faim, entre 1921 et 1922.

A la tribune du X^e congrès du Parti bolchevique, en mars 1921, Lénine lui-même expliqua avoir avancé « *trop vite* » dans la réalisation des objectifs du communisme. « *Etait-ce une erreur ? Sans aucun doute* », reconnut-il en prônant un repli tactique. Ce fut la Nouvelle Politique économique (NEP), qui autorisait l'entreprise privée dans les domaines agricole, commercial et artisanal, même si l'Etat demeurait propriétaire des moyens de production industriels et de la terre, que les paysans étaient autorisés à exploiter librement moyennant impôt.

La NEP porta les fruits espérés. Grâce à la reprise de l'activité agricole privée, la famine consécutive au communisme de guerre fut jugulée. La relance du commerce et de l'artisanat permit d'approvisionner le pays en denrées et marchandises diverses, enrichissant ceux qui réussissaient dans les affaires et que l'on désigna bien vite du sobriquet de *nepmani* (« *nepmen* »), dans lequel la désapprobation morale se conjugua à l'envie. Dans les campagnes, la mise en place de la nouvelle politique s'étala sur plusieurs années et fit naître un lourd antagonisme entre les paysans aisés, surnommés « *koulaks* », qui réussissaient grâce aux nouvelles conditions consenties par les autorités, et la masse de ceux qui ne savaient pas en tirer profit et rendaient les autres responsables de leur infortune.

Dans l'esprit des bolcheviks, la NEP, phase de repli, n'était pourtant pas destinée à durer. En dépit de ses bons résultats, elle était aux antipodes de ce pour quoi ils

© FINEARTIMAGES/BRIDGEMAN IMAGES. © COLLECTION IV/KHARINE-TABOR



COMMUNISME DE GUERRE

Ci-contre : lors de la famine en Russie, vers 1921, un enfant affamé se laisse mourir.

Page de gauche : *Joseph Staline*, par Isaak Brodsky, 1933 (Moscou, musée d'Etat et centre d'exposition Rosizo). Dès 1928, Staline mit en place l'économie planifiée

de l'URSS, dont la collectivisation des terres fut le volet agricole. Cette politique eut pour conséquence tragique la grande

famine des années 1932-1933, qui fit plus de 7 millions de morts en URSS.



avaient pris le pouvoir. Ils étaient révulsés par la naissance de cette nouvelle classe de *nepmani*, ces gens qui amassaient des fortunes grâce à l'exploitation des paysans pauvres et à la *spéculation* (c'est-à-dire le commerce) sur le dos de la classe ouvrière. De plus, pour faire face à l'hostilité du monde capitaliste, la priorité devait être de développer l'industrie lourde pour doter l'Armée rouge des armements les plus modernes. Pour finir, des ressources

considérables se perdaient dans les poches des profiteurs. La nationalisation des exploitations et des entreprises privées permettrait de dégager de quoi moderniser et développer l'outil de production.

La conjonction de ces raisons conduisit Staline à revenir sur la NEP. Lénine était mort en 1924, la situation économique s'était stabilisée et il était temps de poursuivre la marche en avant vers la société sans classes. Pour commencer, une gestion

centralisée de l'économie fut mise en place : à partir de 1927, le Comité d'Etat pour la planification (Gosplan) fut chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre du premier plan quinquennal (1928-1932), destiné à créer une industrie moderne capable de fournir l'acier nécessaire aux besoins militaires. Les bassins miniers, la métallurgie et la sidérurgie furent privilégiés.

En mai 1930, le Comité central du Parti, à Moscou, désigna l'Ukraine comme l'une des parties de l'Union soviétique où les investissements devaient être concentrés. Le Donbass était déjà l'un des principaux centres industriels de l'Empire russe ; son appareil de production fut modernisé et développé. A proximité, la partie inférieure du cours du Dniepr devint également une région industrielle d'importance, en grande partie grâce à la construction de l'énorme centrale hydroélectrique du Dniepr. D'autres barrages furent établis dans les bassins du Dniepr et du Donets, permettant de découpler la production ukrainienne d'électricité entre 1928 et 1940 et de multiplier les unités de production.

Marche en avant

La mise en place de l'économie planifiée à partir de 1928 ne toucha pas seulement l'industrie. Pour les idéologues soviétiques, la collectivisation des terres devait permettre une plus grande efficacité de l'agriculture tout en la débarrassant de l'influence néfaste du profit qui, selon eux, demeurait l'obstacle principal à la construction de la société socialiste. De grandes exploitations, la mise en œuvre de pratiques de gestion modernes et l'utilisation optimale de machines agricoles permettraient des gains de productivité. Cela rendrait possible aussi d'exporter des céréales et des denrées agricoles pour obtenir les devises nécessaires à l'achat de l'appareillage dont le pays avait le plus grand besoin.

Les planificateurs étaient conscients que s'ils voulaient éviter une situation équivalente à celle du communisme de guerre, il fallait procéder avec prudence et par étapes. Le premier plan quinquennal prévoyait que 25 % des terres agricoles de l'ensemble du pays seraient collectivisées en 1932. Au départ, le mouvement devait se faire

sur une base volontaire : les autorités encourageraient les paysans et ouvriers agricoles à rejoindre les exploitations collectives (kolkhozes) ou les fermes d'Etat (sovkhозes). En théorie, ils devaient y trouver de meilleures rémunérations et bénéficier des avantages de la mécanisation assurée par les Stations de machines et tracteurs (MTS), qui mettaient à la disposition des exploitations collectives environnantes des tracteurs, des moissonneuses-batteuses et d'autres machines indispensables pour obtenir de bons rendements. La première de ces MTS fut implantée dans la région d'Odessa, en Ukraine, en 1928.

Pourtant, les avantages de la modernisation et de la facilité de gestion ne parvinrent pas à arracher les paysans à leurs fermes, même les plus petites et les plus difficiles à exploiter. Devant le manque de succès de la politique d'incitation, le Comité central décida, dès février 1929, d'utiliser la manière forte par la confiscation des terres et des bêtes, à commencer par celles des koulaks, qualifiés d'« ennemis du peuple ». Pour faciliter les choses, les autorités attisaient la haine contre ces « exploiteurs ».



LES « ENNEMIS DU PEUPLE » Page de gauche : défilé de paysans sous une banderole : « Nous, kolkhoziens, exigeons la base d'une collectivisation et la liquidation des koulaks en tant que classe », illustration tirée de *La Russie au travail*, d'Ernst Glaeser et Franz Carl Weiskopf, 1931. Ci-dessus : *Du passé proche*, par Youri Petrovitch Kugach, 1960-1990 (Moscou, Maison centrale des artistes). Illustration de l'expropriation et de la déportation des koulaks à partir de 1928-1929. En bas : « Soyez prêts à défendre l'URSS. Echangez le tracteur pour un fusil, un char ou une voiture blindée », affiche de propagande des années 1930.

Les membres des Jeunesses communistes (Komsomol) et des comités de paysans pauvres constituèrent le fer de lance de la lutte. Dès le mois de mai 1929, la notion de koulak fut définie. Était considéré comme tel tout paysan qui bénéficiait d'un revenu supérieur à 300 roubles, employait un ou plusieurs tâcherons et disposait d'une quelconque machine agricole motorisée. Pourtant, à l'époque, le revenu moyen annuel d'un ouvrier était de 338 roubles. Même avec une définition aussi large, les exploitations privées concernées ne représentaient, sur toute l'Union soviétique, que moins d'une sur cinquante.

En janvier 1930, un nouveau mot d'ordre fut lancé : « Liquider les koulaks en tant que classe. » En trois mois, la plupart des populations concernées furent chassées de leurs terres, déportées, emprisonnées ou exécutées en cas de résistance ou de « sabotage ». Pour donner plus d'ampleur à la lutte, les autorités augmentèrent artificiellement le nombre d'ennemis du peuple en inventant

la catégorie d'« acolytes des koulaks » (*pod-koulatchniki*). Y entraient tous ceux qui refusaient la collectivisation : en d'autres termes, le plus grand nombre des paysans.

Face à l'arbitraire, les manifestations et les actions violentes se multiplièrent. Elles étaient souvent menées par des femmes. Ces *babski bounty* – « révoltes de bonnes femmes » – prirent de l'ampleur dans l'ensemble des régions agricoles du pays, particulièrement en Ukraine et dans le Caucase. Plusieurs dizaines de paysannes armées de bâtons et de fourches investissaient les kolkhozes et tentaient de récupérer le bétail et le grain. Evidemment, en pure perte : les arrestations se multipliaient et lorsque des détachements de la police politique ou de l'armée avaient le temps d'intervenir, ils n'hésitaient pas à ouvrir le feu sur les manifestantes. Des centaines de femmes furent ainsi tuées, tandis que des milliers d'autres étaient condamnées à être enfermées dans des camps. Mais ces révoltes ne représentaient que la partie apparente d'un





« SOCIALISME TRIOMPHANT »
 Ci-contre : « *Dans notre kolkhoze, il n'y a pas de place pour les prêtres et les koulaks* », par Nikolai Mikhailov, carte postale, 1930. En bas : un convoi de grains d'une ferme collective de la région de Kiev en 1932. Sur l'un des camions, un slogan proclame : « *A la place du pain des koulaks, le pain socialiste* ». La collectivisation forcée des terres entraîna une chute de la production agricole et une grande perte des récoltes en raison de l'inefficacité des kolkhozes et des sovkhozes. Dès 1932, les famines firent des ravages. Page de droite : une femme et ses deux enfants affamés dans la ville de Samara, sur la Volga, au début des années 1930.

profond rejet. Dans certains cas, les paysans prirent les armes pour organiser des raids violents contre les fermes collectives et lyncher des activistes communistes.

Dans la logique du régime, il fut décidé de renforcer la répression en s'appuyant sur les éléments « sains » de la société soviétique – les ouvriers d'usine – pour contrer les agissements « contre-révolutionnaires » des paysans. Des volontaires, les « vingt-cinq mille » – puisque tel était leur nombre –, appuyés par d'importants détachements de la milice et de l'armée, furent chargés de mettre en place les fermes collectives et de veiller aux réquisitions de grain. Ceux qui s'opposaient à leur action étaient fusillés, emprisonnés ou déportés. Sur ces « vingt-cinq mille », dix mille furent affectés à l'Ukraine.

Le coût humain

Ce volontarisme soviétique eut un coût exorbitant en termes humains. La production agricole chuta brutalement. Plus du tiers des récoltes furent perdues en raison de la diminution de la main-d'œuvre et de l'inefficacité des kolkhozes et des sovkhozes. En revanche, les quotas de grain à fournir furent doublés par rapport à ce qui était exigé avant la collectivisation : la théorie ne prévoyait-elle pas que les rendements devaient augmenter avec la rationalisation étatique ? La quasi-totalité des récoltes fut confisquée pour être livrée à l'Etat. Les premières famines se déclarèrent au

printemps 1932. Les autorités attribuèrent la situation à la mauvaise volonté des paysans, qui cachaient leur production, et durcirent l'arsenal punitif : désormais l'acte de s'approprier même seulement un épi de blé était puni d'au moins dix ans de camp et même de la mort.

Comme les réserves cachées étaient imaginaires et que, de plus, il n'y avait pas assez de semences pour les nouvelles récoltes, la situation s'aggrava encore en 1933. La famine se généralisa et toucha l'ensemble des zones agricoles : de l'Ukraine au Kazakhstan en passant par la

Russie occidentale et le nord du Caucase... Aucune région ne fut épargnée et si certaines en souffrissent plus que d'autres, ce fut en raison de plus fortes densités paysannes. En tout, selon les estimations les plus réalistes, le nombre de victimes de la grande famine de 1933, que ce soit directement à cause de la faim, de la malnutrition ou des épidémies qui se déclarèrent, sans oublier les répressions qui continuaient, fut de plus de 7 millions de personnes. L'Ukraine soviétique, où étaient concentrées les terres agricoles les plus peuplées, paya un tribut particulièrement lourd : à elle seule, plus de 4 millions de morts. Les autres territoires les plus durement touchés furent la partie occidentale de la Russie (2 millions) et le Kazakhstan (1 million).

Ce funeste épisode de l'histoire est connu, aussi bien en russe qu'en ukrainien, sous le nom de *голодомор*, qui signifie « famine » dans les deux langues. Du russe, il se traduit *golodomor* et, de l'ukrainien, *holodomor*. Avec le temps, il a pris en Ukraine, avec une majuscule, le sens d'une action délibérée du pouvoir soviétique (c'est-à-dire russe) pour exterminer le peuple ukrainien.

Dans la mesure où la collectivisation avait touché l'ensemble de l'URSS, il est difficile de s'attarder sur la thèse d'une action punitive contre l'Ukraine. Il convient plutôt de considérer la grande famine sous





l'angle de la lutte des classes et de la volonté marquée du Parti communiste d'éliminer une dernière survie du capitalisme. Il est certain, en revanche, que Staline et ses proches ont considéré que, malgré le bilan humain catastrophique, le résultat était positif, puisqu'il avait donné lieu à l'élimination des koulaks en tant que classe, mais aussi à l'éradication de toute véritable paysannerie attachée à sa terre.

Quant au fait que l'Union soviétique exportait une partie du blé des réquisitions au lieu de l'utiliser pour soulager les souffrances de la population, il confirme le souverain mépris des dirigeants soviétiques pour la vie humaine, leur cynisme pour obtenir les devises nécessaires à l'acquisition d'équipements indispensables à leurs plans d'industrialisation et leur volonté de montrer à toute force la supériorité de leur système sur le capitalisme. Dans les nombreux articles qu'il écrivit dans les semaines qui suivirent son voyage à travers les campagnes soviétiques mourantes, Gareth Jones mettait d'ailleurs en avant, plutôt que des considérations ethniques qui ne lui venaient d'ailleurs pas à l'esprit, cette simple explication : « Le

principal résultat du plan quinquennal a été la ruine tragique de l'agriculture russe. (...) Même à quelques kilomètres de Moscou, il n'y a plus de pain » (*The London Evening Standard*, 31 mars 1933).

Incapables de le faire taire, les services de la désinformation soviétique s'efforcèrent de le discréditer en le présentant comme un affabulateur antisoviétique et mal intentionné. Walter Duranty, le correspondant à Moscou du *New York Times*, qui avait obtenu le prestigieux prix Pulitzer l'année précédente, n'hésitait pas à accuser son collègue britannique : « Tout rapport sur une famine en Russie est aujourd'hui une exagération ou de la propagande malveillante », écrivait-il. Or, Duranty savait très bien ce qui se passait. Ainsi, lors d'une soirée à Moscou, le correspondant du *New York Herald Tribune* lui demanda ce qu'il comptait écrire au sujet de la famine. « Rien ! répondit-il. Que représentent quelques millions de Russes morts dans une situation comme celle-ci ? Ce n'est qu'un incident dans les énormes changements historiques. »

Confirmant cette ligne de conduite, il écrivit dans un article, en mai 1933 : « Les paysans soviétiques sont plus confiants. Les terres

noires et l'Ukraine sont en meilleure forme qu'on ne le dit (...). Les conditions sont dures, mais il n'y a pas de famine. » Et il concluait par ces mots : « Mais, pour parler franc, on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs. » Au même moment, pendant le printemps et l'été de cette année funeste, la famine tuait quelque 25 000 personnes par jour.

Ecrivain et journaliste, spécialiste de la Russie et de l'ex-URSS, Pierre Lorrain est l'auteur de *Moscou et la naissance d'une nation* (Bartillat, 2010) et de *La Fin tragique des Romanov* (Bartillat, 2018).

À LIRE de Pierre Lorrain



**L'Ukraine,
une histoire
entre deux
destins**
Bartillat
688 pages
25 €



L'ESPRIT DU TEMPS

Ci-dessus : amphore en argent, IV^e siècle. Caractéristique de l'art gréco-romain, cette amphore à vin a été découverte dans la tombe d'un chef barbare dans un village de l'actuelle Moldavie, en 1812. La frise centrale est décorée de scènes de bataille entre des guerriers grecs et des Amazones. A droite : cette horloge astronomique fabriquée à Augsbourg, en Bavière, en 1584, aurait été commandée par l'empereur romain germanique Rodolphe II pour être offerte à Ivan le Terrible. Mais le tsar mourut entretemps et c'est son fils, Fiodor I^{er}, qui reçut le présent conçu par les célèbres artisans allemands Georg Roll et Johann Reinhold.

Tous les objets présentés dans ce portfolio font partie des collections du musée de l'Ermitage à Saint-Pétersbourg.

PHOTOS : © THE STATE HERMITAGE MUSEUM, ST. PETERSBURG/PHOTO BY PAVEL DEMIDOV, VLADIMIR TEREBENIN, ALEXANDER KOKSHAROV.



La légende des siècles

Objets trouvés lors de fouilles archéologiques, cadeaux diplomatiques ou prises de guerre, les trésors du musée de l'Ermitage disent l'étourdissante histoire de l'Empire russe.



93
LE FIGARO
HISTOIRE

Ne de la passion pour les œuvres d'art de l'impératrice Catherine II au XVIII^e siècle, le musée de l'Ermitage abrite de fabuleuses collections, de toute époque et de tout style, les plus importantes en nombre de tous les musées du monde. Si l'on connaît ses admirables séries de peintures, de sculptures et de dessins de la vieille Europe, d'autres œuvres, parfois méconnues, témoignent directement de la constitution et de l'extension de l'immense Empire russe à travers les siècles : un empire façonné par une singulière variété de peuples, de contacts et d'influences, de la mer Noire au Pacifique, aux confins de la Chine, de l'Inde, de l'Empire perse et de l'Empire ottoman. Certains sont des objets trouvés lors de fouilles archéologiques, tel l'or des Scythes découvert en Crimée et sur les bords de la mer Noire ; d'autres, des prises de guerre ou des cadeaux diplomatiques, telle la flasque en bronze émaillé et doré offerte par l'ambassadeur de Chine à Nicolas II lors de sa visite à Saint-Pétersbourg en 1896 ; d'autres, enfin, correspondent à des acquisitions des tsars ou, plus tard, du musée. Plus fastueux les uns que les autres, tous dessinent les contours perpétuellement mouvants d'un pays qui repoussa sans cesse ses frontières et laissent transparaître, selon la phrase de Lorraine de Meaux, « une vision politique centrée sur l'idée de "grandeur", reflet à la fois de l'immensité territoriale et de l'autorité qui la gouvernait ».

LE VENT DES STEPES

En haut : plaque en or aux deux archers, fin du V^e-IV^e siècle av. J.-C. Elle provient du site archéologique de Koul-Oba, un tumulus royal découvert en 1830, situé non loin de la ville de Kertch, dans l'est de la Crimée. Originaires des steppes d'Asie centrale, les Scythes, peuple nomade de cavaliers, étaient arrivés sur les bords de la mer Noire et en Crimée dans le courant du VII^e siècle av. J.-C. Ils y avaient été mis au contact des colons grecs installés sur les rivages de ce qu'ils appelaient la Tauride.



DES ARMES DE CHOIX Ci-dessous : pistolet à silex en acier, argent et os, provenant de Kubachi, au Daghestan, 1871-1872. Ce village du Caucase était réputé depuis au moins le Moyen Age pour ses maîtres artisans armuriers, qui étaient capables d'extraire du fer des minerais et qui maîtrisaient les techniques pour fabriquer de l'acier. Leurs poignards, épées, sabres, armures et, plus tard, armes à feu, décorés de détails en argent et gravés de motifs ornementaux, furent prisés des collectionneurs et des militaires russes à partir des guerres du Caucase au XIX^e siècle.

PHOTOS : © THE STATE HERMITAGE MUSEUM, ST. PETERSBURG/PHOTO BY PAVEL DEMIDOV, VLADIMIR TEREBENIN, ALEXANDER KOKSHAROV, DMITRY SIROTKIN.



Sous le ciel oriental
Ci-dessus : flasque « Lune » chinoise, en bronze et émail, fin du XVIII^e-début du XIX^e siècle. Elle a été offerte à Nicolas II par le diplomate chinois Li Hongzhang, en visite à Moscou en mai 1896, à l'occasion du couronnement du tsar. Les deux empires signèrent alors le traité d'alliance secret Li-Lobanov contre le Japon, qui accordait par ailleurs à la Russie le contrôle de la ligne de chemin de fer du nord de la Mandchourie. A gauche : couvercle d'ossuaire en argile, provenant de la région de Samarkand en Ouzbékistan, VII^e siècle.





LES AILES DU DÉSIR

Ci-contre : pendentif en forme d'oiseau, or, émail, turquoise et verre, Iran, XIX^e siècle. A gauche : flacon, or, diamants, rubis et émeraudes, Inde, XVII^e siècle. Il fut offert au jeune tsar Ivan IV (1740-1741) par une ambassade de Nader Chah, souverain de l'Empire perse de 1736 à 1747. Surnommé le « Napoléon iranien », Nader Chah avait envahi l'Inde, conquis Delhi et pillé le fabuleux trésor du Grand Moghol.

Par Frédéric Valloire, Isabelle Schmitz, Henri Grossin, Geoffroy Caillet, Pierre de La Taille et Albane Piot

Le Roman de la Russie



La Russie entre deux mondes. Hélène Carrère d'Encausse

Au fil de leur histoire, les Russes n'ont cessé de débattre de leur identité. Européens ? Asiatiques ? Eurasiens ? Une perception de soi qui contribue « à brouiller leurs rapports avec le monde occidental, qui juge la Russie d'après ses propres critères et non au miroir des complexités de la pensée russe », assurait l'auteur en 2009 lorsque ce livre sur la politique étrangère récente de la Russie a été écrit. Avec une préoccupation sous-jacente : « Faut-il encore craindre la Russie ? » Si les derniers événements modifient certains jugements, d'autres gardent leur actualité. Ainsi l'analyse

des « Eurasiens », un courant né parmi les émigrés de 1917, qui condamne l'Europe et la civilisation occidentale au profit du génie russe que, paradoxe, la révolution russe a sauvé de la tentation européenne qui prévalait depuis Pierre le Grand. Ainsi celle de la guerre entreprise par la Russie contre la Géorgie en 2008, dont « les cibles réelles [étaient] les Etats-Unis et la communauté des pays occidentaux ». **FV**

Fayard, « Pluriel », 2011, 352 pages, 9,60 €.

EN COUVERTURE

96
THE HISTORY OF HISTOIRE

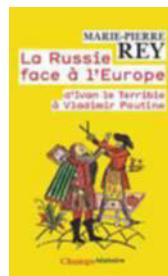
Catherine II. Un âge d'or pour la Russie

Hélène Carrère d'Encausse

Elle n'avait pas une goutte de sang russe mais elle eut, après Pierre le Grand, plus d'ambition pour la Russie que tous les autres tsars. Plus de curiosité, de culture, d'appétits et d'audace politique.

Moins de scrupules que certains, et une ambivalence qui inspira à Voltaire les louanges de la « Sémiramis du Nord », et ses critiques sur la « puissance la plus despotique existant sur terre ». Dans une biographie qui conjugue destin personnel, politique intérieure et étrangère, histoire des idées et des arts, Hélène Carrère d'Encausse livre un portrait haut en couleur de la tsarine au regard perçant, « Tartuffe en jupons » décrié par Pouchkine, que la postérité honore toutefois unanimement comme « la Grande Catherine ». **IS**

Fayard, « Pluriel », 2011, 656 pages, 12,20 €.



La Russie face à l'Europe.

D'Ivan le Terrible à Poutine. Marie-Pierre Rey

Voici une vigoureuse synthèse sur l'histoire de la Russie tsariste et communiste qui éclairera le lecteur sur la Russie d'aujourd'hui. On y découvre le destin singulier d'un empire perpétuellement en doute sur son identité, balançant entre le désir de rattraper la modernité occidentale et la crainte de voir son modèle déstabilisé par les infiltrations idéologiques de l'étranger. C'est l'affrontement toujours actuel entre l'envie européiste et le repli eurasiatique.

A la fois complet, simple et agréable à lire, ce récit qui s'adresse tant aux spécialistes qu'aux curieux replace les événements politiques dans leur contexte culturel et social, et privilégie le point de vue des grands personnages qui ont fait l'histoire de la Russie. **HG**

Flammarion, « Champs histoire », 2016, 512 pages, 13 €.

Atlas historique de la Russie. D'Ivan III à Vladimir Poutine. François-Xavier Nérard et Marie-Pierre Rey

Ce florilège de cartes commentées assorties d'infographies est le moyen parfait pour se repérer dans la géographie instable du plus grand pays du monde, de la Moscovie du XV^e siècle à l'Etat postcommuniste. Cartes d'ensemble ou zooms régionaux et locaux expliquent aussi bien l'expansion impérialiste dans le Caucase et en Sibérie que les répartitions ethniques et religieuses, les troubles de l'ère soviétique, la révolution de février à Petrograd. Une composition rigoureuse, jointe à des couleurs agréables, permet de profiter d'un bel ouvrage. **HG**

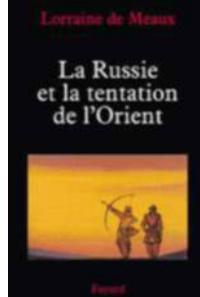
Autrement, 2019, 96 pages, 24 €.



La Russie et la tentation de l'Orient. Lorraine de Meaux

Tirée de la thèse de doctorat de l'auteur, cette passionnante synthèse éclaire les rapports qu'entretint, au XIX^e siècle, la Russie avec un Orient conçu comme « ce qui vient au-delà des frontières et n'est pas l'Europe ». Pour la Russie, ce sera celui qui s'étendait alors du Caucase à l'océan Pacifique. Outre l'histoire de la conquête de ces espaces, l'auteur décrypte leur influence culturelle sur le cœur de la vieille Russie : ce sont eux qui, en décentrant de l'Occident l'immense pays, lui donnèrent en définitive son caractère universel. **GC**

Fayard, 2010, 436 pages, 28,40 €.





Histoire de la Russie. D'Ivan le Terrible à Nicolas II, 1547-1917

Pierre Gonneau

Du premier à porter le titre de « tsar », Ivan dit le Terrible (1530-1584), au dernier des Romanov, Nicolas II (1868-1918), en passant par les règnes du réformateur Pierre le Grand (1672-1725) ou de « la Grande Catherine » (1729-1796), l'auteur dépeint à grands traits quatre siècles d'autocratie impériale, brutalement interrompus par la révolution bolchevique. Particulièrement accessible, cette histoire du tsarisme permet à la fois de découvrir la personnalité de ces monarques absous (et leur manière propre d'exercer le pouvoir) et d'observer l'évolution d'un empire en constante mutation (institutionnelle, économique et sociale), confronté au défi de la modernité. **PdLT**

Tallandier, 2016, 544 pages, 24,90 €.



L'Ukraine. Une histoire entre deux destins. **Pierre Lorrain**

Affirmer une identité propre ouverte sur l'Europe ou bien se rapprocher du voisin russe à travers un héritage historique et culturel commun : tel est le dilemme existentiel auquel est confronté l'Ukraine. Des premiers peuplements néolithiques à la présidence de Zelensky, l'histoire de cette région est une longue et riche aventure traversée par les Mongols, les Cosaques, les Soviétiques. Cette synthèse exhaustive captivera les lecteurs passionnés du monde slave. Un propos parfaitement structuré, un style imagé et vivant ainsi que plusieurs cartes font de cet ouvrage de référence un récit particulièrement agréable à lire. **HG**

Bartillat, 2021, 688 pages, 25 €.



Des Rhôs à la Russie

Pierre Gonneau et Aleksandr Lavrov
La Russie impériale. Pierre Gonneau, Aleksandr Lavrov et Ecatherina Rai

S'appuyant sur une bibliographie et des archives abondantes, ces deux tomes forment une somme solide de l'histoire de la Russie, de l'installation des Vikings dans la Rus' de Kiev à la chute du régime tsariste en 1917. Avec leur volumineuse annexe de cartes, tableaux et généralogies, ils ne sont pas seulement une mine d'informations pour les érudits : ils permettent aussi aux curieux d'approfondir certaines thématiques, comme les aspects culturels, économiques ou religieux, grâce à un développement clairement organisé. **HG**

- *Des Rhôs à la Russie. Histoire de l'Europe orientale, 730-1689*, de Pierre Gonneau et Aleksandr Lavrov, PUF, « Nouvelle Clio », 2012, 696 pages, 49 €.
- *La Russie impériale. L'empire des tsars, des Russes et des non-Russes (1689-1917)*, de Pierre Gonneau, Aleksandr Lavrov et Ecatherina Rai, PUF, « Nouvelle Clio », 2019, 612 pages, 39 €.



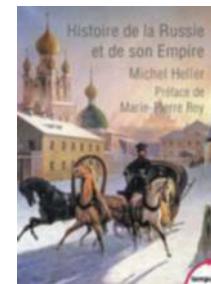
Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline

Timothy Snyder

Un titre effrayant, un livre admirable, poignant, accessible, paru en 2010. Le voici dans une édition augmentée, avec une postface inédite de l'auteur, professeur à l'université de Yale. A l'origine de cette étude chronologique, les territoires que Hitler et Staline désiraient dominer, de la Pologne centrale à la Russie occidentale en passant par l'Ukraine, la Biélorussie et les pays Baltes. Une approche simple qui a suscité une controverse insensée. Non sur la réalité des faits

et la qualité de leur présentation, mais sur la comparaison dans l'horreur des forces nazies et soviétiques en Europe orientale et sur la notion de « complicité belligérante » entre ces deux régimes. Au total, l'auteur recense 14 millions de tués par les politiques délibérées mises en œuvre par ces deux totalitarismes – les famines en Ukraine et ailleurs pour Staline, l'affamement de prisonniers de guerre soviétiques pour Hitler. De cette comptabilité funèbre sont exclus, l'auteur s'en explique, les soldats morts sur les champs de bataille et les victimes des bombardements. En postface, ces mots : « *Un pays qui protège les émotions par des tabous et des lois mémoriales se dirige vers la tyrannie.* » **FrV**

Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », 2022, 752 pages, 32 €.



97
HISTOIRE

Histoire de la Russie et de son empire

Michel Heller

Paru il y a une vingtaine d'années, ce livre qui balaie mille ans d'histoire russe demeure un ouvrage de référence. Il est le fruit d'un travail considérable et raconte autant la fortune critique de l'histoire russe que l'histoire elle-même, dont il dépasse la chronologie pour donner avec clarté les grandes orientations. Le voici dans une édition entièrement revue et augmentée d'une préface inédite de Marie-Pierre Rey. **AP**

Perrin, « Tempus », 2015, 1 100 pages, 17 €.

CHRONOLOGIE

Par François-Joseph Ambroselli et Henri Grossin

Il était une fois dans l'Est

Du premier Etat slave fondé par un prince varègue à l'URSS, l'histoire de la constitution d'un empire par les souverains russes couvre plus de mille ans de guerres et de conquêtes.

Les origines

862 Selon la tradition, Riourik, un prince varègue venu du Nord, unifie différentes tribus slaves autour de Novgorod, et donne naissance au premier Etat slave : la Rus'.

882 Oleg, parent de Riourik, s'empare de Kiev, la « mère des villes russes » : dans les siècles qui suivent, la Rus' de Kiev étendra ses frontières de la mer Blanche à la mer Noire, devenant l'Etat le plus étendu d'Europe.

988 Vladimir I^{er}, grand-prince de la Rus' de Kiev, se fait baptiser en échange de la main de la sœur des empereurs byzantins, la princesse Anne. Il impose à son peuple le christianisme.

1237 Alors que depuis plus d'un siècle, la Rus' est en proie à de violentes luttes intestines, Batu Khan, petit-fils de Gengis Khan, envahit ses territoires, s'empare de Kiev en 1240 et impose la *pax mongolica* au nord des steppes de la mer Noire.

29 MAI 1453 Prise de Constantinople par les troupes ottomanes de Mehmet II. L'Empire byzantin disparaît : ses territoires tombent aux mains de l'Empire ottoman.

La fondation

1462-1505 Ivan III, de la dynastie riourikide, règne sur la principauté de Moscou. Par la force et la ruse, ce « rassembleur des terres russes » entame une politique d'unification, annexant progressivement les principautés voisines : Iaroslavl en 1463, Novgorod en 1478, Tver en 1485. Il s'émancipe surtout de la tutelle mongole en refusant de payer, à partir de 1480, son tribut à la Horde d'or, l'Empire turco-mongol né de

la grande invasion du XIII^e siècle. A sa mort, la Moscovie est quatre fois plus grande qu'au début de son règne (près de 2 millions de km²).

1505-1533 Vassili III, fils d'Ivan III, devient grand-prince de Moscou et de « toute la Russie ». En 1510, il rattache Pskov à Moscou qui est alors qualifiée de « *Troisième Rome* » par Philothée, moine de Pskov, dans une lettre adressée au grand-prince. La région de Riazan est annexée en 1521.

1547 Ayant succédé à son père Vassili III en 1533, Ivan IV est sacré tsar de Moscou et de toute la Russie, revendiquant ainsi l'héritage de l'empire chrétien d'Orient. Dans la foulée, il entame la construction d'une chaîne de fortifications le long des frontières septentrionales de la Moscovie.

1552 Ivan IV conquiert le khanat tatar de Kazan à la confluence de la Kama et de la Volga : la colonisation de la steppe débute et avec elle la constitution d'un ensemble « eurasien ».

1553 Le navigateur anglais Richard Chancellor ouvre la route de la Moscovie par la mer Blanche. Des relations commerciales et diplomatiques s'instaurent avec l'Angleterre.

1556 Annexion d'Astrakhan, khanat tatar situé au bord de la mer Caspienne.

1557 Sur ordre du tsar, le marchand Stroganov et ses fils, intéressés par les fourrures, entament la colonisation de vastes territoires à l'est de la Volga, en Sibérie.

1558 Ivan IV lance ses troupes vers la Livonie (actuelles Estonie et Lettonie) pour obtenir un débouché sur la mer Baltique. Le conflit s'internationalise rapidement : il s'achèvera

en 1583 par les victoires du Danemark, de la Suède et de l'union polono-lituaniennes.

1565 Convaincu qu'un complot des boyards (nobles) se trame contre lui, Ivan IV entame une politique de terreur marquée par la création d'une troupe personnelle, les opritchniki, et la constitution d'un domaine royal placé sous son administration directe : l'opritchnina, comprenant la Moscovie et les territoires qui la séparent de la mer Blanche. Pris de crises de paranoïa, Ivan IV devient alors « le Terrible ».

1570 Ivan IV envoie ses opritchniki mettre à sac Novgorod, dont il suspecte la population de comploter contre son autorité : près de 3 000 personnes sont massacrées, et l'archevêque arrêté.

1571 Au printemps, le khan tatar de Crimée, Devlet Giray, effectue un raid éclair sur Moscou à la tête de 100 000 hommes : la ville est incendiée, sa région pillée pendant de nombreux jours, et des dizaines de milliers d'hommes sont emmenés en captivité.

1581-1582 Confrontés à la résistance de Koutchoum, le khan tatar de Sibérie, qui ne cesse de lancer des raids sur leurs terres, les Stroganov envoient une petite armée de 1 500 Cosaques lui rendre la pareille : dirigés par Ermak Timofeevitch, ils prennent Sibir, la capitale de Koutchoum. Après avoir essayé sans trop de succès d'imposer le tribut aux peuplades non tatares, Ermak mourra en 1585 en tentant de se replier, acculé par les troupes de Koutchoum.

1584 Fondation de Novokholmogory, sorte de comptoir d'échanges anglo-russe sur la mer Blanche, qui, en 1613, sera



LES AILES DÉPLOYÉES Ci-contre : blason de la Russie tsariste ornant le portail du palais d'Hiver à Saint-Pétersbourg. L'aigle bicéphale byzantin est le symbole de la Russie depuis Ivan III. Remplacé par le marteau et la faucille à l'époque soviétique, il a fait son retour après 1991.

renommé Arkhangelsk, « ville de l'Archange ». La même année, Ivan le Terrible meurt : il laisse derrière lui un empire affaibli mais agrandi (plus de 5 millions de km²), où commence à s'esquisser l'ombre d'une identité russe. Son fils, Fiodor, monte sur le trône.

1589 Souhaitant restaurer le modèle impérial byzantin, le régent Boris Godounov ordonne la création du patriarcat de Moscou : la Russie se pose désormais en phare du monde orthodoxe face au joug ottoman.

Le temps des troubles

1598 Fiodor meurt sans descendance. Le régent Boris Godounov est élu tsar. S'ouvre alors une période de confusion et de désordre appelée le « temps des troubles » : les peuples récemment conquis se révoltent, le servage se développe, tandis qu'une crise de succession s'amorce avec l'apparition, en 1601, d'un homme qui se fait passer pour le tsarévitch Dimitri, dernier fils d'Ivan IV le Terrible mort en 1591, et se proclame « vrai tsar ». Il rallie à lui nombre de Cosaques et de magnats polonois et multiplie les sièges et les coups de main dans le sud-ouest de la Moscovie.

1605 Mort soudaine de Boris Godounov : le faux Dimitri fait une entrée triomphale à Moscou où il se fait couronner tsar sous le nom de Dimitri II. Choquant la cour par ses habitudes occidentales et sa proximité avec le roi de Pologne, il sera assassiné un an plus tard et remplacé par son ennemi Vassili Chouïski (Vassili IV) après un simulacre d'élection.

1607 Un second faux Dimitri fait son apparition. Soutenu par la Pologne, il lève une armée et installe son quartier général à Touchnino, à quelques kilomètres de Moscou, qu'il assiège de juillet 1608 à décembre 1609.

1609 Profitant de l'affaiblissement de la Russie, Sigismond III de Pologne lui déclare la guerre et assiège Smolensk, qui capitulera en juin 1611.

1610 En juillet, alors que le faux Dimitri assiège de nouveau Moscou, une émeute organisée par des boyards apeurés renverse Vassili IV Chouïski : en septembre, ils ouvrent les portes de la ville aux troupes polonoises qui en seront délogées en 1612 par une coalition nationale. Parallèlement, l'armée suédoise prend Novgorod.

La dynastie des Romanov

1613 Le *zemski sobor* (états généraux) choisit pour tsar Michel Romanov, petit-neveu de la mère du dernier tsar de la maison des riourikides, Fiodor I^{er}. Le jeune homme hérite d'un pays dévasté.

1617 La Russie signe la paix de Stolbovo avec les Suédois, qui se retirent de Novgorod en échange de l'Ingrie. En possession de l'Estonie, de la région du lac Ladoga et des territoires situés au nord du lac, la Suède contrôle tout le golfe de Finlande, privant les Russes de l'accès à la mer Baltique.

1618 La trêve de Déoulino est signée avec la république des Deux Nations qui prend le contrôle des terres de Smolensk et de Seversk.

1619 Fiodor Romanov, père de Michel I^{er}, devient patriarche de Moscou sous le nom de Philarète. Il se fait aussi donner le titre de « grand souverain », qui le place au

même rang que le tsar, et règne avec son fils sur la Russie jusqu'à sa mort en 1633.

1632 Les Russes fondent le fort de lakoutsk à 4 900 km, à vol d'oiseau, au nord-est de Moscou : la conquête de la Sibérie orientale commence. La même année, les troupes du tsar relancent l'offensive contre la Pologne mais échouent à reprendre Smolensk : ils capituleront finalement en 1634. Cet échec confortera la Russie dans son isolement politique, économique et religieux. Des mesures anti-occidentales sont prises : trois Eglises luthériennes de Moscou sont détruites ; les vêtements de coupe occidentale et l'usage du tabac sont interdits ; les marchands anglais expulsés de toutes les villes à l'exception d'Arkhangelsk ; et les étrangers de Moscou confinés dans un quartier spécifique. Le service de l'Etat est en outre fermé aux non-orthodoxes.

1637 Les Cosaques du Don s'emparent de la forteresse ottomane d'Azov, point d'accès à la mer du même nom. En 1642, le tsar, qui ne veut pas entrer en guerre contre l'Empire ottoman, restitue la forteresse.

1639 Parti de lakoutsk, l'explorateur Ivan Moskvitin atteint l'océan Pacifique à la tête d'une petite troupe de Cosaques. En 1647, ces derniers fondent Okhotsk, sur les rives de la mer du même nom : l'implantation russe en Extrême-Orient débute.

1645 Alexis succède à son père, Michel I^{er}. Sous son règne, la Russie mène une expansion surtout vers le Sud et vers la Pologne.

1648 En Ukraine, les Cosaques du Dniepr, menés par l'hetman Bogdan Khmelnitski, se soulèvent contre l'Etat polonais.

1649 A la suite d'une révolte liée à l'instauration, deux ans plus tôt, d'une surtaxe sur le sel, Alexis I^{er} initie une réforme de l'administration : un code de lois (Oulogénié) est





CHAPKA ROYALE Ci-contre : la couronne dite « de Monomaque », or, argent, perles, pierres précieuses, XIII^e-XIV^e siècle (Moscou, palais des Armures). Une légende raconte qu'elle aurait été offerte par l'empereur byzantin Constantin Monomaque à son petit-fils Vladimir, grand-prince de Kiev (1113-1125). Son origine reste toutefois inconnue, même si sa forme orientale laisse penser qu'elle a pu être exécutée à Byzance ou en Asie centrale. Depuis Ivan le Terrible en 1547, elle a servi au couronnement de tous les souverains russes jusqu'à la fin du XVII^e siècle. Le dernier tsar à l'avoir portée fut Ivan V, en 1682, son demi-frère Pierre le Grand, avec lequel il partageait alors le pouvoir, devant se contenter d'une réplique.

promulgué et restera en vigueur jusqu'en 1833. Il répartit la société en groupes fermés les uns aux autres, légalise le servage, augmente les contrôles et place sous surveillance les fonctions administratives.

1653 Au nom des rebelles d'Ukraine, l'hetman Bogdan Khmelnitski sollicite la protection du tsar Alexis I^{er}.

1654 Par le traité de Pereïaslav, la rive gauche du Dniepr est rattachée à la Russie. Les Cosaques jurent fidélité au tsar qui garantit les libertés de ses « sujets » de « Petite Russie ». Ce rattachement suscite une nouvelle guerre contre la Pologne. Simultanément, Charles X de Suède en profite pour contester lui aussi l'avancée russe et s'emparer de la Lituanie.

1658 Afin d'avoir les mains libres contre les Polonais, Alexis I^{er} conclut un armistice avec la Suède : il renonce à Dorpat, Marienburg, Kokenhausen et aux conquêtes de Livonie, compromettant durablement l'avancée russe vers la mer Baltique.

1667 Le traité d'Androussovo met fin à la guerre russo-polonaise. Il entérine le partage de l'Ukraine et fait du Dniepr la frontière entre la Pologne et la Russie. Les villes de Kiev, de Smolensk ainsi que la rive gauche du Dniepr sont intégrées à la Russie.

1676 A la mort du tsar Alexis, son fils Fiodor III, âgé de 15 ans, lui succède. Il mourra en

1682 après un court règne marqué par une recrudescence des affrontements contre les Turcs ottomans et les Tatars de Crimée.

La révolution pétrovienne

1682 Issu du second mariage du tsar Alexis, Pierre, âgé de 10 ans, est proclamé « tsar de Moscovie » et cosouverain avec son demi-frère Ivan V. Dans la foulée, sa demi-sœur, Sophie, soutenue par quelques régiments, s'arroge la régence au détriment de Natalia Narychkina, la mère de Pierre. Le jeune souverain vivra jusqu'en 1689 à l'écart de la cour impériale, le plus souvent dans les résidences d'été des tsars.

1686 La Russie et la Pologne signent une paix perpétuelle : elle confirme la cession des territoires à la Russie (traité d'Androussovo en 1667) et garantit la liberté de culte des orthodoxes de Pologne et de Lituanie. La Russie s'engage par ailleurs à verser une indemnité, promet de rompre les relations avec la Turquie et de lancer une campagne contre la Crimée. En 1687 puis en 1689, l'armée russe y essuiera de sanglants échecs.

1695 Pierre I^{er} engage une guerre contre l'Empire ottoman, avec lequel les relations se sont détériorées. L'année suivante, il prend la forteresse d'Azov, qui lui ouvre l'accès à la mer d'Azov depuis le Don. Il la

reperdra en 1711, après un nouvel affrontement avec l'Empire ottoman sur le Prout.

1697 Pierre veut consolider sa victoire en dotant la Russie d'une flotte opérationnelle et d'un accès à la mer Noire. Il envoie une Grande Ambassade aux rois d'Angleterre et du Danemark, au pape, à l'électeur de Brandebourg, à Venise et à la Hollande, afin de renforcer leurs liens d'amitié et de s'assurer que les autres adversaires de l'Empire ottoman sont prêts à poursuivre la lutte. Lui-même part incognito, dans le but de s'instruire notamment dans le domaine de la construction navale, créant ainsi la légende du « tsar charpentier ».

1700 La Grande Ambassade a convaincu le tsar qu'il n'aurait pas d'allié dans une guerre contre les Turcs. Il signe donc un traité de paix avec l'Empire ottoman.

1700-1721 La Russie s'engage dans la guerre du Nord, contre la Suède. L'idée est d'agrandir son territoire et, toujours, d'obtenir un accès à la mer. Si elle commence par une sévère défaite à Narva, la Russie prend ensuite l'avantage, avec notamment la victoire de Poltava, en 1709.

1703 Pierre le Grand fonde Saint-Pétersbourg. En 1712, il en fait sa capitale. Dès 1698, le tsar entreprend une vaste réforme dans le but d'occidentaliser la Russie. Il fait de l'armée et de la marine des forces redoutables, mais ses réformes civiles seront moins efficaces et susciteront l'hostilité de la société, qui voit dans ces changements une perte de son identité.

1716-1717 Le tsar effectue un deuxième voyage en Europe occidentale, notamment à Paris, cette fois en roi glorieux.

1721 La paix avec la Suède est signée à Nystad : la Russie a obtenu le littoral de la Baltique et s'impose comme une grande

puissance occidentale. Le tsar prend le titre d'« empereur de toutes les Russies ».

1725 A la mort de Pierre I^{er}, sa femme Catherine lui succède aux dépens du futur Pierre II, fils du défunt tsarévitch Alexis.

1727 Pierre II monte sur le trône.

1730 Pierre II meurt. La branche masculine de la dynastie des Romanov s'éteint avec lui. Lui succède Anna Ivanovna, fille d'Ivan V et nièce de Pierre le Grand.

1733 A la mort du roi de Pologne Auguste II, la France soutient la candidature de Stanislas Leszczynski, élu roi le 12 septembre. La Russie et le Saint-Empire soutiennent l'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste, qu'ils font élire au trône de Pologne le 5 octobre. L'affaire se solde par les armes : le 27 juin 1734, Stanislas I^{er} s'enfuit de Dantzig, assiégée par l'armée russe, et se réfugie en Prusse. Dantzig se rend le 9 juillet. La Pologne demeure ainsi sous la protection de la Russie.

1740 Un manifeste annonce la mort de l'impératrice. Elle laisse le pouvoir au fils de sa nièce Anna Leopoldovna, Ivan VI, enfant de deux mois, et la régence à son favori, Ernst Biron. Trois semaines plus tard, Biron est renversé et remplacé par Anna Leopoldovna, proclamée régente jusqu'à la majorité de son fils.

1741 La Suède déclare la guerre à la Russie à l'instigation de la France : Louis XV souhaite qu'Elisabeth Petrovna, fille de Pierre le Grand et de Catherine I^e, et bien disposée envers les intérêts français, prenne le pouvoir pour avoir une alliée contre l'Autriche. Le 6 décembre, un coup d'Etat permet à Elisabeth Petrovna d'accéder au trône.

1743 La paix est signée entre la Suède et la Russie à Abo.

1756 La France et l'Autriche signent le traité de Versailles contre Frédéric II de Prusse et le roi d'Angleterre et électeur de Hanovre George II. Ce renversement des alliances marque le début de la guerre de Sept Ans.

1757 Elisabeth I^e adhère au traité de Versailles. L'armée russe occupe la Prusse-Orientale dès 1758.

La Grande Catherine

1762 En janvier, après la mort de l'impératrice Elisabeth I^e, son neveu et héritier Pierre III, qui voit une admiration sans borne à Frédéric II, ordonne que cessent

les hostilités envers la Prusse, renonçant unilatéralement aux terres conquises. Six mois plus tard, la Garde place la femme de Pierre III, Catherine II, sur le trône de Russie. Pierre III est contraint à l'abdication et assassiné quelques jours plus tard.

1764 Catherine II place Stanislas Auguste Poniatowski, qui lui assure de belles alliances en Lituanie, sur le trône de Pologne devenu vacant.

1768 Catherine II entre en guerre contre la Turquie, dans le but de libérer les peuples slaves du joug ottoman et de garantir les frontières de la Russie au sud et à l'ouest.

1772 La Russie effectue un premier partage de la Pologne avec la Prusse et l'Autriche.

1774 Le traité de Koutchouk-Kainardji clôture la guerre contre la Turquie. Il assure à la Russie son accès à la mer Noire en lui attribuant les embouchures du Dniepr et du Boug oriental, Azov, ainsi que Kertch, situé dans le détroit séparant les mers Noire et d'Azov. Reconnue protectrice de tous les orthodoxes de l'Empire ottoman, la Russie devient l'un des Etats les plus forts d'Europe. Le khanat de Crimée est déclaré indépendant.

1775 Le Cosaque du Don Emelian Pougačev, qui avait fomenté un immense soulèvement en prétendant être Pierre III, est exécuté à Moscou.

1783 A l'initiative du prince Grigori Potemkine, principal conseiller de Catherine II, la Russie annexe la Crimée.

1787-1792 L'annexion de la Crimée était une violation manifeste du traité conclu avec l'Empire ottoman, qui déclare donc la guerre à la Russie. Après le siège victorieux de la forteresse d'Izmaïl, la plus puissante forteresse turque dans le delta du Danube, la guerre se conclut par le traité de Jassy, le 9 janvier 1792 : la Turquie renonce définitivement à la Crimée et accepte la présence russe dans le bassin de la mer Noire.

1788 Gustave III, qui cherche à reprendre les territoires perdus par la Suède en 1721, déclare la guerre à la Russie. Après la bataille navale de Svensksund des 9 et 10 juillet 1790, victoire suédoise, la paix de Varala est signée le 14 août 1790. Gustave III renonce à récupérer les territoires, la Russie, à intervenir dans les affaires suédoises.

1793 Deuxième partage de la Pologne.

1795 Troisième partage de la Pologne.

1796 Catherine II meurt. Son fils Paul I^{er} lui succède. Durant l'été 1798, il fait alliance avec l'Empire ottoman dans le but de joindre leurs actions contre la France.

La Russie et Napoléon

1799 A la demande François I^{er} d'Autriche, le feld-maréchal russe Souvorov va combattre les Français qui ont pris l'Italie du Nord. Il voit de victoire en victoire.

1801 Après le coup d'Etat du 18 brumaire et la nomination de Bonaparte aux fonctions de Premier consul, Paul I^{er} change de politique et cherche à se rapprocher de la France. L'ennemi de la Russie est désormais l'Angleterre. Mais l'alliance échoue car Paul I^{er} est étranglé à la suite d'un complot fomenté par une partie de la noblesse, exaspérée et apeurée par ses revirements diplomatiques. Favorisé par l'Angleterre, l'assassinat du père reçoit le soutien tacite du fils, qui lui succède sous le nom d'Alexandre I^{er}. Le nouveau souverain relance l'expansionnisme impérial au sud en annexant la Géorgie, fragile royaume qui s'était placé, dès 1783, sous la protection de la Russie pour faire face à l'impérialisme perse.

1805 En avril, la Russie se coalise avec l'Angleterre pour mettre un frein aux conquêtes croissantes de Napoléon. Ils sont rejoints par l'Autriche en juin. Six mois plus tard, les armées russe et autrichienne sont écrasées à Austerlitz, dans le sud de la Moravie.

1807 Après le nouvel échec d'une quatrième coalition défaite à Friedland, Alexandre I^{er} est contraint de rencontrer l'empereur des Français sur un radeau, au milieu du fleuve Niémen, pour signer la paix de Tilsit. La Russie conserve sa liberté d'action mais doit participer au blocus contre l'Angleterre, son premier partenaire commercial, et accepter le droit de regard de Napoléon dans les Balkans et la création du grand-duché de Varsovie sur les territoires polonais pris à la Prusse par Napoléon.

1808-1809 Profitant de la liberté d'action accordée par l'alliance avec la France, la Russie reprend sa poussée vers le nord et la Baltique en s'emparant de la Finlande, province de la Suède, au terme d'un bref conflit.

1812 Furieux de la reprise du commerce entre la Russie et l'Angleterre, qui contrevient au blocus continental, Napoléon lance

sa grande armée à l'assaut de Moscou. 420 000 soldats français font refluer les troupes russes jusqu'à la capitale, le 14 septembre. Six semaines plus tard, l'Empereur est contraint d'ordonner la retraite, que l'hiver transforme en cauchemar.

1814 La Russie poursuit son élan de reconquête nationale jusqu'à Paris, dont elle s'empare avec ses alliés de la sixième coalition.

1815 Après la capitulation de Napoléon au traité de Paris de 1814, les vainqueurs de l'alliance européenne se réunissent à Vienne pour la tenue d'un congrès qui redéfinit les frontières de l'Europe. Pour garantir un équilibre des nations qui lui soit favorable, la Russie défend l'intégrité du territoire français contre les ambitions prussiennes. Elle prend part au dépeçage du grand-duché polonais en annexant le tiers est de son territoire jusqu'à Varsovie. Soucieux de maintenir la paix en Europe, Alexandre I^{er} conclut avec l'Autriche et la Prusse une « Sainte-Alliance » des souverains chrétiens hostiles aux idéaux de la Révolution française.

1821 Bellingshausen, amiral de la flotte impériale russe, découvre une île du continent antarctique située dans le Pacifique Sud, qu'il baptise Pierre I^{er}. Mais ne pouvant y débarquer, il ne peut en revendiquer la possession. C'est le deuxième explorateur du continent antarctique après James Cook.

La conquête de l'Est

1825-1855 A la mort d'Alexandre I^{er}, son frère Nicolas I^{er} monte sur le trône en matant la tentative de soulèvement des Décembristes, groupe de jeunes intellectuels éprius des idées libérales des Lumières. Pour mettre fin à cette propagande française, le tsar impose par oukases le durcissement de la fermeture des frontières et la censure de la pensée révolutionnaire.

1826-1828 Poursuivant son expansion au sud jusqu'en Transcaucasie, la Russie conquiert les provinces perses d'Arménie.

1828-1829 Nicolas I^{er} concentre son offensive contre l'Empire ottoman, « l'homme malade de l'Europe », en étendant son influence sur les principautés balkaniques de Moldavie et de Valachie. Le traité d'Andrinople ouvre les détroits du Bosphore et des Dardanelles à la marine russe.

1853-1856 Guerre de Crimée. Inquiètes de la progression russe dans les Balkans, la France et l'Angleterre organisent une expédition militaire en Crimée. La chute de Sébastopol constraint le tsar à signer le traité de Paris, qui garantit la neutralité et la démilitarisation de la mer Noire.

1855-1881 Alexandre II succède à son père Nicolas I^{er}. Durant son règne se développe l'idéologie panslave, qui vise à rassembler les minorités slaves de l'Empire ottoman sous la tutelle de la Russie et à reconquérir Constantinople.

1858 Relançant le mouvement de colonisation vers l'est mené par les Cosaques au XVII^e siècle, l'empire annexe la région de l'Amour, au bord du Pacifique.

1860 Profitant de l'affaiblissement de la dynastie Qing dans les guerres de l'opium, la Russie conclut l'avantageux traité de Pékin, qui déplace sa frontière orientale le long de l'Amour et de l'Oussouri. Elle fonde le port militaire de Vladivostok, qui doit devenir le relais de son influence dans le Pacifique.

1863-1864 L'armée russe écrase brutalement l'insurrection polonaise. Pour contre-carrer toute nouvelle aspiration nationaliste, le tsar amorce une russification linguistique et religieuse en Pologne, en Lituanie, en Biélorussie et en Ukraine.

1864 Le Caucase est définitivement soumis après la défaite des tribus circassiennes, au bord de la mer Noire.

1865 L'armée impériale commence la conquête du Turkestan, région d'Asie centrale qui s'étend de la Caspienne à l'Himalaya. Elle s'empare d'abord de Tachkent, capitale d'un khanat musulman, aujourd'hui celle de l'Ouzbékistan.

1867 Les Etats-Unis achètent l'Alaska, occupé par les Russes depuis un siècle mais trop éloigné du cœur de l'empire et donc difficilement défendable.

1868 L'émirat de Boukhara (actuel Ouzbékistan) est placé sous protectorat russe.

1873 Afin de protéger ses intérêts dans les Balkans, Alexandre II prend part à l'Alliance des trois empereurs avec Guillaume I^{er} et François-Joseph. Elle vise à conserver l'équilibre européen existant au moyen de la négociation et d'un traité de mutuelle défense.

1875 Au terme du traité de Saint-Pétersbourg, l'Empire russe échange avec le

Japon ses îles Kouriles contre l'île de Sakhaline, en mer d'Okhotsk.

1877-1878 La Russie entre en guerre contre la Turquie dans les Balkans et le Caucase. Elle s'empare d'Andrinople, en Turquie européenne, et force son adversaire à conclure l'avantageux traité de San Stefano, qui entérine la conquête de la Bessarabie du Sud et l'indépendance du Monténégro, de la Serbie et de la Roumanie, alliés de la Russie. Cependant, sous la pression de l'Autriche et de l'Angleterre, farouchement hostiles à ce partage, l'accord est révisé par le congrès de Berlin, qui constraint la Russie à abandonner son projet de « Grande Bulgarie » étendue de la mer Egée au Danube et à la mer Noire.

1881-1894 A la suite de l'assassinat d'Alexandre II par des anarchistes, son fils Alexandre III revient à la politique de répression et de fermeture à l'influence occidentale, jugée responsable de l'ébullition révolutionnaire. Cependant, le ministre Witte, conscient du danger que représente le retard économique de l'empire, se fait le promoteur insistant d'une réouverture internationale auprès du tsar.

1891-1901 Le Transsibérien est mis en chantier pour désenclaver la Sibérie et relier Vladivostok à Moscou, distantes de 9 000 km.

1892 Le tsar scelle une alliance militaire secrète avec la France qui prévoit une aide mutuelle en cas d'agression allemande.

1894 Quelques semaines avant son mariage avec la princesse Alix de Hesse-Darmstadt, Nicolas II succède à son père Alexandre III.

1897 Au premier recensement intégral de sa population, l'Empire russe compte 129 millions d'habitants.

1904-1905 La guerre russo-japonaise voit l'affrontement de deux impérialismes pour le contrôle de la Corée et de la Mandchourie. Après la capitulation de Port-Arthur et la perte catastrophique de sa flotte, la Russie doit subir l'humiliant traité de Portsmouth, qui met fin à ses prétentions orientales en cédant au Japon le sud de l'île de Sakhaline, la région de Port-Arthur et la voie ferrée de Mandchourie.

1907 Une convention signée avec l'Angleterre fixe la sphère d'influence de l'Empire russe jusqu'au nord de la Perse. Cet accord aboutit à la constitution de la Triple Entente.

LES DIAMANTS SONT ÉTERNELS Ci-contre : miniature de la couronne impériale de Catherine II réalisée par Fabergé pour Nicolas II (Saint-Pétersbourg, musée de l'Ermitage). L'originale est conservée dans la collection du Fonds des diamants du Kremlin. Portée par tous les souverains russes, de Catherine II à Nicolas II, elle fut conçue pour l'impératrice par le joaillier de la cour Georg Friedrich Eckart et de l'artisan diamantaire Jérémie Pauzié, tous deux d'origine suisse. Elle est ornée de 4 936 diamants, de 75 perles et d'un spinelle de 398,72 carats. D'une valeur inestimable, il est interdit de la sortir du Kremlin depuis 1991, sauf sur ordre personnel du président et uniquement en cas de force majeure.



1908 Affaiblie par ses troubles intérieurs et sa défaite retentissante face au Japon, la Russie ne peut s'opposer à l'annexion subite de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, qui diminue davantage l'influence du tsar dans les Balkans.

1912 Nicolas II soutient la constitution d'une Ligue balkanique rassemblant la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro et la Grèce afin de frapper à nouveau l'Empire ottoman en déclin. Les Turcs perdent la Macédoine.

1913 Les Serbes et les Grecs défont les Bulgares au cours d'une seconde guerre balkanique, à la suite d'une querelle sur le partage des gains territoriaux du conflit précédent. La Serbie reste le seul partenaire de la Russie, son ancien allié bulgare se rapprochant, lui, des Empires centraux.

1914 Après l'attentat de Sarajevo, le 28 juin, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie. La Russie mobilise pour défendre ses « frères serbes ». Les Empires allemand et austro-hongrois répliquent en lui déclarant la guerre.

La Révolution rouge

1917 Une première insurrection constraint Nicolas II à abdiquer en mars, suivie quelques mois plus tard par la révolution d'Octobre, au cours de laquelle les bolcheviks s'emparent du pouvoir.

1918 Avant tout préoccupé par la survie de sa révolution, Lénine se résout à retirer la Russie du conflit mondial en signant la paix de Brest-Litovsk avec les Empires centraux. Le traité sanctionne la perte de la Finlande, de la Pologne, d'une partie de la Biélorussie, de l'Ukraine et des territoires baltes.

1919 La III^e Internationale ou Komintern rassemble les partis communistes européens alignés sur le Parti communiste soviétique. Elle a comme objectif la conquête du pouvoir par tous les moyens pour imposer la dictature du prolétariat, la socialisation

des économies, la centralisation et la subordination de la production à un plan unique.

1919-1921 Les bolcheviks mènent une guerre en Pologne dans le but de récupérer les territoires de l'ancien Empire tsariste et de propager le communisme en Europe centrale. A l'issue du conflit, ils obtiennent une partie des territoires ukrainiens et biélorusses qui appartenaient à la république des Deux Nations avant les partages du XVIII^e siècle.

1922 L'URSS, Union des républiques soviétiques socialistes, est créée à la fin de la guerre civile. Lénine souhaite transformer la Russie unitaire en une fédération de républiques formées selon le principe de territoires ethniques jouissant d'une certaine autonomie.

1932-1934 Les Soviétiques provoquent l'une des famines les plus meurtrières de l'Histoire en affamant les paysans, notamment ukrainiens, rebelles à la collectivisation des terres. Le bilan, difficile à établir, évalue plus de 7 millions de victimes en URSS.

1933 Staline inaugure un gigantesque canal reliant la mer Blanche à la mer Baltique, creusé par les prisonniers du goulag.

1939 Pour prendre le temps de reconstituer son armée affaiblie par les purges, l'URSS conclut un pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie. Au dernier recensement, on compte 170,5 millions de citoyens soviétiques, nombre considérablement réduit du fait des famines de l'entre-deux-guerres. Fin novembre, alors que les Finlandais refusent de céder aux revendications territoriales des Soviétiques, Staline envahit son voisin. C'est le début de la guerre d'Hiver.

1940 Le traité de Moscou, signé en mars, met fin à la guerre russo-finlandaise et octroie l'isthme de Carélie à l'agresseur soviétique. En juin et juillet, l'URSS occupe et annexe les pays baltes ainsi que les

provinces de Bessarabie et de Bucovine du Nord, prises à la Roumanie.

1941 Bouleversant les prévisions de Staline, Hitler lance ses armées à l'assaut de l'URSS au cours de l'opération Barbarossa.

1943 A la conférence de Téhéran, qui réunit les « trois Grands », Staline obtient notamment la reconnaissance de la ligne Curzon, qui déplace vers l'ouest la frontière de la Pologne, laquelle perd les territoires de l'Ukraine occidentale (avec Lviv) mais reçoit en guise de compensation des territoires allemands à l'ouest. L'annexion des pays baltes n'est pas remise en cause, ni les revendications de Staline sur Königsberg et la Prusse-Orientale.

1944 Les Tatars sont massivement déportés de Crimée. A la conférence de Moscou entre les trois premières puissances alliées, les Soviétiques imposent leur « zone d'influence » sur la Hongrie, la Yougoslavie, la Bulgarie et la Roumanie. En échange, Churchill conserve la Grèce dans le giron occidental.

1945 La conférence de Yalta place la Pologne sous la tutelle soviétique et acte l'occupation militaire de l'Allemagne. Cinq mois plus tard, la conférence de Potsdam confirme toutes les dispositions territoriales à l'avantage de l'URSS établies lors des précédentes conférences, ajoute la fixation de la frontière Oder-Neisse entre la Pologne et l'Allemagne et valide le principe de l'expulsion des 12 millions d'Allemands d'Europe centrale.

L'ESPRIT DES LIEUX

© THE ROYAL COMMISSION FOR ALULA (RCU). © SÉNAT. © W. EL-NAGGAR. © RMN-GRAND PALAIS (MUSÉE DE CLUNY-MUSÉE NATIONAL DU MOYEN ÂGE) / GÉRARD BLOT / CHRISTIAN JEAN.



106

HÉGRA LA ROSE DES SABLES

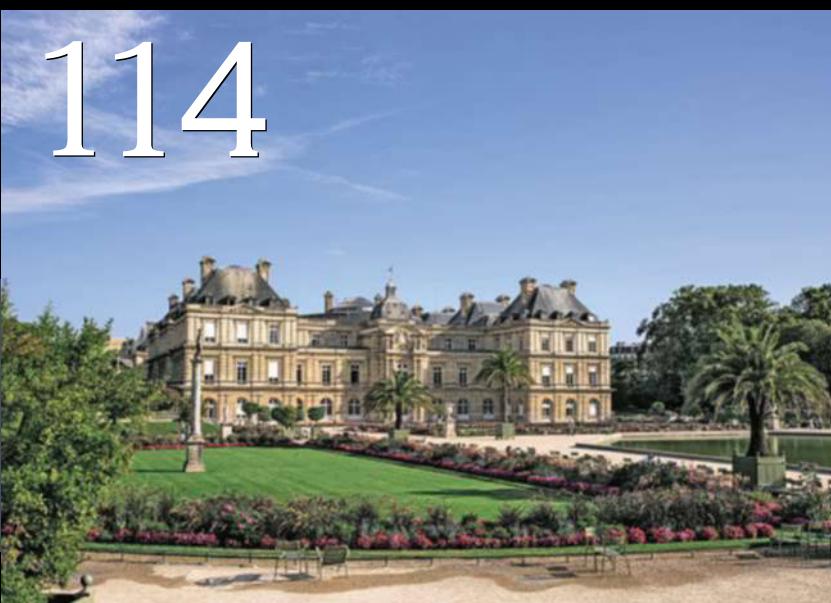
SERTIE DANS UN ÉPOUSTOUFLANT DÉCOR DE WESTERN, LA CITÉ NABATÉENNE DE HÉGRA A OUVERT SES PORTES AUX VISITEURS. PETITE SŒUR DE PÉTRA, ELLE FORME LE FLEURON DE LA VALLÉE D'AL-ULA, OBJET D'UN DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE INÉDIT EN ARABIE SAOUDITE.

114

LE RÊVE ITALIEN DE MARIE DE MÉDICIS

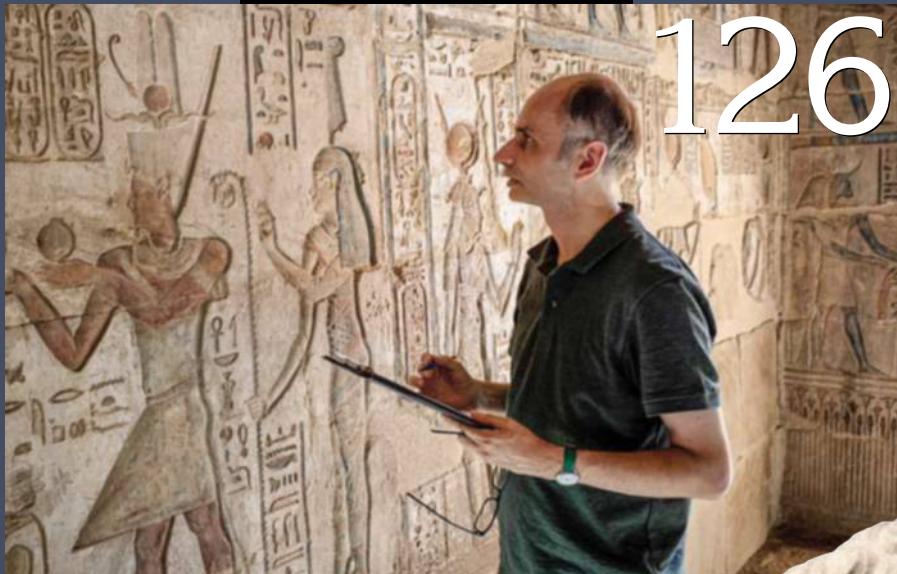
CONÇU SUR LE MODÈLE

DU PALAIS PITTI DE SA FLORENCE NATALE, LE PALAIS DU LUXEMBOURG ÉDIFIÉ PAR MARIE DE MÉDICIS EST DEPUIS PLUS DE DEUX SIÈCLES LE SIÈGE DU SÉNAT. VISITE GUIDÉE.

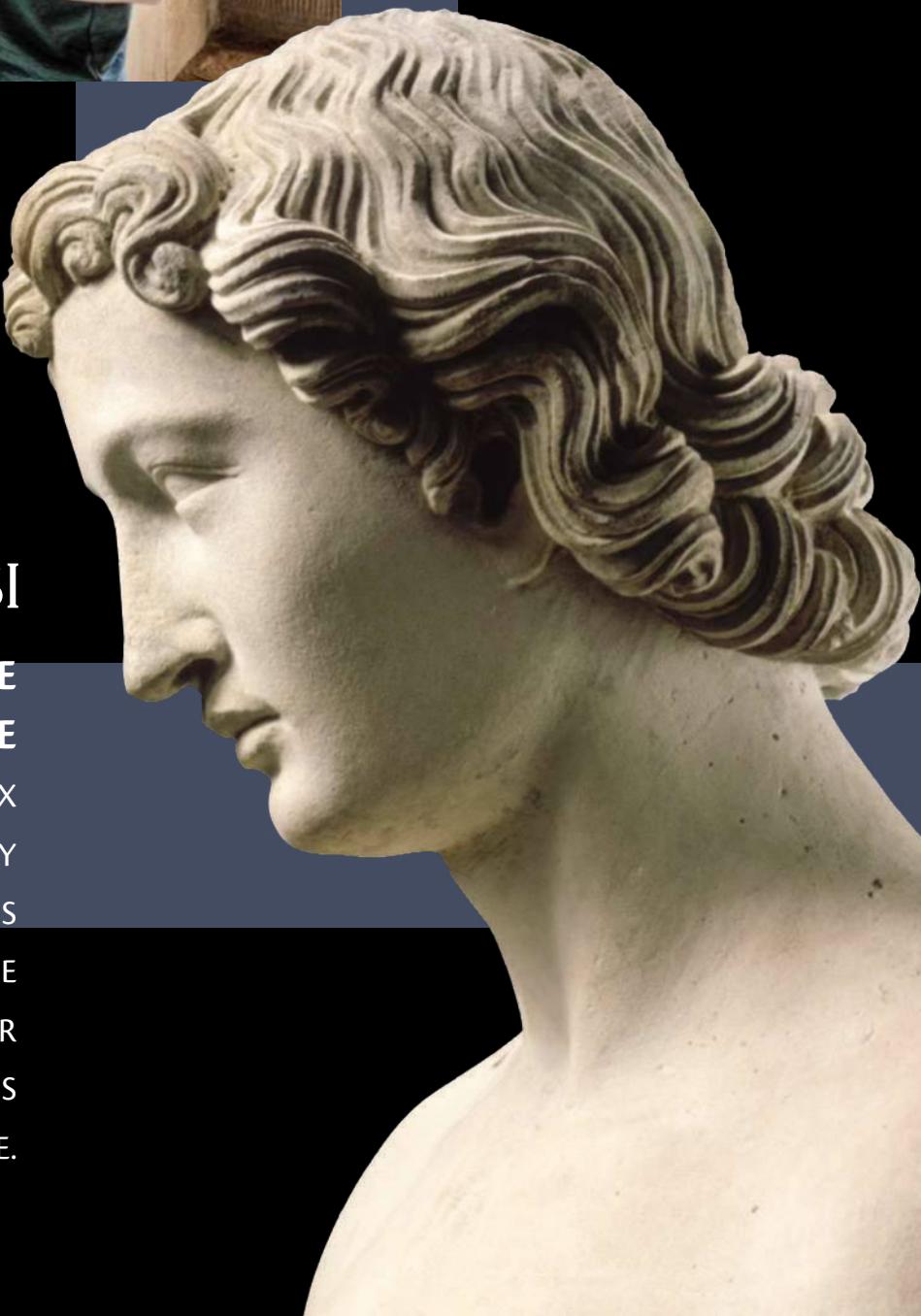


LE HIÉROGLYPHE SANS PEINE

126



IL Y A DEUX CENTS ANS,
CHAMPOLLION PERÇAIT LE
SECRET DES HIÉROGLYPHES.
AUJOURD'HUI, C'EST
UN AUTRE FRANÇAIS,
RENAUD DE SPENS,
QUI EN ASSURE
LA TRANSMISSION.



ET AUSSI

LA RENAISSANCE
DU MOYEN ÂGE

EFFICACE, LUMINEUX

ET ÉLÉGANT : LE MUSÉE DE CLUNY

A ROUVERT SES PORTES À PARIS

EN DÉLAISSANT LE PITTORESQUE

POUR MIEUX METTRE EN VALEUR

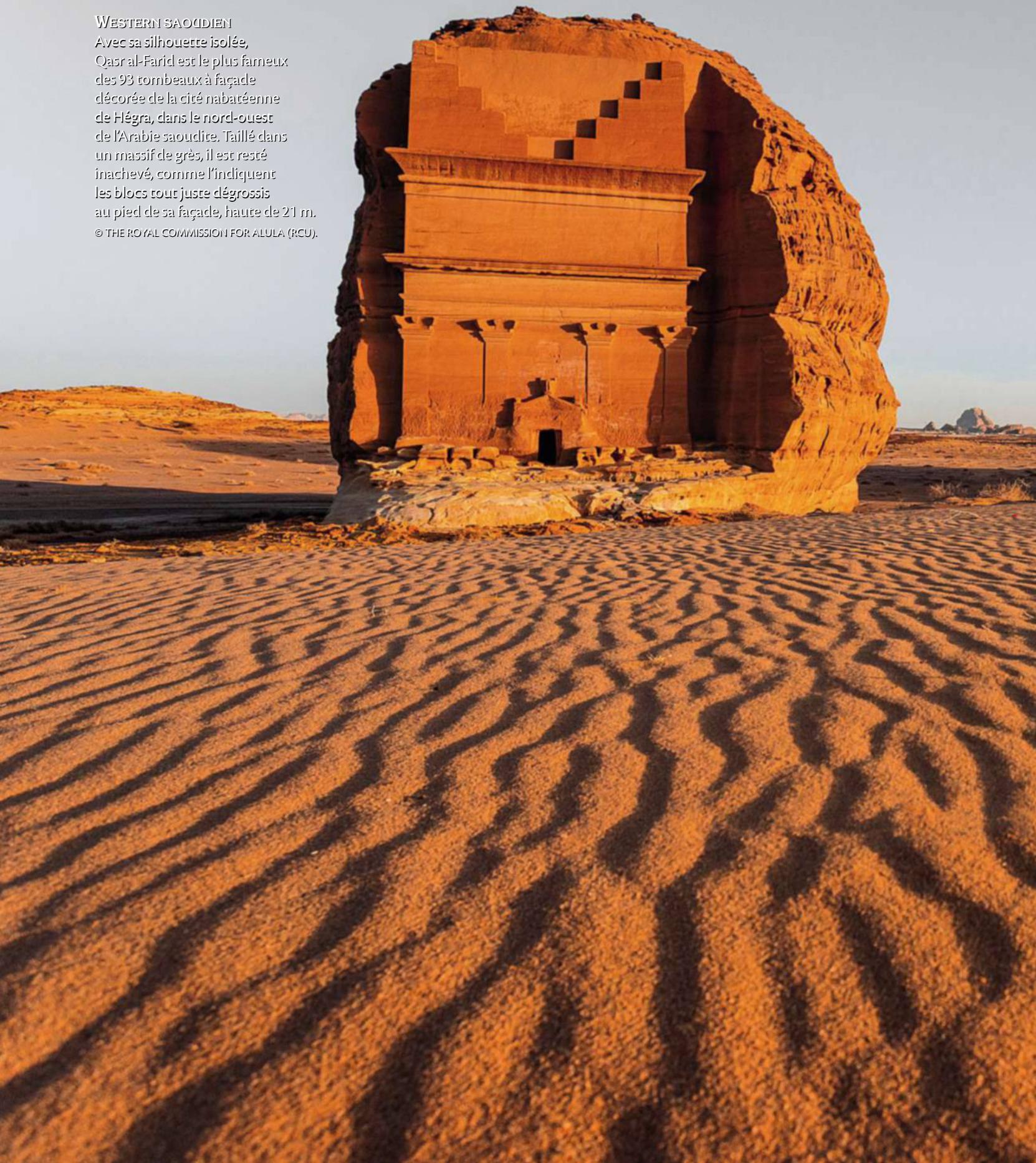
SES SPLENDIDES COLLECTIONS

CONSACRÉES AU MOYEN ÂGE.

WESTERN SAOUDIEN

Avec sa silhouette isolée, Qasr al-Farid est le plus fameux des 93 tombeaux à façade décorée de la cité nabaréenne de Hégra, dans le nord-ouest de l'Arabie saoudite. Taillé dans un massif de grès, il est resté inachevé, comme l'indiquent les blocs tout juste dégrossis au pied de sa façade, haute de 21 m.

© THE ROYAL COMMISSION FOR ALULA (RCU).





Hégra la rose des sables

Par Geoffroy Caillet

Vitrine de l'Arabie saoudite, l'oasis d'al-Ula se prépare à un développement touristique inédit. Au cœur de cette vallée aux allures de western, la cité nabatéenne de Hégra, sœur jumelle de Pétra, fête les vingt ans de son exploration par une mission archéologique franco-saoudienne.



BANQUETS SACRÉS En haut, au premier plan : les façades majestueuses du Qasr al-Bint, la plus importante nécropole de Hégra, donnent du côté de la ville antique, preuve de leur caractère ostentatoire. Au second plan, on aperçoit le massif du Jabal Ithlib, principal secteur religieux de la ville. Il s'ouvre sur un étroit corridor, précédé du Diwan, une vaste pièce creusée dans la roche, où se tenaient les banquets d'une confrérie religieuse (*ci-dessus*). Ci-contre : chef de la mission archéologique franco-saoudienne de Hégra depuis 2002, Lâïla Nehmé est une spécialiste de la langue et de la civilisation nabatéennes.



Dans un poudroier d'or, la Land Rover *vintage* défile parmi les massifs de grès épargnés jusqu'à l'horizon, comme un troupeau sans berger. Ce paysage était le fond d'une mer et il y paraît encore. Un paysage lunaire couleur de soleil, érodé, décharné, rongé par l'eau il y a cinq cents millions d'années. Quand la mer s'est retirée, le vent a pris le relais, sculptant à l'aveuglette dans le sable cimenté profils humains et silhouettes fantastiques. A l'aplomb d'un gigantesque champignon rocheux, évidé à sa base, un faucon frétille, suspendu dans l'air bleu. Ce cicérone du désert guette le visiteur. A mesure que la voiture s'avance, la roche semble pivoter. Soudain, l'oiseau tombe en piqué. Comme s'il avait actionné quelque mécanisme invisible, apparaît alors une spectaculaire façade antique avec architraves, chapiteaux et pilastres, taillée sur toute la hauteur du rocher.

« *Bienvenue au Qasr al-Farid* », lance un jeune homme vêtu du *thawb*, la tunique saoudienne à manches longues, et coiffé du *shemagh* rouge et blanc. Magie du désert : le faucon s'est métamorphosé en un guide en chair et en os. Assis à l'ombre du rocher, il se lève pour accueillir la petite dizaine de touristes qui entament leur visite de Hégra par le plus emblématique de ses monuments. Ce tombeau décoré est l'un des 93 qui font le prix de ce site archéologique épousant le relief, niché dans les massifs rocheux du Hedjaz, au nord-ouest de l'Arabie saoudite, et classé au patrimoine mondial de l'Unesco depuis 2008. Car sous leur apparence de temples, ce sont bien des sépulcres qui dressent leurs façades à perte de vue, comme autant de visages tirés du grès originel par le ciseau du sculpteur. Isolés comme le Qasr al-Farid ou alignés sur tout le pourtour des massifs, ils donnent au site cette majesté incomparable que les touristes admirent jusque-là seulement à Pétra, à 500 km plus au nord.

Et pour cause : avec sa grande sœur de Jordanie, Hégra (connue aussi sous le nom de Madain Saleh) est le vestige le plus grandiose du royaume

des Nabatéens. Apparus dans l'histoire en 312 av. J.-C., ces nomades d'origine arabe devinrent des négociants prospères en prenant le contrôle du commerce caravanier des aromates qui acheminait l'encens et la myrrhe de l'actuel Yémen aux ports de la Méditerranée, Gaza en tête. Sur toute l'étendue de leur royaume – du sud de la Syrie à l'Arabie du Nord et du Néguev à la Jordanie –, ils bâtirent systèmes hydrauliques, tombeaux rupestres et cités, parmi lesquelles leur capitale Pétra mais aussi Hégra, où ils s'installèrent au milieu du 1^{er} siècle av. J.-C. A cette date, le royaume nabatéen était devenu un Etat client de Rome. Un simple sursis qui devait déboucher à son annexion, en 106 apr. J.-C., par

l'araméen. Elle indique le nom des occupants du sépulcre avec une formule de malédiction envers qui le vendrait ou le louerait. Cerise sur le gâteau des archéologues, ces inscriptions sont datées et s'échelonnent de 1 à 75 apr. J.-C. Au Qasr al-Farid toutefois, notre guide s'est laissé emporter par son zèle : nulle malédiction ; l'inscription se borne à mentionner le nom du propriétaire, « *Lihyan, fils de Kuza* ». Au pied de la façade, une gaine de quelques centimètres d'épaisseur et les blocs tout juste dégagés, laissés par les tailleurs, indiquent que sa tombe est restée inachevée et qu'il n'y fut sans doute jamais inhumé.

Quelques centaines de mètres plus loin, la Land Rover s'arrête devant un

Des sépulcres qui dressent leurs façades comme autant de visages tirés du grès.

l'empereur Trajan, et à son intégration à la nouvelle province romaine d'Arabie.

Au pied du Qasr al-Farid, le guide poursuit son explication. « *Comme tous les tombeaux de Hégra, celui-ci a été creusé de haut en bas, sans échafaudage. Les tailleurs de pierre se servaient du rocher comme d'un plancher, dont ils extrayaient les blocs au fur et à mesure* », précise-t-il. Sur la façade, haute de 21 m, le caractère composite de l'architecture funéraire nabatéenne saute aux yeux : porte avec fronton gréco-romain surmonté d'un aigle sculpté, pilastres couronnés de chapiteaux nabatéens, double entablement égyptien et ionique, couronnement de deux demi-merlons – un motif d'origine mésopotamienne en forme d'escalier à cinq degrés, que l'on retrouve partout à Hégra.

Avant même que les visiteurs n'en manifestent le souhait, le guide prévient solennellement qu'il est interdit de pénétrer dans la chambre funéraire. A Hégra, en effet, près d'un tiers des tombeaux à façade comportent, au-dessus de la porte, un cartouche gravé d'une inscription à caractère juridique en langue nabatéenne – une variante locale de

massif immense, dont la blonduer éclate sous le soleil. Au Qasr al-Bint, la plus importante nécropole de Hégra, les façades se succèdent côte à côte, arborant un faux air de famille. La plupart donnent du côté de la ville antique, confirmant le caractère ostentatoire de l'habitat funéraire nabatéen. Si l'on retrouve les deux demi-merlons dans la partie supérieure ou les aigles sculptés au-dessus des portes, d'autres motifs apparaissent, comme cette tête humaine flanquée de deux serpents, qui évoque peut-être la Méduse grecque. Gouverneur, officier, médecin : les inscriptions confirment la notabilité des propriétaires pour qui furent creusés ces tombeaux. Mais les deux noms de femmes qu'on y lit aussi ont valu au Qasr al-Bint son nom touristique de Jabal al-Banat, « la montagne des filles ».

Devant la tombe 40, dépourvue d'inscription et donc exempte de malédiction, c'est justement une jeune femme, vêtue de l'abaya traditionnelle, qui invite les touristes à entrer. Les parois de la chambre funéraire – simple pièce quadrangulaire dont le plafond ne dépasse pas le niveau du linteau de la porte – sont





110 MISSION ARCHÉOLOGIQUE DE HÉGRA

creusées de fosses, de caissons et de niches où étaient déposés les corps, embaumés sans éviscération et enveloppés dans trois linceuls de tissu et un linceul de cuir. Si la quasi-totalité des 109 monuments avec chambre funéraire et des 1 600 tombes à fosse de Hégra ont été pillés, leur inspection minutieuse par les archéologues a cependant permis d'y retrouver de modestes bijoux comme des colliers de dattes et des perles de verre, mais aussi des peignes, des mouchoirs brodés ou des monnaies.

Le petit groupe se rend ensuite à l'entrée du Jabal Ithlib, un agglomérat inextricable de buttes de grès qui formait le principal secteur religieux de Hégra. On y accède par un étroit défilé semblable au Siq, le long couloir qui mène à l'éblouissante Khazneh, le plus fameux tombeau de Pétra. A main droite s'ouvre le Diwan, vaste pièce creusée dans la roche qui servait de salle de banquet à l'une des nombreuses confréries religieuses de la ville. Couchés sur les banquettes de pierre, les participants s'y installaient après avoir fait leurs ablutions dans les deux bassins qu'on aperçoit à l'entrée. De chaque côté du défilé, de petites niches ornées d'inscriptions ou de graffitis témoignent de la piété des habitants ou des visiteurs de passage. Certaines d'entre elles abritent des bétyles, simples pierres taillées

symbolisant des divinités. Polythéistes, les Nabatéens en vénéraient un grand nombre – au premier rang desquelles Dushara – parfois importées de chez leurs voisins syriens et égyptiens ou héritées de leurs ancêtres édomites.

Devant le Diwan, une silhouette longiligne s'encadre soudain dans la caméra d'une équipe de télévision en plein tournage. « *C'est Laïla Nehmé, la reine des Nabatéens !* » confirme une guide, qui ne cache pas son admiration. Directrice de recherche au CNRS et chef de la mission archéologique franco-saoudienne de Hégra placée sous l'égide du ministère des Affaires étrangères et de la Commission saoudienne du patrimoine, cette archéologue et épigraphiste de 55 ans, cheveux courts et allure sportive, semble aussi pressée que le lapin blanc d'*Alice au pays des merveilles*. Il suffit pourtant qu'on l'interroge sur ses vingt années de fouilles dans ce site auquel elle vient de consacrer le premier guide pour que son œil s'allume.

« *L'exploration de sept tombeaux a permis d'améliorer notre connaissance du rituel funéraire des Nabatéens. L'un d'eux était inviolé, mais les corps s'y étaient mal conservés, alors que d'autres tombes, visitées par le passé, contenait un matériel funéraire en bon état* », raconte-t-elle de sa voix claire, presque enfantine, qui contraste avec le

ton direct qui est sa marque de fabrique. Depuis 2015, les fouilles de la mission ont aussi concerné un fort bâti par les Romains au II^e siècle. Signe du caractère militaire de leur présence dans la cité nabatéenne, il a livré de nombreux objets en bronze et un autel dédié à l'empereur Caracalla. Quant au vaste sanctuaire, en usage tout au long du I^r siècle, son exploration à partir de 2010 a mis au jour les traces d'un temple haut et d'un temple bas, où les Nabatéens vénéraient peut-être un « dieu des cieux » propre à Hégra, voire le Soleil, comme le rapporte le géographe Strabon.

Fort et sanctuaire témoignent d'une réalité encore inaccessible au visiteur : « *Hégra n'est pas seulement une cité des morts ! Au centre de la plaine s'étendent les vestiges d'une ville de 52 ha, occupée jusqu'au IV^e siècle. Outre le fort et le sanctuaire, on y trouve des îlots d'habitation agglomérés, loin du plan hippodamien et de ses rues à angle droit, en usage dans le monde gréco-romain. Ceinte d'un rempart, la ville était bâtie en briques crues, ce qui explique sa faible élévation et donc son caractère beaucoup moins spectaculaire que les tombeaux* », souligne Laïla Nehmé. L'histoire du royaume nabatéen reste encore mystérieuse : n'en émergent qu'une dizaine de noms de souverains, l'existence d'un ministre et de gouverneurs provinciaux –



LES VIVANTS ET LES MORTS Placée sous l'égide du ministère des Affaires étrangères et de la Commission saoudienne du patrimoine, la mission archéologique de Hégra rassemble une trentaine de Français et de Saoudiens (*ci-dessus, à droite*). Vingt ans de fouilles ont permis d'éclairer les rites funéraires des Nabatéens. Les défunt étaient inhumés dans de simples tombes à fosse ou dans la chambre funéraire des tombeaux à façade monumentale (*page de gauche, la nécropole du Jabal al-Ahmar*). Dans ce dernier cas, les corps, embaumés sans évaporation et enveloppés dans quatre linceuls, étaient déposés dans des fosses, caissons ou niches (*ci-dessus, à gauche, la chambre funéraire du tombeau IGN 26 au Qasr al-Bint*). Contrairement à ce que pourrait laisser supposer cet ensemble si spectaculaire de tombeaux datant du 1^{er} siècle, Hégra n'était pas seulement une cité des morts. Laïla Nehmé rappelle, en effet, qu'"*au centre de la plaine s'étendent les vestiges d'une ville de 52 ha, ceinte d'un rempart et bâtie en briques crues, qui fut occupée jusqu'au IV^e siècle*".

les stratèges –, qui supervisaient le territoire au plan administratif et militaire, ou la frappe de monnaie sous le contrôle d'une administration centrale.

Après le départ de la garnison romaine, à la fin du III^e siècle, Hégra reste habitée pendant au moins un siècle. Elle est ensuite désertée et ne sera jamais réoccupée, même pendant l'époque islamique. Il faut attendre 1876 pour que le Britannique Charles Doughty redécouvre le site et ses inscriptions. Parmi les savants qui s'y succèdent alors, Antonin Jaussen et Raphaël Savignac, pères dominicains de l'Ecole biblique et archéologique française de Jérusalem, représentent une pierre angulaire de son exploration : entre 1907 et 1910, ils collectent la première documentation d'envergure sur Hégra, enrichie par la photographie, et inaugurent un lien solide avec la France. Après la cartographie du site par l'IGN en 1978 et la mission franco-saoudienne ouverte en 2002, l'accord signé en 2018 entre Emmanuel Macron et le prince Mohammed ben Salmane vient de donner un nouvel élan à l'exploration archéologique de la région.

Inscrit dans le plan de développement « Vision 2030 », qui marque la volonté du prince héritier de préparer l'Arabie saoudite à la fin du pétrole – auquel le royaume créé en 1932 par les Saoud

doit sa richesse –, ce partenariat donne à la France un rôle de premier plan dans le développement économique, touristique et culturel de toute l'oasis d'al-Ula, dont Hégra est le joyau. Depuis sa signature à l'Elysée, le 10 avril 2018, tout est allé très vite, tant du côté saoudien, avec la création de la Commission royale pour al-Ula (RCU), gouvernée par le prince Badr ben Abdallah al-Saoud, ministre de la Culture, que du côté français, avec l'Agence française pour le développement d'al-Ula (Afa-lula), dirigée par Gérard Mestrallet, ancien président d'Engie. En 2019, l'Arabie saoudite émettait ses premiers visas touristiques pour les étrangers et Paris accueillait, à l'Institut du monde arabe, une exposition sur al-Ula. Le 27 janvier 2022, le premier vol direct Paris-al-Ula s'élancait, plaçant Hégra à cinq heures de la France.

Pour l'heure, 75 % des touristes sont encore des Saoudiens. La plupart découvrent pour la première fois la splendide oasis qui s'étend sur quelque 35 km, de l'aéroport, au sud, à Hégra, au nord, en passant par la ville d'al-Ula. Pendant la haute saison, d'octobre à mars, différents festivals s'y succèdent avec une inventivité époustouflante. Des vols en montgolfière à une exposition d'art contemporain nichée au milieu des canyons, des randonnées

aux expériences en tout genre – équitation, dîner dans le désert ou observation des étoiles –, l'alliance impeccable d'une volonté politique sans faille, d'un budget à l'avenant et de compétences choisies ne manque pas d'éblouir. Quant à l'accent mis sur la préservation du site, de son identité et de l'environnement, il n'a rien d'une posture, compte tenu de son caractère miraculeusement vierge. Pas plus que l'implication de la population locale, qui découvre à la fois son patrimoine et son passé préislamique, dont elle ignorait tout.

Dans ce projet qu'on n'ose qualifier de pharaonique, l'archéologie ne se limite pas à Hégra. A 6 km au nord de la vieille ville d'al-Ula, le site d'al-Khuraybah attend lui aussi le visiteur. C'est là, au pied de cette montagne, que se dressait la capitale des mystérieux royaumes de Dadan et de Lihyan, prédecesseurs des Nabatéens dans la région, qui s'y succédèrent du VIII^e au I^{er} siècle av. J.-C. Deux paires de reliefs de superbes lions assis signalent les tombes rupestres qui s'ouvrent au flanc de la montagne. Encore à peine fouillé, le site serait, après Hégra, l'un des plus importants d'Arabie saoudite. Quelques kilomètres plus loin, le défilé du Jabal Ikmah abrite, lui, une étonnante bibliothèque en plein air : ses rochers sont en effet gravés de centaines d'inscriptions ou



pétroglyphes, pour la plupart rédigées en langue dadanite.

Au milieu de ce désert de grès, la palmeraie qui s'étend, verdoyante, face à la vieille ville d'al-Ula, rappelle obstinément que les nappes souterraines qui coulent là depuis des millénaires expliquent seules une si longue occupation humaine de la vallée. Deux missions françaises de la société Archaïos, financées par Afalula, travaillent simultanément à comprendre les liens qui unissaient jusqu'à il y a peu l'oasis et la vieille ville. Le projet UCOP (al-Ula Cultural Oasis Project) vise à reconstituer l'histoire de l'oasis depuis deux millénaires à travers une prospection systématique pour cerner son évolution archéologique, architecturale et hydraulique.

Déambulant entre les palmiers datiers, les tamaris et les habitations de terre crue, Yasmin Kanhoush, directrice adjointe, et Pascale Clauss-Balty, archéologue, expliquent : « *L'oasis a connu une expansion à partir de la fin du XIX^e siècle, sous l'effet des méthodes modernes d'irrigation. Puis elle a été abandonnée, comme la vieille ville d'al-Ula, à la suite du boom pétrolier.* »

En 1982, les derniers habitants d'al-Ula ont en effet rejoint une nouvelle ville, construite plus au sud. Dominé par une antique forteresse, le lacs de ruelles de la ville abandonnée, en partie restaurée depuis quelques années, fascine irrésistiblement. C'est là que l'archéologue Bénédicte Khan officie comme coordinatrice scientifique du second projet. Appelé MuDUD (Multiscalar Documentation for Urban Dynamics), il vise, à travers une approche pluridisciplinaire, à retracer l'évolution de la vieille ville, fondée au XIII^e siècle. « *A la saison chaude, une partie des habitants désertaient leurs maisons pour s'installer en face, dans les fermes de l'oasis. Ville et oasis étaient donc indissociablement liées* », souligne-t-elle.

De part et d'autre de la route d'al-Ula, d'autres vestiges attendent le visiteur. A droite, un insolite bâtiment de style européen, avec son toit à double pente

couvert de tuiles. A gauche, deux carcasses de wagons, abîmées dans le sable et l'oubli. Ce qui reste de la gare d'al-Ula témoigne de l'épopée du mythique chemin de fer du Hedjaz, cette ligne financée par l'Empire ottoman et par l'Allemagne de Guillaume II, qui reliait Damas à Médine en traversant la Jordanie. Inauguré en 1908, il fut attaqué par les bandes arabes de Lawrence d'Arabie pendant la Première Guerre mondiale et ne survécut pas à l'effondrement de l'empire. Son exploitation fut alors interrompue dans sa partie saoudienne, le long de ce Hedjaz qui lui donnait son nom. A l'entrée du site archéologique de Hégra, la station de Madain Saleh – l'une des plus importantes de la ligne, avec ses seize bâtiments en pierre – a en revanche été restaurée et abrite désormais un petit musée du chemin de fer et une locomotive d'époque.

A l'aune de l'ambition saoudienne – faire des 23 000 km² de la vallée d'al-Ula le nouveau centre culturel mondial –, l'avenir de Hégra sera nécessairement bouleversé. Tout comme la place de l'archéologie dans ce projet gigantesque où l'on parle surtout business, consultants et prestations de services. Pas vraiment du genre langue de bois, Laïla Nehmé rappelle que, pour elle, l'enjeu reste inchangé : « *Je suis avant tout chercheur, mes priorités sont scientifiques. Or, à la différence d'un prestataire, qui repart sitôt sa mission achevée, vous pouvez être certain qu'un chercheur restera par intérêt scientifique. Son rôle est donc irremplaçable.* »

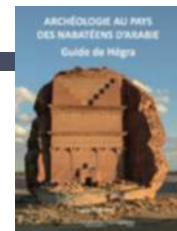
De l'eau a coulé sous les ponts depuis son arrivée à Hégra. En 2002, la présence d'une femme à la tête de la mission n'avait rien d'évident pour les Saoudiens. Et il lui a fallu attendre 2018 pour pouvoir, comme toutes les femmes ici, conduire elle-même son 4x4. Mais Laïla Nehmé rappelle volontiers n'avoir jamais essayé « *ni une réflexion ni un mot de travers* ». Il faut dire que le tempérament de chef et la parfaite connaissance de l'arabe de cette Franco-Libanaise ont été des atouts de poids pour diriger une équipe de plus de trente

personnes, à laquelle elle ne manque jamais de rendre hommage : « *Chaque matin à 7 h 30, les Saoudiens sont sur le chantier avec nous. Ce n'est pas fréquent* », fait-elle valoir.

Comment envisage-t-elle la suite ? « *J'observe et j'écoute, dit-elle en souriant. C'est bien de penser en termes de tourisme haut de gamme, mais il ne faut pas perdre de vue que le véritable enjeu, c'est de stimuler et de nourrir la curiosité des visiteurs.* » La sienne est intacte, même après avoir arpentiné en tous sens un site où elle assouvit sa passion d'archéologue comme son goût de l'escalade. Désormais, le touriste peut lui aussi se rendre à Hégra. Bien sûr, seule une partie du site est pour l'heure ouverte à la visite et, compte tenu de sa topographie éclatée, l'aménagement du parcours prendra encore du temps. Mais on aurait tort de s'en plaindre ou de s'en étonner. Comme ses tombeaux d'or millénaires, Hégra a la vie devant soi. ✓

À LIRE

Premier guide jamais consacré à Hégra, *Archéologie au pays des Nabatéens* est instructif comme un *Dictionnaire pour les nuls* et pratique comme un *Lonely Planet*. Avec un sens de la vulgarisation rare chez une scientifique de son niveau, Laïla Nehmé récapitule par le menu l'histoire du site et les multiples enseignements qu'il a livrés sur les Nabatéens, leur langue et leurs coutumes funéraires. Elle emmène ensuite le lecteur sur place pour une visite guidée pas à pas. Indispensable.



Archéologie au pays des Nabatéens d'Arabie. Guide de Hégra, par Laïla Nehmé, Maisonneuve & Larose/Hémisphères, 266 pages, 26 €.



HAUT DE GAMME Désireuse de faire de l'oasis d'al-Ula, dont Hégra forme le fleuron, le nouveau lieu du tourisme mondial haut de gamme, l'Arabie saoudite a associé la France à son développement économique, touristique et culturel depuis 2018. L'oasis compte en effet d'autres sites archéologiques comme al-Khuraybah (en haut, au second plan) ou Jabal Ikmah, dont les rochers sont gravés de centaines d'inscriptions ou pétroglyphes (ci-dessus, à gauche). Tous deux sont des vestiges du mystérieux royaume de Dadan, fondé au VIII^e siècle av. J.-C. Quant à la vieille ville d'al-Ula (ci-dessus, à droite), fondée au XIII^e siècle et abandonnée en 1982 pour une agglomération moderne, elle fait, avec la palmeraie qui lui fait face, l'objet de deux missions archéologiques de la société française Archaios, qui visent à comprendre les liens qui unissaient jusqu'à récemment l'oasis et la ville. Les premières études réalisées dans le cadre du projet MuDUD (Multiscalar Documentation for Urban Dynamics), qui cherche à retracer l'évolution de la vieille ville, ont permis de constater qu'à la saison chaude, une partie de ses habitants désertaient leurs maisons pour s'installer dans les fermes de l'oasis.



LIEUX DE MÉMOIRE

Par Marie-Laure Castelnau

Le rêve italien de Marie de Médicis



Ancienne résidence royale puis
principière, le palais du Luxembourg
est aujourd'hui le siège du Sénat.
Son architecture et sa décoration
témoignent des prestigieux
propriétaires qui s'y sont succédé.



Peu de visiteurs ont eu le privilège de pénétrer dans ce lieu emblématique du pouvoir qui abrite aujourd'hui la Haute Assemblée. Ce n'est en effet qu'à l'occasion des Journées du patrimoine que l'on peut le visiter, soit seulement deux jours par an ! Heureusement, un beau livre, publié avec le Sénat aux éditions Flammarion, invite à découvrir l'histoire du palais du Luxembourg et son patrimoine exceptionnel, qui conserve les traces de ses propriétaires successifs, de Marie de Médicis à Napoléon.

A l'origine de ce palais où siègent les sénateurs depuis 1799, on trouve en effet la veuve d'Henri IV. Devenue régente après l'assassinat du roi, Marie de Médicis exécute le vieux Louvre et rêve de faire construire son propre palais loin du centre de Paris. « *Cette Florentine, couturière des raffinements du palais Pitti et des jardins de Boboli, étouffait dans ce bâtiment enchassé dans la ville, cerné de maisons, ceint de fossés qui tenaient du cloaque, sans dégagement ni espace* », explique Olivier Chartier, auteur du livre.

© CHICUREL ARNAUD/HEMIS.FR PHOTOS © SÉNAT.

CÔTÉ JARDIN En 1615, Marie de Médicis (page de gauche, en bas, recevant des mains de la Paix un faisceau de flèches qu'elle s'apprête à nouer, par Philippe de Champaigne, décor du plafond de la salle du Livre d'or) commande à Salomon de Brosse un palais inspiré du Palazzo Pitti de Florence. Dans le projet de la régente, les jardins (ci-dessus) devaient être l'écrin de cette demeure. Page de gauche, en haut : la salle des Conférences. Longue de près de 57 m, elle fut aménagée par Alphonse de Gisors à partir de novembre 1852. Destinée aux grandes solennités, elle accueillait en son centre le trône de l'empereur placé sous un dais.

Le 2 avril 1612, Marie de Médicis signe alors l'acte d'achat d'un hôtel particulier rue de Vaugirard avec 8 ha de jardin. Le duc de Luxembourg ne l'aura gardé qu'une quarantaine d'années, mais son nom y restera attaché jusqu'aujourd'hui. La régente apprécie ce quartier tranquille du faubourg Saint-Germain composé de vignobles, de vergers, de fermes et de quelques hôtels nobles. Impensable de se satisfaire de la résidence existante ! Elle rachète peu à peu tous les terrains situés autour de l'hôtel du Luxembourg. Car Marie de Médicis veut une demeure digne d'elle, inspirée de la Florence des Médicis.

En 1615, elle pose la première pierre de sa future demeure. « *L'architecte Salomon de Brosse a clairement pris pour modèle le palais Pitti, surtout pour la décoration des façades. Mais l'édifice reste dans la*

tradition architecturale française », précise notre guide. Sur la rue de Vaugirard, un portique encadre le pavillon central, coiffé d'un dôme à lanternon. Il donne accès à une vaste cour d'honneur de 30 m sur 25, bordée à l'est et à l'ouest de galeries à un étage. Au sud, le corps du logis principal compte deux niveaux et un attique surmonté d'un comble. Quatre pavillons saillants le flanquent. Avec ses 118 m de longueur et ses 90 m de largeur, l'ensemble est imposant.

En 1625, avant même la fin des travaux, Marie de Médicis, trop impatiente, s'installe dans l'aile ouest. « *Les décors de ses appartements sont dignes d'une reine, mieux encore, d'une Médicis !* » poursuit Olivier Chartier. Elevée parmi les collections de tableaux de maître de son père, grand-duc de Toscane,





la reine mère a le goût de la peinture : les murs sont couverts d'œuvres de Gentileschi ou Champaigne. Pour la grande galerie de l'aile ouest, elle commande à Rubens une série de vingt-quatre tableaux à sa gloire. Toutes les pièces sont d'un luxe prodigieux : marqueterie d'essences rares pour les parquets, vitres de cristal serties d'argent, moulures et pilastres couverts d'or, colonnettes d'argent autour du lit de parade et « *usage immoderé de la couleur azur, très précieuse car obtenue grâce au broyage de lapis-lazuli* », ajoute notre guide. Malheureusement, cette extravagante décoration n'a pas survécu à l'histoire mouvementée du palais. Aujourd'hui, seule la salle du Livre d'or peut encore donner une idée de la splendeur des appartements de la reine.

Deux ans après avoir pris possession de son palais, Marie de Médicis cède l'ancien hôtel du duc de Luxembourg au cardinal de Richelieu, dont elle a fait le conseiller de son fils Louis XIII. Désormais nommé « Petit Luxembourg » pour le distinguer du palais bâti par Marie de Médicis, il va connaître un destin distinct du Grand Luxembourg jusqu'à la Révolution, qui les réunira à nouveau. La reine mère ne profitera que peu de temps de son palais magnifique. C'est dans ses murs que se déroule en effet la fameuse journée des Dupes (10 novembre 1630), au cours de laquelle elle échoue à obtenir de son fils le renvoi de Richelieu. Sept mois plus tard, Louis XIII la contraint à l'exil. Pendant dix ans, le palais est inoccupé et l'aile est reste inachevée.

Lorsque Marie de Médicis meurt en 1642, son fils cadet Gaston d'Orléans s'installe au palais du Luxembourg. Il achève les travaux et le lègue à ses filles

CHAMBRE HAUTE Ci-contre : la coupole de la bibliothèque, peinte par Delacroix entre 1840 et 1846. Inspirée du chant IV de l'Enfer de Dante, elle figure, selon les termes du peintre lui-même, « *une espèce d'Elysée, où sont réunis les grands hommes qui n'ont pas reçu la grâce du baptême* » et qui ne peuvent donc pas accéder au paradis. En bas : l'hémicycle, construit entre 1836 et 1841. Il comporte deux hémicycles opposés : un grand où siègent aujourd'hui 348 sénateurs et un petit qui accueille la tribune du président, les bureaux des secrétaires et la tribune de l'orateur. Page de droite : conçue vers 1630, la fontaine Médicis s'inspirait directement de la grotte de Buontalenti dans les jardins de Boboli. Déplacée en 1862, elle abrite aujourd'hui le groupe sculpté de Polyphème surprenant Galatée dans les bras d'Acis.

en 1660. Née d'un premier lit, Anne Marie Louise, duchesse de Montpensier, dite la Grande Mademoiselle, loge dans la partie orientale. Ses trois demi-sœurs occupent les anciens appartements de Marie de Médicis. Très admirée de son temps, la Grande Mademoiselle tient salon au Luxembourg. « *On y pratique la joute oratoire, on y parle de sentiments, on y lit des poèmes et on y donne des fêtes éblouissantes* », raconte Olivier Chartier. Très à la mode, le vieux palais devient le rendez-vous de toute l'aristocratie de la seconde moitié du XVII^e siècle. Puis ce sera au tour de Marie Louise Elisabeth d'Orléans, duchesse de Berry, fille du Régent, d'occuper les lieux. La jeune veuve, qui se fait appeler Mademoiselle, y donne des fêtes galantes qui feront scandale. Dans ses Mémoires, Saint-Simon en fait « *un modèle de tous les vices* » et les chansons populaires brocardent « *la grosse Joufflotte* », l'accusant d'être « *la première putain* » de France. Sa mort précoce à l'âge de 23 ans, en 1719, ramène un peu de calme dans le palais.

Plus d'un siècle après sa construction, le palais de Marie de Médicis accuse le poids des ans, d'autant qu'à partir du milieu du XVIII^e siècle, il est divisé en logements où le roi installe des obligés. Abandonnés, les anciens appartements royaux sont transformés en garde-meuble. Un entresol est aménagé dans la chambre d'apparat pour loger les domestiques. La grande salle des gardes reçoit les habitants du faubourg Saint-Germain à l'occasion de loteries organisées par le curé de Saint-Sulpice. Enfin, en octobre 1750, s'ouvre au Luxembourg le premier musée de peinture de France, qui préfigure la création du musée du Louvre en 1793. Le public peut admirer dans la galerie est de Marie de Médicis une centaine de tableaux de la collection du roi, et dans la galerie ouest les vingt-quatre Rubens à la gloire de la reine.

Lorsque en 1778 Louis XVI offre le Luxembourg à son frère Monsieur, comte de Provence, le bâtiment est cependant dans un état déplorable. Après la fuite

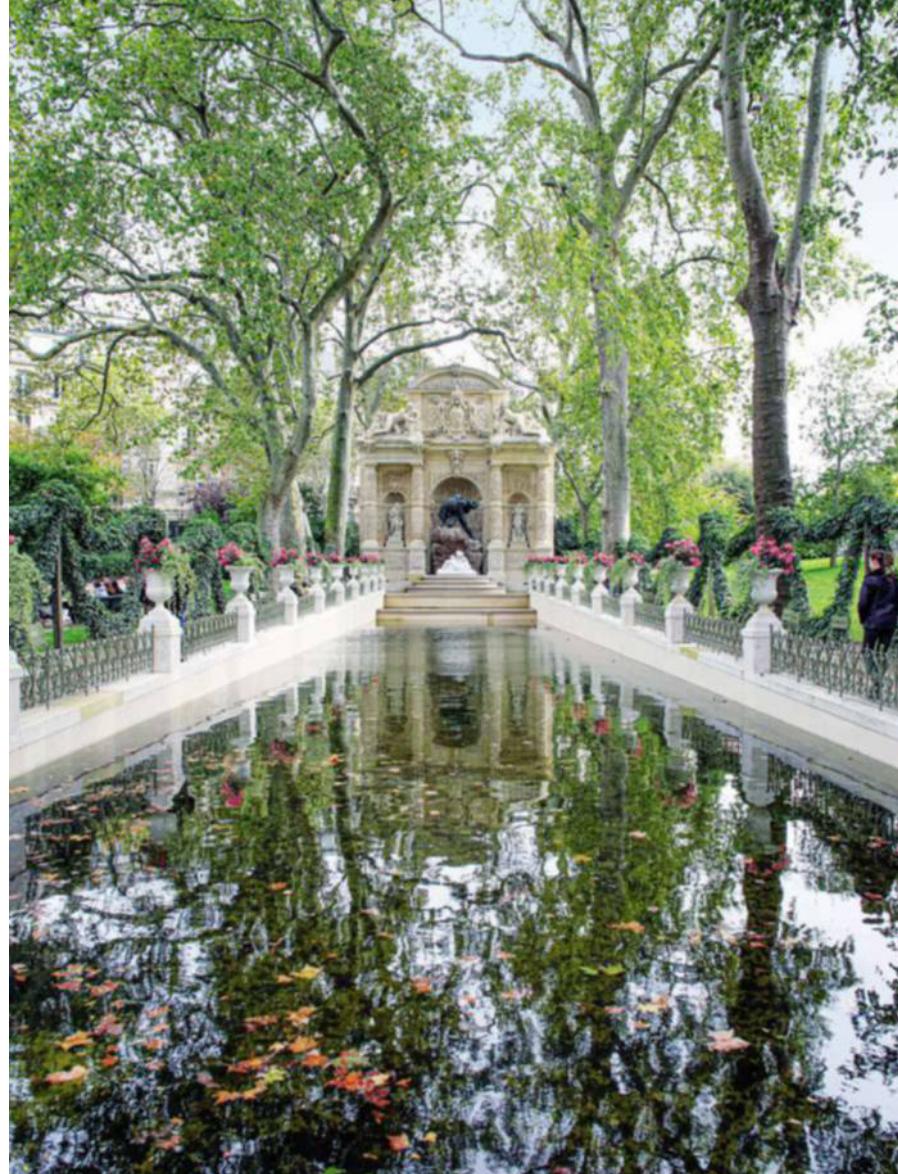


de ce dernier en Belgique pour échapper à la Révolution qui gronde, le Grand et le Petit Luxembourg sont déclarés « biens nationaux ». Abandonné pendant un temps, le Luxembourg devient alors une prison : ses fenêtres sont scellées, ses vastes salons cloisonnés en cellules. « *On y entasse jusqu'à 1 000 malheureux, certains même dans l'oratoire de Marie de Médicis !* » souligne Olivier Chartier.

Le Directoire rend au palais sa vocation résidentielle : les cinq directeurs s'y installent en 1795. L'un d'eux, Paul Barras, y donne des fêtes mémorables. C'est à cette occasion qu'il présente sa maîtresse Joséphine de Beauharnais à un certain général Bonaparte. Le palais connaît pour la première fois des aménagements majeurs, conduits par l'architecte Jean-François Chalgrin : toitures et façades sont reprises. Au nord, Chalgrin ouvre la cour par des fenêtres sur la rue de Vaugirard. Au sud, côté jardin, il couvre d'un étage les terrasses de Marie de Médicis.

Mais ce sont surtout les aménagements intérieurs, réalisés pour loger le Directoire puis, à partir de 1799, le Sénat conservateur du Consulat puis de l'Empire, qui modifient en profondeur le palais. Chalgrin supprime l'escalier primitif qui s'élevait au centre du corps de logis principal et menait à la chapelle, et le remplace par un escalier d'honneur dans l'aile occidentale. Composé de 48 marches et orné de lions, il est aujourd'hui le clou de la visite. A l'étage, il aménage divers salons et antichambres pour entourer, au cœur de l'édifice, la salle des Séances, prévue pour accueillir les débats de 80 sénateurs. Enfin, l'architecte aménage l'aile est pour permettre la réouverture du musée, fermé en 1780 par le comte de Provence.

Au XIX^e siècle, l'augmentation du nombre de parlementaires rend la salle des Séances trop exiguë. Alphonse de Gisors agrandit alors le palais côté jardin de 1836 à 1841 afin d'édifier une nouvelle salle. Lambrissée, elle est ornée de statues de Charlemagne et de Saint Louis ainsi que de bustes de quatre maréchaux d'Empire : Lannes, Mortier, Masséna et Gouvion Saint-Cyr. L'architecte



érigé aussi une magnifique bibliothèque, qui compte aujourd'hui 400 000 ouvrages. La coupole de cette vaste galerie de 52 m, ouverte sur les jardins, est peinte par Delacroix entre 1840 et 1846.

Après ces travaux, le palais du Luxembourg acquiert l'aspect que nous lui connaissons aujourd'hui. Seul l'intérieur évoluera sous le Second Empire, avec la création d'une galerie du Trône à la place de la salle des Séances de Chalgrin et des pièces attenantes. C'est dans cet espace de 650 m², actuelle salle des Conférences, que fut donnée une réception à l'occasion des noces de Napoléon III et d'Eugénie en 1853. Désormais les 348 sénateurs de la République y déambulent tour à tour ou y répondent aux journalistes.

Après avoir survolé quatre siècles d'histoire au fil des magnifiques décors de cette demeure, la visite se poursuit dans les jardins, véritable écrin du palais, où l'on peut admirer la fontaine Médicis et ses bassins restaurés en 2020-2021.

Surnommé par les Parisiens le « Luco », le jardin d'environ 25 ha est célèbre pour ses collections d'arbres fruitiers et d'orchidées. Mais c'est aussi un musée à ciel ouvert, avec sa centaine de statues qui ornent les allées et affirment le lien qui a toujours existé entre l'art et le Luxembourg. De Verlaine, Baudelaire, Stendhal, Flaubert, à Delacroix, Ingres ou David, mais aussi à Chopin ou Beethoven, nombre d'écrivains, de peintres ou de musiciens du XIX^e siècle veillent sur les promeneurs. ↗

À LIRE



Le Palais et le Jardin du Luxembourg
Olivier Chartier
Flammarion
136 pages
30 €



Comment le corps - s. estiue est délasse au lieu de son martyre .
et exposé au bestes et par la divine puissance préservé .

LE SAINT À LA LICORNE Ci-dessus : *Comment le corps de saint Etienne est délaissé au lieu de son martyre et exposé aux bêtes et par la divine puissance préservé*, huitième des vingt-trois scènes qui composent la *Tenture de saint Etienne*. Commandée par l'évêque d'Auxerre Jean III Baillet pour orner le chœur de sa cathédrale consacrée au premier martyr de l'Eglise, elle fut tissée à Bruxelles dans l'atelier de Colyn de Coter entre 1500 et 1509. Se déployant sur quelque 45 m, les douze tapisseries qui composent cet ensemble exceptionnel alliant réalisme et merveilleux (comme ici avec la présence d'une licorne) sont pour la première fois intégralement présentées dans la véritable nef abbatiale qui clôture le nouveau parcours de visite du musée de Cluny.



Le musée de Cluny vient de rouvrir après avoir totalement repensé l'agencement de ses collections.

La Renaissance du Moyen Age



Le musée de Cluny vient de rouvrir après avoir totalement repensé l'agencement de ses collections. L'endroit avait des airs de cabinet de curiosités, d'antre de collectionneur romantique. Passages étroits, persiennes closes, voire fenêtres murées, multiples escaliers donnaient à sa visite des airs de chasse au trésor. Le parcours de visite du musée de Cluny-Musée national du Moyen Âge à Paris, né en 1843 des collections d'Alexandre Du Sommerard mêlées au dépôt lapidaire de la Ville de Paris, avait été organisé de façon thématique dans les années 1950 par métiers et techniques, sur le modèle du *Livre des métiers* écrit par Etienne Boileau vers 1268, sous le règne de Saint Louis. Fascinant et plein de charme, il demeurait pourtant inaccessible aux personnes handicapées et peu didactique sur l'évolution de l'histoire, des pratiques et des styles au cours d'une période aussi longue que le fut le Moyen Âge, qui couvre plus de mille ans. Depuis 2011, le musée était

en travaux. Après une restauration partielle des bâtiments et la construction d'un nouvel édifice d'accueil en 2018, ce fut au tour des espaces intérieurs d'être entièrement rénovés, avec une muséographie totalement repensée, de façon cette fois chronologique, avec des insertions thématiques. Fermé au public depuis le mois de septembre 2020, il a rouvert le 12 mai dernier.

Efficace, lumineux, élégant : le résultat est à la mesure des nécessités contemporaines. S'il ne retrouvera plus le pittoresque de l'ancien musée, le visiteur reçoit désormais en une visite une formidable leçon d'histoire de l'art médiéval, illustrée par les chefs-d'œuvre si nombreux du musée, tantôt restaurés, tantôt nettoyés, dotés de nouveaux socles, réagencés de

GRAND OUVERT

Ci-dessus : le nouvel accueil du musée de Cluny, conçu par l'architecte Bernard Desmoulin. Inauguré en 2018, il répond à l'objectif d'accessibilité pour tous qui était une priorité du chantier de modernisation du musée. Outre la librairie-boutique, il abrite aussi des espaces pédagogiques dévolus aux activités proposées au jeune public. En haut, à gauche : la divinité gauloise Esus, détail du Pilier des Nautes présenté dans le frigidarium. Dédié à Jupiter par la corporation des armateurs bateliers de la Seine, sous le règne de Tibère (14-37), ce pilier de 5 m de haut offre un exemple unique du syncrétisme religieux gallo-romain à cette époque.



PHOTOS: © RMN-GRAND PALAIS (MUSÉE NATIONAL DU MOYEN AGE)/MICHEL URTADO (SP).

façon à pouvoir les comparer avec les productions d'autres techniques de la même période historique. A leurs côtés sont exposés d'autres trésors qui dormaient dans les réserves, et qui sont ainsi ressuscités.

L'entrée se fait non plus par la cour de l'hôtel médiéval, où un café a remplacé l'ancienne billetterie, mais du côté des thermes antiques, dont les vestiges datés du tournant des I^{er} et II^e siècles comptent parmi les plus monumentaux d'Europe en dehors du pourtour méditerranéen. Les voûtes d'arêtes du *frigidarium*, en haut des murs rosés alternant moellons de calcaire et assises de briques horizontales, culminent à près de 14 m. A l'intérieur, où continueront d'être accueillies les expositions temporaires, on peut admirer quelques exemplaires des collections gauloises et romaines du musée, tel l'emblématique *Pilier des Nautes*, découvert en 1711 sous le chœur de Notre-Dame de Paris et dont le décor offre un exemple unique de syncrétisme gallo-romain sous le règne de Tibère, mêlant la représentation de divinités gauloises (Esus ou Cernunnos) et de divinités romaines (Jupiter, Vulcain ou Mars).

Du *frigidarium* et de l'Antiquité on passe ensuite à l'évocation de l'art au début du Moyen Age en Occident et en Orient, dans une salle où désormais l'*Antependium* de Bâle, éblouissant, côtoie les précieuses couronnes et croix votives du trésor de Guarrazar, offertes par le roi wisigoth Receswinthe à la cathédrale de Tolède au VII^e siècle, mais aussi les têtes de lion en quartz enfin rapprochées de l'*Ariane* sculptée en ivoire d'éléphant du VI^e siècle avec

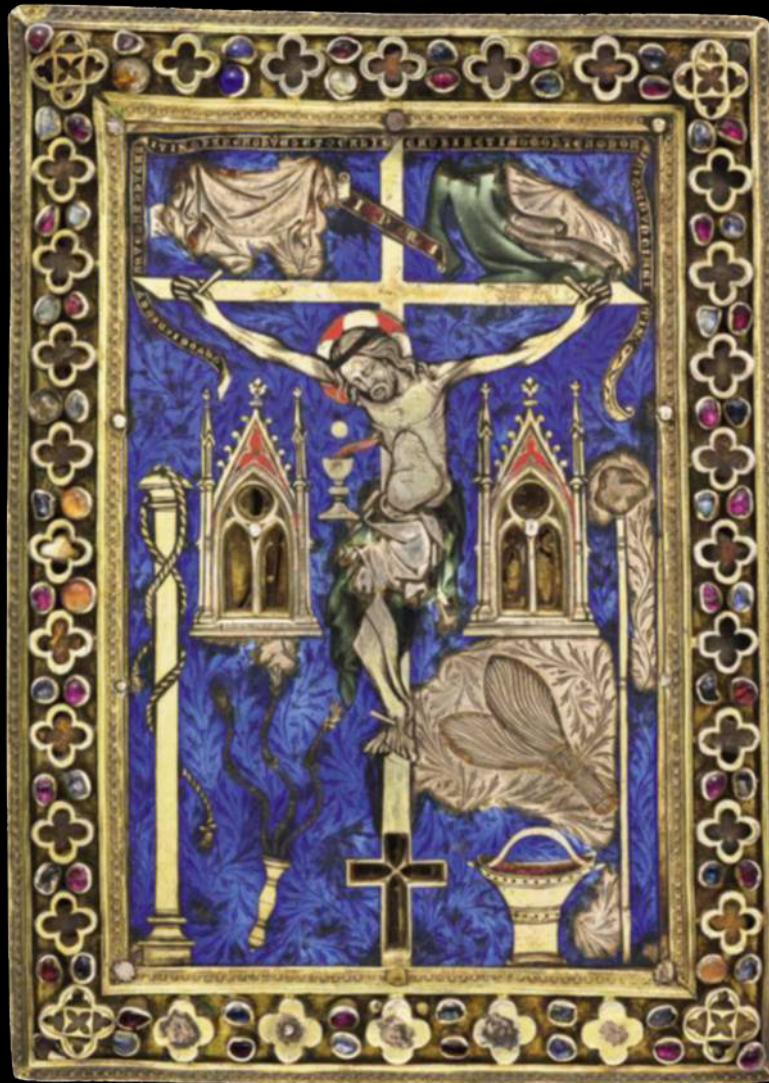
ANNONCIATEUR A gauche : *Prophète*, tête de l'une des vingt statues-colonnes sculptées entre 1137 et 1140 à l'initiative de l'abbé Suger pour décorer l'ébrasement du portail sud de la façade occidentale de l'église abbatiale de Saint-Denis. Ces statues furent supprimées à la demande des moines eux-mêmes en 1771.

laquelle elles avaient été découvertes dans une sépulture de la vallée du Rhin. Viennent des chapiteaux, sculptures et autres objets mobiliers des abbayes royales parisiennes, Saint-Denis, Saint-Germain-des-Prés, Saint-Martin-des-Champs et Sainte-Geneviève, mais aussi d'autres églises ou abbatiales contemporaines. Placés à hauteur des yeux du visiteur, ils montrent le développement et l'assouplissement du vocabulaire décoratif depuis l'art roman jusqu'aux débuts de l'art gothique.

Toutes les sculptures ont été nettoyées pour l'occasion, ce qui a permis à certaines de retrouver leur attribution originelle, tel l'*Isaïe* de Saint-Jacques-de-la-Boucherie. Le portail de la chapelle de la Vierge de Saint-Germain-des-Prés, fleuron de l'art gothique parisien au XIII^e siècle, avec ses feuilles de vigne, érable, fraisier, figuier, lierre et chêne contrastant avec les fûts minces et lisses des colonnettes en délit, continue d'ouvrir sur la salle des sculptures de Notre-Dame de Paris. Là se trouvent, entre autres, les têtes des rois de la galerie située entre le portail et la rose, sur la façade occidentale de la cathédrale : têtes barbues et couronnées, autrefois polychromes, des rois de Juda ; et le bel *Adam*, haut de 2 m, représenté nu à l'antique, probablement sculpté au XIII^e siècle par Pierre de Montreuil pour le revers de la façade sud du transept de Notre-Dame.



DÉVOTION A droite, en haut : la *Châsse de l'Adoration des Mages*, chef-d'œuvre des émaux limousins, fin XII^e-début XIII^e siècle. Ci-contre : tableau-reliquaire, vers 1350-1360. Ce tableau émaillé, probable commande royale ou princière, était à la fois une image de dévotion et un reliquaire, les reliques, dont certaines subsistent, occupant les quadrilobes de la bordure ornée de pierres précieuses, les baies gothiques et la logette au pied de la croix. Sur un large fond bleu translucide, la Crucifixion est ici associée aux instruments de la Passion ainsi qu'à l'Eucharistie évoquée par l'hostie et le calice recevant le sang qui jaillit du côté droit du Christ.



EN HAUT : © RMN-GRAND PALAIS (MUSÉE DE CLUNY)-MUSÉE NATIONAL DU MOYEN ÂGE)/JEAN-GILLES BERIZZI.

FRÈRES ENNEMIS

Ci-dessus : fratricide royal, vitrail provenant de la Sainte-Chapelle, 1243-1248. Page de droite, en haut : *Isaïe*, statue-colonne du portail de Saint-Jacques-de-la-Boucherie, milieu du XII^e siècle. Le nettoyage de cette sculpture, effectué pour la réouverture du musée de Cluny, a permis de retrouver son attribution originelle.



© RMN-GRAND PALAIS (MUSÉE DE CLUNY)-MUSÉE NATIONAL DU MOYEN ÂGE/JEAN-GILLES BERIZZI. © PHOTO12/ALAMY/PETER HORREE

On passe alors presque insensiblement des thermes à l'hôtel médiéval, construit à partir de 1485 par Jacques d'Amboise, abbé de Cluny, pour ses séjours dans la capitale, à proximité du collège où étudiaient les novices de l'ordre, au sud de l'actuelle place de la Sorbonne. L'abbé avait vu grand et construit un hôtel aussi moderne que somptueux, dans le style gothique, adossé et comme mêlé aux vestiges antiques, avec un corps de logis central flanqué de deux ailes, deux étages et une chapelle à la voûte flamboyante soutenue par un pilier central gracile, restaurée en 2016, date à laquelle on redécouvrit sa couleur bleu-vert. Elle donne accès au jardin par un escalier à vis, aux décors bleus eux aussi, desservant un espace voûté.

On pénètre dans l'hôtel par une salle consacrée aux émaux limousins. Cette

production d'orfèvrerie, qui connut au Moyen Âge un succès considérable, consistait à orner des plaques de métal creusées avec de la poudre de verre, colorée à l'aide d'oxydes métalliques, qui se liquéfie à la cuisson et se solidarise au métal. Technique connue à Silos, dans le nord de l'Espagne, mais aussi dans le Nord, et notamment la Meuse et le Rhin, elle eut ses heures de gloire aux XII^e et XIII^e siècles à Limoges, dont les ateliers surent produire en quantité des œuvres aux couleurs chatoyantes et à la verve narrative séduisante : châsses-reliquaires, objets liturgiques, plaques de reliure, chandeliers ou gémelliions (des coupes jumelles destinées au lave-ment des mains). Sur la *Châsse de l'Adoration des Mages*, chef-d'œuvre du genre, les émaux bleus et verts constituent le fond du décor, tandis que les figures des Rois mages en cuivre



doré, gravé et ciselé, leurs têtes appliquées en demi-relief, semblent engagées dans une course endiablée sur le toit de la châsse, ou au contraire retenues en procession majestueuse devant la Vierge et l'Enfant, sur les flancs.

A la même époque, à la charnière des XII^e et XIII^e siècles, à la faveur des grandes foires des cités drapières et d'un maillage serré de puissantes abbayes, se développe en Flandre et en Champagne un style particulier, ni roman, ni gothique, épris de formes antiquisantes, nourri d'une observation renouvelée de la nature et de l'homme : le style 1200, qu'illustrent au musée les vitraux de la collégiale Saint-Etienne de Troyes ou le *Retable de la Pentecôte* de l'abbaye de Stavelot, près de Liège.

Une salle est consacrée à la Sainte-Chapelle, dont les statues d'apôtres, démontées, nettoyées, étudiées, rescolées, ont été réellement redécouvertes : *Saint Jean* a ainsi retrouvé son pied droit et partant une allure beaucoup plus dansante que celle qu'on lui connaît jusque-là. On découvre à sa suite l'art au XIII^e siècle, avec l'évocation du cloître de Saint-Denis, de style gothique rayonnant, mais aussi les débuts des vitraux à la grisaille comme ceux de la chapelle du château de Rouen, puis des éléments de mobilier profane tel l'imposant *Coffre de Poissy*. L'art courtois, qui fleurit sous le règne de Philippe le Bel,

LE PREMIER HOMME
Ci-contre : détail d'*Adam*, probablement sculpté par Pierre de Montreuil au milieu du XIII^e siècle pour orner, avec son pendant, une statue d'*Eve* aujourd'hui disparue, le revers de la façade sud du transept de Notre-Dame de Paris.

s'illustre tout particulièrement sur ce coffret d'ivoire sculpté sur son couvercle de scènes évoquant l'assaut du château Amour, et sur ses parois de scènes tirées de romans de chevalerie : Tristan et Iseut, Lancelot au pont de l'épée.

Une salle est réservée à l'art italien des XIII^e et XIV^e siècles, où fleurit l'extraordinaire *Rose d'or* du trésor de la cathédrale de Bâle, œuvre de l'orfèvre siennois Minuccio. A ses côtés se tient le bel *Ange de l'Annonciation*, grandeur nature, du sculpteur toscan Nino Pisano, que devrait rejoindre bientôt une œuvre de la même dynastie de sculpteurs : un *Christ crucifié* en ivoire de Giovanni Pisano, merveilleux exemple de la manière dont les artistes italiens recurent et réinterprétèrent le gothique français.

En Europe du Nord, au XIV^e siècle, l'art se fait plus souple, plus attentif aux matériaux et use des couleurs avec plus de parcimonie : le *Fermail-reliquaire à l'aigle*, serti de pierres précieuses, arbore l'aigle couronné sur fond de flammes, emblème de la Bohême. Acquis en 2016, un exceptionnel tableau-reliquaire figure la Crucifixion sur un large fond bleu translucide. De là, on parvient à l'évocation de l'art au XV^e siècle où est exposée la délicate *Vierge à l'Enfant* de Jean Hey, acquise par le musée en 2017 : une Vierge proposant le sein à un Enfant Jésus qui suce son pouce. Quelques salles thématiques évoquent les arts du combat, l'économie et la vie quotidienne au Moyen Âge. Majestueuse, *La Dame à la*



licorne, point d'orgue du parcours, n'a pas changé de place.

Enfin, dans une salle immense, véritable nef abbatiale qui clôture le parcours de visite, sont disposées des pièces de mobilier religieux de la toute fin du Moyen Âge, telles les stalles de Saint-Lucien de Beauvais, la tenture de la cathédrale Saint-Etienne d'Auxerre, longue de quelque 45 m, en vingt-trois scènes contant les épisodes de la vie, du martyre et des miracles de saint Etienne, présentée pour la première fois dans son intégralité, ou encore nombre de retables de bois parfois spectaculaires, tel ce *Retable de la Passion du*

XVI^e siècle d'origine picarde, patiemment reconstitué par le conservateur Damien Berné. Un voyage dans le temps et dans l'Europe médiévale, qui renouvelle entièrement la visite d'un des plus anciens musées de Paris.

• **Musée de Cluny-Musée national du Moyen Âge**, 28, rue Du Sommerard, 75005 Paris. Ouvert tous les jours sauf le lundi de 9 h 30 à 18 h 15, nocturnes les 1^{er} et 3^e jeudis jusqu'à 21 h. Rens. : www.musee-moyenage.fr; 01 53 73 78 00.

EN MAJESTÉ En haut : les six pièces composant la tenture de *La Dame à la licorne* restent le point d'orgue du nouveau parcours. Ci-dessous : le *Retable de la Pentecôte*, troisième quart du XII^e siècle. Splendide illustration du style 1200 qui prend modèle sur l'Antiquité, ce retable, chef-d'œuvre des ateliers mosans, évoque la symbolique de l'Eglise à travers ces figures individualisées des apôtres, qui en sont les piliers.





LA TENDRESSE D'UNE MÈRE Ci-dessus : *Vierge allaitant l'Enfant entourée de quatre anges*, par Jean Hey, fin du XV^e siècle. Objet de dévotion privée destiné à soutenir, par la contemplation, la prière du fidèle, ce panneau évoque, tout en délicatesse, le lien intime qui unit la Vierge à son Fils. Acquis par le musée en 2017, il a trouvé une place de choix parmi les collections.

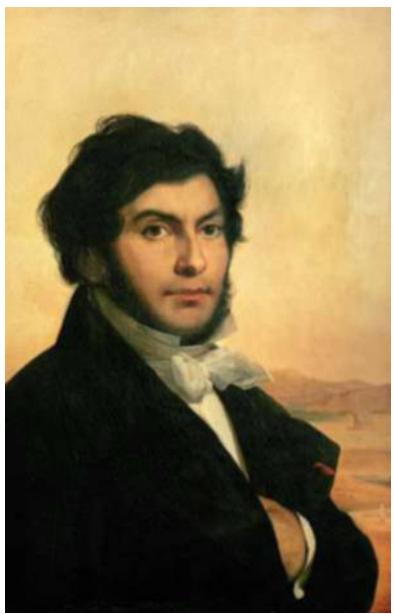


TRÉSORS VIVANTS

Par Sophie Humann

Le hiéroglyphe sans peine

Deux cents ans après les découvertes de Champollion, l'égyptologue et sinologue Renaud de Spens a écrit un manuel pour apprendre l'égyptien ancien comme une langue vivante.





DÉCHIFFREURS A la suite de Champollion (page de gauche, en bas, par Léon Cogniet, 1831, Paris, musée du Louvre), l'égyptologue et sinologue Renaud de Spens (ci-dessus) étudie les hiéroglyphes depuis des années. Il a scruté leurs couleurs et découvert que le signe de la chouette était en réalité celui d'un grand-duc, comme on le voit sur cette fresque de la nécropole de Cheikh Abd el-Gournah, en face de Louxor (page de gauche, en haut).

127
L'ÉTAT
INTERNATIONAL
HISTOIRE

Sous l'assaut d'une vigoureuse pluie printanière, la rue de la Montagne-Sainte-Geneviève est en passe de se transformer en torrent. Renaud de Spens attend là, dans ce café du Quartier latin où il a ses habitudes de travail. La météo a découragé les clients, il est presque seul. Un énorme volume occupe une table entière : sa thèse, soutenue il y a quelques mois à la Sorbonne voisine. Le thème ? La signification de la couleur dans les hiéroglyphes égyptiens. Le fruit de près de quarante ans d'observations, de réflexions et de recherches, étayées par des milliers de photos d'inscriptions de l'Egypte antique permettant de comparer les variantes de polychromie.

Fasciné par les idéogrammes dès l'adolescence, Renaud de Spens dépensait son argent de poche pour acheter des carnets de vulgarisation sur les hiéroglyphes. Parallèlement à ses études de droit et à Sciences Po, il a donc appris le chinois aux Langues O' et l'histoire ancienne à la Sorbonne. Depuis, il a, entre autres, enseigné l'égyptologie et les hiéroglyphes à la même Sorbonne,

mais aussi en Chine, à l'université de Pékin, où il a vécu onze ans.

A l'heure où l'on célèbre le deux centième anniversaire du déchiffrement des hiéroglyphes par Jean-François Champollion, ceux-ci n'auraient donc pas livré tous leurs secrets ? Il faut croire que non. « Nous savons lire les hiéroglyphes, explique le chercheur, mais, dans le détail, il reste beaucoup de choses inconnues, comme en botanique, en paléontologie et dans toutes les autres sciences. Les hiéroglyphes monumentaux égyptiens sont la seule écriture dans l'histoire de l'humanité qui utilise une palette de plusieurs couleurs pour produire du sens. Les glyphes étaient colorés selon une symbolique des couleurs qui forme une sorte d'héraldisme. »

Prenons la couleur vert turquoise, obtenue en mélangeant des pigments bleus et jaunes, de la malachite ou des fragments de faïence bleue pilés.

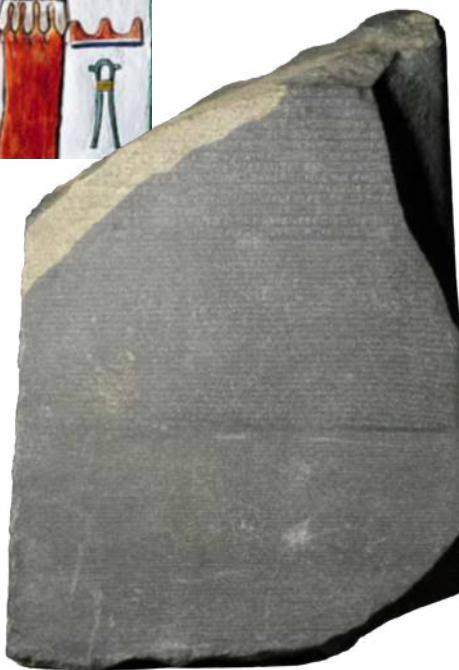
Elle était utilisée pour colorer les végétaux, la vannerie, les cordes ou la lumière de l'aube. Elle figurait à la fois le plumage des oiseaux, tout ce qui était cru, l'eau et tous les fluides. Mais comme on l'associait à la vitalité des plantes, le vert servait aussi à exprimer l'idée de renaissance. C'est pourquoi la chair de plusieurs divinités – entre autres funéraires – est verte. A force d'observation, Renaud de Spens a aussi acquis la certitude que le signe égyptien appelé G17 dans le code de classification internationale des hiéroglyphes ne représente pas une chouette effraie, contrairement au consensus établi, mais un grand-duc d'Egypte. En étudiant minutieusement toutes les inscriptions et surtout les plus anciennes, il a constaté que l'oiseau avait presque toujours la pupille de l'œil rouge et des oreilles apparentes, deux signes distinctifs du grand-duc absents chez la chouette.



Le modèle parfait de ce signe hiéroglyphique figure sur le tombeau de Iroukaptah (V^e dynastie) à Saqqarah. « Ce signe correspond au phonogramme "m", précise-t-il, probablement parce que son hullement est entendu par les Egyptiens comme une sorte de "mouou". Les cris de la chouette effraie sont tout à fait différents. D'autres oiseaux servent à noter des sons qui ressemblent à leurs cris : le "a" pour le vautour percnoptère, le "ioukh" pour l'ibis chauve, le "nah" pour la pintade, le "ou" pour le poussin de caille. » De la même façon, le chercheur s'est interrogé sur le hiéroglyphe V31, qui représente une corbeille avec une anse. L'anse étant placée à la fin du signe, la corbeille avait vocation à être utilisée par la personne en face du locuteur. « L'anse est du côté de l'autre, explique-t-il. J'ai émis l'hypothèse qu'à l'origine, ce hiéroglyphe était un signe de l'altérité et celui de la deuxième personne du singulier. »

Pourquoi la houe est-elle le signe de l'amour, s'est-il aussi demandé ? Sur les inscriptions les plus anciennes – les plus détaillées –, on voit que la houe égyptienne était formée de deux morceaux de bois liés entre eux par une corde. L'amour est donc signifié par le lien. Quant à la justice, les égyptologues ignoraient pourquoi elle était représentée par un simple trait horizontal. Renaud de Spens a découvert que les premières représentations de ce trait étaient toujours colorées dans un rouge foncé proche du marron. Il en a déduit que ce trait devait figurer une règle en bois, la règle signifiant à la fois l'instrument de mesure et la règle de droit, comme cela sera le cas en grec, puis en latin et en français.

Jean-François Champollion lui-même avait mis au moins quinze ans pour percer les secrets de ce système d'écriture



traduisant un système de pensée si différent du nôtre. Comme les autres chercheurs avant lui, il avait commencé par partir dans de mauvaises directions pour déchiffrer la fameuse pierre de Rosette. Celle-ci avait été trouvée en 1799, au cours de la campagne d'Egypte, par le lieutenant Bouchard, alors chargé de renforcer les défenses d'un fort entre la mer et la ville de Rosette. Il avait repéré cette dalle rédigée en trois écritures différentes (hiéroglyphes, égyptien démotique, alphabet grec) et compris que le texte pouvait avoir un intérêt scientifique. La Commission des sciences et des arts avait alors décidé de reproduire ces textes le plus précisément possible en utilisant les procédés de l'autographie, de la chalcographie et du moulage au soufre. Ils avaient été bien inspirés : vainqueurs à Alexandrie le 31 août 1801, les Anglais avaient autorisé les savants français à quitter la ville avec leurs échantillons et leurs notes, mais sans dix-sept objets parmi les plus importants dont la pierre de Rosette, qui devint possession de l'Empire britannique et se trouve toujours au British Museum.

LE SECRET DES HIÉROGLYPHES D'après Renaud de Spens, le signe qui représente une corbeille avec une anse, placée à l'opposé du scripteur, était celui de l'altérité, comme on le voit dans le deuxième cartouche de cette fresque de la tombe de Néfertari, dans la Vallée des Reines (*ci-contre*). Champollion a mis des années à comprendre ce système de pensée si différent du nôtre, en comparant les trois écritures de la pierre trouvée à Rosette (*ci-dessous, Londres, The British Museum*). Sa *Grammaire* (page de droite), ouvrage posthume publié par son frère a eu une influence considérable sur le travail des archéologues.

« Dès 1801, raconte Renaud de Spens, le ministre Chaptal avait demandé à Antoine-Isaac Silvestre de Sacy, le fondateur de la linguistique mondiale, de travailler sur la partie écrite en démotique, une évolution cursive tardive de l'écriture égyptienne. Mais celui-ci dut abandonner la partie, ainsi que son élève, le Danois Akerblad. Quant à Champollion, il tenta d'abord de traduire le texte avec un dictionnaire copte, la langue la plus proche de l'égyptien ancien. Ayant échoué, il essaya alors la symbolique et apprit aussi toutes les langues possibles, dont le chinois. »

A force de travail et d'obstination, Champollion finit par se demander si, comme en chinois, l'égyptien ne mêlait pas éléments phonétiques et idéographiques. Il reprit alors toute sa démarche et, contrairement à l'Anglais Thomas Young, pourtant plus avancé que lui dans le déchiffrement, parvint à en trouver la clé, qu'il présenta le 22 septembre 1822 à l'Académie des inscriptions et belles-lettres dans un mémoire resté célèbre, la *Lettre à M. Dacier*. « S'il a réussi, c'est parce qu'il a su mettre de côté son ubris de savant et reconnaître qu'il s'était d'abord trompé ! » fait valoir Renaud de Spens.

Lui ne se contente pas de chercher, il aime transmettre. Il a donc mis au point une méthode d'apprentissage des hiéroglyphes basée sur les méthodes modernes d'apprentissage des langues vivantes, qu'il a lui-même expérimentées en apprenant le chinois. « On a fait de grands progrès pédagogiques depuis trente ans pour enseigner les langues vivantes. Mais l'égyptien hiéroglyphique est à la fois une langue morte et une écriture disparue puisque, du V^e siècle jusqu'aux années 1830, le sens des idéogrammes pharaoniques a été perdu et, avec eux, la plupart des concepts et l'univers mental de la civilisation pharaonique. Pour les débutants, c'est donc difficile ! Or, passé les petits livrets de découverte, on accède tout de suite à des grammaires, ce qui ne permet pas

Quelques images d'oiseaux reçoivent aussi, parfois, une tente rouge sur quelquesunes de leurs parties;



Et le signe représentant un Oiseau qui vient de Nuitre totalement dénué de plumes est peint tout entier de couleur rouge:

21 Les Hiéroglyphes sculptés en grès et figurant des Utensiles, des instruments et objets de Couture gravent une couche indiquant la couleur dont ils vont former:

Les objets en bois sont peints en Jaune:



La couleur Verte est donnée aux ustensiles en bronze:



Il n'en est point ainsi que les hiéroglyphes peints sur les monuments d'un petit volume: on ne suit ~~plus~~ l'ordre une règle courante, beaucoup de caractères de cet ouvrage sont peints en vert ou bleu ou en rouge indifféremment



(1) un arc, une bague, une horloge, une charrue, une peinture funéraire, en feuilles de palmier

de déchiffrer les documents bruts. Celles-ci font en outre l'impasse sur l'étude des graphies et leur évolution. »

Dans ses *Leçons pour apprendre les hiéroglyphes égyptiens*, Renaud de Spens utilise donc des exemples très courants, explique les contextes, multiplie les répétitions: tous les textes étudiés sont illustrés par des photos pour que l'élève apprenne le plus vite possible à lire sur les monuments eux-mêmes. Ne croyez pas pour autant que vous serez bilingue en quelques jours! Mais son livre, plusieurs fois réimprimé, a trouvé son public. Le déchiffrement des hiéroglyphes est en outre enseigné à l'université, dans le cadre des études d'histoire de l'art et d'archéologie, d'histoire, de lettres ou de philo, à l'Ecole pratique des hautes études, au Collège de France et, bien sûr, à l'Ecole du Louvre. Il existe aussi des amateurs d'égyptien hiéroglyphique. Beaucoup d'enfants se passionnent en effet pour l'Egypte antique et pour cette écriture dont les dessins ne les rebutent pas. Des adolescents, adeptes de jeux vidéo ou de codage informatique, s'intéressent à leur déchiffrement. Des retraités les pratiquent par goût du voyage ou désir de comprendre le rapport des Egyptiens à la mort.

© G. DAGLI ORTI / NPL/DEA PICTURE LIBRARY/BRIDGEMAN IMAGES.

« Il est par ailleurs fascinant, poursuit Renaud de Spens, de constater que notre alphabet moderne contient des scorées idéographiques comme le "o", dont le dessin est encore très proche de l'iris de l'œil dont il est à l'origine, parce que l'œil se dit "ayin" en phénicien, ce qui a fini par se transformer en son "o". Tout cela peut sembler inutile, mais l'inutile est très important! » Dehors, il pleut toujours. Le café s'est rempli.

Deux heures ont passé sans crier gare.

• « *L'Aventure Champollion, dans le secret des hiéroglyphes* », jusqu'au 24 juillet 2022. Bibliothèque François-Mitterrand, Galerie 2, quai François-Mauriac, 75013 Paris. Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h. Le dimanche, de 13 h à 19 h. Tarifs: 9 €/7 €. Rens.: www.bnf.fr

À LIRE



Leçons pour apprendre les hiéroglyphes égyptiens
Renaud de Spens
Les Belles Lettres
248 pages
27,50 €

ABONNEZ-VOUS

LE FIGARO
HISTOIRE

1 AN
D'ABONNEMENT
6 NUMÉROS

39 €
au lieu
de 53,40 €



129
LE FIGARO
HISTOIRE

L'HISTOIRE
EST UN PLAISIR

Abonnez-vous en appelant au

01 70 37 31 70
avec le code RAP22006

PAR INTERNET
www.figarostore.fr/histoire

PAR COURRIER
en adressant votre règlement de 39 €
à l'ordre du Figaro à :

Le Figaro Histoire Abonnement,
45 avenue du Général Leclerc
60643 Chantilly Cedex

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 31/07/2022. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro, ses partenaires commerciaux et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et à vous adresser des offres commerciales pour des produits et services similaires. Vous pouvez obtenir une copie de vos données et les rectifier en nous adressant un courrier et une copie d'une pièce d'identité à : Le Figaro, DPO, 14 boulevard Haussmann 75009 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection postale, cochez cette case Nos CGV sont consultables sur www.lefigaro.fr - Société du Figaro, 14 bd Haussmann 75009 Paris. SAS au capital de 41 860 475 €. 542 077 755 RCS Paris.



© FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO.

A V A N T, A P R È S
Par Vincent Trémolet de Villers

Sonate du temps jadis

Quelques mots comme des notes de piano et déjà l'atmosphère qui s'installe. On pourrait être à La Closerie des Lilas dans un film d'Edouard Baer, aux marches de l'Opéra chez Balzac, une coupe de champagne à la main, entre un duc et une cocotte sur la Côte fleurie. On est chez Bertrand de Saint Vincent, donc nous sommes à Paris, même quand la ville se déplace à Deauville ou à Cannes. Paris qu'il a traversé à pied, en taxi ou en scooter, en ne perdant aucun de ses détails. Les lieux, les instants ont leur charme propre – plaisir minuscule d'ajuster son smoking en marchant dans le bois de Boulogne –, mais plus que les décors, ce sont les gens qui les peuplent qu'à cherchés le directeur des pages Culture du *Figaro* pour ses croquis.

Bertrand de Saint Vincent, comme le spectacle touche à sa fin, fait défiler les livres, les images, les visages, avant que le temps ne les disperse : BHL plongé sur scène dans une baignoire, Houellebecq faisant la queue à l'aéroport avec la classe Eco, Philippe Tessier épongeant les dettes de ses journalistes qui ont tout perdu au casino d'Enghien, Rinaldi et Vitoux parlant bas comme deux matous, l'équipe de Canal+ vingt ans après... On croise Audrey Tautou et Isabelle Huppert, Grâce de Capitani et Ophélie Winter. Les talons aiguilles se tordent sur le pavé de la cour de Marbre, les smartphones clignotent sur la Croisette, ça parle Damien Hirst et régimes sans féculent. Ceux qui s'y frottent parfois s'y brûlent. Nicolas Rey, jeune écrivain emporté dans la poudre du succès, marche désormais courbé comme un vieil homme. Philippe Léotard, voix éraillée, visage buriné, titube en poussant la porte du bistrot. On le croirait sorti du *Feu follet* de Drieu la Rochelle. La tragédie du temps traverse ces pages quand Saint Vincent évoque son ami Wolinski mort sous les balles des frères Kouachi. Et puis la vie reprend, malgré tout, avec les bonshommes qui s'agencent comme des personnages de Sempé. Le moraliste au crayon, « *Saint-Simon, sans les talons* », est l'objet d'un très beau portrait. C'était bien, ces bulles de savon. Elles sont aujourd'hui introuvables. Saint Vincent est incapable de donner la date de la bascule. « *J'ignore l'instant où la fragilité des êtres, leur subtilité, leur part d'ombre, a été niée.* »

L'algorithme a remplacé l'esprit, le hashtag la conversation. Comme en un apologue, on a masqué nos visages, fermé les restaurants, fait taire les orchestres, vidé les théâtres, désenfilé les cinémas. Ils ont rouvert, mais le canapé – sushis ou burgers sur la table basse, Netflix en point de fuite – a triomphé de la moleskine et des fauteuils rouges. Ce monde qui s'estompe était vain, sans doute, comme l'était celui de Swann,

mais il déployait des formes, des couleurs, des voix, des rires, des cruautés qui donnaient à l'existence une inimitable saveur. L'alcool fort de la politique avait déjà laissé place aux expertises techniques, le prestige de la littérature se réduisait comme le nombre de librairies ; subsistait encore un savoir-vivre, une façon naturelle d'avancer dans la vie, « *inconsolable et gai* » (Jean Anouilh). Enfant de Jacques Laurent, auquel il a consacré une savoureuse biographie, et de Blondin dont il prolonge, d'une plume incisive et délicate, la grâce fragile, Bertrand de Saint Vincent n'est pas dupe de sa propre nostalgie. A mesure qu'elles s'éloignent, les années acquièrent un prestige que l'on n'avait pas mesuré en les vivant. Pas le temps...

Sur une route de l'île d'Yeu, une équipée de jeunes gens à bicyclette, humant les effluves d'un pot d'échappement de moto comme une promesse d'aventure, lui rappelle la permanence des choses humaines. Tout passe mais tout recommence. Les couleurs de l'automne sont encore plus belles quand la garde montante porte en elle les germes du printemps. ↗

À LIRE



Nocturne français
Bertrand de Saint Vincent
Grasset
304 pages
20,90 €



Retrouvez *Le Figaro Histoire* le jeudi 28 juillet 2022

© FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO.

LE FIGARO
HISTOIRE
OFFRE DU MOIS

ABONNEZ-VOUS

ET RECEVEZ LE LIVRE

Le Grand Siècle au féminin

de Marie-Joëlle Guillaume



Nombre de pages : 384

Format : 154 x 240 mm

Il existe de nombreuses biographies de femmes célèbres au XVII^e siècle, gravitant immanquablement autour de Versailles. Mais la présentation d'une galerie de onze portraits thématique, rassemblant à la fois de grandes dames de la spiritualité, de la vie culturelle et littéraire et de la politique, est une démarche originale et qui n'a pas d'équivalent. Alors que le thème de la femme est très largement abordé dans l'édition contemporaine, tous siècles confondus, sous l'angle de la condition féminine, le propos tenu par Marie-Joëlle Guillaume, spécialiste du XVII^e siècle, se décentre, voire se renverse : c'est la force de leur empreinte sur la civilisation du XVII^e siècle qui est mise en valeur. S'ajoutent aux portraits fameux des figures moins illustres mais tout aussi essentielles : Barbe Acarie, Louise de Marillac, Marie de l'Incarnation, Angélique Arnauld, Catherine de Rambouillet, Madeleine de Scudéry, Mme de Sévigné, Mme de Lafayette, duchesse de Longueville, Anne d'Autriche et Mme de Maintenon. Ils permettent une plongée concrète et très humaine dans les mentalités de l'époque, de Corneille à Port-Royal. Enfin, cet ouvrage enlevé offre une « défense et illustration » de la civilisation du Grand Siècle, dont l'appellation suggère l'excellence. Une excellence incarnée par des femmes d'élite qui en furent les actrices et les inspiratrices.

**1 AN
D'ABONNEMENT
+ LE LIVRE**
LE GRAND SIÈCLE AU FÉMININ

55 €
au lieu
de 77,40 €
soit 29 % DE RÉDUCTION



LE FIGARO
HISTOIRE

BULLETIN D'ABONNEMENT

À retourner sous enveloppe non affranchie à : LE FIGARO HISTOIRE - ABONNEMENTS - LIBRE REPONSE 85169 - 60647 CHANTILLY CEDEX

OUI, je souhaite bénéficier de cette offre spéciale : 1 an d'abonnement au *Figaro Histoire* (6 numéros) + le livre « Le Grand Siècle au féminin » au prix de 55 € au lieu de 77,40 €.

M. Mme Mlle

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

E-mail _____

Tél. portable _____ pour améliorer le suivi de votre livraison

Je joins mon règlement de 55 € par chèque bancaire à l'ordre de Société du Figaro.

Je règle par carte bancaire :

N° _____

Date de validité _____

Signature obligatoire et date

RAP22005

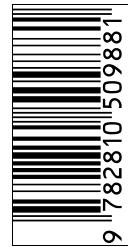
Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 31/07/2022 dans la limite des stocks disponibles. Expédition du livre sous 4 semaines après réception de votre règlement. Photos non contractuelles. Vous pouvez acquérir séparément le livre « Le Grand Siècle au féminin » au prix de 24 € + 10 € de frais de port et chaque numéro du Figaro Histoire au prix de 8,90 €. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro, ses partenaires commerciaux et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et à vous adresser des offres commerciales pour des produits et services similaires. Vous pouvez obtenir une copie de vos données et les rectifier en nous adressant un courrier et une copie d'une pièce d'identité à : Le Figaro, DPO, 14 boulevard Haussmann 75009 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection postale, cochez cette case Nos CGV sont consultables sur www.lefigaro.fr - Société du Figaro, 14 bd Haussmann 75009 Paris. SAS au capital de 41 860 475 €. 542 077 755 RCS Paris.

Hôtel Départemental des Expositions du Var

f  #hdevar

MOMIES

LES CHEMINS DE L'ÉTERNITÉ



10 JUIN > 25 SEPT. 2022 - DRAGUIGNAN

ARCHÉOLOGIA

L'Histoire

LE FIGARO

Billetterie sur
hdevar.fr